
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOLUME XXXI

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 17 NOVEMBRE 1896 AU 9 JANVIER 1897

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la soixantième année du règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA

**ÉTANT LA SIXIÈME SESSION DU HUITIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLA-
TURE DE QUÉBEC**

SESSION 1896-97

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC
IMPRIME PAR L.-J. DEMERS & FRÈRE

VOL. XXXI



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU,

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TRENTE-UNIÈME jour du mois de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIÈME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHFZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MERCREDI, le ONZIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-HUITIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU,

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous,

SALUT:

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le ONZIÈME jour du mois de MARS mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-NEUVIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*,
[L. S.] }

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc. etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*. SAMEDI, le TRENTIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TREIZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*,
[L. S.] }

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le TRENTIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—

SALUT :

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos Biens-Aimés Sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le NEUVIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SIXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'Août prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'Août, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'Août mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présentes au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre dite cité de *Québec*, VENDREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN. Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce HUITIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—

SALUT:

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Noire Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et de notre Règne la soixantième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA. par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-seize.

SALUT :

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*. se trouve prorogée au TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain.

NÉANMOINS. pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DIX-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
SESSION 1896-97

Mardi, 17 novembre 1896.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuier, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif :—

Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenus dans la représentation des districts électoraux de Jacques-Cartier, Hochelaga, Montréal, division

No 4, Chambly, Montmorency et du comté de Québec, et qu'il a adressé son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux, respectivement.

L'Honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative,

de la Province de Québec.

Monsieur l'Orateur,

Ayant décidé de me porter candidat à l'élection qui doit avoir lieu d'un député pour représenter le district électoral de Jacques-Cartier, dans la Chambre des Communes du Canada, je me trouve dans l'obligation de résigner mon siège de député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le même district électoral.

Je vous déclare donc que je résigne, par le présent, mon siège à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le dit district.

Signé à Lachine, ce vingtième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-quinze.

JOS.-A. DESCARRIES.

Témoins :

J.-B.-O. MARTIN,

A. LEPAILLEUR.

Québec, 28 février 1896.

A l'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Honorable Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, deux avis relatifs aux vacances occasionnées dans la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électorales de Jacques-Cartier et d'Hochelaga et veuillez vous gouverner en conséquence.

J'ai l'honneur de me souscrire,

Monsieur l'Orateur,

Votre bien humble et tout dévoué,

F.-X. LEMIEUX,

M. P. P.

Province de Québec,
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans la Puissance du Canada.

Nous, les soussignés, vous donnons avis, par les présentes, qu'une vacance est occasionnée dans la représentation à l'Assemblée législative, pour la division électorale de Jacques-Cartier, par le fait que Joseph-Adélard Descarries, écuyer, député de cette division électorale, s'est porté candidat à l'élection d'un député à la Chambre des Communes du Canada, pour la division électorale de Jacques-Cartier, tenue en décembre dernier, et aussi, par le fait de la résignation comme député, à l'Assemblée législative, du dit Joseph-Adélard Descarries.

Donné sous nos seings et sceaux à Québec, ce 28^e jour de février 1896.

[L. S.]

F.-G. MARCHAND,

Député de la division électorale de St-Jean,
à l'Assemblée législative de Québec.

[L. S.]

F.-X. LEMIEUX,

Député de la division électorale de Bonaventure à l'Assemblée législative de Québec.

Province de Québec,
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans la Puissance du Canada.

Nous, les soussignés, vous donnons avis, par les présentes, qu'une vacance est occasionnée dans la représentation à l'Assemblée législative pour la division électorale d'Hochelaga, par la nomination de Joseph Octave Villeneuve, écuyer, député de cette division électorale, comme membre du Sénat du Canada.

Donné sous nos seings et sceaux, à Québec, ce 28^{ème} jour de février 1896.

[L. S.]

F.-G. MARCHAND,

Député de la division électorale de St-Jean,
à l'Assemblée législative de Québec.

[L. S.]

F.-X. LEMIEUX,

Député de la division électorale de Bonaventure,
à l'Assemblée législative de Québec.

Montréal, 12 mai 1896.

L'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Je, soussigné, Alexandre-W. Morris, déclare par les présentes que je résigne mon siège dans l'Assemblée législative, comme membre représentant la division électorale de Montréal, division No 4.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Montréal, ce douzième jour du mois de mai, l'an mil huit cent quatre-vingt-seize.

A.-W. MORRIS.

Signé en présence de
M.-F. HACKETT,
E.-J. FLYNN,
Témoins. }

Montréal, 13 juin 1896.

A l'honorable P.-Ev. LEBLANC,
Orateur, Assemblée législative
de Québec.

Monsieur,

Je vous donne avis que j'ai accepté la charge de Maître-Général des Postes dans le gouvernement du Canada. et que je me porte candidat à une élection pour la Chambre des Communes du Canada. De plus, je vous déclare en tant que besoin peut être, que je résigne mon siège dans l'Assemblée législative de Québec.

J'ai l'honneur d'être,

Votre humble serviteur,

L.-O. TAILLON.

Témoins : { G.-G.-V. ARDOUIN.
 { A. AUDET.

Province de Québec,
savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A l'honorable P.-EVARISTE LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec,

Québec.

Nous, les soussignés, vous donnons avis par les présentes qu'une vacance s'est produite dans la représentation à l'Assemblée législative de cette province, pour le district électoral de Chambly, par l'acceptation de la part de l'hon M. L.-O. Taillon, le député de cette division électorale à la dite Assemblée législative, de la position de Ministre des Postes dans le gouvernement du Canada, et de membre du Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada.

Donné sous notre seing et sceau à Montréal, ce neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-seize (1896).

[L. S.]

F.-G. MARCHAND,
Député de la division électorale de St-Jean.

[L. S.]

J.-P. COOKE,
Député pour le district électoral de Drummond.

Témoin : R. DANDURAND.

Québec, 23 mai 1896.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative

de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous annoncer que, par les présentes, je donne ma démission et je résigne comme député du comté de Montmorency à l'Assemblée Législative de la province de Québec.

En foi de quoi j'ai signé,

[L. S.]

TH. CHASE-CASGRAIN.

Signé en présence de

LOUIS-P. PELLETIER,
Député de Dorchester.

E.-J. FLYNN,
Député de Gaspé.

A l'honorable P.-ÉY. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative,

de la province de Québec.

Monsieur,

Prenez avis que je déclare, par les présentes, résigner comme député de la circonscription électorale du comté de Québec, à la Législature de la province de Québec, aux termes de la section cent deux des Statuts refondus de la province de Québec.

Donné sous mon seing, à Québec, ce onzième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-seize, et en présence des témoins soussignés.

J'ai l'honneur d'être,

Votre humble serviteur,

C. FITZPATRICK.

Témoins : { A.-J. LANGLOIS,
 { WM.-T. NOLAN.

Province de Québec,

savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A l'honorable P.-ÉVARISTE LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec,

Québec.

Nous, les soussignés, vous donnons avis, par les présentes, qu'une vacance s'est produite dans la représentation à l'Assemblée législative de cette province pour le district électoral de Québec, par l'acceptation de la part de l'honorable Charles Fitzpatrick, le député de cette division électorale à la dite Assemblée législative, de la position de Solliciteur général dans le gouvernement du Canada.

Donné sous notre seing et sceau à Montréal, ce neuvième jour d'octobre 1896.

[L. S.] F.-G. MARCHAND,

Député de la division électorale de St-Jean.

[L. S.] J.-P. COOKE,

Membre pour le district électoral de Drummond

Témoin : R. DANDURAND.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuf mai mil huit cent quatre-vingt-seize, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Joseph Hamilton-Walker, officier rapporteur pour le district électoral de Montréal, division No 4, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de l'honorable Alexander Webb Morris, député démissionnaire, Monsieur Albert-William Atwater, avocat, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative,

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-seize, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à F.-X. Lachance, officier rapporteur pour le district électoral de Montmorency, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de l'honorable Thomas Chase-Casgrain, député démissionnaire, monsieur Edouard Bouffard, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

EUG. ROUILLARD,

Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Albert-William Atwater, écuyer, membre pour le district électoral de Montréal, division No. 4 et Edouard Bouffard, écuyer, membre pour le district électoral de Montmorency, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux de vous souhaiter ici la bienvenue et de vous retrouver dans ce Palais Législatif qui a été témoin de votre zèle pour le bien de la Province pendant toute la durée de cette période parlementaire qui va bientôt finir.

Mon gouvernement vous soumettra, au cours de la session que je viens ouvrir aujourd'hui, un projet de loi relatif à la création d'un fonds spécial destiné à aider davantage la cause de l'éducation dans les municipalités pauvres et parmi la classe ouvrière, à améliorer la condition des instituteurs et des institutrices, et, en général, à donner une nouvelle et forte impulsion à l'enseignement primaire.

Vous serez aussi appelés à légiférer sur une réorganisation des départements publics qui permettra, entre autres choses, de donner une attention plus soutenue à l'exploitation des forêts et des autres ressources de la Province, et sera de nature à en accroître le rendement.

L'agriculture et la colonisation, qui ont fait de si remarquables progrès depuis quelques années, devront en faire de plus rapides encore par suite de cette réorganisation départementale, et mon gouvernement, persuadé que de la prospérité de la population rurale dépend, dans une grande mesure, le bien-être de tout le pays, vous demandera de vous montrer généreux dans les dispositions budgétaires qui se rapportent à la classe si nombreuse et si méritante des colons et des agriculteurs.

En vertu de différents actes de la Législature, des subventions en terres, converties subséquemment en subventions en argent, ont été accordées à certaines compagnies de chemins de fer, et représentent une somme totale de plus de trois millions de piastres, payables lorsque ces terres auront été " assignées, vendues et payées," c'est-à-dire lorsque des frais très considérables d'arpentages et d'administration auront été encourus. Sollicité de donner suite à cette législation, mon gouvernement a proposé aux compagnies intéressées, qui voudraient y consentir, de commuer leurs droits en des sommes d'argent moindres que les sommes indiquées aux statuts, mais payables immédiatement ou à mesure qu'elles deviendront régulièrement dues.

Les compagnies ont opté pour cet arrangement, qui a été accepté en principe, et un projet de loi vous sera soumis pour permettre d'effectuer cette commutation.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Toutes les facilités vous seront données pour vous éclairer sur la partie financière de l'administration. Les comptes publics seront livrés sans retard à votre examen, et le budget de l'exercice régulier de 1897-98, ainsi qu'un budget supplémentaire pour l'exercice actuellement en cours, vous seront soumis.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Des agents d'émigration font des efforts actifs pour induire notre robuste et industrielle population à quitter la Province et à aller s'établir jusque dans le Brésil. Afin d'enrayer ce déplorable mouvement et de favoriser davantage la colonisation de nos terres incultes, mon gouvernement présentera un projet de loi qui créera un "homestead" de tout lot que la Couronne concèdera suivant certaines conditions, et il a l'intention de rendre ces conditions plus faciles que par le passé.

Le dernier rapport de la commission chargée de refondre et codifier les lois relatives à la procédure civile vous sera soumis en vue de l'adoption finale du travail de cette commission par la Législature. Les efforts de mon gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses ont été couronnés de succès, et un surplus a même été réalisé. Comme conséquence, j'ai la vive satisfaction de vous annoncer qu'un projet de loi vous sera soumis pour supprimer la taxe sur les mutations de propriété qui a dû être imposée en 1892.

Mon gouvernement espère aussi pouvoir remplacer les obligations de la Province actuellement en circulation par des valeurs payables à une date plus éloignée et portant intérêt à un taux moins élevé, ce qui aura pour effet de réduire considérablement le chiffre des charges annuelles pour intérêts sur la dette publique, et il proposera la législation nécessaire pour faciliter cette conversion.

Cependant, il est de mon devoir de déclarer que l'accroissement toujours grandissant de la population, et partant, l'augmentation des dépenses strictement obligatoires pour l'administration de la justice, le soin à donner aux aliénés, la construction de voies de communication, le développement de l'instruction publique et de l'agriculture, rendent de plus en plus nécessaires le rajustement des subventions fédérales payables sous l'autorité de la clause 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord. Conformément à un arrêté de mon Conseil Exécutif en date du 2 octobre dernier, je me suis mis en communication avec le gouvernement du Canada à ce sujet. Des copies de la dépêche que j'ai adressée à l'honorable Secrétaire d'Etat sur cette importante question vous seront distribuées.

Je me suis également mis en communication avec les autorités fédérales relativement à la délimitation de la frontière nord de la Province de Québec, et je suis heureux de vous dire que, par ordre de Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil, portant la date du 8 juillet dernier, le bien-fondé de nos revendications a été admis et le territoire réclamé par mon gouvernement, ou son équivalent, a été reconnu comme faisant partie de la province de Québec. C'est aux hommes de la génération présente qu'il appartient de préparer les destinées des générations de l'avenir : quelque éloignés que puissent paraître les avantages qui découleront de la décision que je viens de mentionner, ce fait doit être considéré comme étant d'une importance peu ordinaire.

Je vous laisse maintenant à vos travaux. Je prie le Dieu Tout-Puisant qu'Il daigne les bénir, et je fais des vœux pour que cette dernière session du huitième parlement de la Législature de Québec soit inscrite aux meilleures pages des annales parlementaires de la Province, et qu'elle y soit signalée comme ayant été féconde en preuves de votre dévouement, de votre sagesse et de votre loyauté.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Résolu. Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et Lois expirantes ; 6. Comptes publics ; 7. Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leur observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Beaubien met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec, pour 1896.—(*Document de la session No 3.*)

L'honorable M. Pelletier met devant la Chambre,—le Quatrième rapport de la commission chargée de reviser et de modifier le Code de procédure civile du Bas-Canada.—(*Document de la session No 8*)

L'honorable M. Atwater met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—l'état des Comptes publics de la pro-

vince de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1896. — (*Document de la session No 2.*)

L'honorable M. Flynn met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, 1896.—(*Document de la session No 7*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Parizeau,—la pétition du conseil de ville de la ville de Maisonneuve,—et la pétition de J.-O. Villeneuve et autres, de la cité de Montréal.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 18 novembre 1896.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Cartier,—la pétition de Joseph-Eua Girouard, de Drummondville.

Par M. Simpson,—la pétition de Dame Harriette Newell Jenkins, épouse de feu William Frederick Kay, de la cité de Montréal, et autres,—la pétition de Charles J.-W. Davies et autres, du village de Notre-Dame de Grâces-Ouest,—et la pétition de John-William Marling et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Bisson,—la pétition du Révérendissime Evêque catholique romain de Valleyfield.

Par M. King,—la pétition du conseil de ville de la ville de Westmount.

Par M. Carbray,—la pétition de *The Equitable Savings, Loan and Building Association*.

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Rioux,—la pétition de Sir William Dawson et autres, du Petit-Métis.

Par M. Martineau,—la pétition de la corporation de la cité de Saint-Henri.

Par M. Tétreau,—la pétition de l'honorable George Bryson et autres, en leur qualité et capacité d'exécuteurs testamentaires aux testament et codicile de feu John Bryson.

Par M. Beauchamp,—la pétition des Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme.

Par M. Marion,—la pétition des Commissaires d'école de la municipalité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Par M. Panneton,—la pétition de l'Union Saint-Joseph des Artisans, de Sherbrooke.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Simpson,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 19 novembre 1896.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 h. P. M., aujourd'hui.

Jeudi, 19 novembre 1896.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Tétreau,—La pétition de C.-R. Cunningham et autres, de Kirk's Ferry, sur la rivière Gatineau.

Par l'honorable M. Pelletier,—La pétition de Joseph-Herménégilde Tremblay, de la cité de Québec, étudiant en droit ; et la pétition des Révérendes Sœurs de la Charité de Québec.

Par M. Tellier,—La pétition de Paul-Arthur Côté, de la cité de Montréal, étudiant en loi ; la pétition de Jean-Lukin Leprohon et autres, de la cité de Montréal ; la pétition de Adolphe *alias* Rodolphe Robert et autres, de la cité de Montréal ; et la pétition de Alexandre-Damien Reeves et autres, de la cité de Montréal et autres lieux.

Par M. Stephens,—La pétition de la municipalité du village de Verdun.

Par M. Panneton,—La pétition du conseil de ville de la ville de Magog

Par M. Marion,—La pétition de Elzéar Drolet, de la cité de Québec.

Par M. Carbray,—La pétition de Vesey Boswell, de la cité de Québec.

Par M. Cartier,—la pétition de Paul-F. Payan et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du conseil de ville de la ville de Maisonneuve, demandant des amendements à sa charte ;

Et de J.-O. Villeneuve et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

M. l'Orateur met sur le Bureau de la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :—de l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport,—de l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul et de l'Hôtel-Dieu Saint-Valier. Chicoutimi, tous pour l'année 1895,—de l'Hôpital de Fraserville,—et de l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis, tous pour l'année 1896,—de *The Church Home*,—de l'Hôpital protestant pour les aliénés,—de l'Hôpital St-Patrice,—de l'Hôpital-Général,—de la Salle d'Asile St-Joseph No 541, rue St-Jacques,—du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, tous de la cité de Montréal et tous pour l'année 1895,—de *The Ladies Hebrew Benevolent Society*,—de *The Sheltering Home*,—de *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*,—de l'Asile des Orphelins Catholiques romains,—de l'Hospice de la Maternité aux soins de Sœurs de la Miséricorde,—et de l'Hôpital Notre-Dame, tous de la cité de Montréal et pour l'année 1896,—de l'Hôtel-Dieu de Nicolet pour l'année 1896,—de l'Œuvre du Patronage de Québec pour les années 1894 et 1895,—de l'Association des Dames Charitables,—de l'Hospice des Sœurs de la Charité,—de l'Ouvroir des Sœurs de la Charité,—de l'Association de l'Asile Ste-Brigitte,—de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre,—de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus,—de l'Hospice des Sœurs de la Charité et de l'Hospice de la Miséricorde, tous de la cité de Québec et pour l'année 1895,—de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'année 1896,—de l'Hôpital St-Jérôme et de l'Asile St-Ferdinand d'Halifax, tous pour l'année 1895,—de l'Hôpital-Général de Sorel pour l'année 1896.—(*Documents de la session No 12*).

M. l'Orateur met aussi sur le Bureau de la Chambre,—l'état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'Île Jésus pour les douze mois finissant le 31 décembre 1895.—(*Document de la session No 13*).

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi imposant des droits sur les transports d'immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant le Code de procédure civile de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant les Statuts refondus.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott, maintenant dans le comté de Beauce.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la vérification des testaments.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Lacouture,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, Ecr., en cour de police, à Montréal, en octobre 1896, lors de l'enquête préliminaire tenue dans la cause de Tarte vs. Grenier.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel :

Qu'attendu que le comité conjoint des deux Chambres chargé, pendant la session de 1895, de l'examen des rapports faits par la commission de révision du Code de procédure civile, a recommandé que, dès l'ouverture de la présente session, un comité soit formé pour reprendre l'étude des projets, lesquels seraient alors considérés dans leur ensemble, et la discussion devant se faire seulement sur les articles contestés ;

Attendu que la Chambre a approuvé cette recommandation dans sa séance du 17 décembre 1895 ;

Il soit *Résolu* :—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission

d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du Code de procédure civile, en la manière indiquée ci-dessous et informant Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé les honorables Messieurs Pelletier, Hackett, Atwater, Marchand, et Messieurs Auger, Girouard, Panneton, Lemieux, Tellier, Tétreau et Gladu pour agir, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité conjoint,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit Message au Conseil législatif.

L'honorable M. Atwater, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des Statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, (émis depuis la clôture de la session 1895, jusqu'à l'ouverture de la session suivante, 17 novembre 1896), lequel est lu comme suit :

ETAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par cet article.

(Emitis durant la vacance, entre la clôture de la session de 1895 et l'ouverture de la session suivante, le 17 novembre 1896).

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.			
5	<i>Services divers :</i> Protection des forêts, Département des terres de la Couronne: Montant requis d'urgence par le Département des terres de la Couronne, pour défrayer les dépenses pour la protection des forêts, le crédit affecté à cet objet pour l'année courante étant épuisé.....	93	5 mars 1896.....	1,000 00	1,000 00	1,000 00	
6	<i>Gouvernement civil :</i> Dépenses casuelles : Département des terres de la Couronne : pour défrayer les dépenses, le montant alloué à ce département pour l'année courante étant épuisé.....	93	5 mars 1896.....	2,500 00	2,500 00	2,500 00	
7	<i>Administration de la justice :</i> Montant requis pour payer à la corporation de la cité de Montréal, les taxes de l'eau dues sur les édifices du gouvernement, etc., Montréal, pour les années 1890 à 1895, inclusivement..... \$12,307 52 et pour les services de la police de la cité de Montréal employée pour cap- turer Morrison en 1890..... 794 20 \$13,101 72 auxquels il n'était pas pourvu par les prévisions budgétaires de l'exercice en cours. Le dit mon- tant devant être appliqué comme suit, savoir : Dépenses casuelles des shérifs. \$12,307 52 Justice, divers..... 794 20	109	4 avril 1896.....	13,101 72	13,101 72	13,101 72	

8 Dette publique :						
Frais d'administration : Montant requis d'urgence pour payer la prime, l'escompte, le change, et autres frais ayant rapport à la gestion de la dette publique pour lesquels le crédit voté pour l'exercice en cours se trouve insuffisant.....		215	30 juin 1896.....	8,500 00	8,500 00	112 15
1 Travaux et édifices publics :						
(Extraordinaires)						
Montant requis d'urgence pour payer la somme adjugée à Philippe Vallière pour le troisième arbitrage en sa faveur, pour meubles fournis par lui, ainsi que l'assurance, l'emmagasinage, etc., d'iceux, pour les palais de justice de Montréal, Hull et Bryson, et auxquels il n'est pas législativement pourvu, le dit montant devant être appliqué comme suit, savoir :						
Palais de justice de Montréal :						
Meubles.....		\$19,753 43				
Assurance, emmagasinage, etc.....		2,225 80				
						\$21,978 23
Palais de justice et prison de Hull, district d'Ottawa :						
Pour assurance et emmagasinage, etc., sur meubles fournis.....		794 50				
Palais de justice et prison de Bryson, district de Pontiac :						
Pour assurance, emmagasinage, etc., sur meubles fournis.....		179 70	272	31 juillet 1896.....	22,952 42	22,952 42
2 Services divers :						
Règlement des réclamations des héritiers de feu Guillaume Amyot, C. R. :						
Montant requis d'urgence pour payer aux héritiers de feu Guillaume Amyot, avocat et conseil de la reine, en plein paiement de toutes ses réclamations la re						
Guillaume Amyot vs la Reine, dans les affaires Minéan et autres et auxquelles il n'a pas été pourvu législativement.....			282	23 juillet 1896.....	4,000 00	4,000 00

Etat des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refundus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par cet article.—*Suite.*

(Emis durant la vacance, entre la clôture de la session de 1895 et l'ouverture de la session suivante, le 17 novembre 1896).

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.			Mandats des mandats spéciaux.	Montants dépenses.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.			
8	Colonisation : " Chemins de colonisation " : Montant requis pour défrayer les dépenses nécessitées pour certains travaux nécessaires sur les chemins de colonisation, provenant de l'accentuation du mouvement de la colonisation, et auxquelles il n'a pas été législativement pourvu.....	296	23 juillet 1896.....	\$ cts. 56,800 00	\$ cts. 56,800 00	\$ cts. 56,800 00	\$ cts.
4	Travaux et édifices publics : (Extraordinaires) Agrandissement du Palais de Justice de Montréal : Montant requis d'urgence pour payer à Charles Berger la somme à lui accordée par jugement de la cour supérieure, No 504, du 6 novembre 1895, ainsi que les intérêts depuis le 14 février 1896, <i>in re Berger vs la Reine</i> , et les frais de ces causes, pour le paiement desquels il n'a pas été voté de crédit.....	310	24 août, 1896.....	117,916 51	117,916 51	117,916 51	

Travaux et dépenses publiques :					
(Extraordinaires)					
<p>Montant requis d'urgence, et auquel aucun crédit n'a été législativement affecté, pour payer la balance des comptes de la construction du logement du geôlier de la prison de Montréal, et pour les tapis du palais de justice de Montréal, le dit montant devant être appliqué comme suit :</p> <p>"Prison commune, Montréal; logement du geôlier", \$ 8,231 23</p> <p>"Palais de justice Montréal, tapis", 255 73</p>		312	31 août 1896.....	8,476 96	8,476 96
<p>Services divers :</p> <p>"Secours aux pêcheurs réduits à la misère, de Percé, comté de Gaspé" :</p> <p>Montant requis d'urgence, mais auquel il n'a pas été législativement pourvu, pour secourir et soulager les pauvres pêcheurs de Percé qui ont perdu leurs bateaux et leurs agrès de pêche, et par là leurs moyens d'existence, à la suite d'une grande tempête ayant sévi dans la nuit des 1er et 2 octobre 1896.</p>		416	22 octobre 1896.....	* 3,000 00	3,000 00
				238,247 61	238,247 61
					112-15

* Le mandat pour ce montant a été, par erreur, émis pour \$3,000 au lieu de \$2,000. La différence, \$1,000, a été subseqüemment remboursée au département du Trésor.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, BUREAU DE L'AUDITEUR,

Québec, 19 novembre 1896.

A.-H. VERRET,

Auditeur de la province.

Aussi,—un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 30 octobre 1895 au 17 novembre 1896, tel que requis par la 31ème Victoria, chapitre 9, sous-section 2 de la section 61.—(*Document de la session No 10*).

Et aussi,—un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1895, inclusivement, jusqu'au 17 novembre 1896, tel que requis par l'article 633 des Statuts refondus de la province de Québec —(*Document de la session No 11*).

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.

L'honorable M. Hackett dépose, sur le bureau de la Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le Secrétaire d'État du Canada, au sujet du subside fédéral.—(*Document de la session No 95*).

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, hier, qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 20 novembre 1896.

Sur motion de M. Caron, secondé par M. Dechène,
Ordonné, Que le débat soit de nouveau ajourné.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A l'honorable Orateur et aux

Honorables membres de

l'Assemblée législative.

Le Bibliothécaire de la Législature a l'honneur de présenter le rapport suivant, pour l'année 1895-96.

Le nombre de volumes de la bibliothèque est actuellement de 50,688. Depuis le commencement de la dernière session ce nombre s'est accru de 2688.

Vu l'accroissement considérable de la bibliothèque depuis les quatre dernières années—environ 19,688 volumes—il nous sera permis de faire remarquer que l'espace réservé aux livres est beaucoup trop étroit. Naturellement le service souffre de cet état de choses, et nous avons la confiance que la Législature s'occupera bientôt, soit d'agrandir la bibliothèque, ou d'en construire une nouvelle.

Respectueusement soumis,

(Signé) N.-E. DIONNE,

Bibliothécaire.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à trois heures P. M.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 23 novembre 1896.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre :

Par M. Cartier,—la pétition de E. Bélanger et autres, propriétaires riverains de la rue Notre-Dame-Est, Montréal,—et la pétition de Alphonse Patrice Delvecchio et autres, de Montréal.

Par M. Spencer,—la pétition de F.-H. Pickel, de Sweetsburg.

Par M. Bouffard,—la pétition de W.-B. McGowan et autres, dentistes, de la cité de Montréal,—et la pétition de A.-Alphonse Hamel et autres, de la cité de Québec.

Par M. Simpson,—la pétition de John Molson et autres, de la cité de Montréal,—et la pétition de Feodar Boas et autres, de Saint-Hyacinthe et autres lieux.

Par M. Bédard,—la pétition de la Compagnie du pont de Saint-François.

Par M. King,—la pétition de Kenneth Blackwell et autres.

Par M. Beauchamp,—la pétition du conseil de ville de la ville de la Côte Saint-Paul.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph-Ena Girouard, de Drummondville, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres.

De Dame Harriette Newell-Jenkins, épouse de feu Wm.-Frederick Kay, de la cité de Montréal, et autres, demandant une loi autorisant les exécuteurs testamentaires de feu W.-F. Kay, à hypothéquer ses biens.

De Chs-J.-W. Davies et autres, du village de Notre-Dame de Grâces-Ouest, demandant à être incorporés sous le nom de "Montreal-West".

De John-William Marling et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de *The Good Government Association*.

Du révérendissime évêque catholique romain de Valleyfield, demandant l'incorporation du collège de Valleyfield.

Du conseil municipal de la ville de Westmount, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville.

De *The Equitable Savings, Loan and Building Association*, demandant un acte les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec.

De la corporation de la cité de Québec, demandant un acte pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec.

De Sir William Dawson et autres, du Petit-Métis, demandant un acte incorporant la municipalité du village du Petit-Métis.

De la corporation de la cité de St-Henri, demandant un acte pour amender et refondre les lois organiques de la dite corporation de la cité de St-Henri.

De l'honorable Geo. Bryson et autres, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John Bryson, demandant une loi ratifiant le dernier testament de feu John Bryson, et pour d'autres fins.

Des syndics de la paroisse de St-Jérôme, demandant des amendements à leur charte.

Des commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Cunégonde de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Sainte-Cunégonde.

De l'Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke, demandant un acte amendant et refondant leur acte d'incorporation.

De Joseph-Herménégilde Tremblay, étudiant en médecine, de la cité de Québec, demandant un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

Du Chapitre des Révérendes Sœurs de la Charité de Québec, demandant un acte érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte pour toutes les fins civiles quelconques.

De Paul-Arthur Côté, étudiant en droit, de la cité de Montréal, demandant un acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la municipalité du village de Verdon, demandant un acte amendant la charte et étendant les pouvoirs de la dite municipalité du village de Verdon.

De Jean Lukin-Leprohon et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte les autorisant à hypothéquer ou vendre une propriété substituée.

Du conseil de ville de la ville de Magog, demandant un acte amendant la charte de la corporation de la dite ville.

De Elzéar Drolet, de la cité de Québec, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre à subir l'examen à la pratique de la profession de notaire.

De Alexandre-Damien Reeves et autres, de la cité d'Ottawa et d'autres lieux, demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

De Vesey Boswell, de la cité de Québec, demandant un acte l'autorisant à poser un aqueduc dans certaines rues de Québec.

De Paul-F. Payan et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe et d'autres lieux, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby."

Et d'Adolphe *alias* Rodolphe Robert et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte confirmant la vente d'un immeuble.

M. l'Orateur met sur le bureau de la Chambre, — l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, — de l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe, — et de l'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke, tous pour l'année 1896. — (*Documents de la session, No 12*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. D.-A. Ross, Ouimet, Archambault et LaRue pour agir au nom du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme comité conjoint des deux Chambres pour étudier les rapports de la commission chargée de la refonte du Code de procédure civile, ainsi que demandé par le message de cette Chambre du 19 courant.

Ordonné, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

(INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.)

Par M. Gladu,—Le gouvernement a-t-il adopté quelque décision touchant la commission ou rémunération des percepteurs du revenu, et autres officiers chargés de la perception des taxes directes imposées en 1892?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Oui.

Par M. Lussier,—Quand le gouvernement se propose-t-il de procéder à l'élection d'un député pour le comté de Chambly, en remplacement de l'ex-député, l'honorable L.-O. Taillon?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Aux élections générales prochaines.

Par M. Déchène,—1. Les lots 13, 14, 15, 16, 17 et 18, du quatrième rang du township Loranger, font-ils encore partie du domaine de la couronne?

2. Dans la négative, à qui ont-ils été vendus et quand?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. Les lots 13 et 14 ont été vendus à Marcellin Boyer, le 10 mai 1882, transportés à Louis G. Beaubien, en 1883, et patentés au même le 14 mai 1889; 2. Les lots 15 et 16 ont été vendus à Angélique Labelle, le 20 mai 1882, transportés à Louis Beaubien, en 1889 et patentés au même, le 10 mai 1889; 3. Les lots 17 et 18 ont été vendus au révérend Antoine Labelle, le 4 août 1886, transportés à Joseph Beaubien, en 1889 et patentés à ce dernier, le 14 mai 1889.

Par M. Déchène,—M. J.-M.-A. Denault a-t-il, depuis le 30 juin 1893, reçu quelques sommes du gouvernement, à quelque titre que ce soit, à part celle mentionnée à la page 135 des comptes publics pour 1895-96? Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes, et pourquoi lui ont-elles été payées?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. \$225.00 pour 9 mois de salaire depuis le 1^{er} février jusqu'au 31 octobre 1896, et \$12.00 pour des frais de voyage. Quand il a été décidé de donner, dans la Province, une série de conférences dans le but d'induire les cultivateurs à envoyer les enfants aux écoles d'agriculture, il fallait un secrétaire qui put mettre à la connaissance du public les progrès faits et, par ce moyen, faciliter le travail de ces conférenciers et le rendre plus efficace; M. Denault a été nommé secrétaire de ces conférenciers. Il a agi, en outre, comme employé du bureau de colonisation à Montréal. Son principal devoir était de

mettre à la connaissance du public tout ce qui pouvait être de nature à aider à la colonisation. Pour cela il avait à assister aux assemblées publiques, à rédiger des rapports, à donner enfin au public toutes les informations qui pouvaient être de quelque utilité.

Par M. Déchène.—1. Le gouvernement a-t-il mis en vente des limites à bois (*timber limits*) depuis le 30 juin 1895 ? 2. Dans l'affirmative, combien de ventes ont été faites ? 3. Combien de milles carrés ont été vendus ? 4. Quel montant le gouvernement a-t-il retiré de telles ventes ?

Réponse par l'honorable M. Nantel.—1. Oui. À la demande spéciale des intéressés. 2. Quatre ventes. 3. 503 milles carrés et quelques acres. 4. \$83,255 20.

Par M. Déchène.—1. M. L.-Z. Joncas, de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement ? 2. Dans l'affirmative, depuis quand ? 3. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Nantel.—M. L.-Z. Joncas a été nommé surintendant de la chasse et de la pêche, à la place de M. Honoré Chassé, démissionnaire, à la date du 17 courant ; son traitement est de \$1600 ; ses fonctions sont, en outre des fonctions de son prédécesseur, de faire connaître par des écrits et des études dans les journaux et les revues du pays et de l'étranger, les ressources de la Province au point de vue de la chasse et de la pêche.

Par M. Déchène.—Quel est le montant total payé jusqu'au 15 novembre courant (1896), pour droit d'auteur, impression, reliure, etc., du "Manuel d'agriculture" de M. Ed.-A. Barnard.

Réponse par l'honorable M. Beaubien.—Le montant total payé pour droits d'auteur, impression, reliure, etc., du "Manuel d'agriculture" de M. Ed.-A. Barnard apparaît dans les comptes publics. Il n'y a eu rien de payé pour cet objet depuis le premier juillet dernier.

Par M. Bernatchez.—M. Henri de Puyjalon, de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement ? Dans l'affirmative, quel est cet emploi ? Quel était le titulaire de cet emploi avant M. de Puyjalon, et quel salaire lui était payé ?

Réponse par l'honorable M. Nantel.—Oui, M. de Puyjalon prépare actuellement le rapport sur l'exploration qu'il vient de faire dans la vallée de l'Ottawa supérieur, pour mettre à effet la législation qui autorise la division de la province en sections de chasse et de pêche. Personne n'était titulaire de cet emploi qui n'est pas permanent.

Par M. Gosselin.—Le gouvernement se propose-t-il, en abolissant la taxe sur les ventes et transports d'immeubles, d'indemniser ceux qui ont payé cette taxe sur leurs acquisitions de terres et d'immeubles, de manière

à les placer sur un pied d'égalité avec les autres contribuables qui n'ont pas payé cette taxe ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Dans les conditions financières où se trouve maintenant la province, le gouvernement se sent en état de pouvoir abolir complètement cette taxe qu'il a déjà commencé à réduire en 1894. Il serait évidemment impossible de rembourser le montant des taxes payées. En agir ainsi, serait contribuer à mettre la province dans une aussi mauvaise position financière qu'elle était avant l'imposition de cette taxe.

Par M. Dechène,—A qui la *Great North Western Telegraph Co.* a-t-elle délivré les rapport complets des élections du 23 juin 1896, et pour lesquels elle a reçu la somme de \$25 00, tel que mentionné à la page 210 des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Son Honneur le Lieutenant-gouverneur ayant manifesté le désir que les rapports télégraphiques, au sujet des élections, lui fussent communiqués à l'hôtel du gouvernement, à Spencer Wood, par téléphone, des arrangements furent faits en conséquence le 22 juin ; et comme il n'y avait pas de crédit spécial pour cela, le compte en question, produit après cette date, a été payé sur l'item : " Divers en général."

Par M. Dechène,—Quelle est l'opinion constitutionnelle donnée au gouvernement par J.-G. Bourinot et pour laquelle le gouvernement a payé une somme de \$100, tel qu'il appert à la page 209 des comptes publics ?

Quand cette opinion a-t-elle été donnée ?

A la demande de qui a-t-elle été donnée ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—L'opinion de M. Bourinot a été obtenue d'une façon confidentielle sur le mode à adopter pour soumettre à la Chambre les contrats passés par le Conseil exécutif sujets à l'autorisation législative. Cette opinion a été donnée en 1893 à la demande du Conseil exécutif.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il fait des arrangements pour la garde et l'entretien des aliénés à l'Asile de St-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, depuis le 30 juin 1895 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Il n'y a pas eu d'arrangements nouveaux faits depuis le 13 juin 1895.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des recettes et des dépenses, de toutes sortes, de la province, depuis le 30 juin jusqu'au 20 novembre 1896.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Lussier,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant, comté par comté :

1. Les sommes dépensées pour travaux de colonisation, depuis le 30 juin 1896.

2. La date des instructions aux conducteurs de tels travaux, avec le nom de chacun des conducteurs ou surveillants de ces travaux, et le montant qu'il était autorisé à dépenser.

3. Les montants payés pour ces travaux, à venir au 17 novembre courant (1896) ;

4. Les montants restant dus.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Résolu. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les arrêtés en conseil et toute la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada, relativement à la frontière nord et nord-est de la province de Québec.

Ordonné. Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Lussier,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant :

1. Pour quelles fins a été payé la somme de \$3,414.84, mentionnée à la page 186 des comptes publics, au titre "Spencer Wood".

2. A quelles personnes ces sommes ont été payées et quand elles l'ont été.

Sur motion de l'honorable M. Stephens, secondé par M. Pinault,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de la somme totale payée, le 1er novembre 1896, pour aider et donner du développement à la fabrication du sucre de betterave.

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de toutes les primes d'assurances payées sur les propriétés de la province durant les dix années expirées le 30 juin 1896. Aussi, un état des montants des pertes payées par les compagnies qui ont assuré ces propriétés publiques pour le gouvernement.

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état donnant :

La date d'émission ; la date de maturité ; le taux d'intérêt ; le prix de vente ; les frais de chaque emprunt ; la somme nette réalisée ; de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Lussier,

Résolu. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copie de toute correspondance, contrat, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,024 00, fait à la corporation de la paroisse de Ste-Marie-Magdeleine, du Cap-de-la-Magdeleine, pour l'entretien du chemin dit : chemin du gouvernement ou chemin de Bureau, tel que mentionné à la page 210 des comptes publics 1895-96.

Ordonné, que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur, quatre messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.—(*Document de la session No 15.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 19 novembre 1896.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil—(*Document de la session No 16.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 19 novembre 1896.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.—(*Document de la session No 17.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 19 novembre 1896.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 5 juin 1896 et approuvé par lui le 10 juin 1896, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 19 novembre 1896.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 5 juin 1896, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 10 juin 1896.

No. 201.

Sur la nomination des membres de la Commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative.

L'honorable Premier ministre, dans un mémoire en date du cinq juin courant (1896), recommande : que l'honorable E.-J. Flynn, commissaire des Travaux publics, l'honorable L.-P. Pelletier, procureur-général, et l'honorable A.-W. Atwater, trésorier de la Province, tous trois membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative de cette province, et ce, sous l'autorité de l'article 114 des S. R. P. Q.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, le 26e rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1895.—(*Document de la session No 19*).

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, mercredi le 18 novembre courant,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, K. C. M. G.

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remer-

cions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Et la question étant de nouveau proposée,

M. Tessier (Portneuf), propose comme amendement, secondé par M. Lemieux, que les mots suivants soient ajoutés à la dite adresse :

Et nous demandons à Votre Honneur la permission de lui représenter très respectueusement :

Que les sièges, dans cette Chambre, des districts électoraux de Jacques-Cartier, Hochelaga, Chambly et Québec, sont devenus vacants par la démission de leurs députés respectifs :

Que Monsieur l'Orateur a été régulièrement informé de ces vacances dans la représentation de ces districts électoraux aux dates suivantes : Jacques-Cartier, le 20 décembre 1895 ; Hochelaga, le 28 février 1896 ; Québec, le 11 juin 1896 ; Chambly, le 13 juin 1896, et que Monsieur l'Orateur a immédiatement, sur réception de ces avis, émis ses mandats pour la tenue de nouvelles élections dans chacune de ces divisions électtorales ;

Que le gouvernement a négligé de faire les élections pour remplir ces vacances, comme il était de son devoir de le faire ;

Que c'est le privilège incontestable des électeurs de chacune des division électtorales de cette province d'être représentés à toutes les sessions de cette Législature ;

Que la négligence, de la part du gouvernement, d'accorder ce privilège aux électeurs des différents comtés plus haut nommés, est une grave injustice commise à leur égard, une infraction flagrante du principe du gouvernement responsable et une violation coupable de l'esprit de notre constitution ;

Que cette Chambre croit qu'il est de son devoir de signaler à Votre Honneur ces faits en même temps que sa condamnation de la conduite du gouvernement à cet égard.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,

Bisson,

Caron,

Cooke,

Dechène,

Girard (Rouville),

Girouard,

Gladu,

Laliberté,

Lemieux,

Lussier,

Marchand,

Morin,

Parent,

Pinault,

Shehyn,

St-Marie,

St-Phéens,

Tessier (Portneuf),

Tessier (Rimouski),

Turgeon.—21.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tétreau.—38.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand.</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Hackett, l'honorable M. Atwater, l'honorable M. Marchand, M. Marion, M. Bisson, M. Parizeau, M. Tessier (Portneuf), M. Stephens et M. Tellier composent le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

L'honorable M. Atwater, trésorier, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur ;

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1897 et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre — (*Document de la session No. 1.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 23 novembre 1896.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant la loi imposant des droits sur les transferts d'immeubles, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 24 novembre 1896.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott, maintenant dans le comté de Beauce.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 h. P. M., aujourd'hui.

Mardi, 24 novembre 1896.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre :

Par M. England,—la pétition de Henry Lovell et autres, de la ville de Coaticook.

Par M. Spencer,—la pétition de James-Edward Mullin et autres, de la cité et du district de Montréal.

Par M. Panneton,—la pétition de *The Stadacona Water, Light and Power Company*.—la pétition des Comptables de la cité de Montréal,—et la pétition de William James Wright, de la cité de Montréal.

Par M. Stephens,—la pétition de John Wilson, de la cité de Glasgow et autres lieux,—et la pétition de l'Institut Tratalgar, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Marchand,—la pétition de Raoul Aubé et autres, de St-Jean, P. Q., et d'autres lieux.

Par M. King,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

L'honorable M. Nantel, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes des membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

BILLS PRIVÉS :—Les honorables MM. Atwater, Beaubien, Hackett, Pelletier, et MM. Allard, Augé, Baker, Beauchamp, Bisson, Bouffard, Cartier, Caron, Chicoyne, Cooke, Dechène, Duplessis, Doyon, Girouard, Greig, Guerin, King, Lacouture, Lussier, Lemieux, Marion, Martineau, McDonald, Normand, Panneton, Parent, Parizeau, Pinault, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski) et Turgeon.

AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—L'honorable M. Beaubien, et MM. Beauchamp, Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Caron, Chicoyne, Cholette, Dechène, Desjardins, Doyon, Gosselin, Gillies, Girard, (Lac Saint-Jean), Gladu, Greig, Lacouture, Lussier, Magnan, McClary, McDonald, Marion, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Les honorables MM. Flynn, Hackett, Hall, Pelletier, et MM. Dechène, Duplessis, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

COMPTES PUBLICS :—Les honorables MM. Atwater, Flynn, Hackett, Hall, Nantel, Pelletier, Shehyn, et MM. Allard, Beauchamp, Bourbonnais, Bernatchez, Carbray, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Dechène, Duplessis, Girard (Rouville), Gladu, Grenier, Guerin, Lacouture, Martineau, Parent, Pinault, Parizeau, Savaria, Spencer, Stephens, Tellier et Tessier (Portneuf).

ORDRES PERMANENTS :—MM Bourbonnais, Bisson, Bouffard, Cholette, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC :—Les honorables MM. Beaubien, Flynn, Nantel, et MM. Allard, Augé, Baker, Bisson, Bédard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Girard (Lac Saint-Jean), Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Grenier, Gillies, Guerin, King, Lacouture, Laliberté, Magnan, Martineau, McClary, McDonald, Morin, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tessier (Rimouski) et Tétreau.

INDUSTRIES :—Les honorables MM. Atwater, Beaubien, Hackett, Shehyn et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Carbray, Châteauvert, Desjardins, Gillies, Gosselin, Guerin, King, Lussier, McClary, Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Les honorables MM. Atwater, Flynn, Hackett, Hall, Marchand, Pelletier, et MM. Allard, Augé, Bisson, Bouffard, Cooke, Gladu, Lemieux, Marion, Normand, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. Atwater, trésorier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné. Que le message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, reçu et lu hier, transmettant les estimations supplémentaires des dépenses de l'exercice finissant le 30 juin 1897, et les estimations des dépenses de l'exercice finissant le 30 juin 1898, et les budgets qui les accompagnent soient renvoyés au comité de subsides.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bil modifiant l'article 148 des Statuts de la province de Québec, concernant l'indemnité législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la balance due sur prix d'achat (\$1400) du musée d'histoire naturelle de Provancher; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'exposition de Sherbrooke : \$2,500 pour l'exposition de 1895 et \$5,000 pour l'exposition de 1896; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'exposition des Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison, Montréal: pour payer la balance d'intérêts dus sur balance du prix d'achat de la ferme McLaren, au Sault-au-Récollet, voté à la dernière session; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent dix piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du Palais de Justice, Montréal: règlement de compte d'intérêts des entrepreneurs Berger, St-Louis et Cousineau; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille cinq cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du règlement final des réclamations Perrault & Mesnard, pour services professionnels, par pétition de droit, s'élevant avec les intérêts, à \$66,056.34, par suite d'actes et d'instructions à eux données, avant le 16 décembre 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à diverses dépenses en général, pour remboursement de cautionnements à M. Rodrique et Gédéon Coupal *in re* la Reine *vs* Robert, O. en C. No 303 du 23 juillet 1896; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'achèvement de la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'achat de 99 exemplaires de l'Histoire du Droit Canadien, par Lareau (voté de nouveau); pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent soixante et dix-huit piastres et soixante et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la réclamation Joseph Dusault, failli, J.-I. Lavery, curateur, en règlement de réclamations résultant de lettres écrites avant le 16 décembre 1891; O. en C. No 346. du 8 septembre 1896, payable :

Au dit J.-I. Lavery, comme curateur du dit failli, pour capital, intérêts et frais.....	\$ 2,490 47
Et à lui personnellement, conformément à la recommandation de la majorité des juges de la cour d'appel.....	12,088 30.

pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et dix-huit piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face au règlement avec la *Waterous Engine Works Company*: règlement de réclamation résultant d'actes antérieurs au 16 décembre 1891. En vertu de l'O. en C. No 471, du 11 novembre 1896 :—Capital..... \$ 1,810 00
Intérêt à 4½%, du 24 juin 1892 au 1er janvier 1897..... 368 15

pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Chicoyne informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander, que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Chicoyne rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la balance due sur prix d'achat (\$1400) du musée d'histoire naturelle de Provancher; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil des Arts

et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'exposition de Sherbrooke; \$2,500 pour l'exposition de 1895 et \$5,000 pour l'exposition de 1896; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'exposition des Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison, Montréal: pour payer la balance d'intérêts dus sur balance du prix d'achat de la ferme McLaren, au Sault-au-Récollet, voté à la dernière session; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent dix piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du Palais de Justice, Montréal: règlement de compte d'intérêts des entrepreneurs Berger, St-Louis et Cousineau; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille cinq cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du règlement final des réclamations de Perrault & Mesnard pour services professionnels, par pétition de droit, s'élevant avec les intérêts, à \$66,056.34, par suite d'actes et d'instructions à eux données, avant le 16 décembre 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à diverses dépenses en général, pour remboursement du cautionnement à M. Rodrique et Gédéon Coupal *in re* la Reine *vs.* Robert, O. en C. No 303 du 23 juillet 1896; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'achèvement de la maison de refuge, Sainte-Cunégonde; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'achat de 99 exemplaires de l'Histoire de Droit Canadien par Lareau (voté de nouveau); pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent soixante et dix-huit piastres et soixante et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la réclamation Joseph Dussault, failli, J.-I. Lavery, curateur, en règlement de réclamations résultant de lettres écrites avant le 16 décembre 1891; O. en C. No 346, du 3 septembre 1896, payable :

Au dit J.-I. Lavery, comme curateur du dit failli, pour capital, intérêts et frais	\$ 2,490 47
Et à lui personnellement, conformément à la recommandation de la majorité des juges de la cour d'appel.....	12,088 30

pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

16. <i>Résolu</i> , Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et dix-huit piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement avec la <i>Waterous Engine Works Company</i> : règlement de réclamation résultant d'actes antérieurs au 16 décembre 1891. En vertu de l'O. en C. No 471, du 11 novembre 1896 :—Capital.....	\$ 1,810 00
Intérêt à 4½%, du 24 juin 1892 au 1er janvier 1897.....	368 15

pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 25 novembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de *The Women's Christian Association of Quebec*, pour l'année 1895-96.—(*Documents de la session No 12.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre :

Par M. Augé,—la pétition de la corporation de la cité de Montréal.

Par M. Tellier,—la pétition du conseil de ville de la ville de Saint-Louis.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De E. Bélanger et autres, propriétaires riverains de la rue Notre-Dame-Est, Montréal, demandant des amendements à la section 2 de la loi 57 Victoria, chapitre 78.

De F.-H. Pickel, de Sweetsburg, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit, sans examen.

De Wm.-B. McGowan et autres, dentistes, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la loi 55-56 Victoria, chapitre 32.

De Alphonse Hamel, de la cité de Québec, et autres, demandant à être autorisés à payer les dettes et à séparer les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel.

De John Molson et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte concernant les biens de feu l'honorable John Molson.

De Feodor Boas et autres, de Saint-Hyacinthe et autres lieux, demandant à être incorporés sous le nom de *The Asbestos & Danville Railway Company*.

De la Compagnie du pont de St-François demandant un acte étendant ses privilèges.

De Kenneth Blackwell et autres, demandant à être incorporés sous le nom de *The Canada Switch & Spring Company (Limited)*.

De Alphonse-Patrice Delvecchio et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte confirmant le partage des revenus de la succession de P.-T. Delvecchio et celui des propriétés léguées par son épouse.

Et de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul, demandant des amendements à sa charte.

L'honorable M. Pelletier, du comité conjoint des deux Chambres, chargé d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du Code de procédure civile, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Pelletier pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Pelletier du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente aussi à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Pelletier pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel se lit comme suit :

Votre comité a choisi M. Félix Carbray pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Joseph Marion, écr., pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu L.-T.-N.-L. Duplessis, écuyer, pour son président, et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Hackett pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Châteauvert, du comité spécial permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi V. Châteauvert, écr., pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des diverses Industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Parizeau pour son président, et recommande que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Benjamin Beauchamp, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant la cour de circuit, à Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certain cas et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1337 du Code civil, inclusivement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill pourvoyant à la prohibition des placards indécents dans les rues et places publiques des cités et des villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bisson,—Le gouvernement se propose-t-il de diminuer la qualification des juges de paix ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Non.

Par M. Bisson,—Le gouvernement est-il informé qu'il n'y a aucun juge de paix, qui se soit qualifié, dans la ville de Beauharnois et dans la paroisse de Saint-Clément ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Non.

Par M. Bisson,—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans le budget de cette session, un octroi pour l'Orphelinat ou Jardin de l'enfance de Salaberry de Valleyfield ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Les prévisions budgétaires sont soumises à la Chambre et s'expliquent d'elles-mêmes.

Par M. Bisson,—Le comité spécial du Code municipal, ayant, le 5 décembre 1895, fait rapport à la Chambre—qu'un bill d'ensemble (des amendements proposés au code municipal) soit rédigé avec soin et révisé par le greffier en loi pour être soumis à la Législature,—est-ce l'intention du gouvernement de proposer et de faire adopter une semblable mesure durant la présente session ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—A l'étude.

Par M. Bisson,—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire faire les corrections aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Salaberry de Valleyfield, d'après les rapports du géomètre du gouvernement ? Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de le faire ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—Oui, le plutôt possible.

Par M. Bisson,—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans le budget, de cette session, un octroi pour l'Hospice Saint-Joseph de Beauharnois ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Les prévisions budgétaires sont soumises à la Chambre et s'expliquent d'elles-mêmes.

Par M. Dechène,—Des négociations ont-elles eu lieu entre le gouvernement et les propriétaires de l'école d'agriculture de Ste-Anne Lapocatière, pour l'achat, par le gouvernement, de cette école ? Dans l'affirmative, les négociations sont-elles terminées et à quelle conclusion le gouvernement en est-il arrivé ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Non.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents se rapportant au chemin de fer de Richelieu, Drummond & Arthabaska, entre Acton et Sorel.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Dechène,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 centins à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies ; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants ; du rétablissement de subsides périmés ; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides, et concernant aussi la garantie de la part du gouvernement moyennant le dépôt prescrit par la loi de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Dechène, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant : 1. Toutes les sommes payées à compte de l'item du budget " Divers en général " depuis le 30 juin 1896, à venir au 17 novembre 1896 ; 2. Les noms des personnes auxquelles ces sommes ont été payées et pour quelles fins elles l'ont été.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Les titres des volumes achetés par le gouvernement depuis la dernière session, leur coût et le nom de leurs auteurs ; 2. La date de tel achat et la date de la livraison.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement, sur la dette consolidée.

Sur les emprunts temporaires et dépôts sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer.

35 cts par acre sur la balance des subventions en terres converties.

35 cts par acre sur subventions en terres non converties.

Mandats impayés.

Balance en caisse.

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Hackett, Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant la dette publique et sa conversion.

L'honorable M. Atwater informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant été mis au fait de l'objet des dites résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que la Chambre se forme maintenant en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que la dette consolidée de la province de Québec s'élève actuellement à \$32,281,949.34, se composant d'un certain nombre d'emprunts portant différents taux d'intérêt et devenant dus à différentes dates ;

Attendu qu'il est de l'intérêt de la province que ces emprunts soient consolidés autant que possible en une seule dette, portant un taux d'intérêt uniforme et devenant due à une certaine date déterminée ;

Attendu que, en vertu des dispositions de la loi 45 Victoria, chapitre 21, le prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, s'élevant à \$7,600,000, dont \$600,000 ont été reçues, et \$7,000,000 restent à

être payées plus tard par la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, est affecté, comme fonds d'amortissement, au rachat des emprunts de 1876 et de 1878 et d'une partie de l'emprunt de 1874 ;

Attendu que, par la loi 49 Victoria, chapitre 2, les \$2,394,000 accordées au gouvernement de la province de Québec par la loi du Canada, 47 Victoria, chapitre 8, comme subvention, en considération de ce qu'il a construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, sont affectés de manière à faire partie du fonds d'amortissement destiné au rachat de l'emprunt de 1874 ;

Et attendu que certaines sommes peuvent être reçues par cette province par suite de l'arbitrage actuellement pendant entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec ; qu'il soit

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout temps, faire les règlements qu'il juge nécessaires, pour l'administration de la dette publique de cette province, et le paiement des intérêts sur icelle, et prendre dans ce but, conformément aux dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions, les mesures nécessaires pour créer et administrer un fonds d'amortissement, ou prendre d'autres moyens d'assurer le remboursement de tout emprunt effectué ou dette contractée en vertu de l'autorité de la Législature ; et, dans ce but, nommer ou commissionner un ou plusieurs agents financiers ou fidéicommissaires en Canada, en Angleterre, en France ou ailleurs, et s'entendre avec eux sur le taux de compensation devant leur être alloué pour la négociation des emprunts et le paiement de l'intérêt de la dette publique, et pour autres services relatifs à l'administration de la dite dette, et peut les payer sur le fonds consolidé du revenu.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, pour ce qui regarde les emprunts autorisés par les lois de la Législature de cette province, ou la conversion de la dette autorisée par la résolution suivante, au lieu d'obligations ou annuités, autoriser l'émission de rentes inscrites, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, payable tous les six mois, qui seront connues sous le nom de " Rentes inscrites de la province de Québec " ; et, dans ce but, pourvoir aux livres nécessaires et aux agents qui devront tenir ces livres de rentes, et fixer aussi le laps de temps pendant lequel ces rentes ne seront pas rachetables, et faire, en outre, tous les règlements nécessaires.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout temps, avec le consentement du porteur de tous bons, obligations, annuités ou rentes inscrites de la province de Québec, alors existant, leur substituer des bons, obligations, annuités ou rentes inscrites de la province de Québec, portant un taux d'intérêt moins élevé, ne devant pas excéder quatre pour cent, pourvu que le montant annuel des intérêts ne soit pas par là augmenté, et que le capital ne soit pas augmenté au delà de la somme représentant la différence entre la valeur, à cette époque, de l'effet portant le plus haut taux d'intérêt, et celle de l'effet substitué ; et cette substitution pourra se faire par la vente d'une classe de bons, obligations, ou rentes inscrites de la province de Québec, et par le rachat de ceux auxquels on désire les substituer.

4. *Résolu*, Que, en cas de conversion de la totalité ou partie de la dette publique effectuée conformément aux dispositions de cette loi, un fonds d'amortissement annuel sera créé pour racheter la dette augmentée créée par suite de la conversion autorisée par la résolution précédente, et ce fonds d'amortissement, au même taux d'intérêt que la dette convertie, devra produire, pendant la durée de cette dette ainsi convertie, une somme suffisante pour le rachat du montant d'augmentation de la dette par suite de la conversion.

5. *Résolu*, Que le fonds d'amortissement formé du prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental et de la subvention accordée par la loi du Canada 47 Victoria, chapitre 8, mentionnée au préambule des présentes résolutions, ne sera libéré de son affectation aux trois emprunts de 1874, 1876 et 1878, qu'en proportion du montant des obligations de chacun de ces emprunts qui pourrait ultérieurement être converti ou acheté en vertu de la troisième des présentes résolutions; mais le montant ainsi libéré devra être affecté comme fonds d'amortissement, pour le paiement de la nouvelle dette créée par la conversion.

6. *Résolu*, Que toute somme d'argent qui sera touchée par la province comme résultat de l'arbitrage auquel on procède actuellement entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en sus du montant que la province peut être appelée à payer à la suite de cet arbitrage, sera appliquée au rachat de la dette publique créée par la conversion autorisée par la troisième des présentes résolutions, ou pourra être employée, avec l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, à l'achat des obligations ou bons existants de la province de Québec.

7. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, autoriser le placement des sommes ainsi reçues par suite du dit arbitrage, ainsi que la partie du prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou de la subvention accordée par le gouvernement fédéral en vertu de la loi 47 Victoria, chapitre 8, libérée du fonds d'amortissement des emprunts de 1874, 1876 et 1878, par la conversion de chacun des bons ou obligations des dits emprunts, et ce placement formera partie du fonds d'amortissement destiné au rachat de la dette convertie.

8. *Résolu*, Qu'aucun bon, obligation ou rente inscrite de cette province ne sera rachetable avant le temps mentionné dans ces bons ou obligations, ou avant le temps fixé pour le paiement de telles rentes inscrites, sauf avec le consentement des porteurs de ces bons, obligations ou rentes inscrites.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Simpson fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Simpson fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que la dette consolidée de la province de Québec s'élève actuellement à \$32,281,949.34, se composant d'un certain nombre d'emprunts portant différents taux d'intérêt et devenant dus à différentes dates ;

Attendu qu'il est de l'intérêt de la province que ces emprunts soient consolidés autant que possible en une seule dette, portant un taux d'intérêt uniforme et devenant due à une certaine date déterminée ;

Attendu que, en vertu des dispositions de la loi 45 Victoria, chapitre 21, le prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, s'élevant à \$7,600,000 dont \$600,000 ont été reçues, et \$7,000,000 restent à être payées plus tard par la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, est affecté, comme fonds d'amortissement, au rachat des emprunts de 1876 et de 1878 et d'une partie de l'emprunt de 1874 ;

Attendu que, par la loi 49 Victoria, chapitre 2, les \$2,394,000 accordées au gouvernement de la province de Québec par la loi du Canada, 47 Victoria, chapitre 8, comme subvention, en considération de ce qu'il a construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, sont affectés de manière à faire partie du fonds d'amortissement destiné au rachat de l'emprunt de 1874 ;

Et attendu que certaines sommes peuvent être reçues par cette province par suite de l'arbitrage actuellement pendant entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, qu'il soit

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout temps, faire les règlements qu'il juge nécessaires, pour l'administration de la dette publique de cette province, et le paiement des intérêts sur icelle, et prendre dans ce but, conformément aux dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions, les mesures nécessaires pour créer et administrer un fonds d'amortissement, ou prendre d'autres moyens d'assurer le remboursement de tout emprunt effectué ou dette contractés en vertu de l'autorité de la Législature ; et, dans ce but, nommer ou commissioner un ou plusieurs agents financiers ou fidéicommissaires en Canada, en Angleterre, en France ou ailleurs, et s'entendre avec eux sur le taux de compensation devant leur être alloué pour la négociation des emprunts et le paiement de l'intérêt de la dette publique, et pour autres services relatifs à l'administration de la dite dette, et peut les payer sur le fonds consolidé du revenu.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, pour ce qui regarde les emprunts autorisés par les lois de la Législature de cette province, ou la conversion de la dette autorisée par la résolution suivante, au lieu d'obligations ou annuités, autoriser l'émission de rentes inscrites, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, payable tous les six mois, qui seront connues sous le nom de " Rentes inscrites de la province de Québec " ; et, dans ce but, pourvoir aux livres nécessaires et aux agents qui devront tenir ces livres de rentes, et fixer aussi le laps de temps pendant lequel ces rentes ne seront pas rachetables, et faire, en outre, tous les règlements nécessaires.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout temps, avec le consentement du porteur de tous bons, obligations, annuités ou rentes inscrites de la province de Québec, alors existant, leur substituer des bons, obligations, annuités ou rentes inscrites de la province de Québec, portant un taux d'intérêt moins élevé, ne devant pas excéder quatre pour cent, pourvu que le montant annuel des intérêts ne soit pas par là augmenté, et que le capital ne soit pas augmenté au delà de la somme représentant la différence entre la valeur, à cette époque, de l'effet portant le plus haut taux d'intérêt, et celle de l'effet substitué; et cette substitution pourra se faire par la vente d'une classe de bons, obligations ou rentes inscrites de la province de Québec, et par le rachat de ceux auxquels on désire les substituer.

4. *Résolu*, Que, en cas de conversion de la totalité ou partie de la dette publique effectuée conformément aux dispositions de cette loi, un fonds d'amortissement annuel sera créé pour racheter la dette augmentée créée par suite de la conversion autorisée par la résolution précédente, et ce fonds d'amortissement, au même taux d'intérêt que la dette convertie, devra produire, pendant la durée de cette dette ainsi convertie, une somme suffisante pour le rachat du montant d'augmentation de la dette par suite de la conversion.

5. *Résolu*, Que le fonds d'amortissement formé du prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental et de la subvention accordée par la loi du Canada 47 Victoria, chapitre 8, mentionnée au préambule des présentes résolutions, ne sera libéré de son affectation aux trois emprunts de 1874, 1876 et 1878, qu'en proportion du montant des obligations de chacun de ces emprunts qui pourrait ultérieurement être converti ou acheté en vertu de la troisième des présentes résolutions; mais le montant ainsi libéré devra être affecté comme fonds d'amortissement, pour le paiement de la nouvelle dette créée par la conversion.

6. *Résolu*, Que toute somme d'argent qui sera touchée par la province comme résultat de l'arbitrage auquel on procède actuellement entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en sus du montant que la province peut être appelée à payer à la suite de cette arbitrage, sera appliquée au rachat de la dette publique créée par la conversion autorisée par la troisième des présentes résolutions, ou pourra être employée, avec l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, à l'achat des obligations ou bons existants de la province de Québec.

7. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, autoriser le placement des sommes ainsi reçues par suite du dit arbitrage ainsi que la partie du prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou de la subvention accordée par le gouvernement fédéral en vertu de la loi 47 Victoria, chapitre 8, libérée du fonds d'amortissement des emprunts de 1874, 1876 et 1878, par la conversion de chacun des bons ou obligations des dits emprunts, et ce placement formera partie du fonds d'amortissement destiné au rachat de la dette convertie.

8. *Résolu*, Qu'aucun bon, obligation ou rente inscrite de cette province ne sera rachetable avant le temps mentionné dans ces bons ou obli-

gations ou avant le temps fixé pour le paiement de telles rentes inscrites, sauf avec le consentement des porteurs de ces bons, obligations ou rentes inscrites.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain,

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1895 au 30 juin 1896.—(*Document de la session No 6.*)

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 novembre courant, pour une copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, écr., en cour de police, à Montréal, en octobre 1896, à l'enquête préliminaire tenue dans la cause de Tarte vs Grenier.—(*Document de la session No 20.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les séances de la cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill abrogeant la loi imposant des droits sur les transports d'immeubles ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses casuelles du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray rapporte en conséquence, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses casuelles du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Carbray informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 26 novembre 1896.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Henry Lovell et autres, de la ville de Coaticook, demandant un acte les incorporant sous le nom de *The Coaticook Electric Light and Power Company*.

De James Edward Mullin et autres, de la cité et du district de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de *The Montreal Cold Storage and Freezing Company*.

De *The Stodacona Water Light and Power Company* ; demandant un acte confirmant ses lettres patentes et lui donnant des pouvoirs plus étendus.

De l'Association des Comptables de Montréal, demandant des amendement à la loi 43-44 Victoria, chapitre 88 ;

De John Wilson et autres, de la cité de Glasgow et autres lieux, demandant à être incorporés sous le nom de *Thomas Robertson & Co., (Limited)*.

De William-James Wright, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De Raoul Aubé et autres, de Saint-Jean, P. Q., et autres lieux, demandant un acte incorporant la " Compagnie des faïenceries du Canada ".

De la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, demandant des amendements à sa charte.

Et de *The Trafalgar Institute*, de la cité de Montréal, demandant un acte l'autorisant à vendre ou hypothéquer un immeuble, etc.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De Joseph-Ena Girouard, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Dame Harriett-Newell Jenkis, épouse de feu Wm. F. Kay, et autres, demandant une loi autorisant les exécuteurs testamentaires de feu M. F. Kay à hypothéquer ses biens ;

De la ville de Montréal-Ouest, demandant une charte ;

De *The Good Government Association*, demandant à être constitué en corporation ;

Du Collège de Valleyfield, demandant une charte ;

De la ville de Westmount, demandant des amendements à sa charte ;

De *The Equitable Savings, Loan & Building Association*, demandant une loi les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec ;

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

Des syndics de la paroisse de St-Jérôme, demandant des amendements à sa charte ;

De l'Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke, demandant une loi amendant et refondant sa charte ;

Des révérendes Sœurs de la Charité de Québec, demandant une loi érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en municipalité distincte ;

De la municipalité du village de Verdun, demandant des amendements à sa charte et des pouvoirs plus étendus ;

De Jean Lukin Leprohon, demandant une loi l'autorisant à vendre ou hypothéquer une propriété substituée ;

Du conseil de ville de la ville de Magog, demandant des amendements à sa charte ;

De Elzéar Drolet, demandant une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Alexandre-Damien Reeves et autres, demandant une loi les autorisant à vendre certains biens substitués ;

De la Compagnie de chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby, demandant une charte ;

De Adolphe Robert et autres, demandant une loi confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe *alias* Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert ;

Et de John Molson et autres, demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson.

L'honorable M. Pelletier, du comité conjoint des deux Chambres, chargé d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du Code de procédure civile, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir examiné les articles dont la considération avait été suspendue, lors de la dernière session, depuis les articles 1 jusqu'à 128, décide de s'ajourner et de faire rapport à la Chambre comme suit :

Votre comité a examiné les articles dont la considération avait été suspendue, lors des séances du comité pendant la dernière session de la Législature, et il a fait à ce sujet certaines recommandations qui sont soumises à cette Chambre.

Quant à l'étude du Code, depuis l'article 128 jusqu'à la fin, le comité est d'opinion que la recommandation contenue dans le dernier paragraphe du rapport du comité, tel qu'adopté à la séance du 17 décembre 1895, soit suivie avec les modifications suivantes :

Le comité ne prendra en considération, à chacune des séances, que les articles au sujet desquels des objections seront faites par quelques-uns des membres de ce comité.

Les articles au sujet desquels aucune objection ne sera formulée resteront tels qu'ils sont.

Votre comité s'est, en conséquence, ajourné jusqu'à mardi prochain, 1er décembre, à 10.30 A. M., alors qu'il prendra en considération les objections qui pourront être faites à aucuns des 200 articles qui suivent l'article 128.

Le comité invite, en conséquence, ses membres à étudier les 200 articles en question d'ici à la dite date du 1er décembre prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : les honorables MM. Flynn, Hackett et Nantel, et MM. Cartier, Cholette, McDonald, Gladu, Morin, Simpson, Stephens et Tessier (Portneuf), agiront de la part de cette Chambre comme membres du dit comité conjoint des Impressions.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif,

Résolu, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Atwater, Pelletier, Marchand, et de MM. King, Lacouture, Normand, Tétreau, Augé, Tessier (Rimouski), Turgeon, Bourbonnais, Duplessis, Bouffard et Stephens, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont

concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation : *The Good Government Association of Montreal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Joseph-Éna Girouard au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu William-Frederick Kay.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Beauchamp ait la permission de présenter un Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme, à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu l'honorable John Molson.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill autorisant Jean Lukin Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill concernant la substitution créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe *alias* Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le Collège de Valleyfield.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill concernant *The Equitable Savings, Loan and Building Association*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun, et pour étendre ses pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné. Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile, relatives à la cession de biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—Le gouvernement de la province de Québec a-t-il accepté le transport de la propriété appelée "Spencer Wood", fait par le gouvernement d'Ottawa, le 29 avril 1870 ?

Dans l'affirmative, à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Après le transport du 29 avril 1870, il y a eu correspondance entre les deux gouvernements, au sujet des plans de la propriété, mais il n'y a pas eu acceptation de ce transport par ordre en conseil.

Par M. Gladu,—Quels sont les travaux accomplis par M. R.-H. O'Regan, pour lesquels le gouvernement lui a payé les \$200.00 pour services extra, mentionnés à la page 92 des comptes publics de 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Pour services rendus après les heures de bureau, depuis le 1er février 1895, jusqu'au 1er février 1896. Cette somme a été payée le 15 février 1896.

Par M. Laliberté,—Pour quelle raison le gouvernement a-t-il payé comme salaire du président du Conseil Exécutif, durant l'année écoulée, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896, voir page 73 des comptes publics de 1896, \$225.80 de plus que le salaire de \$4,000.00 fixé par la loi, savoir :

A l'honorable M. Hackett, 11 mois.....	\$ 3,666 66
Et à l'honorable T. Chapais, plus que 1½ mois.....	559 14

\$ 4,225 80

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Non, les traitements du Secrétaire provincial, du Procureur-général et du Président du conseil étant de \$4,000, pour chacun d'eux. L'ex-Procureur-général, M. Casgrain, a remboursé le montant du traitement non dû qu'il avait reçu au commencement du mois de mai. Cette somme de \$225.80 a été remboursée par le département du Procureur-général, comme on le verra dans un état des recettes et des dépenses, depuis le 30 juin dernier, jusqu'au 17 novembre courant, qui sera présenté à la Chambre.

Quant au Président du Conseil législatif, il a aussi remboursé, comme le verra dans les comptes du Conseil législatif. Ces deux remboursements ont été faits dans le mois de juillet dernier.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Stephens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la liste des élèves fréquentant régulièrement chacune des écoles d'agriculture subventionnées par la province, à la date du dernier rapport de chacune de ces écoles d'agriculture.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des paiements de toutes sortes, faits depuis le 17 décembre 1891, jusqu'à aujourd'hui, en rapport avec les réparations du palais de justice de Montréal, ameublement et autres objets s'y rapportant.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance entre le conseil général du Barreau pour la province de Québec et le gouvernement, au sujet de la codification du Code de procédure.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Grenier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport annuel de la Commission des chemins à barrières de Montréal, avec un état des recettes et des dépenses de l'année.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente, — la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 11 novembre 1895, demandant copie de toute correspondance, pétition, contrat, ordres en conseil et de tous autres documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et école d'agriculture de Compton.—(*Document de la session No 21*).

Aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 novembre 1895, pour un état indiquant : 1. Les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le percepteur du revenu du district de Montmagny, pour violation de la loi des licences, depuis 1892.

2. Les noms des personnes qui ont, dans le district de Montmagny, été poursuivies pour telles contraventions, avec le numéro de la cause, la date de l'institution de l'action, la date du paiement, si jugement est intervenu, et le montant de la condamnation depuis 1892.

3. Les noms des personnes qui ont, dans le district, payé le montant des condamnations portées contre elles, et de celles qui ont obtenu du délai, depuis 1892.—(*Document de la session No 23*).

Et aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 11 décembre 1895, pour un état détaillé indiquant : 1. Les montants perçus par Edouard Murdock-McKenzie, percepteur du revenu provincial, dans le district de Montmagny, pour licences pour vente de liqueurs enivrantes depuis le 1er janvier 1892, avec la date de la perception de chaque montant et la date de la licence pour laquelle ils ont été payés.

2. Les montants perçus, depuis la même date, par M. McKenzie, pour amende et pénalité pour contravention à la loi des licences de Québec,

avec la date du jugement dans chaque cause, celle de la perception de chaque montant, et l'indication de la cause du retard de cette perception, si retard il y a eu.

8. Les sommes provenant des deux sources ci-dessus remises au gouvernement, depuis le 1er janvier 1892, et la date de chacune de telles remises au trésor de la province.—(*Document de la session No. 24*).

L'honorable M. Beaubien dépose sur le bureau de la Chambre, le Quatorzième rapport de la Société d'instruction laitière de la province de Québec, étant le Supplément du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, pour 1895.—(*Document de la session No 3b*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trente et une piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais judiciaires et autres dépenses se rapportant au département des Travaux publics et à la mise à exécution des articles 5183a à 5183e des Statuts refondus de la province de Québec (56 Victoria, chap. 36) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille deux cent trente-sept piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille deux piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression et reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., Art. 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trente et une piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais judiciaires et autres dépenses se rapportant au département des Travaux publics et à la mise à exécution des articles 5183a à 5183e des Statuts refondus de la province de Québec (56 Victoria, chap. 36); pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille deux cent trente-sept piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille deux piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression et reliure par les deux Chambres de la Législature S. R. Q. Art. 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois ;
Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et la troisième résolution et les suivantes jusqu'à la huitième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 27 novembre 1896.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Baker,—la pétition de Théodule-Alfred Lemieux, de Lévis.

M. l'Orateur dépose sur le Bureau de la Chambre,—l'état des affaires de *The Ladies Protestant Home*, de Québec,—et des Sœurs de la Providence, Montréal, tous deux pour l'année 1896.—(*Documents de la session No 12.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

De la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

Et du conseil de ville de la ville Saint-Louis, demandant des amendements à sa charte.

Ordonné, Que M. King ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des compagnies pour le gaz combustible.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 221 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 502 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au Comité conjoint des deux Chambres, chargé d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du Code de procédure civile.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill protégeant les juges de paix et d'autres contre les actions vexatoires,

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement du Gref-

fier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements du service civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du service civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Normand informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand, rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements du service civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du service civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la Cour de circuit du district de Montréal;

L'honorable M. Pelletier, propose, secondé par l'honorable M. Beaubien, —Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—Quel était le salaire du juge Chauveau, juge des sessions de la paix et magistrat de police, à Québec, le 30 juin 1892? Quel est son salaire maintenant?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Le salaire du juge Chauveau comme juge des sessions de la paix et magistrat de police était de \$3,000 en 1892, et il est de \$3,000 maintenant.

Par M. Dechène,—Quels sont les services rendus par Gabriel Henry, et pour lesquels lui a été payée la somme de \$159.20 telle que mentionnée à la page 132 des comptes publics pour 1895-1896?

Quand a-t-il rendu ces services?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—M. Gabriel Henry est un commis surnuméraire du département de l'agriculture et de la colonisation. La somme de \$159.20, qui lui a été payée, est pour son traitement des mois de novembre, décembre 1895 et janvier 1896, à \$50 par mois,—\$150. Pour avoir visité la ferme modèle de Compton, le 36 décembre 1895, \$9.20—total, \$159.20.

Par M. Lemieux,—A qui a été payée la somme de \$6,031.05, mentionnée à l'item 21 du budget supplémentaire, les noms des personnes à qui cette somme a été payée et la date des paiements?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Aucune portion de cette somme n'a encore été payée.

Par M. Dechène.—Quel est le montant total payé aux conférenciers agricoles pour salaire, frais de voyage, etc., depuis le 30 juin dernier, à venir au 25 novembre courant (1896)?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Montant total payé aux conférenciers agricoles pour salaire, frais de voyage, etc., depuis le 30 juin dernier, à venir au 25 novembre courant (1896) \$3,839.30.

NOTE :—Dans cette somme de \$3,839.30 sont compris les salaires de MM. Dallaire et Grignon, conférenciers agricoles nommés par ordre en conseil et payés par "rôle de paie" comme les autres employés réguliers du département (\$895 41).

	\$3,839.30
Salaire de MM. Grignon et Dallaire.....	895.41

Montant total payé sur item "Conférences sur l'agriculture".....	\$2,943.89
--	------------

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Dechène,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant aux arrérages de gages dus aux ouvriers de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, payés par le gouvernement et démontrant :

1. Sur quels fonds ces derniers ont été payés.
2. Si c'est à même un subside voté en faveur de cette compagnie.
3. La date du vote de tel subside.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et H.-G. Carroll, écuyer, M. P., au sujet de P.-E. Côté, conducteur de travaux de colonisation de la paroisse de Saint-Paschal.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copie de tous comptes, correspondance, ordres en conseil, etc., concernant l'item 21 du budget supplémentaire pour payer des frais judiciaires et autres dépenses, se rapportant au département des Travaux publics, etc., \$6,031.05.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. Quelles sommes sont actuellement dues et qui doivent être payées à même l'item 5 du budget supplémentaire de 1896-87.

2. Les personnes auxquelles ces sommes doivent être payées.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une fois, et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation *The Good Government Association of Montreal*.

Bill érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard, au nombre de ses membres ;

Bill constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest ;

Bill concernant la succession de feu William-Frederick Kay ;

Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires ;

Bill concernant la succession de feu l'honorable John Molson ;

Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen ;

Bill autorisant Jean Lukin Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée ;

Bill concernant la substitution créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves ;

Bill confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe *alias* Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert ;

Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec ;

Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun et pour étendre ses pouvoirs ;

Et Bill concernant *The Equitable Savings, Loan and Building Association*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 30 novembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'hôpital de Valleyfield, pour l'année 1896.—(*Documents de la session No 12*).

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre :

Par M. Gillies,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer *Portage du Fort and Bristol Branch*.

Par M. Parizeau,—la pétition de la Compagnie des Abattoirs de Montréal.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de, Edouard-Henri-Armand Prévost et autres, de Montréal.

Par M. Normand,—la pétition de l'honorable Charles Carroll—Colby, du village de Stanstead-Plain, et autres, d'autres lieux.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :
De Théodule-Alfred Lemieux, de Lévis, demandant un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Ordonné, Que M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux honoraires des constables.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill amendant la loi constituant en corporation le Collège de Valleyfield ;

Et Bill amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et corporations minières et manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lemieux,—1. Quel montant était dû, par le comté de Gaspé, pour l'entretien des aliénés en 1892 ?

2. Les arrérages pour l'entretien des aliénés, avant 1892, ont-ils été perçus ; de qui,—du conseil de comté ou de chaque municipalité de Gaspé ?

3. Quel montant a été payé, par le conseil du comté de Gaspé, pour l'entretien des aliénés depuis 1892 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—1. Rien. 2. Oui, du conseil de chaque municipalité de Gaspé ? 3. \$39.26.

Par M. Tessier (Rimouski),—Des travaux de réparations ont-ils été faits au palais de justice de Rimouski, depuis le 23 juin dernier ?

Dans l'affirmative, ces travaux se font-ils à la journée ou à l'entreprise ?

Quels sont les prix convenus et combien y a-t-il d'hommes employés à ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. Oui.

2. La plus forte partie de ces travaux se fait à l'entreprise ; le reste se fait à la journée, sous la direction du shérif.

3. Les prix convenus ont été les suivants : \$175.00 pour la pose de paratonnerres ; \$367.00 pour peinture à l'intérieur et à l'extérieur ; \$268.35 pour plomberie ; \$35.00 pour construction d'un plancher de bureau. Les travaux à la journée consistent en menues réparations à la maçonnerie et à la menuiserie occasionnées par la distribution de l'eau de l'aqueduc dans l'édifice ; le département des Travaux publics ignore le nombre d'hommes employés à ces divers ouvrages.

Par M. Tessier (Rimouski),—1. Quel est le montant payé par les diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, depuis le 1er mai 1892, à venir au 1er novembre 1896, pour entretien et pension d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province ?

2. Quel est le montant dû par les diverses municipalités de Rimouski et de Matane, pour l'entretien d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province ?

3. Quel est le montant payé par les diverses municipalités du comté de Dorchester, depuis le 1er mai 1892 à venir au 1er novembre 1896, pour entretien et pension d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province ?

4. Quel est le montant dû par les diverses municipalités du comté de Dorchester pour l'entretien d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—1. Par le comté de Rimouski, onze piastres et neuf centins. Par le comté de Matane, cent huit piastres et soixante-trois centins.

2. Par le comté de Rimouski, \$391.65. Par la ville de Rimouski, \$100.00.

3. \$291.38. 4. Rien.

Par M. Dechêne,—M. Louis Ouellet, cultivateur, de Saint-Louis-du

Ha! Ha! a-t-il coupé du bois en contravention aux lois et règlements concernant les terres de la Couronne, depuis le 30 juin 1893 ?

Dans l'affirmative, le gouvernement lui a-t-il réclamé quelque somme d'argent, pour droit de coupe, pénalité, etc., et quelle somme ?

A-t-il payé le montant réclamé ?

Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Nantel, — Monsieur Louis Ouellet, cultivateur, de Saint-Clément, a coupé du bois durant la saison 1893-94 sur son lot No 8, rang B, canton Hocquart, acquis de la Couronne par billet de location. Le département a réclamé les droits ordinaires, au montant de \$8.50. Cette somme a été payée.

Par M. Dechène, — L'honorable L.-O. Taillon a-t-il reçu quelque somme du gouvernement, depuis le 1er mai 1896 ?

Dans l'affirmative, quelle somme et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Atwater, — Rien.

Par M. Dechène, — M. Etienne Dugas, fils, de Sainte-Anne-des-Monts, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Dans l'affirmative, depuis quand, quel est son salaire et quel est son emploi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn, — Non.

Par M. Dechène, — M. Albert Dugas, de Sainte-Anne-des-Monts, est-il à l'emploi du gouvernement.

Dans l'affirmative, depuis quand, quel est son emploi et son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Nantel, — Monsieur Albert Dugas est à l'emploi du gouvernement depuis le 9 mai 1892, comme intendant général des feux de forêt, pour la région sauvegardée No 12.

Son salaire, lorsqu'il exerce ses fonctions, est de \$1.50 par jour de travail, et ses dépenses de voyages lui sont remboursées jusqu'à concurrence de \$1.50 par jour.

Par M. Gosselin, — M. N.-E. Dionne, bibliothécaire, a-t-il, depuis la dernière session, reçu quelque somme d'argent du gouvernement, en outre de son salaire de bibliothécaire de la Législature ?

Dans l'affirmative, quelle somme ?

Pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Hackett, — Le Dr Dionne a vendu des livres, publiés par lui, pour être distribués en prix, mais il n'a rien reçu, en outre de son salaire ?

Par M. Gosselin, — M. Panet-Angers, avocat, de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Dans l'affirmative quelles sont ses fonctions ?

Quel est son salaire ?

A-t-il remplacé quelqu'un ou occupe-t-il une position nouvelle ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Cette question devrait être mise sous forme de motion pour production de documents. Après l'adoption de cette motion, les documents seront produits et contiendront une réponse détaillée à la question maintenant posée.

Par M. Caron,—M. Moïse Raymond est-il à l'emploi du gouvernement ?

Dans l'affirmative, depuis quand ; quel est son salaire et son emploi ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Oui, le 2 octobre dernier (1896), il a été nommé bibliothécaire et commis de la correspondance française, au département de l'Instruction publique, avec un salaire de \$1,000.00.

Par M. Caron.—L'honorable M. T.-C. Casgrain, avocat, de Québec, a-t-il reçu quelque somme du gouvernement, depuis le 1er mai 1896 ?

Dans l'affirmative, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—La réponse à cette question se trouve dans les comptes publics, dans un état des recettes et des dépenses du 30 juin dernier au 17 novembre courant, dont la production a été demandée et qui sera déposée devant cette Chambre.

Par M. Lussier,—L'honorable M. A.-R. Angers, ex-Lieutenant-Gouverneur, a-t-il reçu quelque somme du gouvernement, depuis le 23 juin dernier ?

Dans l'affirmative quelle somme et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Oui. \$1,000 comme à-compte de dépenses nécessitées afin de comparaître, à Londres, devant le Conseil privé, en sa qualité de conseil de la province de Québec, dans la cause portée en appel de " Robinson Treaties Indians Claims," l'une des réclamations soumises à l'arbitrage entre le gouvernement du Canada et les provinces de Québec et d'Ontario.

Par M. Bernatchez,—M. L.-P. Robitaille, commis du département du Secrétaire de la province, a-t-il eu un congé dans le mois de juin dernier ?

Dans l'affirmative, pour quelle cause ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Oui. Pour cause de santé.

Par M. Caron,—A part l'honoraire de \$600.00 payé à M. Lawrence Stafford, mentionné à la page 116 des comptes publics, dans la cause de Pierre Bacon vs. La Reine, quelles autres sommes lui ont été payées en rapport avec la dite cause ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—La réponse à cette question appert par les comptes publics de 1893-1894.

Par M. Gosselin,—L'honorable Commissaire de l'agriculture, l'honorable Commissaire des terres, ou quelqu'autre membre du gouvernement a-t-il télégraphié, ou écrit, durant le courant de juin dernier, à J.-T. Frémont, candidat aux élections fédérales dernières, qu'il était chargé de voir à la distribution de l'argent de colonisation voté pour le comté de Québec ?

Et dans l'affirmative, qui a télégraphié ou écrit et quand ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Non.

Par M. Girard (Rouville),—M. L.-B. de LaBruère est-il employé comme surnuméraire dans un département public ?

Si oui, dans quel département, à quel salaire et depuis combien de temps ?

Quelles sont actuellement ses fonctions ?

En vertu de quel ordre en Conseil ou de quelle autorisation a-t-il été employé ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—M. L.-B. de LaBruère est actuellement employé comme surnuméraire dans le département de l'Instruction publique, avec un salaire de \$2 00 par jour de travail.

Il a été employé dans le bureau du clerc de la correspondance française de ce département depuis janvier dernier jusqu'à octobre. Depuis, il a été employé à la préparation des statistiques pour le rapport annuel du surintendant.

Il a été employé avec l'assentiment du Secrétaire de la province.

Par M. Pinault,—1. M. François Bouffard, fils, de Saint-Jérôme, de Matane, a-t-il été condamné, dans le mois de juin dernier, pour vente de boisson sans licence ?

2. Dans l'affirmative, la condamnation a-t-elle été exécutée ?

3. Quand ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Oui. 2. Oui. 3. 12 juillet 1896.

Par M. Tessier (Rimouski),—M. Louis Lavoie, de Rimouski, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Dans l'affirmative, quel est son emploi et quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Louis Lavoie, Rimouski, garde-chasse, \$50.00 par année.

Par M. Pinault,—1. Ed. Lapointe, hôtelier, de la cité de Québec, a-t-il été porteur d'une licence, pour la vente des liqueurs enivrantes, depuis le 1er mai 1892 ?

2. Est-il à la connaissance du gouvernement, qu'il tient une auberge ouverte au public, en la cité de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. M. Lapointe avait une

licence en 1892-93, et en 1894, il prit une licence spéciale pour l'Exposition provinciale ; mais depuis il n'en a pris aucune. 2. Non.

Par M. Pinault,—1. Flavien Gauvreau, de Saint-Octave de Métis, a-t-il, depuis le 15 novembre 1895, payé la part de l'amende afférente au gouvernement, dans la condamnation prononcée contre lui, le 14 octobre 1891 ?

2. Dans le cas affirmatif, quand ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. et 2. Le 31 mars 1896, le percepteur reçut instruction d'exécuter immédiatement le jugement.

Par M. Pinault,—M. Ed. Lapointe, de Québec, hôtelier, a-t-il été condamné pour vente de boissons sans licence, depuis le 1er mai 1892 ?

2. Dans l'affirmative, combien de fois ?

3. La ou les condamnations contre lui ont-elles été exécutées ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. et 2. Oui, le 30 août 1895.
3. Oui.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. le nombre de procès qui ont eu lieu devant les petits jurés, durant le terme de la cour criminelle, siégeant à Rimouski, en octobre dernier.

2. Les verdicts rendus par les petits jurés.

3. Le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle, à Rimouski.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, correspondances, requêtes, ordres en conseil, etc., se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de la Visitation-de-l'Île-du-Pads, dans le comté de Berthier.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, correspondances, ordres en conseil et contrats se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'asile Saint-Jean-de-Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la commission et à la rémunération des percepteurs du revenu et autres officiers chargés de la perception des taxes directes imposées en 1892.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. Combien a été payé au Dr J.-C. Coulombe, pour conférences sur l'agriculture, à même l'item \$3,000.00, page 274, comptes publics pour 1895-96. 2. Quel montant a été payé aux victimes de plusieurs paroisses de Témiscouata, sur le même item. 3. Quelles personnes ont reçu ces montants et combien elles ont reçu chacune.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. King,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance concernant l'arrestation de Charles Marcoux, de Disraéli, en date du 5 février 1895, sur accusation de vol d'arbres sur le domaine de la Couronne.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du compte de MM. MacMaster et MacLennan, pour le montant de \$10,198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Pinault,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant, séparément, quels documents ont été imprimés et payés à même les sommes suivantes :

<i>Le Courrier de Saint-Hyacinthe</i>	\$ 29 00
Léger Brousseau.....	418 00
<i>La Presse</i>	232 00
Mercier & Cie.....	106 00
E. Sénécal & Fils.....	27 15
Proulx & Proulx.....	3 40
<i>Le Trifluvien</i>	150 00

(Etant l'item : "Visites et explorations," pages 295 et 296 du rapport du Commissaire de l'agriculture pour 1896).

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état des sommes payées aux syndics ou au gérant de la ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre courant. (1896), comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles.

2. Un état des sommes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, pour frais d'inspection de cette institution, dépenses de voyage pour son organisation ou réorganisation, frais de législation, de contrats, enregistrement d'iceux, et noms des personnes à qui ces diverses sommes ont été payées durant la même période ;

3. Un état des sommes promises à la dite ferme et conditionnellement dues, en sus de ces subventions ordinaires, et les fins pour lesquelles telles promesses ont été faites, s'il en existe.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau le Code municipal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant de nouveau le Code municipal, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile, relatives à la cession de biens ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du Code de procédure civile.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 221 du Code de procédure civile ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du Code de procédure civile.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi, le 26 novembre courant, du comité des subsides ; et les dites résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trente et une piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais judiciaires et autres dépenses se rapportant au département des Travaux publics et à la mise à exécution des articles 5183a à 5183e des Statuts refondus de la province de Québec (56 Victoria, chap. 36) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, vendredi, le 27 novembre courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898,

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements du service civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du service civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et quatre mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf milles piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix

aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Chicoyne informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Chicoyne rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et quatre mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix

aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions. étant lues la seconde fois;

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la vérification des testaments, étant lu;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les séances de la cour supérieure;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le Bill amendant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 1er décembre 1896.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau :

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation (Limited)*, de Londres, Angleterre.

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de L.-P. Dupré et autres, avocats, de la cité et du district de Montréal.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la ville de Maisonneuve, demandant des amendements à sa charte ;

De J.-O. Villeneuve et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

De Sir William Dawson et autres, demandant une loi constituant en corporation le village du Petit-Métis ;

De *The Montreal Cold Storage and Freezing Company*, demandant une charte ;

De *The Thomas Robertson and Company (Limited)*, demandant une charte ;

De l'Institut Trafalgar, demandant l'autorisation de vendre ou hypothéquer une propriété immobilière ;

Et de la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et les a approuvés sans amendement :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Joseph-Éna Girouard, au nombre de ses membres ;

Bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres ;

Bill concernant la succession de feu William-Frederick Kay ;

Bill érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à l'approbation de la Chambre :

Bill constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la compagnie dite *The Montreal Cold Storage and Freezing Company*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rioux ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le village du Petit-Métis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation Thomas Robertson et compagnie, à responsabilité limitée.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant, comté par comté :

1. Les sommes dépensées pour travaux de colonisation, depuis le 30 juin 1896.

2. La date des instructions données aux conducteurs de tels travaux, avec le nom de chacun des conducteurs ou surveillants de ces travaux, et le montant qu'il était autorisé à dépenser ;

3. Les montants payés pour ces travaux, à venir au 17 novembre courant (1896) ;

4. Les montants restant dus.—(*Document de la session No 22*).

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, mercredi, le vingt cinq novembre dernier, concernant la dette publique et sa conversion, étant lu ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Parent propose, comme amendement, secondé par M. Pinault,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et soient remplacés par les mots suivants : “ sans s'opposer à l'idée d'une conversion de la dette publique, dans des conditions régulières et judicieuses, cette Chambre, avant d'autoriser une transaction aussi importante qui fixe définitivement et sans recours la situation financière de notre province, exige que le gouvernement lui fasse connaître, d'une manière plus précise, son mode d'opération et les bases sur lesquelles il s'appuie pour arriver au résultat avantageux qu'il anticipe.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand.</i>	
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

Et un débat s'élevant ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,

Que le débat soit ajourné à demain et que la reprise d'icelui soit le premier ordre du jour.

Et alors la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 2 décembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile Nazareth pour les aveugles,—et de l'Ouvroir, salle d'asile pour les enfants pauvres de la cité de Montréal, pour l'année 1896.—(*Documents de la session No 12*).

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau :

Par M. Parizeau,—la pétition des Sœurs-Grises de Montréal.

Par M. Cooke,—la pétition de *The Quebec Provincial Women's Christian Association*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Union des Abattoirs de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De E.-H.-A. Prévost et autres, de Montréal, et autres lieux, demandant un acte déclarant final et définitif, le partage des biens de feu Amable Prévost ;

Et de l'honorable Charles Carroll—Colby et autres, du village de Stanstead-Plain, et autres lieux, demandant à être incorporés sous le nom de—*"The North Shore Power Company."*

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De l'honorable George Bryson et autres, demandant une loi ratifiant le dernier testament de feu John Bryson, et pour d'autres fins ;

De F.-H. Pickel, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit, sans examen ;

De la compagnie dite : *"The Canada Switch and Spring Company,"* demandant une charte ;

Et de la Compagnie des faïenceries du Canada, demandant une loi la constituant en corporation.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les deux bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires ;

Et loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun, et pour étendre ses pouvoirs.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant et refondant la loi organique de la société l'Union Saint-Joseph des Artisans de Sherbrooke.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Fallon-H. Pickle à l'étude du droit, sans examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires ; pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément, et à emprunter jusqu'à concurrence de dix mille dollars pour administrer la dite succession.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie des Faïenceries du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. King ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*The Canada Switch and Spring Company (Limited).*"

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill concernant les maisons d'accouchement et les hospices.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendement la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill concernant les Sociétés nationales de bienfaisance

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Caron ait la permission de présenter un Bill amendement le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée hier,—Que les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, mercredi, le 25 novembre dernier, concernant la dette publique et sa conversion, soient maintenant lues la seconde fois;

Et la question étant de nouveau proposée;

M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Bernatchez,—Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de les amender en retranchant la quatrième résolution et en la remplaçant par la suivante:

"4 Il sera mis de côté, tous les ans, un montant suffisant pour éteindre la dette convertie, à échéance; cette somme sera placée en obligations susdites de la province, qui seront annulées, en conséquence, aussitôt que rachetées."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR:

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Caron,
Cooke,
Dechêne,

Girard (Rouville). Lussier,
Gladu, Marchand,
Gossetin, Morin,
Guerin, Parent,
Laliberté, Pinault,

Shehyn,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—19.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard.</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England.</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac-St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Dechène propose, comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après “ Que ”, jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants :

“ Les trois premiers emprunts consolidés de la province, au montant de \$10,685,440.00, deviennent dus respectivement le premier mai 1904, le premier mai 1906 et le premier novembre 1908 ;

Que, pour rencontrer ces obligations, la province, peut disposer de la somme de \$7,600,000, partie du prix de vente du Q. M. O. & O. dont \$7,000,000, sont encore dues par la Compagnie du Pacifique Canadien, et \$600,000, sont investies, et de la somme de \$2,394,000 due par le gouvernement fédéral, formant un montant de \$9,994,000 ;

Qu’il est de saine économie politique d’éteindre, pour autant, cette partie du passif de la province avec cet actif disponible ;

Qu’en vertu de l’arrangement primitif, conclu avec le C. P. R., cette compagnie devait payer un intérêt de cinq pour cent sur le montant de sa dette ;

Que, le quatre février 1895, le C. P. R. informa le gouvernement qu’il était prêt à rembourser le montant de sa dette, et que le gouvernement, pour faire révoquer cet avis, consentit à une réduction d’intérêt de cinq pour cent à quatre et un vingtième pour cent, occasionnant ainsi une perte totale de \$600,000 sur les intérêts jusqu’à l’échéance ;

Qu’en n’utilisant pas cette somme de \$7,000,000, pour le remboursement de nos emprunts, le gouvernement s’expose à recevoir un nouvel avis de la Compagnie du C. P. R. ;

Que, pour éviter les pertes possibles sur un placement aussi considérable, et vu la tendance à la baisse des taux d’intérêt, le gouvernement pourra être forcé de consentir à une nouvelle réduction d’intérêt qui occasionnera une autre perte considérable pour le trésor ;

En conséquence, cette Chambre est d'avis que les sommes de \$7,000,000, de \$600,000 et de \$2,394,000 doivent être employées au rachat des emprunts échéants en 1904, 1906 et 1908, au paiement desquels ils ont été affectés par la loi, et que, par conséquent, il est inopportun de convertir ces trois emprunts."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon.—18.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Châteauvert,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Turgeon propose comme amendement secondé par M. Dechène,—Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instructions d'amender la première résolution de manière à pourvoir à ce que la dite conversion ne soit effectuée par le gouvernement qu'après l'avoir soumise à la compétition publique, en demandant des soumissions à cet effet, par avis public."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bevard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Châteauevert,</i>			

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Girard (Rouville), propose comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après “ maintenant,” jusqu’à la fin de la question soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ renvoyées de nouveau à un comité de la Chambre avec instructions de les amender en retranchant tous les mots après les mots “ au delà ” dans la septième ligne de la troisième résolution.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE ;

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizean,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Châteauevert,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Bernatchez propose, comme amendement, secondé par M. Stephens, —Que tous les mots après “ maintenant ” “ jusqu’à la fin de la question ” soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de retrancher les résolutions 6 et 7 et que les mots suivants leur soient substitués :

“ Que toute somme reçue, par suite de l’arbitrage du Dominion, devra être placée en obligations de la province qui seront annulées aussitôt que rachetées.”

Et l’amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lablerté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Châteauvert,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, — la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Châteauvert,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Shehyn,</i>	

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill concernant la dette publique et sa conversion,

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la succession de feu William-Frederick Kay ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Greig fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill érigeant l'Asile des aliénés de Québec en municipalité séparée ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : Loi érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances, en paroisse distincte.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la ville de Montréal-

Ouest ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Les amendements étant lus la première fois,

Ordonné, Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation la compagnie dite *The Montreal Cold Storage and Freezing Company*.

Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Bill amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements.

Bill constituant en corporation le village du Petit-Métis.

Bill concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute*.

Et Bill constituant en corporation Thomas Robertson et compagnie, à responsabilité limitée.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier,—Combien y a-t-il eu de transports de licences d'effectués à Montréal, depuis le 16 décembre 1891 ?

2. Combien a-t-il été payé, sur chaque transport, à M. Romulus Laurendeau, avocat, de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. 371.

2. Le gouvernement n'a rien payé à M. Lanrendeau.

Par M. Caron,—1. M. Ed. Lapointe, barbier, de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Est-ce après avoir demandé des soumissions que le gouvernement a acheté de lui de la pierre cassée, ainsi qu'il apparaît aux comptes publics de 1896, page 184, à l'item qui se lit comme suit : "Tuf et pierre cassée pour chemins, \$597.00."

Réponse par l'hon. M. Flynn,—1. Non. 2. Oui.

Par M. Tessier (Portneuf),—Pour le payement de quels travaux a été appliqué l'item qui se trouve à la page 182 des comptes publics de 1896 : "Paye des ouvriers, journaliers, etc., au 30 juin 1896, \$16,130.58 ?"

Réponse par l'honorable M. Flynn.—Pour le payement des ouvriers, gardiens, chauffeurs et femmes de peine, employés en permanence dans l'hôtel du gouvernement, ainsi que pour l'entretien des avenues et parterres voisins de l'édifice.

Par M. Tessier (Portneuf).—Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de s'engager à payer les items suivants qui se trouvent à la page 185 des comptes publics de 1896 :

" Enlèvement de la neige des édifices publics, \$900.00."

" Enlèvement de la neige et de la glace des toits, \$225.00."

Réponse par l'honorable M. Flynn.—Dans le premier cas, le contrat a été simplement continué aux mêmes conditions de paiement qu'auparavant, nonobstant une augmentation de l'ouvrage porté au devis ; dans le second cas, il a été demandé de nouvelles soumissions.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant d'acheter le charbon nécessaire pour le chauffage des édifices publics, mentionné aux items suivants, page 184 des comptes publics de 1896 :

Madden & Ellis, charbon.....	\$1,378.00
R. Borland & Co. ".....	741.03
G. M. Webster & Co. ".....	686.83
Page 185, Madden & Ellis, charbon.....	142.00

Réponse par l'honorable M. Flynn.—Non.—Ordre a été donné de payer le prix du marché,—ce qui a été fait.

Par M. Turgeon.—1. Quel est le montant payé par la municipalité du comté de Bellechasse, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 1er novembre 1896, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province ?

2. Quel est le montant dû par la même municipalité pour les mêmes raisons ?

Réponse par l'honorable M. Atwater.—1. Depuis le premier juillet 1892, le comté de Bellechasse a payé \$158 08.

2. Le comté de Bellechasse doit pour l'année 1895,—\$157.27.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—un état indiquant :

1. Qui a été chargé, par le gouvernement de Québec, de collecter les cautionnements forfaits, dans le district de Montréal, depuis le 16 décembre 1891. 2. Le rapport des montants perçus par la personne chargée de faire cette collection avec indication : des noms des accusés ; des noms des cautions ; des montants des cautionnements ; de la date de ces cautionnements ; des cours devant lesquelles ces cautionnements ont été donnés ; des montants collectés de chacune des cautions, pour frais, honoraires, pourcentage, etc. ; des montants remis au gouvernement pour chaque cautionnement.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des instructions données au substitut du Procureur-général, dans la cause Goupil et Talbot.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé expliquant l'item suivant, page 243 des comptes publics, en 1896: " L.-O. Beau-bien, services professionnels, *re* perception d'arrérages de loyer \$648.00."

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état des recettes et des dépenses de toutes sortes, de la province, depuis le 30 juin jusqu'au 20 novembre 1896.—(*Document de la session No 14a*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état de la somme totale payée, le 1er novembre 1896, pour aider et donner du développement à la fabrication du sucre de betterave.—(*Document de la session, No 26*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 novembre 1896, pour la production de la correspondance entre le conseil général du Barreau pour la province de Québec et le gouvernement, au sujet de la codification du Code de procédure.—(*Document de la session No 27*).

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité parlementaire, étant lu ;

M. Desjardins propose, secondé par M. Simpson,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Carbray propose comme amendement à la motion, secondé par M. Dechène,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition, " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, attendu que la présente loi ne devant être sanctionnée qu'à la fin de la session, elle ne pourra, par conséquent, s'appliquer qu'aux députés élus pour la Législature qui suivra celle-ci ;

Qu'il serait plus convenable de laisser à la Législature future le soin de faire des lois qui ne s'appliqueront qu'à celle-ci."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Baker,
Bedard,
Bernatchez,
Bisson,
Bouffard,
Carbray,
Cartier,
Châteauvert,

Chicoyne,
Dechène,
Doyon,
England,
Girard (Lac St Jean),
Girouard,
Greig,
Grenier,

Lacouture,
Laliberté,
Lussier,
McClary,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Morin,

Nantel,
Normand,
Panneton,
Parizeau,
Pelletier,
Pinault,
Tétreau,
Turgeon.—33.

CONTRE :

Messieurs

Atwater,
Augé,
Beauchamp,
Cooke,
Desjardins,

Flynn,
Girard (Rouville),
Gladu,
Gosselin,

Hackett,
Marchand,
Parent,
Rioux,

Ste-Marie,
Simpson,
Spencer,
Tessier (Rimouski),

—17.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui, attendu que la présente loi ne devant être sanctionnée qu'à la fin de la session, elle ne pourra, par conséquent, s'appliquer qu'aux députés élus pour la Législature qui suivra celle-ci ;

~~Qu'il serait plus convenable de laisser à la Législature future le soin~~
de faire des lois qui ne s'appliqueront qu'à celle-ci.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certain cas, et amendement, à cet effet, les articles 1323 à 1337, du Code civil, inclusivement, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions des catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Carbray rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 3 décembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1896, de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne.—(*Documents de la session No 13*).

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation (Ltd)*,¹ de Londres, Ang., demandant un acte les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec ;

Et de L.-P. Dupré et autres, avocats, de Montréal, demandant que¹ cour des magistrats, à Montréal, ne soit pas abolie, etc.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

Des commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Cunégonde, demandant des amendements à la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ;

De l'Union des Abattoirs de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De E.-H.-A. Prévost et autres, demandant une loi déclarant final le partage des biens de feu Amable Prévost ;

Et de la compagnie dite *The North Shore Power Company*, demandant une charte.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson ;

Et loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les cours des commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux pêcheries.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—Quel est le nombre minimum d'élèves que l'école ménagère de Roberval doit recevoir pour avoir droit à la subvention qui lui est votée chaque année ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Il n'y a pas de convention spéciale à ce sujet. Les cours d'économie domestique sont ouverts à toutes les élèves du couvent des Ursulines de Roberval qui veulent les suivre, et il y a, à la disposition des élèves de l'école ménagère, depuis juillet dernier, trois bourses et $\frac{1}{2}$ provenant de la conversion en bourses annuelles de \$60 chacune d'une allocation de \$200 payée antérieurement à cette date et depuis trois ans pour aide à la construction de bâtiments de ferme, et il est convenu que, au fur et à mesure que certains octrois spéciaux accordés à cette école seront éteints, des bourses pour un égal montant seront mises à la disposition des élèves, par fractions de \$60.00 jusqu'à concurrence de \$1,300.00.

Par M. Gladu,—Le gouvernement a-t-il fait des emprunts temporaires depuis le 30 juin 1896 ? Dans l'affirmative, pour quels montants ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Non.

Par M. Gladu,—Quel montant le gouvernement a-t-il touché, depuis le 30 juin 1896, sur le produit de l'emprunt de \$3,220,000, qu'il s'est fait autoriser à contracter par l'Acte 59 Vict, chap. 3 ?

Combien y a-t-il de négocié sur cet emprunt, d'après les derniers rapports faits au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. L'emprunt du 1er mai 1896 était pour £620,000 sterling, équivalant à \$3,017,333.33, monnaie du cours. Montant reçu depuis le 30 juin 1896, \$1,124,200.00.

2. La totalité des obligations relatives à l'emprunt a été émise et libérée.

Par M. Girard (Rouville),—Quels sont les services extra rendus par M. C-E Deschamps et dix-sept autres employés du Secrétariat, et pour lesquels ils ont été payés, tel qu'il appert aux pages 86 et 87 des comptes publics ?

A quelle date ces services ont-ils été rendus ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Ces services extra sont pour travail fait en dehors des heures de bureau et souvent très tard le soir, depuis 1892.

Par M. Girard (Rouville),—Le gouvernement a-t-il distribué en prix, dans les écoles, les exemplaires de l'ouvrage de M. Tardivel, "*Pour la Patrie*," achetés l'an dernier ?

Dans l'affirmative, combien d'exemplaires ont été distribués en prix, quelle est la balance qui reste non distribuée et quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Cet ouvrage n'a pas été distribué en prix. Il en reste un certain nombre d'exemplaires. En outre de la distribution ordinaire aux membres de la Législature, le gouvernement échange souvent ces volumes, suivant la pratique, avec ceux qu'il reçoit.

Par M. Girard (Rouville).—1. M. L.-Denis Hudon, de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement ? 2. Dans l'affirmative, depuis quand ? 3. Quel est son emploi ? 4. Quel est son salaire ? 5. Occupe-t-il un emploi nouveau ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Oui. 2. Depuis le 20 avril 1896. 3. Comme chef de la police du revenu pour le district de Québec. 4. \$900.00 par année. 5. Oui.

Par M. Magnan,—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter la subvention aux cercles agricoles, en vue d'encourager plus efficacement la culture légumière ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Sous considération.

Par M. Bernatchez.—Est-il à la connaissance de l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, que le comté de Montmagny a été omis de la liste des comtés qui ont reçu une part dans la distribution de la somme de \$110,000, pour chemins de colonisation, durant l'année 1895-1896 ?

Dans l'affirmative, pourquoi ce comté a-t-il été omis de cette liste ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—La somme de \$200.00 avait été octroyée, pour travaux de colonisation dans le comté de Montmagny, durant l'exercice 1895-96, mais faute de renseignements, cette somme n'a pu être appliquée avant le 30 juin dernier. L'octroi de cette année a, en revanche, été porté à \$1,500 00.

Par M. Pinault,—Quel montant le gouvernement a-t-il retiré de Ed. Lapointe, hôtelier, de Québec, de l'exécution de la condamnation prononcée contre lui, le 30 août 1895, pour vente de boisson sans licence ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—\$129.10, dont \$120.00 pour le montant de la pénalité, et \$9.10 pour les frais de la poursuite.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement a-t-il, pour l'année fiscale 1896-97, accordé une somme quelconque au comté de Bellechasse pour fins de colonisation ?

Dans l'affirmative, quel est ce montant ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Oui, \$1,800.00.

Par M. Pinault,—Edmund Flynn, de Percé, a-t-il fourni de la brique pour le palais de justice de Percé, depuis le 30 juin 1895 ?

Dans l'affirmative, quel est le prix par mille que le gouvernement lui a payé pour cette brique ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Le gouvernement n'a pas acheté de brique de M. Edmund Flynn pour le palais de justice de Percé, et, par conséquent, ne lui a rien payé pour un semblable achat.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres et instructions, par et de la part du Procureur-général, au shérif de Montréal, le requérant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux.

Sur motion de M. Dechêne, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant la date des divers paiements faits à la Ferme modèle de Compton, dont la somme totale de \$6,300.00 est portée à la page 168 des comptes publics 1895-96.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant l'emploi, pour les écoles d'agriculture d'Oka, l'Assomption, Sainte-Anne Lapocatière, de Compton, et pour l'Ecole ménagère et la Ferme des Ursulines de Roberval, de la subvention annuelle qui leur a été payée pour l'année 1895-96.

2. Les noms et qualités des personnes qui ont touché une part de ces subventions.

3. Les noms des professeurs.

4. Leur salaire.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé expliquant l'item suivant :

Eugène Rouillard, services spéciaux, de septembre 1893 à juillet 1894, \$400 00, qui se trouve à la page 230 des comptes publics de 1896.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le compte détaillé expliquant les items suivants des comptes publics de 1896, page 231 :

J.-O. Martineau : travail extra, vente de la	
branche est.....	\$117 00
J.-O. Martineau : frais de voyage, inspection	
des agences de Gaspé et Bonaventure.....	447 00

Sur motion de M. Girard (Rouville), secondé par M. Gosselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes sommes payées à chacun des membres du service civil, en sus de son salaire régulier, depuis le 1er janvier au 30 novembre 1896, indiquant le salaire de l'employé tel que fixé par l'ordre en conseil le nommant à un emploi dans le service, le montant extra qui lui a été payé, la date du paiement et l'objet pour lequel il a été fait.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des montants payés par le gouvernement à Bédard-Normandeau, depuis 1892, pour toutes causes que ce soit, avec la nature et la date de tels paiements.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Téléphore Janson, juges de paix, et Bédard-Normandeau, constable, de l'Assomption ;

Aussi, copie de toute enquête faite sur les dites plaintes ;

Et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des documents relatifs au congé accordé à M. L.-P. Robitaille, dans le cours du mois de juin dernier, pour cause de santé.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du coût des réparations faites au palais de justice de Percé, depuis le 30 juin 1895, indiquant le nombre des ouvriers employés, le nombre de jours qu'ils ont travaillé, les gages payés à chacun d'eux, le montant payé par semaine pour leur pension et le nom de celui qui leur a fourni la pension.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis.

Résolu, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Pelletier et Hackett et de MM. Beauchamp, Gladu, Laliberté, Spencer, England, Bernatchez, Augé, Tellier, Bisson, Tétreau, Panneton, Morin, Rioux, Stephens, Greig et Marion, soit nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de St-Maxime, maintenant dans le comté de Beauce ".

Et Bill intitulé : " Loi abrogeant la loi imposant des droits sur les transports d'immeubles ".

L'honorable M. Atwater dépose sur le bureau de la Chambre, le Treizième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurance mutuelles de la province de Québec, pour l'année 1895.—(*Document de la session No 28*).

Et aussi,—l'état des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, du 1er juillet au 20 novembre 1896.—(*Document de la session No 14b*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certain cas, et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1327 du Code Civil, inclusivement; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi abolissant la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet, les articles 1323 à 1327 du Code civil, inclusivement ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Audet, Bryson, Dorion, Gilman, Prévost, Ross, J.-J., Sylvestre, Wood et Berthiaume, membres du comité pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative dans leur message.

Et aussi, le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, de Boucherville, Cormier, Garneau, Laviolette, Méthot, Ross D.-A., Ouimet et Rolland, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la

Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits, en comité général, au Bill constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest, et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à faire un emprunt n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun, et pour étendre ses pouvoirs; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Fallon-H. Pickle, à l'étude du droit, sans examen.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés:

Bill modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog.

Bill amendant la loi et refondant la loi organique de la société dite Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke.

Bill constituant en corporation *The Canada Switch and Spring Company, Limited*.

Et Bill pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de Journaux anglais et français, sur l'Instruction publique,

aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 2ème paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, aussi, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de Journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 2e paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

17. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la seconde résolution et les suivantes jusqu'à la dix-septième inclusivement, étant lues la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 4 décembre 1896.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De *The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union*, demandant un acte défendant la vente du tabac aux mineurs des deux sexes.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre, le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la cité de Saint-Henri, demandant à refondre et amender sa charte ;

De la Compagnie du pont Saint-François, demandant de plus amples pouvoirs ;

De la ville de la Côte-Saint-Paul, demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Saint-Louis, demandant des amendements à sa charte ;

Et de Théodule-Alfred Lemieux, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des Bills privés, soit prolongé jusqu'au onzième jour de décembre courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement, savoir :

Loi constituant en corporation le Collège de Valleyfield ;
Loi autorisant Jean Lukin-Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée ;
Loi confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe *alias* Rodolphe Robert, et Pierre Lamy, à qualité, à Antoine Robert ;
Loi concernant la *Equitable Savings, Loan and Building Association*.
Aussi le bill suivant avec amendements :
Loi amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour présenter les Bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de décembre courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The North Shore Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de St-Louis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Martineau ait la permission de présenter un Bill amendant et refondant les lois organiques de la cité de St-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bédard ait la permission de présenter un Bill pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont St-François.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Beauchamp ait la permission de présenter un Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-St-Paul.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Beaubien.

Ordonné, Que M. Allard et M. Stephens soient ajoutés au comité collectif des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du Code de procédure civile.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et est renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 59 Victoria, chapitre 34, concernant les Associations de Bienfaisance et de Secours mutuels et les Compagnies d'assurance mutuelle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Pelletier.

Résolu. Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les lois de la chasse.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Duplessis.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajourn. 4^e à samedi, le 5 courant, à dix heures A. M.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera samedi, le 5 courant, elle reste ajournée à mercredi prochain, le 9 courant, à 3 heures P. M., et que les ordres du gouvernement aient la priorité, ce jour-là.

Sur motion de l'honorable M. Flynn secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera, en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant la réorganisation des départements.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les subsides à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 25 novembre 1896, demandant une copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 cents à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent. (*Document de la session No 25*).

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 25 novembre 1896, demandant une copie de tous arrêtés en conseil et docu-

ments quelconques relatifs aux négociations et démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies ; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants ; du rétablissement de subsides périmés ; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides, et concernant aussi la garantie, de la part du gouvernement, moyennant le dépôt prescrit par la loi, de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies. (*Document de la session, N^o 29*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi, le 30 novembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et quatre mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé, par le Secrétaire de la Province, à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi, le 3 décembre courant, du comité des subsides, qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de Journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 2ème paiement sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'École de navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill protégeant les juges de paix et d'autres contre les actions vexatoires;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le dit comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi relative aux honoraires des constables;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Morin,—Pourquoi une allocation spéciale de \$233.00, mentionnée à la page 247 des comptes publics, a-t-elle été payée à M. Honoré Chassé, à part de son salaire, comme employé au département des Terres de la Couronne.

Réponse par l'honorable M. Nantel,—Monsieur H. Chassé a touché comme allocation ou indemnité spéciale sur l'item du budget : "Chasse et pêche," une somme de deux cents piastres par année, à compter du 1er mai 1895, en vertu d'un ordre de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, en date du 31 décembre 1895.

Par M. Dechène,—1. Le Commissaire actuel de l'agriculture, a-t-il passé, dans le cours des années 1892, 1893 ou 1894, des contrats ou conventions quelconques, avec les différentes écoles d'agriculture subventionnées par le gouvernement de cette province ? 2. Dans l'affirmative, quelle est la date de ces contrats ou conventions pour chaque école ? 3. Quand ces contrats ou conventions prennent-ils fin ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Des contrats réguliers, autorisés par ordre en conseil ont été passés avec l'école de Ste-Anne-de-Lapocatière le 20 février 1894, avec l'école de l'Assomption le 20 septembre 1892, avec la Ferme école de Compton le 19 mars 1894. L'école d'agriculture d'Oka, a été constituée par lettre officielle du département de l'Agriculture, en date du 6 mai 1893 ; l'école ménagère de Roberval, a été créée par correspondance officielle dans le cours de l'année 1892. 2. et 3. Les contrats de Ste-Anne-de-Lapocatière et de l'Assomption, étaient faits pour 5 ans, à partir du 1er octobre 1892 ; celui de Compton pour quatre ans à partir du 1er mai 1895 ; l'arrangement avec Oka était fait pour une période de 10 ans, à partir du 1er juillet 1892, sujet à ratification par l'exécutif ; l'école ménagère de Roberval était fondée à titre d'essai et sans limitation de durée.

Par M. Tessier (Rimouski),—Est-il vrai qu'une action a été intentée par le percepteur du revenu de la province, à Montréal, pour violation de la loi des licences, contre :

William Coleman, rue Craig, Montréal.

Angélique Dorion, 47, rue Richardson, "

Nellie Connors, 1 et 3, rue McCord, "

David Bond, 186, rue Bleury, "

Thomas McBrearty, 69, rue Inspecteur, "

William Kearney, rue Université, "

Dans le cas d'une réponse affirmative, a-t-on obtenu des condamnations, ou les causes ont-elles été suspendues ?

Si les causes ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui ?

Et s'il y a eu des amendes d'imposées, qu'elle en a été le montant dans chaque cause ?

L'amende a-t-elle été payée dans chaque cas ?

Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Cette question devrait former le sujet d'une motion demandant la production des documents concernant chacune de ces personnes.

Par M. Dechène,—1. Quelles écoles d'agriculture M. L.-J.-A. Marsan a-t-il inspectées dans le courant de l'année fiscale 1895-96 ? 2. A quelle date a-t-il fait telles inspections ? 3. A-t-il fait un rapport par écrit de telles inspections ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Les écoles d'Oka, Sainte-Anne-de-la-Pocatière et l'Assomption, en compagnie de monsieur Geo. Buchanan, l'un des juges du Mérite agricole. 2. Le 13 décembre 1895, l'école de l'Assomption ; le 14 décembre 1895, l'école d'Oka ; le 19 décembre 1895, l'école de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. 3. Oui.

Par M. Laliberté,—Quel est le montant total payé par le gouvernement, depuis le 17 décembre 1891, à MM. Lindor et Ethier, et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement, comme avocats du percepteur du revenu, et autrement ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Comme il existe un ordre de la Chambre (No 43) de ce jour, demandant le même renseignement, il sera donné en réponse à cet ordre.

Par M. Laliberté,—Quel est le montant total payé à M. H. Provost, médecin, de Sorel, comme coroner, depuis le 17 décembre 1891 ?

Quel est le montant payé au même, depuis la même date, comme témoin dans les causes criminelles dans le district de Richelieu ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—La réponse à cette question se trouve dans les comptes publics et les états soumis à la Chambre.

Par M. Laliberté,—Quel est le montant total payé par le gouvernement à M. François Lefebvre, comme avocat de la Couronne, à Sorel, depuis le 17 décembre 1891 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—La réponse à cette question se trouve dans les comptes publics et les états soumis à la Chambre.

Par M. Laliberté,—1. A quelle date le protonotaire du district d'Ottawa est-il mort ? 2. La charge de protonotaire pour le district a-t-elle été promise à quelque membre de cette Chambre ? 3. Pourquoi la vacance dans cette charge n'a-t-elle pas été remplie plus tôt ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—1. 4 décembre 1893. 2. Non. 3. La nomination est faite, et elle l'a été aussitôt que les circonstances l'ont permis.

Par M. Parent,—Le gouvernement a-t-il reçu quelque argent, depuis le 30 juin dernier, sur l'emprunt de \$3,017,333.33, autorisé par Statuts 54, 59 Victoria, chapitre 2 ? Dans l'affirmative, quand et quel montant ; et si tel montant est reçu, la balance due sur le dit emprunt ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Les réponses à ces questions ont été données, hier, par le gouvernement au député d'Yamaska.

Par M. Turgeon,—1. M. Pierre Lacasse, marchand, de Saint-Anselme, est-il à l'emploi du gouvernement ? 2. Dans l'affirmative, quel est son emploi ? 3. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—M. Lacasse est employé depuis deux jours, temporairement, pour pourvoir au surcroît d'ouvrage occasionné, dans le département des officiers en loi, par les travaux de la session, et spécialement, du comité du code de procédure. Son salaire n'est pas fixé, mais il sera payé suivant l'habitude et le prix ordinaire.

M. Parizeau propose, secondé par M. Martineau,—Qu'un comité spécial, composé de MM. Lussier, Caron, Lacouture, Allard, Greig, Normand, Parizeau, Doyon, Bisson et Duplessis, soit nommé pour étudier les causes des inondations périodiques du Saint-Laurent et les mesures à prendre pour les prévenir.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. Pour quels services M. L.-J.-A. Marsan a reçu \$27,85, tel que mentionné à la page 132 des comptes publics de 1895-96, avec la date de tels paiements et de tels services ; 2. La date de chacun des paiements de la somme de \$1.121,99, pour services et frais de voyages *re* conférences en différents endroits, tel que mentionné à la page 177 des comptes publics 1895-96, avec la nature des services rendus et les endroits où ils ont ainsi été rendus.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. Le montant payé par le gouvernement aux exportateurs de beurre, depuis le 30 juin 1895, à venir au 1er décembre 1896. 2. Les noms de ces exportateurs et le montant payé à chacun d'eux pendant la dite période.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant :

1. Le nombre de jours durant lesquels M. L.-J.-A. Marsan a été présent à l'école d'agriculture de l'Assomption ; 2. Le nombre total de jours, avec la date, qu'il a employés à l'enseignement agricole dans la dite école.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports et de toute correspondance, etc., concernant les conférences données par M. L.-J.-A. Marsan, de juillet 1895 au 30 juin 1896.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la succession de feu l'honorable John Molson ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : "Loi modifiant la loi relative aux séances de la cour supérieure," sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 5 décembre 1896.

10 heures A. M.

Ordonné, Que M. Baker ait la permission de présenter un Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois et renvoyé au comité spécial chargé de prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné. Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Laliberté,—M. J.-Bte Vanasse, de Sorel, a-t-il été nommé à quelque emploi, dernièrement ?

Dans l'affirmative, à quel emploi et à quel salaire ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—M. Vanasse est employé comme traducteur français pendant la session. Il remplace M. le Dr Tremblay. Il reçoit \$3.00 par jour.

Par M. Gladu.—Combien la province redoit-elle aujourd'hui, en vertu des Statuts en vigueur passés avant le 17 décembre 1891 : 1. Pour subsides des chemins de fer et ponts de chemins de fer, en argent ? 2. Pour subsides de chemins de fer en terres, convertis ou convertibles en argent —(premiers 35 cents de l'acre) ? 3. Combien la province redoit-elle pour les mêmes objets en vertu des Statuts passés depuis le 17 décembre 1891 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. \$464,296.86, y compris les subventions des compagnies qui, par ordres en conseil, sujets à ratification par la Législature, ont obtenu une extension de délai. 2. \$283,468.55, y compris aussi les subventions des compagnies qui, par ordre en conseil, sujet à la ratification de la Législature, ont obtenu une extension de délai. 3. Rien.

Par M. Gladu,—1. Quel est le montant des subsides de chemins de fer et ponts de chemins de fer périmés jusqu'à aujourd'hui ? 2. Quel est le montant des subsides de chemins de fer et ponts auxquels les compagnies et parties y ayant droit ont renoncé jusqu'à aujourd'hui ? 3. A quelle date y ont-elles renoncé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. \$2,018,769.22 non compris ceux qui l'auraient été, le 1er juin 1896, si une extension de délai ne leur eût été promis par ordres en conseil, sujet à ratification par la Législature. 2. \$632,820.00. 3. Le 25 août 1893 et les 13 et 28 février 1895.

Par M. Rioux,—1. Quel est le montant dû par le comté de Bonaventure pour l'entretien des aliénés en 1892 ? 2. Les arrérages pour l'entretien des aliénés, avant 1892, ont-ils été perçus ? De qui,—du conseil de comté ou de chaque municipalité du comté de Bonaventure ? 3. Quel montant a été payé par le conseil du comté de Bonaventure, pour l'entretien des aliénés, depuis 1892 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—1. Rien. 2. En partie. Des municipalités locales intéressées. 3. \$865.30.

Par M. Gladu,—Pour quelle considération le gouvernement a-t-il payé à M. Arthur Dionne, pour services extra, les \$232.31, portées à la page 84 des comptes publics de 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Pour travail extra après les heures de bureau, et souvent très tard le soir.

Par M. Gladu,—Pour quelle considération le gouvernement a-t-il payé à M. L.-H. Asselin, pour services extra, les \$100 portées à la page 83, des comptes publics 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Pour travail extra après les heures de bureau, et souvent très tard le soir.

Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement, quand une vacance se produira au sein du Conseil législatif, de la remplir en choisissant le titulaire parmi les personnes qualifiées, qui résident dans la division ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Autant que les circonstances le permettront.

Par M. Lussier,—Le gouvernement se propose-t-il d'opérer le rapatriement des émigrants Canadiens-français au Brésil ? Dans l'affirmative, quand ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Cette question est à l'étude, et le gouvernement espère pouvoir aider, dans une certaine mesure, au rapatriement de ces Canadiens-français.

Par M. Dechène,—1. Edouard Cauchon, du Château-Richer, a-t-il été poursuivi pour vente de boissons sans licence depuis le 1er janvier 1895 ?

2. Dans l'affirmative, quand ? 3. Le jugement a-t-il été rendu, et quand le défendeur a-t-il satisfait à la condamnation portée contre lui ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Oui. 2. Le 23 septembre 1895. 3. Le jugement a été rendu, mais la pénalité n'est pas encore payée.

Par M. Tessier (Portneuf),—Le Procureur-général a-t-il écrit, ou fait écrire, à M. S. Delisle, du Cap-Santé, et à M. Leclerc, du village Bienville, pour leur faire savoir que leurs services, comme huissiers du shérif, ne seraient plus requis ?

Dans l'affirmative, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Il y a eu des lettres d'écrites que le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre.

Par M. Pinault,—M. N.-E. Cormier, désigné comme garde-forestier, recevant un salaire de \$200.00 et comme surintendant des gardes feux de forêts, recevant un montant additionnel de \$1,777.21, aux pages 242 et 248 des comptes publics de 1895-96, est-il le même qui a représenté le comté d'Ottawa dans cette Chambre ? 2. Quelle est la nature de ses fonctions comme surintendant des gardes-feux de forêts ? 3. Quel est son salaire comme titulaire de cette dernière charge ? 4. Combien de rapports a-t-il fait en cette double qualité ? 5. Est-ce que la charge de surintendant des gardes-feux de forêts n'avait pas été abolie, quand M. J.-B. Charleson, l'ancien titulaire, a été démis ? 6. Quand le dit M. Cormier a-t-il été nommé à ces deux charges ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. Oui. M. Cormier n'est pas garde-forestier, c'est en qualité d'intendant général des feux de forêts pour la région sauvegardée No 1 qu'il a reçu ces sommes ; 2. En qualité d'intendant général des feux de forêts, M. Cormier dirige le service de protection des forêts contre le feu dans la région sauvegardée No 1, qui comprend tout l'Ottawa Supérieur et une partie de l'Ottawa Inférieur ; 3. La rémunération pendant la durée de ses fonctions, du 1er avril au 1er décembre, est \$6.50 par jour pour salaire et frais de voyage n'excédant pas en tout \$1,600.00 ; 4. Plus de 400 ; 5. La charge de surintendant des gardes-feux de forêts a été abolie ; 6. M. Cormier a été nommé intendant général des feux de forêts, pour la région sauvegardée No 1, le 17 mai 1893.

Par M. Tessier (Portneuf),—Est-ce l'intention du gouvernement de remettre à M. Zénophile Benoit, ancien assistant maître de poste de cette Chambre, le montant qu'il a versé au fonds de pension ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Aucune demande n'a été faite à ce sujet.

Par M. Stephens,—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, au cours de la présente session, un projet de loi portant contribution de

\$5,000 pour aider à la construction d'un embranchement de chemin de fer reliant le village de Stanstead Plain au terminus du chemin de fer de la vallée Massawipi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—L'une des résolutions à être soumises à cette Chambre, concernant les subventions aux chemins de fer, a, dans ce sens, rapport à cet embranchement.

Par M. Stephens,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder une subvention annuelle de \$5,000, pendant douze ans, à compter du 1er juillet 1896, au chemin de fer de colonisation de Monfort, laquelle subvention serait prise, pour moitié, des crédits votés à la colonisation et, pour l'autre moitié, de ceux votés à l'agriculture.

Réponse par l'honorable M. Flynn,—L'une des résolutions à être soumises à cette Chambre, concernant les subventions aux chemins de fer, a, dans ce sens, rapport à ce chemin, sauf que la date est celle du premier juillet 1897.

Par M. Tessier (Portneuf).—1. Combien y a-t-il d'employés, actuellement, dans le bureau de poste de l'Assemblée législative ? 2. Combien d'eux sont employés et payés à l'année et combien pendant la session ? 3. Quels sont leurs salaires respectifs ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—1. Trois. 2. Monsieur Duhamel, maître de poste, à \$750.00 par année, et M. Léon Seers, à \$33.33 par mois. Ce dernier a été donné comme aide à M. Duhamel en vue d'établir un bureau de poste pour tous les départements. 3. M. Victor Lacroix, à \$300.00 par année.

Sur motion de M. Laliberté secondé par M. Morin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de tous comptes transmis au gouvernement, depuis le 17 décembre 1891, par MM. Frs Lefebvre, Lindor et Ethier et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement, pour frais, honoraires, etc.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Magnan,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, dépêches et correspondance touchant toute proposition, par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada, d'acquiescer le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction du dit chemin de fer, jusqu'au Bassin de Gaspé.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Morin,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des comptes de MM. F.-X.-U. Dequoy, Sifroid Gilbert et J.-P. Déry mentionnés au pages 82 et 83 des comptes publics, 1896, version anglaise.

Sur motion de M. Déchène, secondé par M. Lemieux,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. Les services rendus par F. Gravier, fabricant de fromage de gruyère, et pour lesquels il paraît avoir reçu la somme de \$40.00, page 131 des comptes publics, 1895-96, et quand ces services ont été rendus.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant : 1. Quel est le salaire, par mois, de Ferdinand Gravier et en paiement duquel il a reçu \$40.00, page 172 des comptes publics 1895-96. 2. Où M. Gravier a-t-il enseigné. 3. Combien de leçons a-t-il données. 4. Est-il encore employé comme professeur payé par la province et où donne-t-il ses leçons.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Resolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le Procureur-général, ou toute autre personne au nom du gouvernement, et le Shérif de Montréal, et toute autre personne, relativement à la publication des annonces de ventes judiciaires d'immeubles dans le district de Montréal, conformément à l'article 650 du Code de procédure civile, et spécialement de toutes lettres ou communications reçues, par le Procureur-général, depuis le 30 octobre dernier, le priant de continuer à publier ces annonces dans sept journaux au lieu de les publier, conformément à la loi, dans un seul journal de chaque langue.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1896 ;

Aussi, un état du nombre d'acres actuellement dus aux chemins de fer, en vertu de la subvention de 35 cts par acres, payables à l'endroit où la terre est vendue, ainsi que le nom de chaque chemin de fer et le nombre d'acres dû à chacun d'eux sur les seconds 35 centins par acre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général afin de considérer certaines résolutions concernant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, depuis l'année 1870 jusqu'à il y a environ deux ans, Georges-Etienne Rioux, magistrat de district pour les districts de Saint-François et de Bedford, a administré la justice dans les dits districts d'une manière très efficace et a, durant près de dix années, administré la justice en sa qualité de magistrat de district, dans le district d'Arthabaska ;

Attendu qu'il a, durant ce temps, épargné des sommes considérables à la province et aux justiciables, en faisant subir aux accusés des procès expéditifs et en siégeant dans les affaires civiles et criminelles à différents endroits en dehors des chefs-lieux des dits districts ;

Attendu que, depuis au delà de deux ans, le dit Georges-Etienne Rioux est devenu incapable, pour cause de maladie, de remplir les devoirs de sa charge, et que la maladie dont il souffre est incurable ;

Attendu que la multiplicité des affaires dans les districts de Saint-François et de Bedford a rendu urgente et indispensable la nomination d'un magistrat de district compétent, et que M. Henry-Walter Mulvena de la cité de Sherbrooke, a été nommé magistrat de district, pour ces districts, le 5 septembre 1896 ;

Attendu, de plus, que Georges-Etienne Rioux n'a pas les moyens de subvenir aux dépenses les plus indispensables à son existence et à celles de sa famille,

Qu'il soit en conséquence

1. *Résolu*, Qu'une somme annuelle de \$800.00 soit payée à même le fonds consolidé du revenu de la Province à dame Georges-Etienne Rioux, durant la vie de son mari, Georges-Etienne Rioux, ci-devant magistrat de district pour les districts de Saint-François et de Bedford.

2. *Résolu*, Que cette somme soit payée, chaque année, en quatre versements égaux, le premier devenant dû et payable le jour de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions et les autres versements de trois mois en trois mois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, depuis l'année 1870, jusqu'à il y a environ deux ans, Georges-Etienne Rioux, magistrat de district pour les districts de Saint-

François et de Bedford, a administré la justice dans les dits districts d'une manière très efficace et a, durant près de dix années, administré la justice en sa qualité de magistrat de district, dans le district d'Arthabaska ;

Attendu qu'il a, durant ce temps, épargné des sommes considérables à la province et aux justiciables, en faisant subir aux accusés des procès expéditifs et en siégeant dans les affaires civiles et criminelles à différents endroits en dehors des chefs-lieux des dits districts ;

Attendu que, depuis au delà de deux ans, le dit Georges-Etienne Rioux est devenu incapable, pour cause de maladie, de remplir les devoirs de sa charge, et que la maladie dont il souffre est incurable ;

Attendu que la multiplicité des affaires dans les districts de Saint-François et de Bedford a rendu urgente et indispensable la nomination d'un magistrat de district compétent, et que M. Henry-Walter Mulvena, de la cité de Sherbrooke, a été nommé magistrat de district pour ces districts, le 5 septembre 1896 ;

Attendu, de plus, que Georges-Etienne Rioux n'a pas les moyens de subvenir aux dépenses les plus indispensables à son existence et à celles de sa famille ;

Qu'il soit en conséquence

1. *Résolu*, Qu'une somme annuelle de \$800.00 soit payée à même le fonds consolidé du revenu de la Province à dame Georges-Etienne Rioux, durant la vie de son mari, Georges-Etienne Rioux, ci-devant magistrat de district pour les districts de Saint-François et de Bedford.

2. *Résolu*, Que cette somme soit payée, chaque année, en quatre versements égaux, le premier devenant dû et payable le jour de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions et les autres versements de trois mois en trois mois.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill accordant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant les subsides à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que les paiements des réclamations faites contre la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et contre la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, sur le chemin connu comme chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, pour gages de personnes employées et matériaux fournis pour l'exploitation de la ligne, effectués en vertu de l'ordre en conseil du 20 juin 1896, sur la somme de \$7,942 05, retenue conformément aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 11, sur les subsides payables à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, sont en tant qu'il peut être nécessaire, déclarés valides, légaux, et comportent libération pleine et entière du gouvernement envers la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et des deux compagnies, envers les dits réclamants, pour les dites sommes ainsi payées.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que les paiements des réclamations faites contre la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et contre la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, sur le chemin connu comme chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, pour gages de personnes employées et matériaux fournis pour l'exploitation de la ligne, effectués en vertu de l'ordre en conseil du 20 juin 1896, sur la somme de \$7,942.05 retenue conformément aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 11, sur les subsides payables à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, sont, en tant qu'il peut être nécessaire, déclarés valides, légaux, et comportent libération pleine et entière du gouvernement envers la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et des deux compagnies, envers les dits réclamants, pour les dites sommes ainsi payées.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en général pour considérer certaines résolutions concernant la réorganisation des départements, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, le Commissaire de la Colonisation et des Mines et le Commissaire de l'Agriculture, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, recevront un traitement de quatre mille piastres chacun, en plus de leur indemnité sessionnelle.

2. *Résolu*, Que les officiers du département des Terres, Forêts et Pêcheries, du département de la Colonisation et des Mines et du département de l'Agriculture, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, seront soumis aux dispositions de la loi concernant le service civil et recevront les traitements alloués par la loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, le Commissaire de la Colonisation et des Mines et le Commissaire de l'Agriculture, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, recevront un traitement de quatre mille piastres chacun, en plus de leur indemnité sessionnelle.

2. *Résolu*, Que les officiers du département des Terres, Forêts et Pêcheries, du département de la Colonisation et des Mines et du département de l'Agriculture, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, seront soumis aux dispositions de la loi concernant le service civil et recevront les traitements alloués par la loi.

Et la question étant mise aux voix, — Que les dites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois, — la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant la réorganisation des départements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation le Collège de Valleyfield ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant Jean Lukin-Leprohon à hypothéquer une propriété substituée ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en comité général pour examiner le Bill confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe *alias* Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacouture fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi confirmant la vente d'un certain immeuble à Antoine Robert."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la ville de Westmount et les

lois qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacouture fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la *Equitable Savings, Loan and Building Association* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacouture fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés :

Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The North Shore Power Company*.

Bill déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost ;

Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis ;

Bill amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri ;

Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-St-Paul ;

Et bill amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal.

Le bill pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont de Saint-François, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi prochain.

Mercredi, 9 Décembre 1896. -

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année 1896. (*Documents de la session No 12*).

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 887 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive Nord, d'émettre de nouvelles débentures en renouvellement de leurs débentures ou obligations actuelles, et pour certaines autres fins,

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la dette publique et sa conversion, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise :—et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les cours des Commissaires ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiner le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

(INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.)

Par M. Gladu,—Quel ouvrage *extra* a nécessité l'emploi de M. H.-J. Raymond, comme clerc extra, et le paiement qui lui a été fait de \$458.00 portées à la page 89, comptes publics, 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—M. H.-J. Raymond a été employé comme commis supplémentaire du 14 novembre 1895 au 30 juin 1896, pour transcrire les réponses aux adresses demandées par l'Assemblée législative et pour autres travaux de transcriptions au département du Procureur-général ; il a reçu, pour ce travail la somme de \$458 00.

Par M. Laliberté,—1. M. Sifroid Gilbert est-il à l'emploi du gouvernement ? 2. Quel est son emploi, et quel est son salaire ? 3. Pour quels services extra lui a-t-on payé les \$50.00 mentionnées à la page 83 des comptes public, de 1896, version anglaise ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. et 2. M. Sifroid Gilbert est employé comme messenger au département du Conseil exécutif, avec un salaire annuel de \$500.00. 3. Pour services *extra* en dehors des heures ordinaires de bureau, et quelques fois tard dans la nuit.

Par M. Déchène,—Quel est le nom du professeur de fabrication du fromage de gruyère à l'école d'agriculture d'Oka, qui paraît avoir reçu \$110.00 pour traitement, page 134 des comptes publics 1895-96 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Révérend Frère Alphonse est le professeur. Cette somme a été payée à la communauté des Révérends Pères Trappistes.

Par M. Déchène,—1. Le Dr Grignon a-t-il reçu mission de faire des conférences pour recruter des élèves pour les écoles d'agriculture dans cette province ? 2. Dans l'affirmative, a-t-il fait telles conférences ? 3. Et combien lui a-t-il été payé depuis le 1er janvier 1896 au 1er décembre courant ? 4. Combien a-t-il reçu pour dépenses de voyages ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. Oui. 3. Son salaire ordinaire. 4. \$574.28 du 1er janvier 1896 au 1er décembre 1896, pour toutes ses dépenses de voyages, pour conférences agricoles et aussi pour une partie des frais de voyages du Révérend Père Lacasse.

Par M. Dechène,—Les rapports des réunions agricoles rédigés par M. Denault, et pour lesquels il a été payé \$22.00, tel qu'il appert à la page 185 des comptes publics, ont-ils été rédigés et publiés quelque part ?

Dans l'affirmative où et quand ?

Et est-ce l'intention du gouvernement de les mettre devant la Chambre ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Les renseignements demandés ont déjà été fournis à la Chambre par une réponse insérée à la page 24 des Procès-verbaux.

Par M. Dechène,—1. Le révd Père Lacasse a-t-il reçu mission de faire des conférences pour recruter des élèves pour les écoles d'agriculture dans cette province ? 2. Dans l'affirmative, a-t-il fait telles conférences ? 3. Combien lui a-t-il été payé, depuis le 1er janvier 1896 au 1er décembre courant ? 4. Et combien a-t-il reçu pour dépenses de voyage ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. Oui. 3. Il n'a été payé directement aucune somme quelconque au R. P. Lacasse, mais le département de l'Agriculture a payé \$525 00 comme contribution à l'œuvre des missionnaires agricoles, pour s'assurer les services du Révérend Père.

Par M. Girard (Rouville),—M. Henri Trudel, avocat, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ? Dans l'affirmative, depuis quand ? Quel est son salaire ? Quel est son emploi ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Non.

Par M. Dechène.—1 Le gouvernement est-il entré en convention avec les propriétaires de l'école d'agriculture de Sainte-Anne Lapocatière, pour le renouvellement du contrat actuellement existant pour telle école ? 2. Dans l'affirmative, quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. Depuis quelque temps.

Par M. Gladu,—Quel a été le montant reçu, chaque année, par le gouvernement, sur la vente des terres de la Couronne, depuis l'année 1876, sans y comprendre le prix des terrains de ville, ni les ventes de limites et de coupes de bois ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—La réponse à cette question se trouve dans les rapports du Commissaire des terres de la Couronne.

Par M. Gosselin,—Quel montant l'honorable J.-S. Hall a-t-il reçu du gouvernement, ou du trésor public, depuis qu'il a cessé de faire partie du gouvernement, à tous autres titres que celui de membre de la Chambre d'Assemblée ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—\$12,796.28 pour services et dépenses relatifs à l'arbitrage entre la Puissance du Canada et la province d'Ontario, et entre les deux provinces.

Par M. Dechène,—Combien a-t-il été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896 ?

Combien a-t-il été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 1er décembre courant, et à qui ces différentes sommes ont-elles été payées ? Combien d'élèves ont été recrutés ? Combien ont été inscrits à chaque école ? Combien de temps chacun de ces élèves est-il resté à l'école ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Les renseignements demandés dans cette interpellation devraient faire l'objet d'un ordre de la Chambre pour la production de documents.

Par M. Dechène,—Est-ce l'intention du gouvernement de renouveler le contrat pour l'impression, en anglais et en français, du Journal d'Agriculture, et dans ce cas, va-t-il demander des soumissions ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—A l'étude.

Par M. Parent,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à la considération de cette Chambre, à cette session, un projet de loi pour aider à la construction d'un pont sur le fleuve St-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, ou un endroit près de la cité ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Cette question est maintenant à l'étude.

Sur motion de M. Normand, secondé par M. England,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondances, ordres en conseil, démontrant si, en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, il a été accordé un subside de 8000 acres de terre par mille pour aider à la construction d'un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles allant vers le nord jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du Lac Saint-Jean, vers l'extrémité sud du Lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excédât pas soixante milles, et indiquant : 1. Si ce chemin a été construit et par quelle compagnie ; 2. Quel autre chemin a été construit avec l'aide de ce subside ; 3. En vertu de quelle loi ce changement a été opéré, ainsi que le tracé du dit chemin ; 4. Par qui cette compagnie est actuellement représentée ; 5. Qui a droit à la balance du subside accordé en vertu de la 45 Vict., chap. 23, et à quels titres.

Ordonné. Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun d'abroger l'article 3599 des Statuts refondus de Québec, et de soumettre à la Chambre un projet de loi portant que le tarif des honoraires des avocats sera préparé par les juges de la cour supérieure, et soumis au Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour n'être mis en vigueur qu'avec son approbation.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, les articles 3771 et 3772 des Statuts refondus de Québec devraient être abrogés, et qu'il devrait être soumis à la Chambre un projet de loi portant que le tarif des notaires sera dorénavant établi par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Et un débat s'ensuivant ;

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski),—secondé par M. Pinault,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des actions intentées par le percepteur du revenu de la Province, à Montréal, pour violation de la loi des licences, contre :

William Coleman, rue Craig, Montréal.

Angélique Dorion, 47, rue Richardson, “

Nellie Connors, 1 et 3, rue McCord, “

David Bond, 186, rue Bleury, “

Thomas McBrearty, 69, rue Inspecteur, “

William Kearney, rue Université, “

Aussi, un état indiquant si les condamnations ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui.

Indiquant aussi, quel est le montant des amendes imposées dans chaque cause ; si elle a été payée dans chaque cas, et dans la négative, pourquoi.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50, étant lu ;

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, mardi prochain.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—le Rapport de la Commission des chemins à barrières de Montréal et l'état des comptes au 31 décembre 1895. (*Document de la session No 13*).

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn,
—Que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil ;
Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 10 décembre 1896.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. Châteauvert, secondé par M. Bouffard,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Jeudi, 10 décembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises), de Montréal, pour l'année 1896. (*Document de la Session No. 12*).

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill " Loi constituant en corporation *The Canada Switch and Spring Company, Limited*," et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité lequel, est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas :

De J.-H. Tremblay, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De P.-A. Côté, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De V. Boswell, demandant une loi l'autorisant à poser un aqueduc dans certaines rues de la cité de Québec ;

De E. Bélanger et autres, demandant une loi amendant la section 2, 57 Vict., ch. 78 ;

De A.-P. Delvecchio et autres, demandant une loi pour régler la liquidation de la succession de feu P.-H. Delvecchio et de son épouse, Dame Elizabeth Olivier ;

De la Compagnie dite *The Coaticook Electric Light and Power Company*, demandant une loi la constituant en corporation ;

De la Compagnie dite *Stadacona Water, Light and Power Company*, demandant une loi confirmant ses lettres patentes et lui accordant de plus amples pouvoirs

De l'Association des comptables de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De W.-J. Wright, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la Corporation dite *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited*, demandant une loi l'autorisant à transiger des affaires dans la province de Québec ;

Votre comité a aussi examiné la pétition de A.-Alphonse Hamel et autres, demandant une loi pour diviser les propriétés appartenant à la succession de feu A. Hamel et de Marie-Cécile Roy, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le 28 novembre dernier dans la *Gazette Officielle*, mais qu'ils sont complets dans les journaux, et votre comité croit que cela ne peut pas affecter les intérêts des parties intéressées.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Loi incorporant le village de Petit-Métis ;

Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve ;

Loi pour incorporer la Compagnie "Thomas Robertson & Compagnie," à responsabilité limitée ;

Loi concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute* ;

Et loi pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément.

Ordonné, que M. Bouffard ait la permission de présenter un Bill pour permettre de partager sans retard, les dettes et les biens des successions de Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association dite : *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited*, à faire affaires dans la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Paul-Arthur Côté, au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. England ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse Elizabeth Olivier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie dite *The Stadacona Water, Light and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-James Wright au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre.—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Trémbay à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'honorable M. Hackett, secrétaire pour la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 25 novembre 1896, pour un état indiquant : 1. Les titres des volumes achetés par le gouvernement depuis la dernière session, leur coût et le nom de leurs auteurs. 2. La date de tel achat et la date de leur livraison. (*Document de la session, No 30*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 novembre 1896, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et H.-G. Carroll, écuyer, M. P., au sujet de P.-E. Côté, conducteur de travaux de colonisation de la paroisse de Saint-Paschal. (*Document de la session No 31*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 novembre 1896, (suite de la réponse partielle déjà produite) demandant une copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies ; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants ; du rétablissement de subsides périmés ; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides, et concernant aussi la garantie, de la part du gouvernement, moyennant le dépôt prescrit par la loi de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies. (*Document de la session No 32*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896 pour un état donnant :

La date d'émission ; la date de maturité ; le taux d'intérêt ; le prix de vente ; les frais de chaque emprunt ; la somme nette réalisée de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874. (*Document de la session No 33*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 novembre 1896, pour un état des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement, sur la dette consolidée ;

Sur les emprunts temporaires et dépôts sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer.

35 cts par acre sur la balance des subventions en terre converties.

35 cts par acre sur subventions en terre non converties.

Mandats impayés.

Balance en caisse. (*Document de la session No 34*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant :

1. Toutes les sommes payées à compte de l'item du budget " Divers en général " depuis le 30 juin 1896, à venir au 17 novembre 1896 ;

2. Les noms des personnes auxquelles ces sommes ont été payées et pour quelles fins elles l'ont été. (*Document de la session No 35*).

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1895-96. (*Document de la session No 5*).

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, hier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le dit débat ajourné.

M. Cooke propose, secondé par M. Guerin,—Que le débat soit ajourné de nouveau ; et la question étant mise aux voix ;—elle est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle*, de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui

M. Normand informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand du comité des subsides, rapporte, alors, une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les Asiles d'aliénés étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant les Asiles d'aliénés."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 59 Victoria, chapitre 34, concernant les Associations de bienfaisance et de Secours mutuels et les Compagnies d'assurance mutuelle ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'organisation des bureaux d'enregistrement ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Beauchamp fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de M. Guerin, secondé par M. Cooke,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous papiers, arrêtés ministériels et autres documents en général, se rapportant à la destitution du docteur F.-E. Devlin de la fonction de médecin de l'Asile de la Longue-Pointe.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre, lus séparément une deuxième fois, et référés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill amendant la charte de l'Union des abattoirs de Montréal ;

Et Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres, après examen.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi, demain, elle reste ajournée jusqu'à samedi, à 10 heures de l'avant-midi.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 11 décembre 1896.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, Montréal.

Votre comité a, aussi, examiné le Bill concernant la substitution créée par le testament de Dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves, lequel il a renvoyé, son préambule n'ayant pas été prouvé.

M. Châteauvert, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont de St-François, lequel il a renvoyé, son préambule n'ayant pas été prouvé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux honoraires des constables," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu William-Frédéric Kay," avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu William-Frédéric Kay," et le dit amendement est lu la première et la seconde fois, et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 716 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité spécial permanent nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill incorporant le village de Petit-Métis; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill. et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill incorporant la compagnie *Thomas Robertson & Compagnie*, à responsabilité limitée; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général afin d'examiner le Bill pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson; et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément, et à emprunter jusqu'à concurrence de dix mille dollars pour administrer la dite succession; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Loi dissipant tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et des pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires et les autorisant à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre, lus séparément une deuxième fois, et renvoyés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir:

Bill pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel;

Bill autorisant l'Association dite *The Trustees Executors and Securities Insurance Corporation, Limited*, à faire affaires dans la province de Québec;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Paul-Arthur Côté au nombre de ses membres

Bill constituant en corporation la *Couticook Electric Light and Power Company*;

Bill pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse madame Elizabeth Olivier;

Bill modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 75, concernant la charte de la cité de Montréal;

Bill modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre William-James Wright au nombre de ses membres, après examen.

Et Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des Chemins de fer,

canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec;

Et Bill concernant la Compagnie dite "*The Stadacona Water, Light and Power Company.*"

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Joseph-Ena Girouard, au nombre de ses membres; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié

Ordonné. Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui.— Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides);

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Cercles agricoles et de l'encouragement à l'Agriculture, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Cercles Agricoles et de l'encouragement à l'Agriculture, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

Ordonné, que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 12 décembre 1896.

Dix heures A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la Société Saint-Jean Baptiste, de la ville de Waterloo, pour l'année 1896. (*Documents de la session No 12*).

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu Monsieur Joseph Marion, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les maris et parents.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lemieux,—A quelle époque le gouvernement se propose-t-il de mettre en force, le cadastre officiel pour les divisions d'enregistrement du comté de Bonaventure ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—Aussitôt que possible.

Par M. Lemieux,—1. Le Dr Crépeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, a-t-il reçu, depuis 1894, une somme de \$250.00, ou aucune autre somme, comme garde-forestier ; 2. A-t-il jamais été à l'emploi du gouvernement comme garde-forestier ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. En 1894, le Dr Crépeau, autrefois à l'emploi du gouvernement, comme agent des terres et des bois de la Couronne, et surintendant des garde-forestiers, a reçu \$250.00, en règlement final de toute réclamation relative à l'exercice de ses fonctions ; 2. Non.

Par M. Lemieux,—1. Siméon Poirier, de St-Bonaventure, comté de Bonaventure, a-t-il reçu du gouvernement, depuis 1893, une somme de \$400.00, ou aucune autre somme, en paiement d'une prétendue réclamation qu'il avait faite contre le gouvernement ? 2. Quand cette réclamation a-t-elle été faite ? 3. Quelle est la nature de cette réclamation ? 4. Quelle est la date du paiement de cette réclamation ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. M. Siméon Poirier, de Saint-Bonaventure, a reçu une somme de \$300.00, en paiement d'une réclamation qu'il avait faite contre le gouvernement. 2. Cette réclamation a été faite le 21 novembre 1889, et a été renouvelée plusieurs fois depuis cette date. 3. Cette réclamation était pour services rendus en rapport avec le cadastrage des cantons de Gaspé-Baie-Nord, Gaspé-Baie-Sud, Cap-Rosier, et village de Gaspé et elle a été payée à M. Poirier pour livraison des plans-brouillon de ces localités dont il avait la possession, et à titre de déboursés à faire, pour pouvoir compléter le cadastrage des dites localités. 4. Le 15 juillet 1896.

Par M. Dechêne,—Le gouvernement s'est-il engagé à donner une certaine somme pour venir en aide à la construction d'un pont à la Grande-Rivière ? Dans l'affirmative, quand ? Quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Par lettre du 10 novembre 1896, le gouvernement a offert à la municipalité de la Grande-Rivière, une somme de \$5,000.00 pour l'aider à construire un pont sur la Grande-

Rivière, à certaines conditions. Ces conditions ont été acceptées par résolution du conseil municipal en date du 18 novembre 1896. La dite somme de \$5,000.00 a été inscrite au budget.

Par M. Dechène,—Les Records de Québec et de Montréal ont-ils, depuis le 1er juillet 1895, retiré quelque somme d'argent du gouvernement ?

Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes et pour quels services ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Oui, le Recorder de Québec reçoit \$350.00 par année comme commissaire pour l'internement des enfants pauvres aux écoles d'industrie.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il acheté les ouvrages suivants et à quelle époque ? *La Foi et la Raison*, par l'abbé L.-A. Paquet ? *Le Code Catholique*, par l'abbé D. Gosselin, propriétaire de la *Semaine Religieuse* de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Oui, le 27 février 1896, le 24 juillet 1895 et le 24 mars 1896.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il en dépôt, un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage de M. Tardivel, intitulé : "*Pour la Patrie*" ? Dans l'affirmative, combien d'exemplaires ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Oui, 450 exemplaires.

Par M. Gosselin,—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que la lettre suivante a été écrite et transmise à son adresse dans le cours de juin dernier :

"Fraserville, 20 juin 1896.

"RIOU & CHAGNON,

"Avocats.

"M. ANDRÉ CIMON,

"J'ai reçu instructions du gouvernement de vous dire de commencer de suite les travaux dans la route du huitième rang de Viger, à l'ouest, pour descendre au septième rang.

"Envoyez vos hommes et commencez lundi, vous aurez \$50 à dépenser dans cette route. Les instructions officielles vous seront transmises ces jours-ci. Dans tous les cas, commencez les travaux de suite. Vous êtes le conducteur.

"A vous,

(Signé) S.-C. RIOU.

"Adresse,

"M. ANDRÉ CIMON,

"de St-François-Xavier,

"Comté de Témiscouata."

2. M. S.-C. Riou, avocat, de Fraserville, était-il autorisé à écrire telle lettre ?

3. Et dans l'affirmative, par qui ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien, —1. Il n'est pas à la connaissance du gouvernement que cette lettre ait été écrite. 2. Sur recommandation de M. Rioux, M. P. P., des instructions ont été transmises, le 16 juillet, à M. André Cimon, l'autorisant à faire des réparations dans la route du 9^e rang du canton Viger. Ces instructions étaient destinées à couvrir celles sollicitées par M. S.-C. Riou.

Par M. Gladu, —Quel est le montant des taxes directes perçues depuis le 30 juin 1896, en vertu des statuts de 1892, imposant la taxe directe telle qu'amendée : 1. Sur les mutations d'immeubles ? 2. Sur les licences de commerce, etc. ? 3. Sur certaines personnes ? 4. Sur les successions ? 5. Combien y a-t-il d'avocats, dans la cité de Montréal, qui ont payé la taxe directe imposée sur eux, en leur qualité professionnelle, par les statuts de 1892, tels qu'amendés depuis la mise en vigueur de tels statuts ?

Réponse par l'honorable M. Flynn, —1. \$57,604.00. 2. \$7,304.66. 3. \$2,981.55. 4. \$95,476.00. 5. 184 pour 1892-93 ; 108 pour 1893-94 ; 129 pour 1894-95 ; 78 pour 1895-96

Par M. Gladu, —Pour quels services extra, les sommes mentionnées aux pages 86 et 87 des comptes publics de 1896, version anglaise, ont-elles été payées aux personnes mentionnées aux dites pages, depuis M. T.-Nap. Pelletier jusqu'à M. Ed. Lortie, inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier, —Réponse a été donnée à question semblable le 3 décembre, *Vide* Procès-verbal, page 119.

Par M. Gladu, —A quels travaux M. A.-E. Swift a-t-il été employé pour les \$138.00 qui lui ont été payées comme extra, page 85 des Comptes publics de 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett, —M. Swift a été employé temporairement à certains travaux de transcription dans la branche du Régistrare.

Par M. Laliberté, —Pour quelle raison M. Théo. Sansfaçon a-t-il été employé comme messenger extra, et a reçu la somme de \$52.50 portée à la page 86 des comptes publics de 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn, —M. Sansfaçon a été employé temporairement, vu la maladie de deux messagers permanents.

Par M. Laliberté, —Quelles sont les sommes payées au Dr Grignon, conférencier agricole, en sus de son salaire annuel de \$1200, depuis le 30 juin 1896, jusqu'à ce jour ?

Pour quelles considérations ces sommes lui ont-elles été payées ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,— Les sommes payées au Dr. Grignon, conférencier agricole, en sus de son salaire de \$1,200 00, depuis le 30 juin 1896 jusqu'à ce jour, sont les suivantes :

Pour frais de voyage comme conférencier agricole.....	\$ 153 90
Pour frais de voyage pour assister à une assemblée du Conseil d'agriculture, le 23 octobre 1896.....	28 00
	<hr/>
	\$ 181 95

Par M. Gladu,—Pour quelle raison M. N.-A. Filion a-t-il été employé comme clerc extra au bureau du Procureur-Général, et reçu les \$762 50 mentionnées à la page 87 des comptes publics, 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,— Pour ouvrage extra, occasionné par surcroît de travail nécessaire.

Par M. Laliberté,—Quel ouvrage extra a nécessité l'emploi de M. Geo. Rochette et le paiement qui lui a été fait de \$144.00, comme messenger extra, page 88, comptes publics, 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Pour ouvrage extra, occasionné par surcroît de travail nécessaire.

Par M. Laliberté,—Le gouvernement se propose-t-il de faire adopter, à la présente session, une loi pour valider l'enregistrement des actes de vente et transports d'immeubles, enregistrés après trente jours de leur date, et pour permettre de valider l'enregistrement de ceux qui, ayant été passés depuis plus de trente jours, ne sont pas actuellement enregistrés ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Sous considération.

Par M. Laliberté,—Quelles sont les sommes payées à M. O.-E. Dallaire, conférencier agricole, en sus de son salaire annuel de \$1,000.00, depuis le 30 juin 1895 jusqu'à ce jour ? Pour quelles considérations ces sommes lui ont-elles été payées ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,— Les sommes payées à M. O.-E. Dallaire, conférencier agricole, en sus de son salaire annuel de \$1,000.00, depuis le 30 juin 1895 au 30 juin 1896, se trouvent dans les comptes publics de l'année 1896.

Depuis le 30 juin 1896 à ce jour, M. Dallaire a reçu les sommes suivantes :

Pour frais de voyage comme conférencier agricole.....	\$250 00
Pour collaboration au journal d'agriculture depuis plusieurs années.....	200 00
	<hr/>
	\$450 00

Par M. Lemieux,—1. Des réparations ont-elles été faites au palais de justice de New-Carlisle, dans le cours de l'automne dernier (1896) ? 2. Par qui ces réparations ont-elles été faites ? 3. Pour quel montant ? 4. A la demande de qui ont-elles été faites ? 5. Quelle est la nature de ces travaux et réparations ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. Oui. 2. Sous la surveillance du shérif, sauf les travaux de la fournaise qui ont été confiées à M. Octave Plante, plombier, de Québec. 3. Il n'y a pas encore de comptes de produits. 4. A la demande du shérif. 5. Peinturage du Palais de Justice, posage d'une seconde bouilloire à l'appareil de chauffage et prolongement des tuyaux de chauffage jusque dans la cuisine du geôlier. Creusage du puits à une profondeur additionnelle.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées pour couvrir les frais de l'arbitrage fédéral, année par année, depuis qu'il est commencé jusqu'à ce jour, ainsi qu'un état de tous les frais de justice payés pour les actions issues de cet arbitrage, qui ont été intentées devant les tribunaux.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Tessier (Rimouski).

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du compte de \$1,322.29 payé à Mercier & Cie, page 84 des comptes publics de 1896.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The Canada Switch and Spring Company, Limited*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement de la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour *The Women's Protective Immigration Society*, de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte, alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement de la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour *The Women's Protective Immigration Society*, de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à lundi prochain,

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 30 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant, séparément, quels documents ont été imprimés et payés à même les sommes suivantes :

<i>Le Courrier de St-Hyacinthe</i>	\$ 29 00
Léger Brousseau.....	418 00
<i>La Presse</i>	232 00
Mercier & Cie.....	106 00
E. Senécal & Fils.....	27 15
Proulx & Proulx.....	3 40
<i>Le Trifluvien</i>	150 00

(Sous la rubrique " Visites et Explorations ", pages 295 et 296 du rapport du Commissaire de l'Agriculture) (*Document de la session, No 36*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant : 1. Le nombre de procès qui ont eu lieu devant les petits jurés, durant le terme de la cour criminelle, siégeant à Rimouski, en octobre dernier.

2. Les verdicts rendus par les petits jurés.

3 Le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle, à Rimouski. (*Document de la session, No 37*).

L'honorable M. Nautel met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1896. (*Document de la session No 4*).

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général afin de considérer une certaine résolution concernant la loi de la chasse ;

L'honorable M. Nantel informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que, pour surveiller spécialement l'exécution des lois relatives à la pêche et à la chasse, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer un surintendant général de la chasse et de la pêche, avec un traitement n'excédant pas \$1,800 par année, et un inspecteur général de la chasse et de la pêche, avec un traitement n'excédant pas \$1,500 par année, payables à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que pour surveiller spécialement l'exécution des lois relatives à la pêche et à la chasse, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer un surintendant général de la chasse et de la pêche avec un traitement n'excédant pas \$1,800 par année, et un inspecteur général de la chasse et de la pêche avec un traitement n'excédant pas \$1,500 par année, payables à même le fonds consolidé du revenu.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, lundi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 14 décembre 1896.

Ordonné, Que M. Châteauvert ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 582 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il fait imprimer un certain nombre d'exemplaires d'un discours prononcé à Nicolet, par l'honorable Louis Beaubien, le 4 octobre dernier ? Dans l'affirmative, par qui ? Combien d'exemplaires et quel a été le coût de telle impression ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—M. P.-V. Ayotte, 2,000 exemplaires, \$53.75.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il acheté, ou se propose-t-il d'acheter, pour distribution, ou autres fins de publicité, un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable Louis Beaubien, prononcé à Nicolet, le 4 octobre dernier ? Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et quel prix les a-t-il payés ou se propose-t-il de les payer ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Le gouvernement se propose d'en acheter un certain nombre, pour distribution, en sus de la quantité reçue de M. Ayotte. Le nombre et le coût ne sont pas encore établis.

Par M. Dechène,—La somme de \$110.00 pour traitement, payée au Frère Alphonse, professeur de fabrication de fromage de gruyère, à l'école d'agriculture d'Oka, a-t-elle été payée au monastère des révérends Pères Trappistes, en outre de la subvention annuelle de \$4,500.00 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Oui.

Par M. Dechène,—Quel est le montant payé par le Dr Grignon au Révd P. Lacasse, pour partie de ses frais de voyages, tel que mentionné à la réponse à une interpellation, p. 158, des procès-verbaux ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—\$35.00.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il payé quelque somme à M. H. Nagant, pour la préparation du tableau indiquant la composition des récoltes, publié à la page 66 de l'Almanach des cercles agricoles pour l'année 1894 ? Dans l'affirmative, combien ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Non.

Par M. Dechène,—A qui la somme de \$525.00, payée pour s'assurer les services du Rév. P. Lacasse, comme conférencier pour le recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, a-t-elle été remise, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—A l'archevêché de Montréal :

21 février 1896.....	\$ 132 00
27 juin "	243 00
10 août "	150 00
	<hr/>
	\$ 525 00

Par M. Dechène,—1. M. J.-H. Denault a-t-il transmis au département, des rapports des assemblées et réunions agricoles pour lesquelles il a reçu une somme de \$225.00, pour 9 mois de salaire ? 2. Les a-t-il fait publier dans quelques journaux de cette province ? 3. Dans l'affirmative, dans quels journaux ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui, généralement. 2. Oui. 3. Dans la *Minerve* et quelques-uns dans le *Journal d'Agriculture* et autres journaux.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent pour l'impression et la distribution des discours de l'honorable Louis Beaubien, depuis le 30 juin 1892, durant les conventions agricoles, les conventions de sociétés d'industrie laitière et de toute autre réunion agricole ? Dans l'affirmative, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Ce qui a été payé se trouve dans les comptes publics de chaque année.

Par M. Dechène,—A quelle date le gouvernement a-t-il fait de nouveaux arrangements avec les propriétaires de l'Ecole d'agriculture de Sainte-Anne-Lapocatière, pour l'instruction à donner aux élèves, etc. ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Le 2 décembre 1896.

Par M. Dechène,—Combien d'élèves peut maintenant recevoir l'Ecole d'agriculture de Sainte-Anne ? Combien d'élèves peuvent recevoir celles de Compton, de l'Assomption et d'Oka ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Les écoles d'agriculture ci-dessus mentionnées sont tenues de recevoir, annuellement, 15 élèves boursiers qui ont gratuitement la nourriture, le logement, le chauffage, l'éclairage et la literie. Elles doivent, de plus, donner l'enseignement gratuit à tous ceux qui le requièrent, mais les élèves non boursiers paient leur pension.

Par M. Dechène,—M. le Dr Grignon a-t-il reçu instruction d'induire les cultivateurs, dans ses conférences agricoles, à acheter leurs grains et graines de semence, etc., du Syndicat des cultivateurs de Montréal ? Dans l'affirmative, de qui et quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Le Dr Grignon et les autres conférenciers n'avaient qu'à parler des avantages généraux offerts aux cultivateurs par les syndicats de Montréal et de Québec.

Par M. Dechène,—Est-il à la connaissance du gouvernement que le Dr Grignon, conférencier agricole, a, dans ses conférences, invité les membres des cercles agricoles à acheter leurs grains de semence et graines, etc., du syndicat des cultivateurs de Montréal, plutôt que des commerçants de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Non.

Par M. Dechène,—M. Théodore Paré, de Ste-Anne-de-Beaupré, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, depuis le 1er janvier

1895 ? Dans l'affirmative, jugement a-t-il été rendu sur telle poursuite, et quand ? A-t-il satisfait à la condamnation, si condamnation il y a eu ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Non.

Par M. Tessier (Rimouski).—1. Quel est le montant payé par les diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, depuis le 1er mai 1892 au 1er novembre 1896, pour les écoles de réforme et d'industrie ; 2. Quel est le montant dû par les diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour les écoles de réforme et d'industrie ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—1 Rien. 2. Rien.

Par M. Tessier (Rimouski).—Quels sont les montants payés à la fromagerie de Saint-Valérien, comté de Rimouski, depuis le 1er mai 1892 au 12 décembre 1896 ? A quelle personne et à quelles dates ces montants ont-ils été payés ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—\$100.00 au révérend M. J. Amiot, curé, le 8 juillet 1895.

Par M. Laliberté,—Le gouvernement se propose-t-il d'abolir la taxe sur les biens transmis par succession légitime ou testamentaire entre mari et femme, ainsi qu'en ligne directe ascendante ou descendante ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—La loi, telle qu'amendée en 1894, exempte déjà de la taxe toute propriété au-dessus de trois mille piastres, après déduction faite de toutes charges, entre mari et femme, aussi bien qu'en ligne directe ascendante et descendante. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire d'autres amendements à la loi.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant l'emploi des \$6,000.00 dépensées pour chemins de colonisation, dans le comté de Bonaventure, mentionnées à la page 180 des comptes publics pour 1896 ;

Aussi, indiquant où et par qui ces travaux ont été faits.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé, indiquant : 1. Combien a été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896. 2. Combien a été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 1er décembre courant, et à qui ces différentes sommes ont été payées. 3. Combien d'élèves ont été recrutés. 4. Combien ont été inscrits à chaque école. 5. Combien de temps chacun de ces élèves est-il resté à ces écoles.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour le palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894.

Sur motion de M. Caron, secondé par M. Gillies,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant, année par année, les sommes perçues par le percepteur du revenu, en vertu des actes concernant : 1. Les licences des manufactures et de commerce. 2. Les taxes sur certaines personnes. 3. Taxes sur les successions, depuis la date de la mise en force des dits actes au 30 juin 1896, et ce, pour le comté de Maskinongé.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meublier, de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés, depuis le 1er mai 1892, pour les écoles de réforme et d'industrie, jusqu'au 1er décembre 1896, et les montants dus pour les dites écoles.

Sur motion de l'honorable M. Marchand secondé par M. Tessier (Portneuf),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie du rapport de l'ingénieur mentionné dans l'arrêté en conseil du 10 juin 1896, No 203, recommandant le paiement à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, du subside en argent, à elle transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondance et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-Gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi pourvoyant à la prohibition des placards indécents dans les rues et places publiques des cités et villes ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Loi prohibant les affiches indécents dans les rues et places publiques."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général

pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer la somme de cinq mille piastres à la municipalité du village de Stanstead-Plain, pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de chemin de fer de deux milles et trois quarts de longueur, pour relier le dit village au terminus du chemin de fer de la Vallée de Massawippi ; que cette somme sera payable quand la dite ligne d'embranchement, ainsi que les gares, voies d'évitement et dépendances, sera complétée à la satisfaction de l'ingénieur de la branche des chemins de fer du département des Travaux publics, mais pas plus tard que le 30 juin 1897, et qu'elle sera prise sur la balance non dépensée de la subvention de la Compagnie du chemin de fer de la Montagne-d'Orford.

2. *Résolu*, Que,—vu que le gouvernement a aidé largement à la construction de certains chemins de fer, qu'il est de l'intérêt général que les travaux entrepris soient complétés et qu'un autre délai leur soit donné pour cet objet—le délai prescrit pour compléter les travaux de certains chemins de fer, savoir : le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, le chemin de fer de la Montagne d'Orford, le chemin de fer de la Vallée-est du Richelieu et le chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, sera prolongé jusqu'au trente et un décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

3. *Résolu*, Que,—vu que la colonisation et l'agriculture bénéficieraient dans une large mesure de l'achèvement des douze derniers milles du chemin de fer de colonisation de Montfort, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil,—le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort, une somme de cinq mille piastres par an, pendant douze ans, à partir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, la moitié de cette allocation devant être prise sur la somme votée pour la colonisation, et l'autre moitié sur la somme votée pour l'agriculture ; mais aucune partie de cette subvention ne devant être payée à la compagnie avant que les dits douze milles de ce chemin de fer aient été complètement terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

4. *Résolu*, Que,—vu que des doutes se sont élevés au sujet de l'interprétation à donner à la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3, concernant l'autorisation y édictée de payer pour les travaux alors complétés sur la section mentionnée dans le dit paragraphe,—il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, la somme de vingt mille piastres

pour les travaux exécutés sur sa voie, tel qu'exposé dans les rapports de l'ingénieur du gouvernement en date des 30 janvier et 24 mars 1895, au lieu de la subvention de vingt mille piastres pour compléter la dernière section du 60^e au 70^e mille, jusqu'à Waltham, près de la rivière Noire, dans le comté de Pontiac, accordée par la dite loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3.

5. *Résolu*, Que le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique doivent être complétés sera prolongé jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

6. *Résolu*, Qu'à la place de la subvention de soixante mille piastres accordée à la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, pour la partie de l'embranchement du Pacifique Canadien s'étendant de Hull à Aylmer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder la somme de soixante mille piastres à la dite compagnie, pour la construction de cette partie de son chemin s'étendant d'Aylmer à Hull, payable au prorata des estimations mensuelles de l'ingénieur du gouvernement, ou pour l'achat d'une ligne déjà construite entre ces deux points.

7. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord à appliquer la moitié de la subvention à elle accordée en vertu des dispositions de la section 4 de la loi 58 Victoria, chapitre 2, à la construction de deux ponts, savoir : vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière Shawinigan, et vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière L'Assomption.

8. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, la balance de la subvention à elle transportée par la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport en date du 20 septembre 1893; savoir : la somme de quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante piastres, lorsque dix milles additionnels de chemin (au lieu de treize milles) auront été construits à partir du 10^e au 20^e mille, inclusivement, à l'ouest de la jonction de Saint-Tite, vu les dépenses considérables qu'il y a à encourir pour la construction de cinq grands viaducs sur ce parcours de dix milles, le tout devant être sujet aux restrictions et conditions de la section 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3.

9. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de payer conformément aux sections 2 et 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3, la somme de cinquante-sept mille sept cent cinquante piastres, à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, la dite somme étant l'équivalent de la subvention de cinq mille acres de terre par mille pour trente-trois milles accordée au chemin de fer des Basses-Laurentides en vertu du paragraphe *k* de la section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, et dûment transportée par cette dernière compagnie à la dite Compagnie de chemin de fer du Grand-Nord, par acte en date du 20 septembre 1893.

10. *Résolu*, Que le délai dans lequel les travaux sur les chemins de fer des Basses-Laurentides et du Grand-Nord, actuellement le chemin de fer

du Grand-Nord, devront être complétés, sera prolongé jusqu'au premier jour de juillet 1898.

11. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de payer à George Ball, la somme de deux mille quatre cent vingt-quatre piastres et vingt-sept centins, pour une réclamation privilégiée contre la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, la dite somme étant la balance non dépensée de la subvention de vingt-six mille six cent soixante-six piastres et soixante-six centins, accordée au dit chemin de fer pour son embranchement du village d'Yamaska à Doucet's-Landing, après déduction des paiements effectués en vertu de la loi 59 Victoria, chapitre 4, et étant le montant revenant à M. Armstrong, mentionné dans les ordres en conseil du 11 mai 1895 et du 13 décembre 1895, annexés à la dite loi, moins la somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins pour frais, aussi payés en vertu de la dite loi.

12 *Résolu*, Que, en règlement des réclamations de certaines compagnies de chemins de fer qui ont déclaré accepter soixante-dix centins par acre au lieu des subsides en terres à elles accordés, de laquelle somme trente-cinq centins devaient être payés à l'époque où le subside devenait dû et la balance quand les terrains assignés à ces compagnies auraient été vendus et payés, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, à la place des derniers trente-cinq centins une somme qui pourra être déterminée entre les dites compagnies et le commissaire des travaux publics, mais qui ne devra pas excéder la moitié de cette somme de trente-cinq centins par acre, aux compagnies qui ont déjà déclaré leur intention d'accepter un règlement à un taux réduit et à celles qui le déclareront dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, le tout sujet aux dispositions de la loi en ce qui regarde l'achèvement et l'équipement de ces chemins de fer et à toutes autres conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut juger à propos d'imposer, et

Que, dans le but d'arriver à un tel règlement, il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à émettre des bons, obligations ou rentes inscrites portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, payable annuellement ou semi-annuellement, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables, lesquels bons, obligations ou rentes inscrites devront être de telle valeur, en francs, en livre sterling ou en piastres et centins, porter telles dates et être payables aux époques et endroits, et rachetables de la manière que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra déterminer.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de

payer la somme de cinq mille piastres à la municipalité du village de Stanstead-Plain, pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de chemin de fer de deux milles et trois quarts de longueur, pour relier le dit village au terminus du chemin de fer de la Vallée de Massawippi; que cette somme sera payable quand la dite ligne d'embranchement, ainsi que les gares, voies d'évitement et dépendances, sera complétée à la satisfaction de l'ingénieur de la branche des chemins de fer du département des travaux publics, mais pas plus tard que le 30 juin 1897, et qu'elle sera prise sur la balance non dépensée de la subvention de la Compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford.

2. *Résolu*, Que,—vu que le gouvernement a aidé largement à la construction de certains chemins de fer, et qu'il est de l'intérêt général que les travaux entrepris soient complétés et qu'un autre délai leur soit donné pour cet objet—le délai prescrit pour compléter les travaux de certains chemins de fer, savoir : le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, le chemin de fer de la Montagne d'Orford, le chemin de fer de la Vallée-est du Richelieu et le chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, sera prolongé jusqu'au trente et un décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

3. *Résolu*, Que,—vu que la colonisation et l'agriculture bénéficieraient dans une large mesure de l'achèvement des douze derniers milles du chemin de fer de colonisation de Montfort, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil,—le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort, une somme de cinq mille piastres par an, pendant douze ans, à partir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, la moitié de cette allocation devant être prise sur la somme votée pour la colonisation, et l'autre moitié sur la somme votée pour l'agriculture; mais aucune partie de cette subvention ne devant être payée à la compagnie avant que les dits douze milles de ce chemin de fer aient été complètement terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

4. *Résolu*, Que,—vu que des doutes se sont élevés au sujet de l'interprétation à donner à la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3, concernant l'autorisation y édictée de payer pour les travaux alors complétés sur la section mentionnée dans le dit paragraphe,—il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, la somme de vingt mille piastres pour les travaux exécutés sur sa voie, tel qu'exposé dans les rapports de l'ingénieur du gouvernement en date des 30 janvier et 24 mars 1895, au lieu de la subvention de vingt mille piastres pour compléter la dernière section du 60e au 70e mille, jusqu'à Waltham, près de la rivière Noire, dans le comté de Pontiac, accordée par la dite loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3.

5. *Résolu*, Que le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique doivent être complétés sera prolongé jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

6. *Résolu*, Qu'à la place de la subvention de soixante mille piastres

accordée à la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, pour la partie de l'embranchement du Pacifique Canadien s'étendant de Hull à Aylmer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder la somme de soixante mille piastres à la dite compagnie, pour la construction de cette partie de son chemin s'étendant d'Aylmer à Hull, payable au prorata des estimations mensuelles de l'ingénieur du gouvernement, ou pour l'achat d'une ligne déjà construite entre ces deux points.

7. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord à appliquer la moitié de la subvention à elle accordée en vertu des dispositions de la section 4 de la loi 58 Victoria, chapitre 2, à la construction de deux ponts, savoir : vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière Shawinigan, et vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière L'Assomption.

8. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, la balance de la subvention à elle transportée par la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport en date du 20 septembre 1893, savoir : la somme de quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante piastres, lorsque dix milles additionnels de chemin (au lieu de treize milles) auront été construits à partir du 10e au 20e mille, inclusivement, à l'ouest de la Jonction de Saint-Tite, vu les dépenses considérables qu'il y a à encourir pour la construction de cinq grands viaducs sur ce parcours de dix milles, le tout devant être sujet aux restrictions et conditions de la section 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3.

9. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de payer conformément aux sections 2 et 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3, la somme de cinquante-sept mille sept cent cinquante piastres, à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, la dite somme étant l'équivalent de la subvention de cinq mille acres de terre par mille pour trente-trois milles accordée au chemin de fer des Basses-Laurentides en vertu du paragraphe k de la section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, et dûment transportée par cette dernière compagnie à la dite Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, par acte en date du 20 septembre 1893.

10. *Résolu*, Que le délai dans lequel les travaux sur les chemins de fer des Basses-Laurentides et du Grand-Nord, actuellement le chemin de fer du Grand-Nord, devront être complétés, sera prolongé jusqu'au premier jour de juillet 1898.

11. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de payer à George Ball, la somme de deux mille quatre cent vingt-quatre piastres et vingt-sept centins, pour une réclamation privilégiée contre la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, la dite somme étant la balance non dépensée de la subvention de vingt-six mille six cent soixante-six piastres et soixante-six centins, accordée au dit chemin de fer pour son embranchement du village d'Yamaska à Doucet's-Landing, après déduction des paiements effectués en vertu de la loi 59 Victoria, chapitre 4, et étant le montant revenant à M. Armstrong, mentionné dans les ordres en

conseil du 11 mai 1895 et du 13 décembre 1895, annexés à la dite loi, moins la somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins pour frais, aussi payés en vertu de la dite loi.

1^{re}. *Résolu*, Que, en règlement des réclamations de certaines compagnies de chemins de fer qui ont déclaré accepter soixante-dix centins par acre au lieu des subsides en terres à elles accordés, de laquelle somme trente-cinq centins devaient être payés à l'époque où le subside devenait dû et la balance quand les terrains assignés à ces compagnies auraient été vendus et payés, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la place des derniers trente-cinq centins une somme qui pourra être déterminée entre les dites compagnies et le commissaire des travaux publics, mais qui ne devra pas excéder la moitié de cette somme de trente-cinq centins par acre, aux compagnies qui ont déjà déclaré leur intention d'accepter un règlement à un taux réduit et à celles qui le déclareront dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, le tout sujet aux dispositions de la loi en ce qui regarde l'achèvement et l'équipement de ces chemins de fer et à toutes autres conditions qui le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut juger à propos d'imposer. et

Que, dans le but d'arriver à un tel règlement, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à émettre des bons, obligations ou rentes inscrites portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, payable annuellement ou semi-annuellement, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables, lesquels bons, obligations ou rentes inscrites devront être de telle valeur, en francs, en livre sterling ou en piastres et centins, porter telles dates et être payables aux époques et endroits, et rachetables de la manière que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra déterminer.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de la résolution rapportée du comité général, samedi, le 12 décembre courant, concernant la loi de la chasse, étant lu ;

L'honorable M. Nantel propose, secondé par M. Bouffard, — Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Atwater,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Bouffard,
Cartier,

Châteauvert,
Chicoyne,
Doyon,
England,
Flynn,
Greig,
Grenier,
Hackett,

King,
Lacouture,
McClary,
McDonald,
Magnan,
Martineau,
Nantel,
Normand,

Panneton,
Pelletier,
Petit,
Poirier,
Rioux,
Simpson,
Spencer,
Tellier,
Tétreau. — 83.

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de la chasse de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux pêcheries étant lu ;

Et la question étant mise voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que la bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état de toutes les primes d'assurances payées sur les propriétés de la province durant les dix années expirées le 30 juin 1896. Aussi ; un état des montants des pertes payées par les compagnies qui ont assuré ces propriétés publiques pour le gouvernement (*Document de la session No 38*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 novembre 1896, demandant copie de toutes correspondances, ordres en conseil, etc., se rapportant aux arrérages de gages dus aux ouvriers de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, payés par le gouvernement et démontrant : 1. Sur quels fonds ces deniers ont été payés 2. Si c'est à même un subside voté en faveur de cette compagnie. 3. La date du vote de tel subside. (*Document de la session No 39*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 décembre courant, pour un état de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1898 ;

Aussi, un état du nombre d'acres actuellement dus au chemins de fer, en vertu de la subvention de 35 cts par acre, payables à l'endroit où la terre est vendue, ainsi que du nom de chaque chemin de fer et du nombre d'acres dus à chacun d'eux sur les seconds 35 cents par acre. (*Document de la session No 40*.)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 25 novembre 1896, demandant copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies ; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants ; du rétablissement de subides périmés ; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides et concernant aussi la garantie de la part du gouvernement moyennant le dépôt prescrit par la loi, de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies. (*Document de la session No 41*).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 15 décembre 1896.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Parizeau,

Ordonné. Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte aux rapports des trois comités suivants :

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de F. Boas et autres, demandant à être constitués en corporation sous le nom de,—la Compagnie du chemin de fer Asbestos et Danville, et trouve que les avis requis par la règle 51 de cette Chambre n'ont été publiés que dans la *Gazette Officielle*, et non dans les journaux de la localité, tel que requis; mais comme le bill, qui sera présenté, pourvoit que la compagnie, qui doit être constituée en corporation, sera sujette aux dispositions de la loi générale des chemins de fer de cette province, qui protège les intérêts de toutes les parties qui pourraient être affectées par cette présente loi, votre comité recommande la suspension de la 51^{ème} règle quant à cette pétition.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, l'avis n'a été publié que depuis le 28 novembre dernier, mais comme aucunes parties, dans la Province, ne peuvent se trouver lésées par les amendements demandés, votre comité recommande que cet avis soit considéré comme suffisant.

Résolu. Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The Montreal Cold Storage and Freezing Company*, et il y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du Bill amendant la charte de la cité de Montréal, ayant déclaré qu'il ne désirait pas procéder sur ce projet de loi, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit donnée de retirer le dit bill.

Résolu. Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie des Faïenceries du Canada, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Résolu. Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Girard (Rouville) ait la permission de présenter un Bill détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford et l'annexant à la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et renvoyé au comité conjoint des deux Chambres nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du Code de procédure civile.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la protection des colons.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 12 décembre 1896, pour un état détaillé du compte de \$1,322.29 payé à Mercier & Cie, page 84 des comptes publics de 1896. (*Document de la session No 42*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 novembre 1896, pour une liste des élèves fréquentant régulièrement chacune des écoles d'agriculture subventionnées par la Province, à la date du dernier rapport de chacune de ces écoles d'agriculture. (*Document de la session No 43*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 14 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés, depuis le 1er mai 1892, pour les écoles de réforme et d'industrie, jusqu'au 1er décembre 1896, et les montants dus pour les dites écoles. (*Document de la session No 44*).

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 novembre 1896, demandant copie de tous documents, correspondances, requêtes, ordres en conseil, etc., se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de la Visitation de l'Ile-du-Pads, dans le comté de Berthier. (*Document de la session No 45*).

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn,
—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Pinault,— Que tous les mots après “ Que ”, jusqu’à la fin de la motion, soit retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants :

“ Attendu que le gouvernement actuel a fréquemment déclaré qu’il était un gouvernement d’économie, et que sa politique était :

1. D’abandonner tous les travaux extraordinaires dont le coût ne pouvait pas être payé à même le revenu ordinaire ;

2. De ne sanctionner aucune nouvelle subvention aux chemins de fer, ni renouveler des subventions éteintes, et de cesser l’autorisation des transports de subventions d’un chemin de fer à un autre ;

3. De pourvoir à la réduction de la dette publique, au moyen d’une rigide économie ; (voir discours sur le budget, de l’honorable L.-O. Taillon, 21 décembre 1895, page 31.)

Et attendu que la dette consolidée de la province, au 30 juin 1887, en y ajoutant les emprunts temporaires et les dépôts, tel qu’énoncé dans l’exposé budgétaire du trésorier actuel, page 16, était de \$19,456,378 ; et que, le 30 juin 1892, le chiffre en était de \$28,731,263, soit : une augmentation en cinq ans, de \$9,274,284 ;

Que la dette consolidée de 1896, en y comprenant les emprunts temporaires et dépôts, s’élève à \$32,207,057 ;

Que la dette consolidée de 1892 était, tel qu’il est ci-dessus énoncé, de \$28,731,263 ;

Que l’augmentation de la dette attribuable à l’administration actuelle pour les cinq années finissant le 30 juin 1896, s’élève à \$3,475,744.

Et attendu que la présente administration, est également responsable de la nature extraordinaire des discomptes et des frais, se rattachant aux emprunts effectués par elle, au montant de \$1,731,135 ;

Que les déficits annuels, depuis 1892, entre les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires, s’élèvent à la somme de \$2,116,015 ;

Que les subventions aux chemins de fer ont été renouvelées en vertu de la 58 Vict., chap. 2, 1895 :

En argent.....	\$ 659,092
En terres, 1ers 35 cts.....	172,944
En terres, 2ème 35 cts.....	990,990

\$1,823,026

Cette Chambre est d’opinion que le gouvernement actuel n’a pas rempli ses promesses.”

Et l’amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Cooke,

Dechène,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Gosselin,

Marchand,
Morin,
Parent,
Shehyn,

Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.—39.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, en comité général pour examiner le Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité est la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ; et la question étant mise aux voix :—elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et de l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 25, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et d'améliorations pour l'école d'industrie laitière de St-Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association pour l'élevage des volailles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration, Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des Arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et de l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 25, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et d'améliorations pour l'école d'industrie laitière de St-Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association pour l'élevage des volailles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration, Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des Arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi accordant une indemnité à Dame George-Etienne Rioux," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi protégeant les juges de paix et autres, contre les actions vexatoires ", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi protégeant les juges de paix et autres, contre les actions vexatoires ".

Les dits amendements étant lus la première et la seconde fois, sont adoptés

Ordonné. Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 16 décembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaskaville, pour l'année 1896. (*Documents de la session No 12.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Magnan,—la pétition du Révérend Père Lacasse et autres, de la paroisse de Saint-Jacques, comté de Montcalm

Par M. Beauchamp,—la pétition de Charles-Arthur Prévost, de la paroisse de Beauport.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Que la pétition de Charles-Arthur Prévost, de la paroisse de Beauport, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant que le bill relatif au partage des biens de la succession de feu Amable Prevost ne devienne pas loi.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill concernant la Compagnie dite : *The Stadacona Water, Light and Power Company*, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés soit prolongé jusqu'au 19 décembre courant, inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial et permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre, le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements :

Loi pour incorporer la Compagnie *The Good Government Association of Montreal* ;

Loi amendant la charte de la cité de Montreal et ses amendements ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-James Wright, au nombre de ses membres, après examen.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres, après examen ;

Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin-H. Pickle à l'étude du droit, sans examen ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Paul-Arthur Côté, au nombre de ses membres.

En examinant les bills suivants : Loi constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company* ; et Loi constituant en corporation la Compagnie des forces motrices de la rive nord, votre comité a trouvé qu'ils devraient être référés au comité permanent des Chemins de fer, etc., sans cependant qu'il soit nécessaire de les afficher de nouveau.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au dix-neuf décembre courant, inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Carbray,

Ordonné, Que le Bill constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company* et le Bill constituant en corporation la Compagnie de forces motrices de la rive nord soient renvoyés au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier, ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la cour de magistrat de district.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant la nomination d's députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill concernant la corruption municipale et civique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bouffard ait la permission de présenter un Bill concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de St-Féréol

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 514 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et est renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Girard (Rouville),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, requêtes et correspondances relativement aux Canadiens émigrés récemment au Brésil.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Allard,

Ordonné, Que l'honoraire déposé pour le Bill concernant la subvention créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victorine Reeves, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill n'a pas été adopté.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Loi amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure"

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les sociétés nationales de bienfaisance;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné. Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents;

Et la question étant mise aux voix, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Hackett, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. Cooke propose, comme amendement, secondé par M. Guerin, — Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: " cette Chambre est d'opinion que l'utilité d'une Chambre Haute ou Conseil législatif a cessé d'exister."

Et un débat s'en suivant;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné. Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la Compagnie dite *The Montreal Cold Storage and Freezing Company* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend alors le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ; Et lequel amendement, comporte,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est d'opinion que l'utilité d'une Chambre Haute ou Conseil législatif a cessé d'exister. "

M. Allard propose, secondé par M. Tellier, Que cette Chambre s'ajourne maintenant, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—24.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Châteaufort,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—21.</i>
<i>Gillies,</i>			

CONTRE ;

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.—41.</i>
<i>Cartier,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent viugt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les Sourds-Muets, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à Salle des travaux pour les Sourds-Muets, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la

Société Bienveillante des Dames, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite), pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Ste-Marguerite, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1898.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames chrétiennes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte, alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les sourds-muets, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Salle des travaux pour les sourds-muets, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite), pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames chrétiennes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie-St-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

76 *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 17 décembre 1896.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs ;

Bill intitulé : " Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen ; "

Bill intitulé : " Loi érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte ; "

Et bill intitulé : " Loi constituant en corporation le Collège de Valleyfield.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la cour des commissaires.

Et bill intitulé : " Loi autorisant les syndics de la paroisse Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la cour des commissaires," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente, — la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 novembre 1896, pour : 1. Un état des sommes payées aux syndics ou au gérant de la ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre courant (1896), comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles ;

2. Un état des sommes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, pour frais d'inspection de cette institution, dépenses de voyage pour son organisation ou réorganisation, frais de législation, de contrats, enregistrement d'iceux, et noms des personnes à qui ces diverses sommes ont été payées durant la même période ;

3. Un état des sommes promises à la dite ferme et conditionnellement dues, en sus de ses subventions ordinaires, et les fins pour lesquelles telles promesses ont été faites, s'il en existe. (*Document de la session No 46.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 novembre 1896, pour un état détaillé du compte de MM. MacMaster et MacLennan au sujet du montant de \$10,198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics (*Document de la session No 47.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant la date des divers paiements faits à la Ferme modèle de Compton, dont la somme totale de \$6,300.00 est portée à la page 168 des comptes publics 1895-96. (*Document de la session No 43.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 4 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant : 1. Le montant payé par le gouvernement aux exportateurs de beurre, depuis le 30 juin 1895, à venir au 1er décembre 1896. 2. Le nom de ces exportateurs et le montant payé à chacun d'eux pendant la dite période. (*Document de la session No 49.*)

Et aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 4 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant :

1. Pour quels services M. L.-J.-A. Marsan a reçu \$27.85, tel que mentionné à la page 132 des comptes publics de 1895-96, avec la date de tels paiements et de tels services ;

2. La date de chacun des paiements de la somme de \$1,121.99, pour services et frais de voyages et conférences en différents endroits, tel que mentionné à la page 177 des comptes publics 1895-96, avec la nature des services rendus et les endroits où ils ont ainsi été rendus. (*Document de la session No 50.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 17 décembre 1896.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Tellier, —La pétition de L.-G.-A. Cressé et autres, de la cité de Montréal.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prevost.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements :

Loi modifiant la loi 43-44 Vict., chapitre 88, constituant en corporation l'Association des Comptables de Montréal ;

Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis ;

Loi pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, Madame Elizabeth Olivier ;

Et loi autorisant l'Association dite *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation (Limited)* à faire affaires dans la province de Québec.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Loi constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company*.

Et loi constituant en corporation La Compagnie de forces motrices de la rive nord.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill concernant les *Safe Deposit Companies*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Caron,—Quel est le coût du procès : *La Reine vs J.-Bte Tessier, de Louiseville* ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Les comptes ne sont pas tous produits, et il est impossible de répondre à cette question avant qu'ils le soient.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Tessier (Port-neuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des comptes adressés par le gouvernement aux diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés, et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant la date et le montant de chaque paiement fait par les diverses municipalités situées dans les comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892 au 15 décembre 1896.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Cooke propose comme amendement, secondé par M. Guerin—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "le gouvernement, par la bouche de son Trésorier, énonçant, le 20 mai 1892, son programme financier, a déclaré ceci :

"Je répète, messieurs, que nous pouvons faire encore d'honnêtes "réductions dans tous les services que je viens d'indiquer".

Que, conformément à cette déclaration, le gouvernement déposa les prévisions budgétaires relatives aux dépenses en fixant le montant à \$4,370,689.84 pour l'exercice 1893-94, dont il faut déduire \$37,246 23 pour le service de l'intérêt estimé avec exagération, ce qui met la dépense prévue à \$4,333,443.61 ; et que le Trésorier, dans son exposé budgétaire du 5 décembre 1893, à la page 13, déclara : "jusqu'ici nous sommes en dedans "des limites des prévisions, et les indications sont que nos dépenses ne "dépasseront pas notre revenu et accuseront un résultat satisfaisant pour "les opérations de l'année".

Qu'en avril 1894, le Trésorier, l'honorable représentant de la division St-Antoine, trouvant que le gouvernement retraitait de la position prise dans son programme financier et se rejetait dans l'extravagance, mit sa démission entre les mains du premier ministre, l'honorable M. Taillon ;

Que les comptes publics font voir que la dépense pour le dit exercice 1893-94, a excédé les dites prévisions par \$219,097.09 et qu'il y a eu un déficit de \$230,202.28 ;

Que le gouvernement, en août 1894, promit de diminuer la dépense, et que ce déficit serait le dernier sous son administration, si l'honorable représentant de la division St-Antoine retirait sa démission, ce que celui-ci fit en conséquence ;

Que l'honorable représentant de la division St-Antoine ayant démissionné de nouveau, en septembre 1894, à cause du fameux emprunt de Paris, l'honorable M. Taillon prit sa place comme trésorier, et, immédiatement, le gouvernement recommença à augmenter la dépense ; et, à la fin

de l'exercice 1894-95, il y avait un déficit apparent de \$162,661.66 qui était en réalité un déficit de \$262,661.66 ;

Qu'il y eut aussi un déficit pour l'exercice 1895-96, de \$55,673.61, nonobstant le fait que le gouvernement avait reçu un revenu additionnel d'environ \$145,000 des Terres de la Couronne, comparé au revenu moyen annuel provenant de cette source ;

Qu'en conséquence, la Chambre regrette que le gouvernement ait non seulement violé l'engagement pris dans son programme financier énoncé par son trésorier, en mai 1892, mais encore ait violé ses promesses et engagements donnés en 1894. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon —21.</i>
<i>Dechène,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—40.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu. Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, aussi, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte, alors, du comité des subsides la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à demain.

Et étant six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-James Wright, au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend

le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, P.-Arthur Côté au nombre de ses membres ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour un état détaillé expliquant l'item suivant :

Eugène Rouillard, services spéciaux, de septembre 1893 à juillet 1894, \$400.00, qui se trouve à la page 230 des comptes publics de 1896. (*Document de la session No 51*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 décembre 1896, demandant une copie de tous arrêtés en conseil, dépêches et correspondance touchant toute proposition par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada, d'acquérir le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction du dit chemin de fer, jusqu'au Bassin de Gaspé. (*Document de la session No 52*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 14 décembre 1896, pour un état donnant l'emploi des \$6,000.00 dépensées pour chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure, mentionnées à la page 180 des comptes publics pour 1896,

Et indiquant où et par qui ces travaux ont été faits. (*Document de la session No 53*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour un état détaillé des montants payés par le gouvernement à Bédard-Normandeau, depuis 1892, pour toutes causes que ce soit, avec la nature et la date de tels paiements. (*Document de la session No 54*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 14 décembre 1896, pour une copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894. (*Document de la session No 55*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 14 décembre 1896, pour un état détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meublier, de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac. (*Document de la session No 56*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 14 décembre 1896, demandant la production de toutes correspondance et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-Gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 cents sur leurs octrois en terres convertis en argent. (*Document de la session No 57*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 14 décembre 1896, demandant la production du rapport de l'ingénieur mentionné dans l'arrêté en conseil du 10 juin 1896, No 203, recommandant le paiement à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord du subside en argent, à elle transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides. (*Document de la session No 58*).

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 novembre 1896, demandant copie de tout compte, correspondance, ordre en conseil, etc., concernant l'item 21 du budget supplémentaire pour payer

des frais judiciaires et autres dépenses, se rapportant au département des Travaux publics, etc., \$6,031.05. (*Document de la session No 59*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Loi confirmant la vente d'un certain immeuble à Antoine Robert ;"

Bill intitulé : "Loi autorisant Jean-Lukin Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée ;"

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest ;"

Et bill intitulé : "Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun et étendant ses pouvoirs."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Wesmount et les lois qui l'amendent," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Wesmount et les lois qui l'amendent," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Flynn prop. se, secondé par l'honorable M. Pelletier, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Gladu propose comme amendement, secondé par M. Dechêne, —Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le gouvernement conservateur a remporté les élections de 1892, en dénonçant comme excessifs et ruineux les dépenses d'administration, les emprunts et les entreprises d'intérêt public faits par le gouvernement précédent.

Qu'il n'a ainsi remporté les élections que sur ses promesses alors faites au peuple et souvent réitérées depuis lors :

1. De diminuer à tout prix les dépenses de l'administration annuelle de la Province ;

2. De cesser tous emprunts sur le crédit de la Province ;

3. De ramener par l'économie et la bonne administration, l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et de n'imposer aucunes taxes sur le peuple ;

4. De ne pas augmenter la dette publique, et de s'abstenir de toutes dépenses nouvelles qui pourraient nécessiter des emprunts ;

Que, en violation de ses engagements envers le peuple, le gouvernement, a, par son extravagance, incurie et mauvaise administration :

1. Augmenté les dépenses annuelles de l'administration depuis son accession au pouvoir, d'au delà de \$250,000 par année.

2. Imposé sur le peuple et perçu des taxes directes arbitraires et injustement réparties pour un montant d'au delà de deux millions de dollars et, nonobstant la perception de ces taxes et d'autres revenus additionnels considérables, soldé chaque année de son administration par des déficits qui ont augmenté d'autant la dette publique ;

3. Contracté des emprunts sur le crédit de la Province, pour au-delà de \$7,000,000 non remboursées ;

4. Augmenté la dette consolidée de sept millions de dollars, et augmenté pour un montant considérable le passif total de la Province.

Que le gouvernement, par de nouveaux et dispendieux projets qu'il a énoncés, fait entrer la Province encore une fois dans la voie des emprunts, contrairement à ses engagements antérieurs ;

Que cette Chambre ne peut approuver cette nouvelle politique, et qu'elle refuse de prêter son concours à l'augmentation de la dette publique. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Ptnault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau —37.</i>
<i>Doyon,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition des Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé quatre résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte, alors, du comité des subsides, les quatre résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition des Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la réorganisation des départements ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Beaubien. — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 18 Décembre 1896.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 24 décembre courant, inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements :

Loi pour amender et refondre la loi organique de la société " Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke " ;

Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-St-Paul ;

Et loi amendant et refondant les lois organiques de la corporation de la cité de St-Henri, dite " la charte de la cité de St-Henri ".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant :

Loi pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel, et a l'honneur de faire rapport que quelques-unes des parties intéressées s'étant plaintes que leurs intérêts sont lésés par un défaut dans les avis publiés dans la *Gazette Officielle*, votre comité désire référer le dit bill à votre honorable Chambre en lui demandant de nouvelles instructions.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés, soit prolongé jusqu'au 24 décembre courant, inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dernier paragraphe de ce rapport

M. Marion, du comité spécial permanent nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 96)—Loi amendant le Code municipal ;

Bill (No 99)—Loi amendant de nouveau le Code municipal ;

Bill (No 103)—Loi amendant le Code municipal ;

Bill (No 105)—Loi amendant le Code municipal ;

Bill (No 108)—Loi amendant de nouveau le Code municipal ;

Bill (No 118)—Loi amendant l'article 716 du Code municipal.

Votre comité, tout en rapportant ces dits bills, a l'honneur de les soumettre refondus en un seul, de manière qu'ils soient pris en considération par votre honorable Chambre comme un seul et même bill, sous le numéro 136 et sous le titre suivant : " Loi amendant le Code municipal."

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill concernant les biens de famille, en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill concernant les ingénieurs civils.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la réorganisation des départements ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, vendredi, le 11 décembre courant, et qui avaient, alors, été ajournées ; et elles sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Cercles agricoles et de l'encouragement à l'Agriculture, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, samedi, le 12 décembre courant du comité des subsides, et qui avaient alors, été ajournées, et elles sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement de la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour *The Women's Protective Immigration Society*, de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi, le 15 décembre courant, du comité des subsides, qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et de l'inspection des syndicats de beurrieres et de fromageries. S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 25, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et

d'améliorations pour l'école d'industrie laitière de St-Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association pour l'élevage des volailles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration, Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des Arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi le 17 décembre courant, du comité des subsides et qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition des Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité dans les dites résolutions.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante et quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de lampes gazo-électriques des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour cave à charbon des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de pavage en asphalte de trottoirs et avenues des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour mur d'enceinte, nivellement, lumière électrique etc., du nouveau palais de justice et de la prison de Hull, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un ascenseur pour palais de justice de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses casuelles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de lampes gazo-électriques des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour cave à charbon des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de pavage en asphalte de trottoirs et avenues des nouveaux édifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour mur d'enceinte, nivellement, lumière électrique, etc., du nouveau palais de justice et de la prison de Hull, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un ascenseur pour palais de justice de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses casuelles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. Simpson,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des documents relatifs à la Compagnie d'exposition agricole des Cantons de l'Est, depuis 1892.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Westmount et les actes qui l'amendent," étant lus la seconde fois;

Le premier amendement est adopté.

Sur motion de M. King, secondé par M. Simpson, le second amendement n'est pas adopté et le bill est amendé en en retranchant la cinquième clause.

L'amendement subséquent est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin-H. Pickle à l'étude du droit, sans examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie de forces motrices de la rive nord ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill relatif au règlement de la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse madame Elizabeth Olivier ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente, — la réponse à un ordre de cette Chambre, du 4 novembre 1895, pour une copie

des requêtes, plaintes, lettres ou correspondances échangées entre le département de l'agriculture et divers contribuables de la paroisse du Bienheureux-Alphonse-de-Rodriguez, comté de Joliette, au sujet de l'administration de Benjamin Geoffroi, du dit lieu, comme secrétaire du cercle agricole de la dite paroisse — (*Document de la session No 60.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 14 décembre 1896, demandant la production de toutes correspondances et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent.—(*Document de la session No 61.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi relative à la dette publique et à sa conversion," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les dentistes ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Magnan,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les dentistes ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 21 décembre 1896.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires, pour 1896,—de la Société Saint-Jean-Baptiste de Bienfaisance, d'Aylmer, Québec. (*Documents de la session No 12.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi de la chasse de Québec," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation le village de Petit-Métis."

Et bill intitulé : "Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi constituant en corporation le village de Petit-Métis", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby", lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de St-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la Compagnie *Stadacona Water, Light and Power Company*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The Good Government Association of Montreal*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi constituant en corporation l'Association municipale de Montréal ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général afin d'examiner le Bill pour amender et refondre la loi organique de la société " Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant et refondant les lois organiques de la corporation de la cité de Saint-Henri, dite la charte de la cité de Saint-Henri ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill autorisant l'Association dite : *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited*, à faire affaires dans la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Poirier fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les dits amendements étant lus deux fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé, les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson ".

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Eva Girouard au nombre de ses membres. "

Bill intitulé : " Loi concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute* ".

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *Thomas Robertson & Company, Limited* ;

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal " ;

Bill intitulé : " Loi dissipant tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson et des pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, et les autorisant à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Canada Switch and Spring Company, Limited* ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ".

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi de pêche ".

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des Comptables de Montréal ; et, après avoir

siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi modifiant la loi 48-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des Comptables de Montréal".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—Quel est le montant payé pour dépenses de l'arbitrage interprovincial, depuis le 30 juin 1896, à venir au 14 décembre courant ?

Réponse par l'honorable M. Atwater : \$5,889.40.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il donné ordre d'imprimer certains ouvrages sur l'agriculture, depuis le 1er mars 1896, aux frais de la Province ?

Dans l'affirmative, quels sont ces ouvrages et quels en sont les auteurs ?

A qui a-t-il donné ces ordres ?

Quel est le coût probable de cette impression ?

Quel est le coût des manuscrits, droits d'auteurs, etc. ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Non.

Par M. Stephens,—Quels sont les noms des protonotaires récemment nommés pour le district judiciaire d'Ottawa ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Cette nomination a été suspendue.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Girouard,

Ordonné, Que l'honoraire déposé pour le Bill constituant en corporation le collège de Valleyfield, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Augé,

Ordonné, Que l'honoraire déposé pour le Bill amendant la Charte de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance se rapportant à l'achat, à l'impression et à la distribution du livre intitulé : "*Culture, fourrage et pâturage*."

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par l'honorable M. Marchand,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant la quantité de livres de beurre exportées et primées par le gouvernement, depuis le 30 juin 1895 au 21 décembre 1896, par MM. Croil et McCullough, A.-A. Ayer & Cie, Préfontaine & Frères, Côté, Boivin & Cie., et A.-A. Fraser ; ainsi que les prix obtenus par ces messieurs pour chaque livre exportée et primée par le gouvernement.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. McDonald,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances concernant l'emprunt de mai 1896, des soumissions ou offres de cet emprunt, et pour copie de toutes acceptations et contrats faits à ce sujet.

Sur motion de M. Bédard, secondé par M. Panneton,
Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill demandant des privilèges plus étendus pour la Compagnie du Pont Saint-François, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

M. Bouffard propose, secondé par M. Magnan,—Qu'attendu que le comité des Ordres permanents a, le 10 décembre courant, rapporté favorablement la pétition du bill intitulé : "Acte pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions Mario-Cécile Roy et Abraham Hamel,"—ce bill soit de nouveau référé au comité des Bills privés avec instruction d'en examiner le préambule et les clauses, et de faire rapport à cette Chambre,—et la question étant mise aux voix, elle est adoptée.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Dechène,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la liste contenant les noms des avocats pratiquant à Montréal, qui ont payé la taxe sur certaines personnes, depuis le 30 juin 1894.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Augé.—la pétition du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Cholette,

Ordonné, Que, vu l'urgence, la pétition du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue ; et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant une loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hoche-laga pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission d'introduire un Bill concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant les sociétés nationales et de bienfaisance ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant les maisons d'accouchement et les hospices, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé,

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Pelletier et de MM. Cartier, Cholette, Grenier et Lemieux pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les dentistes " étant lu ;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le Parc de la Montagne-Tremblante.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 4 décembre 1896, pour un état indiquant :

1. Le nombre de jours durant lesquels M. L. J. A. Marsau a été présent à l'école d'agriculture de l'Assomption. 2. Le nombre total de jours, avec la date, qu'il a employés à l'enseignement agricole dans la dite école. (*Document de la session No 62*).

Aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 décembre 1896, pour une copie de tous ordres en conseil, requêtes et correspondances, relativement aux Canadiens émigrés au Brésil. (*Document de la session No 63*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 20 novembre 1895, pour une copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au Gore de Newton, comté de Vaudreuil. (*Document de la session No 64*).

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Turgeon, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides, mais elle regrette de constater par les documents publics que les dépenses ordinaires, depuis 1892, ont été comme suit :

1893.....	\$ 3,952,258 75
1894.....	3,876,990 83
1895.....	4,043,228 43
1896.....	4,041,221 66

Total des dépenses ordinaires.....\$15,913,699 67

Moyenne par année 3,978,424 91

Que les mêmes dépenses ordinaires ont été, sous l'administration Mercier, comme suit :

1888.....	\$ 3,365,032 36
1889.....	3,543,618 64
1890.....	3,881,672 95
1891.....	4,095,520 45

Total des dépenses ordinaires.....\$14,885,844 40

Moyenne par année..... 3,721,461 10

Total des dépenses sous le régime actuel.....\$15,913,699 67

Total des dépenses sous le régime Mercier..... 14,885,844 40

Différence en plus sous le régime actuel.....\$ 1,027,855 27

Que les dépenses totales, moins les subventions aux chemins de fer, sous le gouvernement Mercier, ont été comme suit :

1888.....	\$ 4,002,800 12
1889.....	3,914,257 04
1890.....	4,700,256 46
1891.....	4,915,775 59

Total des dépenses..... \$17,563,089 21

Que, sous le régime actuel, les mêmes dépenses ont été comme suit :

1893.....	\$ 4,190,522 85
1894.....	4,267,946 07
1895.....	4,195,727 44
1896.....	4,099,707 00

Total des dépenses..... \$16,753,903 86

Total des dépenses sous le régime libéral..... \$17,563,089 21

" " " conservateur 16,753,903 86

En plus..... \$ 809,185 85

Mais il faut déduire des dépenses du régime libéral :

Montant payé sur obligations découlant des opérations de nos prédécesseurs.....	\$ 1,023,264 17
Règlement de la question des biens des Jésuites, vote unanime	400,000 00
	<u>\$ 1,423,264 17</u>

La balance en plus est de \$618,078 32 en comptant les \$400,000.00 des biens des Jésuites.

Que ces dépenses ont été faites en violation formelle des promesses ministérielles lors des élections générales dernières."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,

Dechène,
Girouard,
Gladu,
Gosselin,

Laliberté,
Lemieux,
Marchand,
Morin,

Parent,
Pinault,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—16.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett.</i>	<i>Normand,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier.</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux;</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tétreau.—31</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un appareil de chauffage pour le palais de justice et la prison du district de Terrebonne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un appareil de chauffage pour le palais de justice et la prison du district de Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une voûte de sureté pour le protonotaire dans le palais de justice de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux murs de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une nouvelle aile à l'Ecole Normale Jacques-Cartier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, durant la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand, du comité des subsides, rapporte, alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un appareil de chauffage pour le palais de justice et la prison du district de Terrebonne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un appareil de chauffage pour le palais de justice et la prison du district de Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une voûte de sureté pour le protonotaire dans le palais de justice de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux murs de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une nouvelle aile à l'Ecole Normale Jacques-Cartier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill concernant la réorganisation des départements étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Beaubien, —Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Marchand propose, comme amendement, secondé par M. Bernatchez, —Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu que ce bill institue un nouveau département du service civil, entraînant une augmentation considérable dans la dépense annuelle de ce service, au lieu de contribuer à la politique d'économie promise par le gouvernement, durant la dernière période électorale, et au moyen de laquelle il a obtenu l'appui de la majorité de l'électorat.

Que cette Chambre est prête à appuyer toute réorganisation des différents départements qui, sans nuire à l'efficacité du service civil, en diminuera les dépenses ; mais qu'elle refuse d'adopter la législation soumise, parce qu'elle occasionnerait un surcroît de dépenses considérables, sans produire d'autres résultats que celui de donner de l'occupation à des ministres qui, d'après les déclarations de l'honorable Premier Ministre devant cette Chambre, n'ont pas actuellement l'occasion d'utiliser leurs talents d'administration."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent.</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Curtier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—31.</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

M. Dechène propose comme amendement à la motion, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la section 1587a. " Le Commissaire a sur les cercles agricoles, les droits et pouvoirs qu'il exerce sur les sociétés d'agriculture," et en la remplaçant par la section suivante: " 1587a. Les cercles agricoles seront libres d'employer le montant des souscriptions et des allocations, comme ils le jugeront à propos, dans l'intérêt du cercle et de l'agriculture, en général."

Et objection étant faite par l'honorable M. Flynn, que cet amendement ne peut être proposé;

M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il est contraire à la 86^e règle de cette Chambre, basée sur le Statut impérial, 30 Victoria, ch 3, Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, sections 54 et 90, qui décrète qu'il " ne s'en sera pas loisible à la " Chambre d'adopter ou de passer un vote, une résolution, une adresse ou " un bill, comportant l'appropriation d'une partie quelconque du revenu " public ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas au préa-

" lable été recommandé par un message du Lieutenant-Gouverneur, pendant la session où ce vote, cette résolution, cette adresse ou ce bill est " proposé (B. 462 à 474, 488, 614—M. 650.)"

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Châteauvert,</i>			

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon —15.</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée,

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 22 décembre 1896.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi réorganisant les départements."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Mardi, 22 décembre 1896.

L'honorable M. Pelletier, du comité conjoint des deux chambres nommé pour étudier les rapports de la commission pour la revision du Code de procédure civile, présente à la Chambre le rapport final de ce comité, lequel est lu : (*Appendice No. 1.*)

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Acte modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre, avec certains amendements :

Acte modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog.

L'honorable M. Pelletier, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes présente, à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement, à votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la loi concernant la vérification des testaments.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents, et en a retranché toutes les clauses, sauf la clause 9 qui devient la seule et unique clause de ce bill.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, suivant l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 21 décembre courant, a examiné la pétition des commissaires d'écoles de la cité de Montréal, demandant une loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal, et trouve que les avis n'ont pas été publiés dans la *Gazette Officielle*, et qu'ils ne commencent dans les journaux qu'au 21 décembre courant ; mais attendu que votre honorable Chambre a suspendu toutes les règles concernant cette pétition et le bill ; vu l'urgence, votre comité est convenu de rapporter la dite pétition favorablement.

M. Carbray, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de St-Féréol ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les *Safe Deposit Companies* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier.—M. P.-V. Lavallée, autrefois conseiller législatif, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Dans l'affirmative, quels sont ses fonctions et ses émoluments ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—M. Lavallée est employé à copier des manuscrits relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France, c'est-à-dire le volume 7ème de la seconde série qui manque à la collection de la bibliothèque, et que le propriétaire a bien voulu nous prêter. Il a \$2 00 par jour.

Par M. Pinault,—1. Quel est le loyer annuel payé au gouvernement pour la rivière Matane ?

2. Quand expire le bail actuel ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de laisser cette rivière libre au public après l'expiration du bail actuel ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. Le loyer annuel payé au gouvernement pour la rivière Matane, est de \$125.00.

2. Le bail expirera le 31 décembre 1906.

3. Impossible de dire, aujourd'hui, ce que fera, dans 10 ans, le gouvernement qui sera alors au pouvoir.

Par l'honorable M. Marchand,—1. Quels sont les arpentages donnés à faire depuis le 1er juillet dernier, et pour quel montant ? 2. Quelles sont les sommes actuellement dues pour arpentages ? 3. A qui a été donné l'arpentage du parc de la Montagne-Tremblante, et combien doit-il coûter ? 4. Un certain M. Rainboth n'a-t-il pas reçu un certain montant, comme avance, pour des trapaux d'arpentages, et quel est-il ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. On ne peut répondre à cette question que sur un ordre de la Chambre. 2. On ne peut répondre à cette question que sur un ordre de la Chambre. 3. A. M. J.-O.-C. Mignault, A. T. C. Le coût de cet arpentage est limité à cinq mille piastres. (\$5,000.00). 4. Oui. Huit cents piastres (\$800.00) comme avance pour une exploration de limites à bois, dans la région de l'Ottawa supérieur.

Sur motion de M. Girard (Rouville), secondé par M. Gosselin,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents relativement aux chemins de colonisation, depuis le chemin de fer jusqu'à la chute du lac Tremblant.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs à la nomination des protonotaires du district d'Ottawa.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée du comité des subsides, jeudi, le 17 décembre courant, laquelle avait été ajournée; et elle est de nouveau lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M. Dechêne propose comme amendement, secondé par M. Turgeon, Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette chambre déclare :

Qu'attendu que, le 19 mars 1894, un contrat est intervenu entre la corporation du village de Compton et le gouvernement, par lequel la dite corporation s'engageait à mettre à la disposition du gouvernement ou des syndics, une ferme située dans la municipalité du village de Compton, ayant au moins 150 acres de terre, en subdivisant avec les bâtisses y construites ;

Que cette ferme devait servir de ferme école, et que le gouvernement s'est engagé à payer à la dite ferme un montant de \$5,000 durant l'année 1895, et une somme annuelle de \$4,000, pendant 4 ans, à partir du premier mai 1895 ;

Que, pour avoir droit à cette somme annuelle de \$4,000, le nombre des élèves admis et résidant continuellement sur la dite ferme pour y recevoir l'instruction agricole, devait être au moins de 15 en tout temps de l'année ;

Qu'il fut, de plus, stipulé que si le nombre moyen d'élèves durant une année était moins de 15, le gouvernement aurait droit de retenir 1/15 des \$4,000 pour chaque élève qui manquait au nombre requis ;

Qu'il, appert par le rapport du Commissaire de l'agriculture, pour l'année expirant le 30 juin 1894, que, dans le cours de la dite année, le nombre des élèves n'a été que de 6 ;

Qu'il appert, par le rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, pour l'année expirant le 30 juin 1895, ce qui suit : " Au commencement de la session actuelle, à une réunion, on a cru désirable et il a été résolu que les élèves ne soient plus admis à l'école, en attendant qu'un professeur compétent soit engagé pour en prendre soin." (Extrait du rapport des syndics de la Ferme-Ecole de Compton) ;

Que, de fait, il n'y a eu aucun élève sur la dite ferme modèle durant l'année expirant le 30 juin 1895 ;

Qu'à la page 23 du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, expirant le 30 juin 1896, il apparaît ce qui suit : " J'ai eu " trois élèves pendant tout l'hiver et quatre depuis le printemps, la mai-
" son est remplie et je n'ai pas de lit de libre "

(Signé JOHN LEMOINE "

Que, bien que la dite Ferme-Ecole n'ait pas rempli les conditions du contrat intervenu entre elle et le gouvernement, le 19 mars 1894, le gouvernement n'en a pas moins payé les sommes suivantes : tel qu'il appert par une réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 30 novembre 1896. (*Document de la session No. 46*).

“ Etat des sommes payées aux syndics ou au gérant de la ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre 1896, comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles.

“ Pour son soutien, l'école de Compton a reçu pendant l'année :

“ 1894-95.....	\$4,000 00
“ 1895-96.....	3,375 00
“ 1896-97.....	1,125 00
“ Comme octrois spéciaux pour réparations ou constructions, l'école a reçu pendant l'année 1894	5,000 00
“ 1895-96.....	3,190 08
“ 1896-97.....	5,000 00
“ do	500 00

Total..... \$22,190 08

“ Etat des sommes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, pour frais d'inspection de cette institution, dépenses de voyage pour son organisation, frais de législation, de contrats, d'enregistrement d'iceux, et noms des personnes à qui ces diverses sommes ont été payées durant la même période.”

“ Gabriel Henry—Frais de voyage.....	\$ 9 20
“ L'hon. Louis Beaubien —Frais de voyage et ceux des syndics à l'école de Compton.....	62 00
“ G.-A. Gigault—Deux voyages à Compton.....	35 69
“ L. Simoneau—impression et traduction du bill re ferme modèle de Compton	20 05
“ S. Sylvestre—Frais de voyages	4 00
“ Cates & Wells, avocats, recherches, honoraires, etc.....	12 60
“ E.-B. Worthington, notaire, pour contrats, frais de voyage, etc.....	55 40
“ Diverses impressions—“ Pionnier ” et “ Gazette Officielle ”.	14 68

\$213 62

“ Un état des sommes promises à la dite ferme et couditionnellement dues, en sus des subventions ordinaires, et les fins pour lesquelles telles promesses ont été faites, s'il en existe.

“ Réponse : “ Pour construction d'une beurrerie avec glacière et réfrigérateur, \$2,675.00.”

Que le gouvernement a, de plus, promis aux mêmes personnes pour construction d'une beurrerie avec glacière et réfrigérateur sur la dite Ferme-Ecole, la somme de \$2,675.00 ;

Que ces sommes ont été dépensées contrairement aux engagements pris par le gouvernement, lors des élections générales dernières, aux contrats existants, et constituent un gaspillage contraire à l'intérêt bien entendu de l'agriculture dans la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée ;—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M Lussier propose comme amendement, secondé par M. Dechène, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : 'cette Chambre regrette que les sommes votées pour les écoles d'agriculture n'aient, jusqu'ici, produit les résultats attendus et désirables.'

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution, rapportée jeudi le 17 décembre courant, du comité des subsides, laquelle avait été ajournée, et elle est de nouveau lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M. Tessier (Rimouski), propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,

Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre regrette de constater que les deniers votés pour la colonisation, sous l'administration actuelle, ont été distribués en différents endroits dans l'intérêt du parti au pouvoir, souvent durant des campagnes électorales, par l'entremise des candidats amis du parti au pouvoir et contrairement à l'intérêt des colons de cette province ;

Que cette Chambre croit devoir attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est urgent de pourvoir aux chemins et routes dits de colonisation, dans les comtés qui n'ont pas eu, depuis 1892, la part à laquelle ils avaient droit des montants votés pour les chemins de colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Risson,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—34.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix :

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill concernant la *Compagnie Stadacona Water, Light and Power Company* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost étant lu ;

M. Tellier propose, secondé par M. Allard,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Lemieux propose comme amendement, secondé par M. Augé,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " vu qu'il appert, par le préambule du bill, qu'il s'agit d'une question de droit à décider avec les héritiers Prévost, et que cette question présente de sérieuses difficultés ;

Vu que la question est actuellement soumise au pouvoir judiciaire dans une cause qui est encore pendante ;

Vu qu'un des héritiers s'oppose à ce bill, et demande que la Législature ne le prive pas du droit de faire juger la question par les tribunaux ordinaires.

Vu qu'il n'est pas nécessaire, qu'il n'est pas même à propos que la Législature s'empare de la question, ce bill ne soit pas référé au comité général maintenant, mais dans six mois."

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal."

Et Bill intitulé : " Loi concernant la *Equitable Savings, Loan and Building Association* "

Aussi, le Conseil législatif, a agréé l'amendement fait par cette Chambre à leurs amendements faits au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent."

Et aussi, le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné. Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le Parc de la Montagne-Tremblante, étant lu ;

L'honorable M. Nantel informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de mettre à part, comme réserve forestière, pour faire partie du Parc de la Montagne-Tremblante, le territoire suivant :

1. La partie non divisée du canton Joly, dans le comté d'Ottawa ;
2. La partie non divisée du canton Marchand, dans le même comté ;
3. Toute la partie des comtés de Montcalm et de Joliette, comprise entre la limite nord-ouest des cantons Archambault et Lussier et son prolongement au nord-est jusqu'au comté de Berthier, et la grande ligne d'exploration de la rivière du Lièvre au St-Maurice, moins le canton Lynch et les parties actuellement divisées des cantons Mousseau et Nantel.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de mettre à part, comme réserve forestière, pour faire partie du Parc de la Montagne-Tremblante, le territoire suivant :

1. La partie non divisée du canton Joly, dans le comté d'Ottawa ;
2. La partie non divisée du canton Marchand, dans le même comté ;
3. Toute la partie des comtés de Montcalm et de Joliette, comprise entre la limite nord-ouest des cantons Archambault et Lussier et son prolongement au nord-est jusqu'au comté de Berthier, et la grande ligne d'exploration de la rivière du Lièvre au St-Maurice, moins le canton Lynch et les parties actuellement divisées des cantons Mousseau et Nantel.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant la protection des colons étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 23 décembre 1896.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre, sans amendement :

Loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre, avec certains amendements :

Loi amendant la charte de la compagnie " L'Union des abattoirs de Montréal.

M. Grenier, du comité spécial nommé pour étudier le Bill concernant les maisons d'accouchements et les hospices, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi P. Grenier, écuyer, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Parizeau,

Ordonné, Que le bill amendant la charte de la compagnie l' " Union des abattoirs de Montréal ", soit réimprimé au frais des promoteurs du dit bill.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill relatif aux recorders.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Laliberté,—Pour quelle raison le salaire de O. et A. Robitaille, médecin de la prison de Québec, est-il entré—pour 9 mois seulement—à la page 115 des comptes publics de 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Le salaire du médecin de la prison de Québec est payable par trimestres et le compte du salaire pour le trimestre expiré le 30 juin 1896 n'a été produit et payé que dans le premier trimestre de l'année fiscale courante.

Par M. Caron,—Quel est le coût du procès La Reine vs J.-Bte Tessier, de Louiseville.

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Le gouvernement ne pourra répondre à cette question que quand les comptes du trimestre en cours lui auront été transmis, c'est-à-dire après le 31 décembre courant.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Morin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance se rapportant à l'exécution de la condamnation prononcée contre François Bouffard, fils, de St-Jérôme de Matane, le 12 juin dernier, pour vente de boissons sans licence.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Lussier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes, page 185, comptes publics de 1896 :

Hector Grenier, ferronneries, etc.....	\$ 906 28
P. Pageau & Cie, meubles et réparation de meubles.....	409 05
P. Pageau & Cie, un garde-robe pour l'As- semblée législative.....	120 00

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes suivantes, payées aux messieurs ci-après nommés, pour dépenses de voyage et services en rapport avec les conférences par eux données en différents endroits, tel que porté aux comptes publics de 1896, pages 176 et 177 :

O.-E. Dallaire, dépenses de voyage.....	\$ 450 00
Dr. W. Grignon, do	816 88
George Moore, services, etc.....	705 08
Dr C.-J. Coulombe, do	1,015 09
J.-P. Nantel, do	317 99
J.-A. Marsan, do	1,121 99

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes aux personnes ci-après mentionnées (Voir page 182, comptes public de 1896).

A.-R. Pruneau & Cie, pour charbon de chauff- age	\$ 696 57
Côté & Faguy, marchandises sèches.....	121 40
Châteauvert & Cantin, entretien des horloges et cloches électriques, du premier avril 1895 au trente juin 1896.....	1,500 00
B. Leonard, rideaux de chassis (blinds) pein- turage de couvertures, etc	1,135 17

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Morin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des comptes, sur productions desquels ont été payées les sommes suivantes, page 184 des comptes publics de 1896 :

A Madden & Ellis, charbon.....	\$ 1,378 68
A R. Borland & Co., do	741 03
A J.-M Webster & Co., do	686 83
A Eugène Trudel, bois de chauffage....	314 30

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des listes de paye des artisans, journaliers, etc., au 30 juin 1896, sur lesquelles a été payée la somme de \$16,130.58.

2. Un état détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1,550.21.

Sur motion de M. Morin, secondé par M. Parent,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et différentes personnes concernant l'établissement d'une cour des commissaires dans la paroisse de St-Hilarion, comté de Charlevoix, depuis l'année 1892.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 30 novembre 1896, demandant copie de tous documents, correspondances, ordres en conseil et contrats se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895. (*Document de la session No 65*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi concernant les dentistes " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et N. Normand fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la corruption municipale et civique ;

M. Allard propose, secondé par M. Bouffard,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal ;

M. Marion propose, secondé par M. Spencer,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné, Que MM. Guerin et Augé soient ajoutés au comité spécial chargé d'examiner le Bill concernant les maisons d'accouchement et les hospices.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits, en comité général, au Bill amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements, et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, hier, à la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost, et lequel amendement comporte,—que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Vu qu'il appert, par le préambule du bill, qu'il s'agit d'une question de droit à décider avec les héritiers Prévost, et que cette question présente de sérieuses difficultés ;

Vu que la question est actuellement soumise au pouvoir judiciaire dans une cause qui est encore pendante ;

Vu qu'un des héritiers s'oppose à ce bill, et demande que la Législature ne le prive pas du droit de faire juger la question par les tribunaux ordinaires ;

Vu qu'il n'est pas nécessaire, qu'il n'est pas même à propos que la Législature s'empare de la question, ce bill ne soit pas référé au comité général maintenant, mais dans six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier.—29.</i>
<i>Caron,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mis aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le au Conseil législatif, et demande son concours,

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les écoles élémentaires.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les chemins de fer sous séquestre.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Caron propose, comme amendement, secondé par M. Gosselin,— Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ les ministres actuels se sont engagés, lors des dernières élections, en pratiquant la plus stricte économie, à réduire la dépense publique au niveau de la recette annuelle, de manière à mettre fin aux déficits et éviter de nouveaux emprunts ;

Que les dépenses du gouvernement civil sont celles sur lesquelles ils devaient plus particulièrement effectuer des réductions importantes en réorganisant ce service de manière à le rendre plus efficace et moins dispendieux ;

Que, loin d'accomplir cette promesse, ils ont augmenté le montant des salaires et des pensions de retraite au lieu de les diminuer, comme le fait voir l'état suivant :

“ Traitements du gouvernement civil pour 1895-96.		
“ Voyez Comptes Publics, page 5		\$204,901 00
“ Pensions de retraite (Voyez Comptes Publics, page 13)....		41,012 00
		<hr/> \$245,913 00
“ Traitements du gouvernement civil 1890-91.		
“ (Voyez Comptes Publics, page 5).....	\$202,480 00	
“ Pensions de retraite (Voyez Comptes Pu-		
“ blics, page 15).....	28,669 00	231,149 00”
		<hr/>
Augmentation de 1895 96 sur 1890-91.....		\$ 14,764 00

Que les ministres actuels ont ainsi augmenté la dépense de 1895-96 sur 1890-91, pour salaires et pensions, pour un montant de \$14,764.00, à peine compensée par une faible diminution des dépenses casuelles de ce service.

Et qu'ils ont, en conséquence, violé à cet égard les engagements solennels qu'ils avaient pris envers l'électorat,”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,

Dechène,
Girouard,
Gladu,
Gosselin,

Lemieux,
Morin,
Parent,

Pinault,
Stephens,
Tessier (Portneuf),

—14.

CONTZE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Atnater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Suvaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard, (LacStJean)</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—34.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McClary,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement,
 Alors, la motion principale étant proposée ;
 Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
 La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction de certains ponts détruits par les inondations du printemps de 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction d'un pont sur la Grande-Rivière, Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour travaux à certains ponts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille six cent vingt piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, en général, y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte, alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la reconstruction de certains ponts détruits par les inondations du printemps de 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction d'un pont sur la Grande-Rivière, Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour travaux à certains ponts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille six cent vingt piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie des Faïenceries du Canada, sans amendement."

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve."

Et bill intitulé : " Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve"; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

La Chmbre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre d'aujourd'hui, ordonnant que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant les dentistes," soit pris en considération, demain,—soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Cholette, Grenier, McDonald, Greig, Girard (Lac St-Jean), Dechène et Bouffard, avec instructions d'entendre les parties intéressées et de faire rapport à la Chambre.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 10 décembre 1896, demandant copie de tous papiers, arrêtés ministériels et autres documents en général, se rapportant à la destitution du Dr F.-E. Devlin de la fonction de médecin de l'Asile de la Longue-Pointe. (*Document de la session No 66*).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 24 décembre 1896.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Martineau,—la pétition de J.-N. Morin, administrateur de la succession Archambault, et autres propriétaires riverains de la rue Notre-Dame, entre les rues Papineau et Frontenac, Montréal.

M. Parizeau, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour permettre de partager, sans retard, les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

M. Grenier, du comité spécial nommé pour étudier le Bill concernant les maisons d'accouchements et les hospices, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a étudié le Bill concernant les maisons d'accouchements et les hospices, et sans entrer dans l'appréciation des détails, il en approuve l'idée générale, cependant comme cette loi ne pourrait pas fonctionner sans un système d'inspection et qu'il en résulterait des dépenses publiques auxquelles il devrait être pourvu, et comme un bill imposant des charges et contributions doit originer par des résolutions, dont l'initiative appartient au Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

Votre comité recommande l'étude du projet de loi qui lui est soumis à l'attention du gouvernement, et il formule l'espoir que le gouvernement pourra soumettre un projet de loi sur la question avant que la présente session se termine, si c'est possible.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres, après examen " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *Montreal Cold Storage and Freezing Company* " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin-H. Pikle à l'étude du droit, sans examen " ;

Et bill intitulé : " Loi pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse Madame Elizabeth Olivier. "

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec, " avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant la juridiction de la cour du Banc de la Reine, en appel, et de la cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Turgeon,—M. Henry O'Sullivan a-t-il touché quelque montant du gouvernement, depuis le 1er juillet dernier?

Dans l'affirmative, combien?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—Il a été payé à M. Henry O'Sullivan, inspecteur des arpentages; depuis le premier juillet 1896, pour comptes dus avant cette date et depuis, la somme de \$4,784.00 comme suit:

Sur inspection des cantons Labrecque, Bégin et Laterrière.....	\$1,215 00
Sur inspection du canton Thorn.....	160 00
Sur inspection dans l'Ottawa Supérieur.....	1,458 00
Exploration, Baie James.....	1,338 00
Sur inspection du canton Armand.....	190 50
Sur inspection des cantons Portland et Villeneuve.....	172 50
Sur inspection des cantons Jogues, Garnier et Taillon.....	200 00
Sur inspection dans le canton Cabano.....	50 00

Par M. Gladu,—Le gouvernement a-t-il fait des arrangements pour le loyer de la bâtisse appartenant à M. Ovide Brien, dans laquelle doit être tenue la cour des magistrats, pour le comté de l'Assomption, dans la ville des Laurentides? Dans l'affirmative, quelles sont ces conditions?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Non.

Par M. Gladu,—1. Le gouvernement a-t-il, ci-devant, payé un montant quelconque, comme aide, pour la construction d'un certain pont en fer, dans la paroisse de St-Roch, comté de l'Assomption, sur la rivière Achigan? 2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il ainsi payé et à quelle date?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. \$400 00, le 22 février 1895.

Par M. Caron,—Quels sont les services notariaux, pour lesquels une somme de \$151.87, a été payée à L.-N. Dumouchel,—page 100 des comptes publics de 1896?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Ces services se rapportent à plusieurs affaires concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, la vente d'un terrain par le gouvernement à MM. Moody & Fils, le bail du château Ramsay et l'arbitrage relatif à l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hull et Bryson.

Par M. Dechène,—M. Paul Lelièvre, de l'Anse-du-Cap, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, depuis le premier janvier 1893?

Dans l'affirmative, jugement est-il intervenu ? Ce jugement a-t-il été exécuté ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Non.

Par M. Dechène,—M. Louis Rail, de l'Anse-du-Cap, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, depuis le 1er janvier 1893 ? Dans l'affirmative, jugement est-il intervenu ? Ce jugement a-t-il été exécuté ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—Non.

Par M. Lemieux,—1. Le gouvernement a-t-il payé aucune somme d'argent au séquestre *in re* chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ? 2. Dans l'affirmative, quelle somme et à quelle époque ? 3. Quelle est la balance due au séquestre ? 4. Est-il payé tant par mois ou par jour ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. Oui. 2. Deux cents piastres, le 5 septembre 1896. 3. Nous n'avons pas son compte. 4. Rien n'a été réglé à cet égard.

Par M. Magnan,—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre, dans le budget supplémentaire de cette session, un octroi favorisant la construction d'un pont sur la rivière des Prairies ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—A l'étude.

Par M. Dechène,—Combien d'exemplaires du discours prononcé par l'honorable Ls Beaubien, à Nicolet, le 4 octobre dernier (1896), le gouvernement se propose-t-il d'acheter pour distribution, en plus de la quantité des 2000 copies, reçues de M. Ayotte ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—A l'étude.

Par M. Morin,—1. M. Joseph Guay, des Eboulements, a-t-il été poursuivi pour ventes de boissons enivrantes ? 2. Jugement a-t-il été rendu ? 3. Quel est le montant payé au Trésor ? 4. Pourquoi remise lui a-t-elle été faite, si telle remise a eu lieu ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Oui. 2. Oui. 3. Le défendeur a été requis de payer les frais, \$9.80, et \$15.00 en à-compte de l'amende. 4. Aucune remise ne lui a été accordée pour le reste de l'amende, la cause étant encore sous considération.

Par M. Pinault,—1. Quel est le nombre de permis de chasse que le gouvernement a accordé pour le Parc National des Laurentides, depuis sa fondation ? 2. Quel est le nombre de permis de pêche ? 3. Quel est le montant des honoraires perçus pour ces permis jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. Huit (8). 2. Vingt-sept (27). 3. Trois cent soixante-quatre piastres et cinquante centins (\$64.50).

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, dans les années 1892, 1893 et depuis, entre le Commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promises, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus, relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant l'assurance sur la vie, par les maris et parents ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la corruption municipale et civique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi concernant la corruption municipale et civique."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant le Code municipal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération,

Et les dits amendements étant lus la première fois ;

Ordonné, Que la seconde lecture soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Châteauvert, secondé par M. Doyon,

Ordonné, Que le Bill amendant l'article 582 du Code municipal soit inscrit sur l'Ordre du jour, pour deuxième lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Asbestos et de Danville," pour lequel il demande le concours de cette Chambre,

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. Baker,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie d'Asbestos et de Danville," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois ; et la seconde lecture en est ordonné pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Dechène,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement Mercier et les gouvernements subséquents, relatives à un subside ou octroi pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé, indiquant :

1. Les conditions de cet octroi ;
2. La date du commencement des travaux pour la construction du dit pont, s'ils ont été commencés ;
3. Le nom des personnes qui ont demandé de discontinuer ces travaux, et la raison de telle discontinuation ;
4. L'indemnité qui a pu être accordée aux contribuables ayant travaillé à la construction de ce pont, pour la perte de leur temps et pour le coût de leurs matériaux fournis, et démontrant de quelle manière et à quelle date cette indemnité a été accordée ;

5. Les protêts, ou lettres de protestations, qui ont pu être signifiés ou adressés par les contribuables de municipalités Douglas-Ouest et Gaspé Bassin, contre la discontinuation des dits travaux.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 23 novembre 1896, pour une copie de toute correspondance, contrat, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,024.00, fait à la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine, du Cap-de-la-Magdeleine, pour l'entretien du chemin dit : chemin du gouvernement ou chemin de Bureau, tel que mentionné à la page 210 des comptes publics de 1895-96. (*Document de la session No 67*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant :

1. Les services rendus par F. Gravier, fabricant de fromage de gruyère, et pour lesquels il paraît avoir reçu la somme de \$40.00, page 131 des comptes publics, 1895-96, et quand ces services ont été rendus. (*Document de la session No 69*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant :

1. Quel est le salaire, par mois, de Ferdinand Gravier et en paiement duquel il a reçu \$40.00, page 172 des comptes publics 1895-96 ;

2. Où M. Gravier a-t-il enseigné ;

3. Combien de leçons a-t-il données ;

4. Est-il encore employé comme professeur payé par la Province et où donne-t-il ses leçons. (*Document de la session No 70*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1896, demandant une copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Téléphore Janson, juges de paix, et Bédard-Normandeau, constable, de l'Assomption ;

Aussi, copie de toute enquête faite sur les dites plaintes ;

Et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête. (*Document de la session No 68*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 21 décembre 1896, pour une copie de toute correspondance se rapportant à l'achat, à l'impression et à la distribution du livre intitulé : "*Culture, fourrage et pâturage*". (*Document de la session No 71*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 24 décembre 1896, pour une copie de toute correspondance dans les années 1892-1893 et depuis, entre le commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses (*Document de la session No 72*).

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les chemins de fer sous séquestre, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que le Commissaire des Travaux publics pourra, à la requête du séquestre nommé à un chemin de fer en vertu des dispositions de l'article 5183a des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 56 Victoria, chapitre 36, autoriser ce séquestre à payer, à même les recettes du chemin, les dépenses occasionnées par l'exploitation du chemin, par la tenue de la voie et du matériel roulant en bon état de réparation et par suite du renouvellement de toute partie du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service ; et, si ces recettes sont insuffisantes, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur rapport du Commissaire des Travaux publics, d'avancer, temporairement, la somme nécessaire requise, à même le fonds consolidé du revenu de la Province, la Province devant avoir, pour ces avances, un privilège sur le chemin et sur son matériel roulant et d'exploitation, et pouvant en retenir le montant sur toute subvention qui peut devenir due à la compagnie qui est propriétaire de ou qui contrôle ce chemin.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Résolu, que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le Commissaire des Travaux publics pourra, à la requête du séquestre nommé à un chemin de fer en vertu des dispositions de l'article 5183a des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 56 Victoria, chapitre 36, autoriser ce séquestre à payer, à même les recettes du chemin les dépenses occasionnées par l'exploitation du chemin, par la tenue de la voie et du matériel roulant en bon état de réparation et par suite du renouvellement de toute partie du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service ; et, si ces recettes sont insuffisantes, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur rapport du Commissaire des Travaux publics, d'avancer temporairement, la somme nécessaire requise, à même le fonds consolidé du revenu de la Province, la Province devant avoir, pour ces avances, un privilège sur le chemin et sur son matériel roulant

et d'exploitation, et pouvant en retenir le montant sur toute subvention qui peut devenir due à la compagnie qui est propriétaire de ou qui contrôle ce chemin.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde foi, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est, étant lu ;

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la vérification des testaments ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Dorchester ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant le Code du Notariat, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 28 décembre 1896.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill permettant aux parties d'être témoins dans leur propre cause.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 39 Victoria, chapitre 41.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant la nomination des Conseils de la Reine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill validant certains actes de transports d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Stephens propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tessier (Rimouski,—Que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Tétreau.—11.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon.—33.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la Compagnie Union des abattoirs de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill (du Conseil législatif), intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie d'Asbestos et de Danville," étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier,—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le secrétaire des commissaires des licences, à Montréal, M. Alex. Archambault, se fait payer, sur chaque transport de licence, une somme de dix-huit piastres, en disant que cette somme est pour M. Romulus Laurendeau, avocat, de Montréal ? 2. M. Alex. Archambault a-t-il été autorisé par le Trésorier provincial, à se faire payer cette somme de dix-huit piastres ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1 et 2. Non.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il fait des arrangements avec les propriétaires de l'Asile St-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, depuis le 1^{er} novembre 1896 ? Se propose-t-il de soumettre à la Chambre, à la présente session, une mesure réglant cette question pendant depuis juin 1895 ?

Réponse par l'honorable M. Hackett,—Les résolutions qui ont été distribuées font connaître la politique du gouvernement à ce sujet.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Girard (Rouville),

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, par comté, le montant collecté des sources suivantes, depuis le 1^{er} juillet 1892 jusqu'au 1^{er} décembre 1896 :

1. Licence de manufacture et de commerce ;
2. Taxes directes sur certaines personnes ;
3. Taxe sur les successions.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie d'une lettre du comptable du département de l'Agriculture, adressée à l'honorable M. Louis Beaubien, en date du 23 décembre 1896, se rapportant aux frais de voyages faits à la ferme de Compton par M. G.-A. Gigault.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant l'annexion d'une partie du territoire de

la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. McDonald,

Ordonné, Que l'honoraire déposé pour le Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à faire un emprunt n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et dépendances, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Martineau,

Ordonné, Que l'honoraire déposé pour le Bill concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie :

1. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées de la Gaspésie au gouvernement de Québec, ou à aucun de ses membres, demandant que le gouvernement donne suite et effet, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Vict., ch. 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération.

2. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées au gouvernement, ou à aucun de ses membres, priant d'exploiter ou faire exploiter le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ou de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle ", sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi pour abolir la continuation de communauté créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code civil, inclusivement," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi pour abolir la conti-

uation de communauté créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337, du Code civil, inclusivement", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure du Bill amendant le Code municipal, tel qu'amendé en comité général de la Chambre, et les amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bourbonnais propose comme amendement, secondé par M. Caron, Que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour y remettre la clause 2 qui se lit comme suit :

"L'article 65a du dit Code, tel qu'il se lit à l'article 6042 des Statuts "refondus, est amendé en ajoutant après le mot : "plan" dans la quatorzième ligne, les mots : "préparé par un arpenteur provincial et".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford, et l'annexant à la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes fins, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que, comme ce bill tombe sous l'opération de la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il soit renvoyé à un comité composé des députés des districts électoraux désignés dans la cédule deux du dit acte, savoir :

David Gillies, Pontiac,
Nérée Tétreau, Ottawa,
G.-W. Simpson, Argenteuil,
G.-W. Stephens, Huntingdon,
E.-E. Spencer, Missisquoi,
R.-N. England, Brome,
L.-E. Panneton, Sherbrooke,

A.-F. Savaria, Shefford,
Honorable M.-F. Hackett, Stanstead,
C. McClary, Compton,
J.-A. Chicoyne, Wolfe,
G. Bédard, Richmond,
James King, Mégantic,

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les biens de famille, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Nantel et de MM. Panneton, Simpson, Tétreau, Bisson et Chicoyne, avec instructions d'en étudier le principe et les clauses, et de faire rapport à cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 582 du Code municipal, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile ", étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ;

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 29 décembre 1896.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Qu'à partir de mardi, le 29 décembre courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances distinctes par jour, la première, depuis 3 heures jusqu'à 6 heures P. M., et la seconde, depuis 8 heures jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient la préséance à chacune de ces séances.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Atwater,

Résolu, Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant l'Asile de la Longue-Pointe.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les sténographes de la cour supérieure.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui, à 3 heures P. M.

Mardi, 29 décembre 1896.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1896, de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski. (*Documents de la session No. 12.*)

M. Girard (Lac St-Jean), du comité spécial nommé pour étudier le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant les dentistes," présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi J. Girard, écr., comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Votre comité a aussi entendu les parties intéressées et a examiné le bill suivant :

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les dentistes ", et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre avec un amendement.

Ci-annexé un résumé des raisons données par les parties intéressées.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les sténographes de la cour supérieure.

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer, dans chaque district judiciaire, le nombre de sténographes qu'il juge nécessaire pour prendre les témoignages et les autres procédures qui doivent être prises par le moyen de la sténographie dans les causes mues devant la cour supérieure et la cour de circuit appealable, et pour remplir les autres devoirs qui leur seront assignés par la loi, ou de temps à autre, par le Procureur Général.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra assigner à chaque sténographe le traitement annuel qu'il estimera convenable.

3. *Résolu*, Que, si la dépêche des affaires le requiert dans un district, ou si un ou plusieurs des sténographes fixés dans un district sont incapables pour une cause quelconque d'y remplir leurs devoirs, le Procureur général pourra y envoyer un ou plusieurs des sténographes d'un autre district, qui y agiront de même que s'ils étaient nommés pour le district où leurs services seront requis.

Que, sur l'ordre du juge, le sténographe fixé dans un district devra agir dans les circuits qui se trouvent dans les limites de ce district.

Que les dépenses de voyages, encourues par les sténographes dans les cas de cette résolution, seront payées en la manière déterminée par le Procureur général.

4. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire modifier et remplacer un tarif d'honoraires pour la prise des témoignages et autres procédures par la sténographie, ainsi que pour leur transcription, et faire toutes règles nécessaires pour assurer le paiement et la perception de ces honoraires, et que, sauf lorsqu'il s'agit d'un sténographe qui ne reçoit pas de traitement, ces honoraires appartiendront à la Couronne.

5. *Résolu*, Que les traitements des sténographes, et les dépenses contingentes afférentes au service créé par la loi à être basée sur les présentes résolutions, seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence rapport de ces résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer, dans chaque district judiciaire, le nombre de sténographes qu'il juge nécessaire pour prendre les témoignages et les autres procédures qui doivent être prises par le moyen de la sténographie dans les causes mues devant la cour supérieure et la cour de circuit appelable et pour remplir les autres devoirs qui leurs seront assignés par la loi ou de temps à autre par le Procureur général.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra assigner à chaque sténographe le traitement annuel qu'il estimera convenable.

3. *Résolu*, Que si la dépêche des affaires le requiert dans un district, ou si un ou plusieurs des sténographes fixés dans un district sont incapables pour une cause quelconque d'y remplir leurs devoirs, le Procureur général pourra y envoyer un ou plusieurs des sténographes d'un autre district, qui y agiront de même que s'ils étaient nommés pour le district où leurs services seront requis.

Que, sur l'ordre du juge, le sténographe fixé dans un district devra agir dans les circuits qui se trouvent dans les limites de ce district.

Que les dépenses de voyages, encourues par les sténographes dans les cas de cette résolution, seront payées en la manière déterminée par le Procureur général.

4. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire modifier et remplacer un tarif d'honoraires pour la prise des témoignages et autres procédures par la sténographie, ainsi qu'il pour leur transcription, et faire toutes règles nécessaires pour assurer le paiement et la perception de ces honoraires, et que, sauf lorsqu'il s'agit d'un sténographe qui ne reçoit pas de traitement, ces honoraires appartiendront à la couronne.

5. *Résolu*, Que les traitements des sténographes, et les dépenses contingentes afférentes aux services créés par la loi à être basées sur les présentes résolutions, seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les sténographes de la cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la cour de magistrat de district ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel, —Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant

mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les recorders.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant le Code de procédure de la province de Québec;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la juridiction de la cour du Banc de la Reine en appel, et de la cour supérieure, relative au Barreau de la province;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Tellier, et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, rapportées du comité général, lundi le 14 décembre courant, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Beaubien, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi réorganisant les départements ; "

Bill intitulé : " Loi amendant et refondant la loi organique de la " Société Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke ; "

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal ; "

Bill intitulé : " Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William-James Wright, au nombre de ses membres, après examen ; "

Bill intitulé : " Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie. "

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, P.-Arthur Côté, au nombre de ses membres. "

Bill intitulé : " Loi autorisant l'association dite " *The Trustees, Executors and Securites Insurance Corporation, Limited*, " à faire affaires dans la province de Québec ; "

Bill intitulé : " Loi concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol ; "

Et bill intitulé : " Loi concernant les sociétés dites *Safe Deposit Companies*. "

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *North Shore Power Company* ".

Et bill intitulé : " Loi concernant les sociétés nationales de bienfaisance ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *North Shore Power Company* ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant les sociétés nationales de bienfaisance ", et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance de cette Chambre.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill amendement la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui ;—Que les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, rapportées du comité général, lundi, le 14 décembre courant, soient maintenant lues la seconde fois ;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Gladu propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu :

" Que l'honorable M. Taillon, alors premier ministre et trésorier de la province, a, dans son discours budgétaire du 26 novembre 1895, à la page 31, énoncé en termes non équivoques la politique du gouvernement et du parti conservateur, par les paroles suivantes :

" Que faudra-t-il en outre pour avoir un budget en équilibre ?

" Il faudra :

" Ne pas entreprendre, sans nécessité urgente, des travaux publics dont le coût ne pourrait être payé par le revenu ordinaire ;

" Ne pas accorder de nouvelles subventions aux entreprises de chemins de fer ;

“ Ne pas faire revivre de subventions devenues caduques, et refuser, autant que l'intérêt public bien entendu le permettra, de transporter d'une entreprise à une autre les subventions déjà votées ;

“ La politique que le gouvernement se voit forcé de suivre ne signifie pas seulement qu'il devra éviter d'augmenter la dette publique et la réduire chaque fois que l'occasion s'en présentera, mais elle signifie de plus qu'il faudra continuer de pratiquer partout la plus stricte économie.”

Que les résolutions maintenant soumises contiennent l'autorisation au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'accorder à des entreprises de chemins de fer de nouvelles subventions, ainsi que de faire revivre des subventions devenues caduques et de mettre à exécution des transports de subventions d'une entreprise de chemin de fer à une autre ;

Que ces résolutions constituent une déviation de la politique énoncée ci-haut ;

Qu'elles entraînent la dépense de sommes considérables et l'augmentation de la dette publique, et que, par le changement dans sa politique sur les chemins de fer, le gouvernement accorde de l'aide à certaines lignes de chemin de fer de peu d'importance, au détriment d'autres lignes d'une utilité reconnue destinées à desservir des régions importantes actuellement privées de toutes communications par voie ferrée.”

M. Cartier propose comme sous-amendement, secondé par M. Chicoyne,—Que les mots “ il soit résolu :

Que l'honorable M. Taillon, alors premier ministre et Trésorier de la province, a, dans son discours budgétaire du 26 novembre 1895, à la page 31, énoncé en termes non équivoques la politique du gouvernement et du parti conservateur, par les paroles suivantes :

“ Que faudra-t-il en outre pour avoir un budget en équilibre ?

“ Il faudra :

“ Ne pas entreprendre, sans nécessité urgente, des travaux publics dont le coût ne pourrait être payé par le revenu ordinaire ;

“ Ne pas accorder de nouvelles subventions aux entreprises de chemins de fer ;

“ Ne pas faire revivre des subventions devenues caduques, et refuser, autant que l'intérêt public bien entendu le permettra, de transporter d'une entreprise à une autre les subventions déjà votées ;

“ La politique que le gouvernement se voit forcé de suivre ne signifie pas seulement qu'il devra éviter d'augmenter la dette publique et la réduire chaque fois que l'occasion s'en présentera, mais elle signifie de plus qu'il faudra continuer de pratiquer partout la plus stricte économie ”.

Que les résolutions maintenant soumises contiennent l'autorisation au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'accorder à des entreprises de chemins de fer de nouvelles subventions ainsi que de faire revivre des subventions devenues caduques et de mettre à exécution des transports de subventions d'une entreprise de chemin de fer à une autre ;

Que ces résolutions constituent une déviation de la politique énoncée ci-haut ;

Qu'elles entraînent la dépense de sommes considérables et l'augmentation de la dette publique, et que, par ce changement dans sa politique sur les chemins de fer, le gouvernement accorde de l'aide à certaines lignes de chemin de fer de peu d'importance, au détriment d'autres lignes d'une utilité reconnue destinées à desservir des régions importantes actuellement privées de toutes communications par voie ferrée," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre désire faire honneur aux engagements légitimes de la province, notamment, en ce qui regarde les octrois en terre convertis en argent et qui s'élèvent, pour le gouvernement Mercier, à 8,068,000 acres, et pour les gouvernements précédents à 1,347,194 acres."

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 30 décembre 1896.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—39.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladiu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon —20.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement,

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et la question originale, ainsi amendée, étant proposée ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Bernatchez,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution concernant le Parc de la Montagne-Tremblante, rapporté du comité général de la Chambre, le 22 décembre courant, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant le Parc de la Montagne-Tremblante.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code civil ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi amendant les Statuts refondus ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 14 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant :

1. Combien a été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896.

2. Combien a été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 1er décembre courant, et à qui ces différentes sommes ont été payées.

3. Combien d'élèves ont été recrutés.

4. Combien ont été inscrits à chaque école.

5. Combien de temps chacun de ces élèves est-il resté à ces écoles.
(*Document de la session No 73.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 21 décembre 1896, pour la production d'une liste contenant les noms des avocats pratiquant à Montréal, qui ont payé la taxe sur certaines personnes, depuis le 30 juin 1894. (*Document de la session No 74.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 28 décembre 1896, pour une copie : 1. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées de la Gaspésie au gouvernement de Québec, ou à aucun de ses membres, demandant que le gouvernement donne suite et effet en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Vict., ch. 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération.

2. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres, priant d'exploiter ou faire exploiter le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ou de prendre les mesures nécessaires à cette fin. (*Document de la session No 75.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la Compagnie dite "l'Union des Abattoirs de Montréal," étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Et alors la Chambre s'ajourne, jusqu'à 3 heures P. M. aujourd'hui.

Mercredi, 30 décembre 1896.

Trois heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Nicolet.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Abestos et de Danville, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

L'honorable M. Nantel, du comité spécial nommé pour étudier le Bill concernant les biens de famille, présente à la Chambre son premier rapport, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Nantel pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à quatre membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill étendant la juridiction de la cour supérieure de Joliette.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité, pour considérer certaines résolutions concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, hier,—Que les résolutions, rapportées du comité général, lundi, le 14 courant, concernant les subsides aux chemins de fer soient maintenant lues la seconde fois ;

Et le débat se continuant.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial nommé pour étudier le Bill détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford, et l'annexant à la paroisse de St-Paul, d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes les fins, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Les soussignés, formant la majorité des membres représentant les divisions ou districts électoraux d'Argenteuil, Brome, Compton, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Ottawa, Pontiac, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Stanstead et Wolfe, énumérés dans la seconde cédule et l'article 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, auxquels le bill ci-dessus a été référé, ont l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

J. Simpson,	député du comté Argenteuil.
R.-N. England,	" " Brome.
Charles McClary,	" " Compton,
G.-W. Stephens,	" " Huntingdon.
James King,	" " Mégantic.
E.-E. Spencer,	" " Missisquoi
A. Tétreau,	" " Ottawa.
David Gillies,	" " Pontiac.
J. Bedard,	" " Richmond.
A.-F. Savaria,	" " Shefford.
L.-E. Panneton,	" " Sherbrooke.
M.-F. Hackett,	" " Stanstead.
J.-A. Chicoyne.	" " Wolfe.

Etant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie d'Asbestos et de Danville "; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 décembre 1895, pour une copie de toute requête et correspondance se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, registrateur de la seconde division d'enregistrement du comté de Charlevoix. (*Document de la session No 76.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 9 décembre 1896, pour une copie des actions intentées par le percepteur du revenu de la

Province, à Montréal, pour violation de la loi des licences, contre :

William Coleman, rue Craig,	Montréal.
Angélique Dorion, 47, rue Richardson,	"
Nellie Connors, 1 et 3, rue McCord,	"
David Bond, 186, rue Bleury,	"
Thomas McBrearty, 69, rue Inspecteur,	"
William Kearney, rue Université,	"

Aussi,—un état indiquant si les condamnations ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui ;

Indiquant aussi, quel est le montant des amendes imposées dans chaque cause, si elle a été payée dans chaque cas, et dans la négative, pourquoi. (*Document de la session No 77.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 21 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant la quantité de livres de beurre exportées et primées par le gouvernement depuis le 30 juin 1895 au 21 décembre 1896, par MM. Croil et McCullough, A.-A. Ayer & Cie, Préfontaine & Frères, Côté, Boivin & Cie, et A.-A. Fraser ; ainsi que les prix obtenus par ces messieurs pour chaque livre exportée et primée par le gouvernement. (*Document de la session No 78.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour la production du compte en détail expliquant les items suivants, des comptes publics de 1896, page 231 :

J.-O. Martineau : travail extra, vente de la branche est, \$117.60.

J.-O. Martineau : frais de voyage, inspection des agences de Gaspé et Bonaventure, \$447.00. (*Document de la session No 79.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et différentes personnes concernant l'établissement d'une cour des commissaires dans la paroisse de Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, depuis l'année 1892. (*Document de la session No 80.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la Province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896. (*Document de la session No 81.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée hier, comportant,—Que les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, lundi, le 14 décembre courant, concernant les subsides aux chemins de fer, soient maintenant lues la seconde fois ;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Déchène propose, secondé par M. Turgeon,

Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " par l'acte 49-50 Victoria, chapitre 76, section I, il fut décrété : Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra convertir, en tout ou en partie, tout subsi-
de en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du Statut 45 Victoria, chapitre 23, ou en vertu de tout acte passé dans la présente session de la Législature, en un subsi-
de en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où le dit subsi-
de deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des Terres de la Couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin, auquel le dit subsi-
de s'appliquera.

Qu'à la page 29 du discours sur le budget prononcé par l'honorable A. W. Atwater à l'Assemblée législative de la province de Québec, le 9 décembre courant, on lit ce qui suit :

" Le montant total des subventions en terres non périmées est aujourd'hui de 9,251,468 acres, au sujet desquelles les compagnies ont déclaré leur option pour une conversion en argent, et 165,000 qui peuvent être converties. Sur ce montant, 4,529,460 acres furent accordés avant 1887, et 4,514,008 entre 1887 et 1892

" J'ai indiqué déjà quelle est la balance sur les premiers 35 centins qui restent à payer.

" Les seconds 35 centins formeraient pour les subsides déjà

" convertis.....\$3,238,013 95

" Et pour ce qui reste, dont la conversion est possible..... 57,750 00

\$3,295,763 95 "

Qu'en vertu de la section 3 de l'acte 49-50 Victoria, chapitre 76, les compagnies de chemins de fer n'ayant fait l'option voulue par la loi et un ordre en conseil ayant été passé en vertu de la section 1ère suscitée, tout terrain destiné à toute compagnie et dont la conversion a été autorisée a été réuni au domaine de la Couronne d'une manière aussi complète et aussi efficace que s'il n'eut jamais été accordé de subsides en terres.

Que, d'après la dite loi, la dite somme de \$3,295,763.95 ne deviendra due qu'au fur et à mesure que nous aurons collecté l'argent pour la payer.

Que si la douzième résolution est adoptée, elle aura pour effet d'autoriser le gouvernement à changer cette dette à terme et conditionnelle, en une dette immédiatement exigible pour un montant qui pourra s'élever à au delà d'un million et demi de piastres.

Qu'en conséquence, les dites résolutions soient de nouveau référées au comité général de cette Chambre, avec instructions de les amender en en retranchant la douzième résolution.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—34.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Morin propose comme amendement, secondé par M. Parent,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu’à la fin de la question soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ référées de nouveau au comité général de la Chambre, avec instructions de les amender en ajoutant à la deuxième résolution les mots suivants :

“ Mais la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix n’aura droit à ce délai que si elle fournit au Lieutenant-Gouverneur en conseil des garanties satisfaisantes de compléter son chemin jusqu’à la Malbaie, dans un délai raisonnable.”

L’honorable M. Pelletier soulève la question que tel amendement ne peut pas être proposé.

M. l’Orateur décide que le dit amendement est contraire à la 86e règle de cette Chambre basée sur le Statut impérial, 30 Victoria, ch. 3, Acte de l’Amérique Britannique du Nord, 1867, sections 54 et 90, qui décrète qu’il “ ne sera pas loisible à la Chambre d’adopter ou de passer un “ vote, une résolution, une adresse ou un bill, comportant l’appropriation “ d’une partie quelconque du revenu public, ou d’aucune taxe ou impôt à “ un objet qui n’aura pas au préalable été recommandé par un message du “ Lieutenant-Gouverneur, pendant la session où ce vote, cette résolution, “ cette adresse ou ce bill est proposé (B. 462 à 474, 488. 614—M. 650).”

Si l'amendement était adopté, il changerait l'un des objets pour lesquels Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a recommandé ces résolutions à la considération de la Chambre ; conséquemment, cet amendement n'est pas dans l'ordre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Châteauvert,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (LacStJean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—31.</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Châteauvert,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (LacSt Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier —31.</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant les subsides aux chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant la vérification des testaments";

Bill intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis."

Bill intitulé : "Loi amendant le Code du notariat;"

Et bill intitulé : "Loi annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company*";

Et bill intitulé : "Loi concernant la compagnie dite *The Stadacona Water, Light and Power Company*".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company*", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi concernant la Compagnie dite *The Stadacona Water, Light and Power Company*", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel, — Que le bill soit lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les Sténographes de la cour supérieure, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la protection des colons ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads* ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit jeudi matin ;

Jeudi, 31 décembre 1896.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la cour de circuit, à Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour la prochaine séance, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à dix heures A. M., ce jour 31 décembre courant.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 31 décembre 1896.

10 heures A. M.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant le pourcentage sur les honoraires de certains officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Qu'à partir de mardi, inclusivement, le 5 janvier 1897, cette Chambre ait trois séances par jour : la première, depuis 11 heures A. M. jusqu'à 1 heure P. M. ; la deuxième, depuis 3 heures P. M. jusqu'à 6 heures P. M., et la troisième depuis 8 heures P. M. jusqu'à l'ajournement ; et que les ordres du gouvernement aient la priorité à chacune de ces séances.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Morin propose comme amendement à la motion, secondé par M. Laliberté,—Que tous les mots après " maintenant," jusqu'à la fin de la ques-

tion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en ajoutant à la section 2e du dit bill, la clause suivante : " Toutefois le " chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix sera tenu aux " mêmes obligations que si l'acte 58 Victoria, chapitre 2, section 1, sous-sections 1 et 2 n'eut pas été passé."

Et objection étant faite par l'honorable, M. Nantel, que cet amendement ne peut être proposé, M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—23.</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—11.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

Alors, la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certain résolution, rapportée du comité de toute la Chambre, jeudi le 24 décembre courant, concernant les chemins de fer sous séquestre, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Atwater, —Que les dites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois ;

M. Turgeon propose, comme amendement, secondé par M. Dechêne, —Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu :

Que la législation soumise par cette résolution exposerait la Province à se trouver chargée, non seulement de la mise en opération de tous les

chemins de fer subventionnés dont les compagnies deviendraient incapables de les exploiter, mais aussi, dans bien des cas, de la réparation et du maintien en bon état de la voie et du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service, occasionnant ainsi des déboursés considérables au dépend du trésor public, sans le contrôle de la Législature.

Que, de plus, tout en enlevant l'administration et l'exploitation de tous ces chemins à l'entreprise individuelle pour en charger l'Etat, cette législation autoriserait une grave injustice envers les créanciers des compagnies intéressées, par le privilège qu'elle accorde au gouvernement sur les chemins et le matériel et par le droit qu'elle lui confère de retenir le montant de ses avances et déboursés en déduction des subventions sur la garantie desquelles les obligations de ces compagnies pourront avoir été négociées."

M. Allard propose, comme sous-amendement, secondé par M. Tellier, que tous les mots : " il soit résolu :

Que la législation soumise par cette résolution exposerait la Province, à se trouver chargée, non seulement de la mise en opération de tous les chemins de fer subventionnés dont les compagnies deviendraient incapables de les exploiter, mais aussi, dans bien des cas, de la réparation et du maintien en bon état de la voie et du matériel roulant devenu détérioré ou hors du service, occasionnant ainsi des déboursés considérables au dépend du trésor public sans le contrôle de la Législature.

Que, de plus, tout en enlevant l'administration et l'exploitation de tous ces chemins à l'entreprise individuelle pour en charger l'Etat, cette législation autoriserait une grave injustice envers les créanciers des compagnies intéressées, par le privilège qu'elle accorde au gouvernement sur les chemins et le matériel et par le droit qu'elle lui confère de retenir le montant de ses avances et déboursés en déduction des subventions sur la garantie desquelles les obligations de ces compagnies pourront avoir été négociées," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : " en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre a confiance que cette mesure aura l'effet de protéger tous les droits du public, ceux des créanciers intéressés et ceux des localités que les divers chemins de fer traversent."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Allard,
Atwater,
Beaubien,
Beauchamp,
Bouffard,
Cartier,
Châteauevert,*

*Chicoyne,
Duplessis,
England,
Flynn,
Hackett,
Lacouture,
McDonald,*

*Magnan,
Marion,
Martineau,
Nantel,
Panneton,
Pelletier,*

*Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Tellier.—26.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernatchez,
Bourbonnais,
Cooke,
Dechène,*

*Desjardins,
Gillies,
Gladu,
Guerin,*

*Laliberté,
Marchand,
Morin,*

*Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—14.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,
Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.
La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant les chemins de fer sous séquestre.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 86, relativement aux chemins de fer sous séquestre".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la cour de magistrat de district " ;

Bill intitulé : " Loi relative aux recorders " ;

Bill intitulé : " Loi concernant le Parc de la Montagne-Tremblante " ;

Et bill intitulé : " Loi concernant la corruption municipale et civique ".

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Guerin.—Le gouvernement expliquera-t-il pourquoi les documents relatifs à la révocation du Dr Devlin ne sont pas présentés, quand des documents demandés plus récemment ont été fournis ?

1. Est-ce l'intention du gouvernement de ne fournir les documents relatifs à la révocation du Dr Devlin qu'après la prorogation ?

2. Le gouvernement possède-t-il quelque plainte écrite du Dr Ville-neuve, surintendant de l'Asile de la Longue-Pointe, au sujet de cette affaire ; et, s'il en a, quelle est la date de ce document ?

Réponse par l'honorable H. Hackett, — En consultant les Procès-Verbaux, il est facile de constater que les documents ont été mis devant la Chambre le 23 décembre courant.

Par M. Turgeon, — M. Léonce Von Koenig est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 1er novembre dernier ? Dans l'affirmative, depuis quand ? Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Flynn, — M. Von Koenig, employé au département de l'agriculture et de la colonisation du 3 décembre au 21 décembre inclusivement : 14 jours à \$2.50 = \$35.00 ;

Aussi, employé, pendant quelques jours, à l'Assemblée législative comme sténographe et claviraphe.

Par M. Gosselin, — Combien M. A.-R. Angers, ex-Lieutenant-Gouverneur, a-t-il reçu pour frais de voyage, retenue, etc., pour quelque cause que ce soit, depuis le 1er juin dernier ? Combien a-t-il demandé pour les mêmes causes ? Combien lui est-il encore dû, pour quelque cause que ce soit ?

Réponse par l'honorable M. Atwater, — 1, 2, 3. L'honorable M. Angers, comme la Chambre en a déjà été informée, a reçu la somme de mille dollars pour dépenses en rapport avec sa comparution, devant le comité judiciaire du Conseil privé, pour plaider au nom de la Province, la cause du traité Robinson au sujet des annuités payables aux sauvages.

M. Angers n'a pas encore présenté de compte pour ses services professionnels.

Par M. Bourbonnais, — M. C.-H.-D. Maze, président de la Compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, est-il employé sessionnel ? Dans l'affirmative, quel est son salaire à la journée ?

Réponse par l'honorable M. Hackett, — Non.

Par M. Girard (Rouville), — Le gouvernement a-t-il pris en considération les nombreuses requêtes à lui adressées, relativement aux colporteurs, durant l'année 1895 ? Dans l'affirmative, qu'entend-il faire à ce propos ?

Réponse par l'honorable M. Atwater, — Un projet de loi a été présenté à la Chambre, à ce sujet, par l'honorable député de Berthier.

Par M. Laliberté, — Est-il à la connaissance du gouvernement que le 10 septembre dernier, ou vers cette date, le coroner du district de Québec a tenu une enquête à St-Sylvestre, comté de Lotbinière, au sujet de la mort, par empoisonnement, d'Edmond Payeur, enfant de Thomas Payeur ?

Le gouvernement sait-il que les jurés ont rendu un verdict d'homicide contre M. le docteur Philippe Dubé, de la paroisse de St-Sylvestre ?

Le gouvernement est-il informé que ce docteur Dubé a été arrêté, conduit à Québec et qu'il a plaidé coupable après enquête ? La sentence a-t-elle été exécutée ? Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Le docteur Dubé a plaidé coupable, mais la sentence n'a pas encore été prononcée.

Par M. Morin,—Le gouvernement a-t-il des raisons à donner pour expliquer pourquoi les documents concernant la révocation de la commission nommant Jos. Gariépy, registrateur de la 2e division du comté de Charlevoix, dont la production a été votée par la Chambre le 12 décembre 1895, n'ont pas encore été déposés ? Pourquoi ceux concernant l'établissement d'une cour de commissaires à Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, n'ont pas non plus été encore déposés ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—En consultant les Procès-Verbaux, il est facile de constater que ces documents ont été déposés sur le bureau de la Chambre.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il nommé un ou des coroners pour le district d'Arthabaska ? Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et où résident-ils ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Oui : Les Drs Belleau et Brasseur. Le premier réside à Arthabaska, et le second à Stanfold.

Par M. Dechène,—A quel ou quels établissements d'imprimerie a été confiée l'impression du discours de l'honorable M. Beaubien, prononcé le 4 octobre dernier, à Nicolet, et que le gouvernement se propose d'acheter, en sus de la quantité déjà fournie par M. Ayotte, des Trois-Rivières ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—A l'imprimerie de Sénécal & Cie, et à *The Gazette Printing Co.*, de Montréal.

Par M. Dechène,—Le gouvernement se propose-t-il d'accorder une certaine somme à la municipalité de St-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, pour certaines fins ? Dans l'affirmative, quelle somme et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Non.

Par M. Dechène,—1. Le gouvernement a-t-il autorisé la dépense d'une certaine somme dans la paroisse de St-Colomban, comté des Deux-Montagnes, pour certaines fins ? 2. Dans l'affirmative, quand et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. Le 16 octobre 1896 des instructions ont été données pour dévier la côte dite " Montagne de St-Colomban."

Par M. Dechène,—1. M. Théodore Paré, de Sainte-Anne de Beaupré, hôtelier, a-t-il été poursuivi pour vente de boissons sans licence, depuis le mois de janvier 1892? 2. Dans l'affirmative, jugement a-t-il été rendu contre lui et ce jugement a-t-il été exécuté?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1 et 2.—Oui.

Par M. Pinault,—Le ou vers le 17 novembre dernier une action a-t-elle été intentée contre Joseph Levy-Janelle, marchand, de St-Sylvère, comté de Nicolet, pour vente de boissons sans licence? 2. Si les procédures ont été discontinuées, pourquoi? 3. A la demande de qui?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1 Oui. 2. Oui, la liqueur vendue était du vin du pays que le défendeur avait fait lui-même, ou acheté pour son propre usage, et dont il a vendu un gallon à un ami qui le lui avait demandé. L'offense n'était pas grave, et le défendeur n'était pas dans l'habitude de violer la loi. 3. A la demande du curé de la paroisse de St-Sylvère.

M. Marion propose, secondé par M. Duplessis,
Que l'honoraire déposé pour le Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal,—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a l'éducation pour objet; et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Lacouture,
Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill permettant de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel,—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce projet de loi a été rejeté.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Carbray,
Attendu qu'il appert, par le rapport de la commission des chemins à barrières de Montréal, de l'année finissant le 31 décembre 1895, soumis à cette Chambre, que les opérations financières de la commission se sont soldées en un surplus considérable, il soit résolu :

Que, dans l'intérêt de la population de Montréal et des environs, et surtout de la classe des cultivateurs, cette Chambre est d'opinion que le taux de péage des diverses barrières de la Commission devrait être diminué en conséquence.

Sur motion de M. Parizeau secondé par M. Martineau,
Ordonné, Que l'honoraire déposé pour le Bill amendant la charte

de la Compagnie l'Union des abattoirs de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Panneton secondé par M. Bédard,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de l' " Union Saint-Joseph des Artisans de Sherbrooke ", soit remis, moins les frais de traduction, vu que cette société en est une de bienfaisance.

Ordonné, Que le nom de l'honorable M. Atwater soit substitué à celui de M. Allard, comme promoteur du Bill amendant la loi des licences de Québec.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi des licences de Québec ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et y fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill à l'effet de permettre aux parties d'être témoin dans leur propre cause ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant les socié-

tés nationales de bienfaisance ", lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill validant certains actes de transports d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu Que le bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour considérer certaines résolutions, concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à nommer un régistrateur pour la division d'enregistrement d'Hochelaga, et un autre pour la division d'enregistrement de Jacques-Cartier, quand les dits comtés auront été séparés en vertu du bill fondé sur les présentes résolutions.

2. *Résolu*, Que la division d'enregistrement d'Hochelaga, appartiendra à la première classe des divisions d'enregistrement, et celle de Jacques-Cartier, à la deuxième classe, et que leurs régistrateurs respectifs toucheront les traitements assignés aux dites classes par la cédula D de la loi 57 Victoria, chapitre 41.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder au régistrateur de Québec, la somme de trois mille piastres, et au régistrateur d'Hochelaga, trois mille cinq cents piastres pour être affectées aux traitements des députés-régistrateurs et autres employés nécessaires.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray fait, en conséquence rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à nommer un régistrateur pour la division d'enregistrement d'Hochelaga, et un autre pour la division d'enregistrement de Jacques-Cartier, quand les dits comtés auront été séparés en vertu du bill fondé sur les présentss résolutions.

2. *Résolu*, Que la division d'enregistrement d'Hochelaga, appartiendra à la première classe des divisions d'enregistrement, et celle de Jacques-Cartier, à la deuxième classe, et que leurs régistrateurs respectifs toucheront les traitements assignés aux dites classes par la cédule D de la loi 57 Victoria, chapitre 41.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder au régistrateur de Québec, la somme de trois mille piastres, et au régistrateur d'Hochelaga, trois mille cinq cents piastres pour être affectés aux traitements des députés-régistrateurs et autres employés nécessaires.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 582 du Code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Atwater propose, secondé par M. Simpson,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le palais de justice de Hull, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

L'honorable M. Atwater informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, alors, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, par les sections 1 et 2 de la loi 49-50 Victoria, chapitre 6, intitulé : " Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa ", il a été décrété que, quand un palais de justice et une prison ayaient été

construits d'une manière satisfaisante pour toutes les fins de l'administration de la justice, aux frais de la municipalité de la cité de Hull, le chef-lieu du district d'Ottawa pourrait être transféré du village d'Aylmer à la cité de Hull;

Attendu que le coût total de la construction des dits palais de justice et prison s'est élevé jusqu'à présent à \$83,624.68, dont la dite municipalité a payé \$15,000 et le gouvernement de la Province \$14,000, laissant une balance de \$54,624.68, dont la dite municipalité est responsable;

Attendu qu'en plus du dit montant, le gouvernement a payé, jusqu'à présent, pour l'ameublement des dits palais de justice et prison, la somme de \$11,880.84;

Attendu que certaines obligations ont été émises pour construire le palais de justice d'Aylmer, en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, pour la somme de \$19,764.97, portant intérêt de huit pour cent par an; et \$2,000 portant intérêt de six pour cent par an, l'intérêt et le capital de ces obligations devant être payés à même un fonds constitué, en vertu du dit acte 12 Victoria, chapitre 112, par l'imposition d'une taxe sur les procédures judiciaires du district d'Ottawa;

Attendu qu'il reste du, sur ces obligations, une balance s'élevant en capital et intérêt, au 30 juin 1896, à \$17,976.14, dont le dit fonds est encore responsable, et au paiement de laquelle le produit de la taxe imposée doit, en vertu de la loi, être employé;

Attendu que la dite municipalité a représenté que le coût des dits palais de justice et prison fut évalué primitivement, d'après les plans fournis par le gouvernement, à \$37,500; que les travaux ont été entrepris pour ce prix; que lorsque la dite municipalité eut dépensé \$20,000 sur ces travaux, les plans furent condamnés par les inspecteurs des prisons, et que la dite municipalité consentit à certains changements proposés, croyant qu'ils ne coûteraient pas plus qu'une somme additionnelle de \$10,000, mais que le coût des extras et des dommages, fut, par décision d'arbitres, fixé à la somme de \$33,000;

Attendu que la dite municipalité a demandé au gouvernement de la Province de venir à son aide en garantissant les obligations qu'elle se propose d'émettre pour payer la dite somme de \$54,624.68, due par la dite municipalité pour la construction des dits palais de justice et prison, et pour payer la balance due sur les obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, s'élevant à \$17,976.14, soit un total de \$72,500.82, et qu'elle a demandé, pour payer la balance due sur ces dites obligations, que la taxe imposée en vertu de l'acte 12 Victoria, chapitre 112, continue à être payable sur les procédures judiciaires faites dans le district d'Ottawa, mais qu'elle devra être affectée au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement des obligations que la dite municipalité se propose d'émettre;

Et attendu qu'il est à propos d'accorder l'aide demandée par la dite municipalité;

Qu'il soit, en conséquence :

1. *Résolu.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra garantir le paiement du capital et de l'intérêt des obligations de la municipalité de la

cité de Hull pour un montant suffisant pour produire la dite somme de \$72,500.82; que ces obligations devront être pour le nombre d'années et porteront le taux d'intérêt qui seront approuvés; qu'un fonds d'amortissement annuel devra être aussi créé pour racheter les dites obligations pendant la durée de leur existence, et que la dite municipalité sera tenue de payer les dits intérêts et de pourvoir au fonds d'amortissement.

2. *Résolu*, Que, sur le produit des dites obligations, \$17,976.14 seront payées au trésorier de la Province pour racheter les obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, et que le reste du produit sera employé au paiement de la somme de \$54,624.68, mentionnée dans le préambule de ces résolutions et due par la dite municipalité pour la construction des dits palais de justice et prison.

3. *Résolu*, Qu'après le rachat des obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, la taxe imposée par le dit acte 12 Victoria, chapitre 112, continuera d'être payable dans le district d'Ottawa jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et que le montant en provenant sera payé, chaque année, par le trésorier de la Province à la dite municipalité, sur remise à lui faite des coupons de l'intérêt garanti et des obligations échues et payées pendant l'année, jusqu'à ce que les obligations émises en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions soient entièrement payées, en capital et intérêt, ce montant devant être employé par la dite municipalité au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement des dites obligations.

4. *Résolu*, Que, dans le cas de défaut de paiement des dits intérêts et fonds d'amortissement par la dite municipalité, à leur échéance, le montant que la corporation sera ainsi en défaut de payer sera prélevé par le shérif du district d'Ottawa, sur les contribuables de la cité de Hull, au moyen d'une cotisation répartie également sur leurs immeubles imposables conformément au rôle d'évaluation alors en vigueur, et que le shérif aura, pour percevoir et exiger cette cotisation et les frais de perception, tous les pouvoirs qui lui sont accordés par le Code municipal pour l'exécution des jugements rendus contre les corporations municipales.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Qu le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray rapporte les dites résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, par les sections 1 et 2 de la loi 49-50 Victoria, chapitre 6, intitulé : " Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa," il a été décrété que quand un palais de justice et une prison auraient été

construits d'une manière satisfaisante pour toutes les fins de l'administration de la justice, aux frais de la municipalité de la cité de Hull, le chef-lieu du district d'Ottawa pourrait être transféré du village d'Aylmer à la cité de Hull;

Attendu que le coût total de la construction des dits palais de justice et prison s'est élevé jusqu'à présent à \$83,624.68, dont la dite municipalité a payé \$15,000 et le gouvernement de la Province \$14,000, laissant une balance de \$54,624.68, dont la dite municipalité est responsable ;

Attendu qu'en plus du dit montant, le gouvernement a payé, jusqu'à présent, pour l'ameublement des dits palais de justice et prison, la somme de \$11,880.84.

Attendu que certaines obligations ont été émises pour construire le palais de justice d'Aylmer, en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, pour la somme de \$19,764.97, portant intérêt de huit pour cent par an ; et \$2,000 portant intérêt de six pour cent par an, l'intérêt et le capital de ces obligations devant être payés à même un fonds constitué, en vertu du dit acte 12 Victoria, chapitre 112, par l'imposition d'une taxe sur les procédures judiciaires du district d'Ottawa ;

Attendu qu'il reste du, sur ces obligations, une balance s'élevant en capital et intérêt, au 30 juin 1896, à \$17,976.14, dont le dit fonds est encore responsable, et au paiement de laquelle le produit de la taxe imposée doit, en vertu de la loi, être employé ;

Attendu que la dite municipalité a représenté que le coût des dits palais de justice et prison fut évalué primitivement, d'après les plans fournis par le gouvernement, à \$37,500 ; que les travaux ont été entrepris pour ce prix ; que lorsque la dite municipalité eut dépensé \$20,000 sur ces travaux, les plans furent condamnés par les inspecteurs des prisons, et que la dite municipalité consentit à certains changements proposés, croyant qu'ils ne coûteraient pas plus qu'une somme additionnelle de \$10,000, mais que le coût des extras et des dommages, fut, par décision d'arbitres, fixé à la somme de \$33,000 ;

Attendu que la dite municipalité a demandé au gouvernement de la Province de venir à son aide en garantissant les obligations qu'elle se propose d'émettre pour payer la dite somme de \$54,624.68, due par la dite municipalité pour la construction des dits palais de justice et prison, et pour payer la balance due sur les obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, s'élevant à \$17,976.14, soit un total de \$72,590.82, et qu'elle a demandé, pour payer la balance due sur ces dites obligations, que la taxe imposée en vertu de l'acte 12 Victoria, chapitre 112, continue à être payable sur les procédures judiciaires faites dans le district d'Ottawa, mais qu'elle devra être affectée au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement des obligations que la dite municipalité se propose d'émettre ;

Et attendu qu'il est à propos d'accorder l'aide demandée par la dite municipalité ;

Qu'il soit, en conséquence :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra garantir le paiement du capital et de l'intérêt des obligations de la municipalité de la

cité de Hull pour un montant suffisant pour produire la dite somme de \$72,500.82 ; que ces obligations devront être pour le nombre d'années et porteront le taux d'intérêt qui seront approuvés ; qu'un fonds d'amortissement annuel devra être aussi créé pour racheter les dites obligations pendant la durée de leur existence, et que la dite municipalité sera tenue de payer les dits intérêts et de pourvoir au fonds d'amortissement.

2. *Résolu*, Que, sur le produit des dites obligations, \$17,976.14 seront payées au trésorier de la Province pour racheter les obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, et que le reste du produit sera employé au paiement de la somme de \$54,624.68, mentionnée dans le préambule de ces résolutions et due par la dite municipalité pour la construction des dits palais de justice et prison.

3. *Résolu*, Qu'après le rachat des obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, la taxe imposée par le dit acte 12 Victoria, chapitre 112, continuera d'être payable dans le district d'Ottawa jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et que le montant en provenant sera payé, chaque année, par le trésorier de la province à la dite municipalité, sur remise à lui faite des coupons de l'intérêt garanti et des obligations échues et payées pendant l'année, jusqu'à ce que les obligations émises en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions soient entièrement payées, en capital et intérêt, ce montant devant être employé par la dite municipalité au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement des dites obligations.

4. *Résolu*, Que, dans le cas de défaut de paiement des dits intérêts et fonds d'amortissement par la dite municipalité, à leur échéance, le montant que la corporation sera ainsi en défaut de payer sera prélevé par le shérif du district d'Ottawa, sur les contribuables de la cité de Hull, au moyen d'une cotisation répartie également sur leurs immeubles imposables conformément au rôle d'évaluation alors en vigueur, et que le shérif aura, pour percevoir et exiger cette cotisation et les frais de perception, tous les pouvoirs qui lui sont accordés par le Code municipal pour l'exécution des jugements rendus contre les corporations municipales."

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit jusqu'à lundi, le 4 janvier prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Lundi, 4 janvier 1897.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu Saint-Valier de Chicoutimi, pour l'année 1895-96. (*Documents de la session No 12*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

(EN COMITÉ.)

Attendu que l'Association agricole des cantons de l'Est s'est assuré la possession permanente de terrains, dans la cité de Sherbrooke, pour des fins d'exposition, et qu'elle a dépensé au delà de cinq mille piastres pour obtenir les dits terrains, les préparer et y ériger des édifices ;

Attendu qu'elle a, depuis douze ans, tenu chaque année, dans la dite cité de Sherbrooke, des expositions agricoles et industrielles par lesquelles elle a considérablement contribué au développement et au progrès de l'agriculture et de l'industrie laitière dans la province ;

Et attendu qu'elle a prouvé qu'il lui sera impossible de tenir d'autres expositions à l'avenir, sans l'assistance du gouvernement, et qu'il est en conséquence à propos d'encourager la dite association au moyen d'une subvention permanente, pour un terme de cinq années,—qu'il soit en conséquence :

1. *Résolu*, Que, pour les cinq années qui vont suivre, il sera payé à l'Association agricole des Cantons de l'Est, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de cinq mille piastres, chacune des années où elle tiendra une exposition, laquelle somme sera payable immédiatement après la tenue de l'exposition.

2. *Résolu*, Que le programme de l'exhibition annuelle sera soumis à l'approbation du Commissaire de l'agriculture.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. McDonald fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que l'Association agricole des Cantons de l'Est s'est assuré la possession permanente de terrains, dans la cité de Sherbrooke, pour des

fin d'exposition, et qu'elle a dépensé au delà de cinq mille piastres pour obtenir les dits terrains, les préparer et y ériger des édifices ;

Attendu qu'elle a, depuis douze ans, tenu chaque année, dans la dite cité de Sherbrooke, des expositions agricoles et industrielles par lesquelles elle a considérablement contribué au développement et au progrès de l'agriculture et de l'industrie laitière dans la province ;

Et attendu qu'elle a prouvé qu'il lui sera impossible de tenir d'autres expositions à l'avenir, sans l'assistance du gouvernement, et qu'il est en conséquence à propos d'encourager la dite association au moyen d'une subvention permanente, pour un terme de cinq années,—qu'il soit en conséquence :

1. *Résolu*, Que, pour les cinq années qui vont suivre, il sera payé à l'Association agricole des Cantons de l'Est, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de cinq mille piastres, chacune des années où elle tiendra une exposition, laquelle somme sera payable immédiatement après la tenue de l'exposition.

2. *Résolu*, Que le programme de l'exhibition annuelle sera soumis à l'approbation du Commissaire de l'agriculture.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues une seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Hackett,

Résolu, Que, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les sous-chefs de certains départements publics.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant l'Asile de la Longue-Pointe, étant lu ;

L'honorable M. Hackett informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de cette Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix

Huit heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'Asile de la Longue-Pointe.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, de 1867 à 1873, époque où tout était à créer dans l'organisation nouvelle résultant de l'acte de la confédération, les aliénés appartenant à la partie ouest de la province n'ont pas reçu tous les soins et toute l'attention nécessaires et n'ont pas été logés dans un hospice convenable ;

Attendu qu'en 1873, le pouvoir public, soucieux de ses obligations et de sa responsabilité en cette matière, demanda aux sœurs de Charité de la Providence de se charger de la garde et du soin des dits aliénés, ce à quoi elles consentirent ;

Attendu qu'en 1875, un contrat pour vingt années fut en conséquence passé, que ce contrat est maintenant expiré depuis plus d'un an, qu'il n'a pas été renouvelé et qu'il se continue tacitement depuis son expiration ;

Attendu que, pour remplir ce contrat, les dites sœurs ont construit à la Longue-Pointe, près de Montréal, un hospice qui, avec ses dépendances, leur a coûté au delà d'un million de piastres ;

Attendu, qu'en 1890, cinq années avant l'expiration de leur dit contrat, un incendie détruisit le dit hospice et tout son ameublement, que cet hospice n'était assuré que pour \$200,000, et que cette somme était intégralement due aux créanciers qui avaient fourni l'argent pour construire ;

Attendu que, par suite du dit incendie, douze cents aliénés se trouvaient sans abri, et qu'il n'y avait aucun endroit convenable pour les loger comme ils doivent l'être ;

Attendu que les dites sœurs se mirent alors à l'œuvre sans délai, et qu'elles construisirent en toute hâte, au coût d'environ \$300,000, des pavillons destinés à remplacer les édifices détruits, mais que ces pavillons, vu l'urgence, ne furent pas mis sur des fondations durables, et qu'ils ne furent pas construits comme s'ils étaient destinés à être permanents ;

Attendu qu'il devient urgent de remplacer ces pavillons par des édifices permanents, et de les placer à un endroit où ils ne seront pas exposés, comme maintenant, aux inondations du fleuve Saint-Laurent ;

Attendu, qu'après avoir fait faire des études et le travail nécessaires, les dites sœurs représentent que les constructions nouvelles leur coûteront plus d'un million et demi de piastres, qu'elles sont déjà considérablement endettées par suite de tout ce que ci-haut relaté, qu'il leur est impossible de prendre, aux mêmes conditions, un nouveau contrat qui rendrait nécessaire le commencement immédiat des dites constructions nouvelles, et qu'elles ont demandé cent trente piastres par malade à l'avenir au lieu de cent piastres par année qu'elles reçoivent maintenant ;

Attendu que le gouvernement est en négociations depuis longtemps avec les dites sœurs à ce sujet, et qu'il n'a pas encore été possible d'arriver à une entente ;

Attendu que la Province a fait des sacrifices considérables pour contribuer à l'érection et au maintien d'un hôpital protestant pour les aliénés.

Attendu que la Province a fourni originairement le terrain nécessaire (la ferme Leduc), pour la construction du dit hôpital, et que cette ferme, ayant été ensuite considérée impropre à cette fin, a été vendue, et que le produit de la vente a servi à l'achat d'une propriété plus convenable ;

Attendu que la Province a prêté, de temps à autre, différentes sommes pour aider à la dite construction, et qu'en 1892 ces sommes s'élevaient à \$50,000 ;

Attendu, qu'à cette date, un statut a été passé (55-56 Victoria, chapitre 39), autorisant le gouvernement à garantir le capital et l'intérêt d'un emprunt de \$150,000 à un taux d'intérêt réduit ;

Attendu que, plus tard en 1895, par le chapitre 5 de la loi 59 Victoria, la Province a consenti :—1. à garantir au dit hôpital protestant des aliénés le remboursement du capital et de l'intérêt d'une autre somme de trente-cinq mille piastres formant en tout cent quatre-vingt-cinq mille piastres ; 2. A payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant trois ans, l'intérêt à quatre et demi pour cent sur les premiers cent cinquante mille piastres ; 3. A payer, en outre, l'intérêt au même taux, pendant trois ans, sur les dites trente-cinq mille piastres additionnelles, lorsque les obligations seraient émises à cette fin ;

Attendu aussi que, tandis que la Province ne paie depuis longtemps que cent piastres par année, par tête, pour les aliénés à la Longue-Pointe, le dit hôpital protestant pour les aliénés reçoit seize piastres de plus par malade, par année, en outre des garanties et du paiement d'intérêt ci-haut mentionnés ;

Attendu qu'il y a lieu d'espérer qu'une entente est possible entre le gouvernement et les dites sœurs, au sujet d'un projet de contrat pour la garde et le maintien des dits aliénés, lequel serait dans le genre de celui qui est contenu dans la cédule qui suit les présentes résolutions ;

Attendu que, si les dites sœurs ne reconstruisent pas tel que ci-après pourvu, il convient à tout événement de faire avec elles un contrat temporaire ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public d'aider dans une certaine mesure à la reconstruction du dit asile ;—

Qu'il soit, en conséquence,—

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec la communauté des sœurs de Charité de la Providence, un contrat dont la teneur sera celle du projet de contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions ;

2. *Résolu*, Que si les dites sœurs signent ce contrat, et s'engagent à commencer sans délai à reconstruire l'asile des aliénés de St-Jean de Dieu, maintenant situé à la Longue-Pointe, à une distance suffisante du fleuve St-Laurent pour qu'il ne soit pas exposé aux inondations du printemps ; à en continuer la reconstruction sans interruption de manière qu'elle soit

terminée dans cinq années, et à faire les constructions nouvelles pour cet objet suivant des plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, ces constructions, ainsi que les dépendances et le terrain sur lequel elles seront élevées devant coûter un million de piastres au moins;—le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra :

1. Garantir pour un nombre d'années dont il sera convenu le paiement du capital d'un emprunt de cinq cent mille piastres fait par les dites sœurs, et de l'intérêt sur cet emprunt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par année, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour telles constructions nouvelles ; pourvu :

(a) Que toute somme, que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû aux dites sœurs en vertu du contrat dont le projet est contenu dans la cédule de ces résolutions ;

(b) Que les dites sœurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de cette garantie, une hypothèque à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent ou s'élèveront, et

(c) Que les dites sœurs assurent les dites constructions pour au moins la moitié de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement ou aux prêteurs :

2. S'engager à payer aux dites sœurs, tant pour contribuer progressivement à diminuer le fardeau des intérêts sur l'emprunt susdit, que pour leur permettre de commencer à éteindre une partie du capital de leur dette au moyen d'un fonds d'amortissement :

(a) Une somme additionnelle de quatorze piastres par année pour chacun des malades visés par le contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions, pendant huit ans à compter du 1er juillet 1898 ;

(b) Une somme de douze piastres par années pour chacun des dits malades pendant les huit années qui suivront les huit années ci-haut mentionnées ;

(c) Et une somme de dix piastres par année pour chacun des dits malades, pour toute la période inexpirée de leur contrat de vingt-cinq années, qui suivra les seize années ci-haut mentionnées.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à faire tout ce qui sera nécessaire pour donner effet à la loi basée sur ces résolutions, et à apporter toutes les modifications de forme et de détail aux conventions projetées, pour faciliter une entente suivant l'esprit d'icelles.

4. *Résolu*, Que si une entente basée sur les résolutions précédentes est impossible, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de signer le projet de contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions, mais avec une clause additionnelle portant que les dites sœurs pourront, en donnant un avis de dix-huit mois, mettre fin au dit contrat.

CÉDULE

L'an mil huit cent quatre-vingt- , le jour de
ont comparu devant le notaire public pour la province de
Québec, résidant en la cité de soussigné.

Sa Majesté, la reine Victoria, représentée au présent acte par l'honorable M. F. Hackett, de Québec, secrétaire de la province, et membre du conseil exécutif du gouvernement de Sa Majesté, dans la Province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du approuvé le dont copie est annexée aux présentes,

d'une part ;

La communauté des sœurs de la Charité de la Providence, ci-après désignée comme suit : Les sœurs de la Providence, dûment incorporées, représentées à cet acte par les révérendes dames ,
supérieure générale du dit Asile de la Providence, et

dépositaire et trésorière
de la dite corporation, toutes deux spécialement autorisées à l'effet des présentes, en vertu d'une résolution du conseil de la dite communauté, en date du et dont copie est annexée aux présentes.

d'autre part ;

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions suivantes, savoir :

I.—Les dites sœurs de la Providence, représentées comme susdit, s'engagent et s'obligent, pour le terme et espace de vingt-cinq années, qui commenceront à courir du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à recevoir et loger, tel que ci-après détaillé, les aliénés de l'un et de l'autre sexe qui leur seront confiés par le dit gouvernement de Sa Majesté dans cette Province de Québec, de les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer et éclairer convenablement et leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, tel qu'expliqué ci-dessous.

II.—La nourriture et le vêtement que devront recevoir les dits aliénés, ainsi que les lits et literies qui devront leur être fournis, seront au moins tels que mentionnés dans la cédula "A" annexée au présent contrat et signée par les parties en présence du notaire.

III.—Le dit gouvernement de Sa Majesté s'engage par les présentes à mettre sous la garde des sœurs de la Providence des aliénés comme ci-dessus au nombre de pas moins d'un mille, y compris ceux qui y sont maintenant, en vertu d'un contrat passé à Québec le trente juillet mil huit cent soixante-quinze, devant M^{re} J. B. Delage, notaire, lequel est remplacé à toutes fins que de droit, par le présent contrat.

IV.—Le dit gouvernement de Sa Majesté paiera aux dites sœurs de la Providence, au bureau du trésorier de la Province de Québec, une

somme de cent piastres par année et par tête pour chaque malade, et ce, par versements mensuels, le dernier jour de chaque mois, dont le premier versement se fera *pro tanto*, le trente-et-un janvier prochain.

V.—Les dites sœurs de la Providence s'engagent pour la dite somme de cent piastres payable par année et par tête, à prendre pendant toute la durée du présent contrat, les mêmes soins des dits patients et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations et la même sollicitude que maintenant ; en un mot, à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'ils le sont maintenant, et en outre, à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés.

VI.—Les dites sœurs de la Providence auront le droit d'avoir des médecins de leur choix dans le dit asile pour donner le traitement aux malades et elles les paieront elles-mêmes. Le traitement médical qui sera donné par ces médecins sera cependant sous la surveillance, le droit de visite et d'inspection et sujet à l'approbation d'autres médecins nommés par le gouvernement.

Mais si, dans l'opinion des médecins du gouvernement, il est opportun, en vue de la guérison de tel ou tels malades, de changer le traitement médical ordinaire en un traitement qui entraîne des frais plus extraordinaires ou le régime alimentaire mentionné dans la cédule A, ce traitement ou ce régime alimentaire seront changés, en conséquence, pourvu qu'il soit émis à cette fin des ordres par le Secrétaire de la province, mais toute dépense additionnelle qui résultera du fait que ce traitement ou régime aura été ainsi changé sera supporté par la Province, en sus de la somme de cent piastres à être payée pour tel ou tels patients en vertu du présent contrat.

VII.—Les dits médecins du gouvernement auront seuls le contrôle de l'admission et de la sortie temporaire ou définitive des malades ; ils auront aussi le droit de permettre ou d'ordonner les visites que les malades peuvent recevoir de leurs parents et amis.

VIII.—Il y aura dans l'institution un personnel suffisant, tant religieux que laïque, pour que le nombre des gardiens ou gardiennes soit en moyenne de un gardien ou gardienne par huit malades.

IX.—Les gardiens laïques devront remplir leurs devoirs de manière à ce que les médecins du gouvernement n'aient pas lieu de s'en plaindre.

X.—Les vêtements des patients devront être suivant les différentes saisons, de manière à ce que tous ceux qui peuvent sortir, sortent tous les jours, autant que possible.

XI.—Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

XII.—Les dites sœurs prêteront leur concours aux médecins du gouvernement et aux visiteurs et inspecteurs des asiles de manière à faciliter leur œuvre et l'exécution de leurs devoirs.

XIII.—La ventilation de l'établissement devra être telle qu'aucune odeur désagréable n'existe en permanence dans l'asile et ses dépendances.

XIV.—Il sera payé aux dites sœurs de la Providence un montant n'excédant pas celui qu'elles paient maintenant et qu'elles auront à déboursier pour le chapelain, lequel consacrera exclusivement son ministère à l'asile.

XV.—Le défaut de remplir toutes ou quelques-unes des conditions du présent contrat sera une cause d'annulation d'icelui.

XVI.—Les personnes ainsi confiées aux soins et à la garde des sœurs de la Providence seront transportées à et libérées de l'asile aux frais du gouvernement de la Province de Québec ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues d'après la loi.

XVII.—Mais il est convenu que si, après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'échapper ou à s'éloigner de l'asile, les dites sœurs seront tenues à leurs propres frais de faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener au dit asile.

XVIII.—Toutes et chaque fois qu'une personne ainsi confiée aux dites sœurs s'échappera et s'éloignera de l'asile, les dites sœurs de la Providence devront immédiatement en donner au secrétaire provincial un avis dans lequel elles mentionneront le nom de la personne qui aura ainsi quitté le dit asile, la date de son départ et celle de son retour.

XIX.—Dans le cas de décès d'aucune des personnes confiées aux dites sœurs, ces dernières devront encore en donner un avis au Secrétaire de la Province, donnant le nom de la personne décédée et la date de son décès, et, pour l'inhumation et autres frais funéraires de chaque telle personne, le gouvernement paiera aux dites sœurs, lors du paiement mensuel qui suivra le décès, une somme additionnelle de trois piastres et dix centins.

XX.—Les dites sœurs de la Providence n'auront pas droit de transporter ou de faire exécuter par d'autres le présent contrat sans le consentement du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

XXI.—Pour ce qui n'est pas mentionné dans le présent contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la Province de Québec sur les asiles d'aliénés et les aliénés.

CÉDULE A

RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOURRITURE ET LES RATIONS DES HOMMES ET DES FEMMES

	Onces
Pain de blé, par jour.....	20
Patates, carottes, navets et autres légumes	20
Viande: bœuf, mouton ou lard, de première qualité :	
Pour les malades ordinaires.....	6
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8
La même quantité de poisson, par jour, si on le désire.	
Beurre, par jour.....	2

Chopines.

Soupe à la viande ou aux légumes, par jour.....	2
Thé et café, avec lait.....	1½
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENT POUR LES HOMMES.

Par année

Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Bas de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 "
Souliers.....	3 "
Pantalons d'été.....	2 "
Pantalons d'hiver.....	2 "
Pour les malades qui détériorent leurs habillements.....	
Pantalons d'été.....	4 paires
Pantalons d'hiver.....	4 "
Bretelles.....	1 "
Caleçons de coton.....	2 "
Caleçons de laine.....	2
Cravates d'été.....	2
Cravates d'hiver.....	2
Habits d'été.....	2
Habits d'hiver.....	2
Vestes d'été.....	2
Vestes d'hiver.....	2
Chapeau d'été.....	1
Casque d'hiver.....	1
Mouchoirs de poche.....	3

POUR LES FEMMES.

Par année.

Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Chaussons de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 "
Jarrettières.....	1 paire

Souliers	3 paires
Jupons d'été.....	2
Jupons d'hiver....	2
Robes de coton pour été.....	2
Robes de laine pour hiver.....	2
Châles d'été.....	2
Châles d'hiver.....	2
Tabliers	4
Bonnets de jour.....	3
Bonnets de nuit.....	3
Mouchoirs	3
Chapeau d'été.....	1
Chapeau d'hiver.....	1
Caleçons d'été.....	2 paires
Caleçons d'hiver.....	2 "

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, de 1867 à 1873, époque où tout était à créer dans l'organisation nouvelle résultant de l'acte de la confédération, les aliénés appartenant à la partie ouest de la Province n'ont pas reçu tous les soins et toute l'attention nécessaires et n'ont pas été logés dans un hospice convenable ;

Attendu qu'en 1873, le pouvoir public, soucieux de ses obligations et de sa responsabilité en cette matière, demanda aux sœurs de Charité de la Providence de se charger de la garde et du soin des dits aliénés, ce à quoi elles consentirent ;

Attendu qu'en 1875, un contrat pour vingt années fut en conséquence passé, que ce contrat est maintenant expiré depuis plus d'un an, qu'il n'a pas été renouvelé et qu'il se continue tacitement depuis son expiration ;

Attendu que, pour remplir ce contrat, les dites sœurs ont construit à la Longue-Pointe, près de Montréal, un hospice qui, avec ses dépendances, leur a coûté au delà d'un million de piastres ;

Attendu qu'en 1890, cinq années avant l'expiration de leur dit contrat, un incendie détruisit le dit hospice et tout son ameublement; que cet hospice n'était assuré que pour \$200,000, et que cette somme était intégralement due aux créanciers qui avaient fourni l'argent pour construire;

Attendu que, par suite du dit incendie, douze cents aliénés se trouvaient sans abri, et qu'il n'y avait aucun endroit convenable pour les loger comme ils doivent l'être;

Attendu que les dites sœurs se mirent alors à l'œuvre sans délai, et qu'elles construisirent en toute hâte, au coût d'environ \$300,000, des pavillons destinés à remplacer les édifices détruits, mais que ces pavillons, vu l'urgence, ne furent pas mis sur des fondations durables, et qu'ils ne furent pas construits comme s'ils étaient destinés à être permanents;

Attendu qu'il devient urgent de remplacer ces pavillons par des édifices permanents, et de les placer à un endroit où ils ne seront pas exposés, comme maintenant, aux inondations du fleuve Saint-Laurent;

Attendu, qu'après avoir fait faire des études et le travail nécessaires, les dites sœurs représentent que les constructions nouvelles leur coûteront plus d'un million et demi de piastres, qu'elles sont déjà considérablement endettées par suite de tout ce que ci-haut relaté, qu'il leur est impossible de prendre, aux mêmes conditions, un nouveau contrat qui rendrait nécessaire le commencement immédiat des dites constructions nouvelles, et qu'elles ont demandé cent trente piastres par malade à l'avenir au lieu de cent piastres par années qu'elles reçoivent maintenant;

Attendu que le gouvernement est en négociations depuis longtemps avec les dites sœurs à ce sujet, et qu'il n'a pas encore été possible d'arriver à une entente;

Attendu que la Province a fait des sacrifices considérables pour contribuer à l'érection et au maintien d'un hôpital protestant pour les aliénés;

Attendu que la Province a fourni originairement le terrain nécessaire (la ferme Leduc), pour la construction du dit hôpital, et que cette ferme, ayant été ensuite considérée impropre à cette fin, a été vendue, et que le produit de la vente a servi à l'achat d'une propriété plus convenable;

Attendu que la Province a prêté, de temps à autre, différentes sommes pour aider à la dite construction, et qu'en 1892 ces sommes s'élevaient à \$50,000;

Attendu, qu'à cette date, un statut a été passé (55-56 Victoria, chapitre 39), autorisant le gouvernement à garantir le capital et l'intérêt d'un emprunt de \$150,000 à un taux d'intérêt réduit;

Attendu que, plus tard en 1895, par le chapitre 5 de la loi 59 Victoria, la Province a consenti :—1. à garantir au dit hôpital protestant des aliénés le remboursement du capital et de l'intérêt d'une autre somme de trente-cinq mille piastres formant en tout cent quatre-vingt-cinq mille piastres; 2. A payer, à même le fond consolidé du revenu pendant trois ans, l'intérêt à quatre et demi pour cent sur les premiers cent cinquante mille piastres; 3. A payer, en outre, l'intérêt au même taux, pendant trois ans, sur les dites trente-cinq mille piastres additionnelles, lorsque les obligations seraient émises à cette fin;

Attendu aussi que, tandis que la Province ne paie depuis longtemps que cent piastres par année, par tête, pour les aliénés à la Longue-Pointe, le dit hôpital protestant pour les aliénés reçoit seize piastres de plus par malade, par année, en outre des garanties et du paiement d'intérêt ci-haut mentionnés ;

Attendu qu'il y a lieu d'espérer qu'une entente est possible entre le gouvernement et les dites sœurs, au sujet d'un projet de contrat pour la garde et le maintien des dits aliénés, lequel serait dans le genre de celui qui est contenu dans la cédule qui suit les présentes résolutions ;

Attendu que, si les dites sœurs ne reconstruisent pas tel que ci-après pourvu, il convient à tout événement de faire avec elles un contrat temporaire ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public d'aider dans une certaine mesure à la reconstruction du dit asile ;—

Qu'il soit, en conséquence, —

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec la communauté des sœurs de Charité de la Providence, un contrat dont la teneur sera celle du projet de contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions ;

2. *Résolu*, Que si les dites sœurs signent ce contrat, et s'engagent à commencer sans délai à reconstruire l'asile des aliénés de St-Jean de Dieu, maintenant situé à la Longue-Pointe, à une distance suffisante du fleuve St-Laurent pour qu'il ne soit pas exposé aux inondations du printemps ; à en continuer la reconstruction sans interruption de manière qu'elle soit terminée dans cinq années, et à faire les constructions nouvelles pour cet objet suivant des plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, ces constructions, ainsi que les dépendances et le terrain sur lequel elles seront élevées devant coûter un million de piastres au moins ;—le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra :

1. Garantir pour un nombre d'années dont il sera convenu le paiement du capital d'un emprunt de cinq cent mille piastres fait par les dites sœurs, et de l'intérêt sur cet emprunt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par année, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour telles constructions nouvelles ; pourvu :

(a) Que toute somme, que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû aux dites sœurs en vertu du contrat dont le projet est contenu dans la cédule de ces résolutions ;

(b) Que les dites sœurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de cette garantie, une hypothèque à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent ou s'élèveront, et

(c) Que les dites sœurs assurent les dites constructions pour au moins la moitié de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement ou aux prêteurs ;

2. S'engager à payer aux dites sœurs, tant pour contribuer progressivement à diminuer le fardeau des intérêts sur l'emprunt susdit, que pour leur permettre de commencer à éteindre une partie du capital de leur dette au moyen d'un fonds d'amortissement :

(a) Une somme additionnelle de quatorze piastres par année pour chacun des malades visés par le contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions, pendant huit ans à compter du 1er juillet 1898 ;

(b) Une somme de douze piastres par année pour chacun des dits malades pendant les huit années qui suivront les huit années ci-haut mentionnées ;

(c) Et une somme de dix piastres par année pour chacun des dits malades, pour toute la période inexistante de leur contrat de vingt-cinq années, qui suivra les seize années ci-haut mentionnées.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à faire tout ce qui sera nécessaire pour donner effet à la loi basée sur ces résolutions, et à apporter toutes les modifications de forme et de détail aux conventions projetées, pour faciliter une entente suivant l'esprit d'celles.

4. *Résolu*, Que si une entente basée sur les résolutions précédentes est impossible, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de signer le projet de contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions, mais avec une clause additionnelle portant que les dites sœurs pourront, en donnant un avis de dix-huit mois, mettre fin au dit contrat.

CÉDULE

L'an mil huit cent quatre-vingt- , le jour de
ont comparu devant le notaire public pour la province de
Québec, résidant en la cité de soussigné.

Sa Majesté, la reine Victoria, représentée au présent acte par l'honorable M.-F. Hackett, de Québec, secrétaire de la province, et membre du conseil exécutif du gouvernement de Sa Majesté, dans la Province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du approuvé le dont
copie est annexée aux présentes,

d'une part ;

La communauté des sœurs de la Charité de la Providence, ci-après désignée comme suit : Les sœurs de la Providence, dûment incorporées, représentées à cet acte par les révérendes dames
supérieure générale du dit Asile de la Providence, et

dépositaire et trésorière
de la dite corporation, toutes deux spécialement autorisées à l'effet des
présentes, en vertu d'une résolution du conseil de la dite communauté,
en date du et dont
copie est annexée aux présentes.

d'autre part ;

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions suivantes, savoir :

I.—Les dites sœurs de la Providence, représentées comme susdit, s'engagent et s'obligent, pour le terme et espace de vingt-cinq années, qui commenceront à courir du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à recevoir et loger, tel que ci-après détaillé, les aliénés de l'un et de l'autre sexe qui leur seront confiés par le dit gouvernement de Sa Majesté dans cette province de Québec, de les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer et éclairer convenablement et leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, tel qu'expliqué ci-dessous.

II.—La nourriture et le vêtement que devront recevoir les dits aliénés, ainsi que les lits et literies qui devront leur être fournis, seront au moins tels que mentionnés dans la cédule "A" annexée au présent contrat et signée par les parties en présence du notaire.

III.—Le dit gouvernement de Sa Majesté s'engage par les présentes à mettre sous la garde des sœurs de la Providence des aliénés comme ci-dessus au nombre de pas moins d'un mille, y compris ceux qui y sont maintenant, en vertu d'un contrat passé à Québec, le trente juillet mil huit cent soixante-quinze, devant M^{re} J.-B. Delâge, notaire, lequel est remplacé à toutes fins que de droit, par le présent contrat.

IV.—Le dit gouvernement de Sa Majesté paiera aux dites sœurs de la Providence, au bureau du trésorier de la Province de Québec, une somme de cent piastres par année et par tête pour chaque malade, et ce, par versements mensuels, le dernier jour de chaque mois, dont le premier versement se fera *pro tanto*, le trente et un janvier prochain.

V. Les dites sœurs de la Providence s'engagent pour la dite somme de cent piastres, payable par année et par tête, à prendre pendant toute la durée du présent contrat, les mêmes soins des dits patients et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations et la même sollicitude que maintenant; en un mot à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'ils le sont maintenant, et en outre à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés.

VI.—Les dites sœurs de la Providence auront le droit d'avoir des médecins de leur choix dans le dit asile pour donner le traitement aux malades et elles les paieront elles-mêmes. Le traitement médical qui sera donné par ces médecins sera cependant sous la surveillance, le droit de visite et d'inspection et sujet à l'approbation d'autres médecins nommés par le gouvernement.

Mais si, dans l'opinion des médecins du gouvernement il est opportun, en vue de la guérison de tel ou tels malades, de changer le traitement médical ordinaire en un traitement qui entraîne des frais plus extraordinaires ou le régime alimentaire mentionné dans la cédule A. ce traitement ou ce régime alimentaire seront changés en conséquence, pourvu qu'il soit émis à cette fin des ordres par le Secrétaire de la Province, mais toute dépense additionnelle qui résultera du fait que ce traitement ou

régime aura été ainsi changé sera supporté par la Province, en sus de la somme de cent piastres à être payée pour tel ou tels patients en vertu du présent contrat.

VII.—Les dits médecins du gouvernement auront seuls le contrôle de l'admission et de la sortie temporaire ou définitive des malades ; ils auront aussi le droit de permettre ou d'ordonner les visites que les malades peuvent recevoir de leurs parents et amis.

VIII.—Il y aura dans l'institution un personnel suffisant, tant religieux que laïque, pour que le nombre des gardiens ou gardiennes soit en moyenne de un gardien ou gardienne par huit malades.

IX.—Les gardiens laïques devront remplir leurs devoirs de manière à ce que les médecins du gouvernement n'aient pas lieu de s'en plaindre.

X.—Les vêtements des patients devront être suivant les différentes saisons, de manière à ce que tous ceux qui peuvent sortir, sortent tous les jours, autant que possible.

XI.—Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

XII.—Les dites sœurs prêteront leur concours aux médecins du gouvernement et aux visiteurs et inspecteurs des asiles de manière à faciliter leur œuvre et l'exécution de leurs devoirs.

XIII.—La ventilation de l'établissement devra être telle qu'aucune odeur désagréable n'existe en permanence dans l'asile et ses dépendances.

XIV.—Il sera payé aux dites sœurs de la Providence un montant n'excédant pas celui qu'elles paient maintenant et qu'elles auront à déboursier pour le chapelain, lequel consacrera exclusivement son ministère à l'asile.

XV.—Le défaut de remplir toutes ou quelques-unes des conditions du présent contrat sera une cause d'annulation d'icelui.

XVI.—Les personnes ainsi confiées aux soins et à la garde des sœurs de la Providence seront transportées à et libérées de l'asile aux frais du gouvernement de la Province de Québec ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues d'après la loi.

XVII.—Mais il est convenu que si, après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'échapper ou à s'éloigner de l'asile, les dites sœurs seront tenues à leurs propres frais de faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener au dit asile.

XVIII.—Toutes et chaque fois qu'une personne ainsi confiée aux dites sœurs s'échappera et s'éloignera de l'asile, les dites sœurs de la Providence devront immédiatement en donner au secrétaire provincial un avis dans lequel elles mentionneront le nom de la personne qui aura ainsi quitté le dit asile, la date de son départ et celle de son retour.

XIX.—Dans le cas de décès d'aucune des personnes confiées aux dites sœurs, ces dernières devront encore en donner un avis au Secrétaire de la Province, donnant le nom de la personne décédée et la date de son décès, et, pour l'inhumation et autres frais funéraires de chaque telle personne, le gouvernement paiera aux dites sœurs, lors du paiement mensuel qui suivra le décès, une somme additionnelle de trois piastres et dix centins.

XX.—Les dites sœurs de la Providence n'auront pas droit de transporter ou de faire exécuter par d'autres le présent contrat sans le consentement du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

XXI.—Pour ce qui n'est pas mentionné dans le présent contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la Province de Québec sur les asiles d'aliénés et les aliénés.

CÉDULE A

RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOURRITURE ET LES RATIONS DES HOMMES ET DES FEMMES

	Onces
Pain de blé, par jour	20
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20
Viande: bœuf, mouton ou lard, de première qualité :	
Pour les malades ordinaires.....	6
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8
La même quantité de poisson, par jour, si on le désire.	
Beurre, par jour.....	2
	Chopines
Soupe à la viande ou aux légumes, par jour.....	2
Thé et café, avec lait.....	1½
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENT POUR LES HOMMES.

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton	2
Bas de laine.....	3 paires
Chaussons de coton	3 "
Souliers.....	3 "
Pantalons d'été.....	2 "
Pantalons d'hiver.....	2 "
Pour les malades qui détériorent leurs habillements.....	
Pantalons d'été.....	4 paires
Pantalons d'hiver.....	4 "
Bretelles.....	1 "

Caleçons de coton	2 paires
Caleçons de laine.....	2 "
Cravates d'été.....	2
Cravates d'hiver.....	2
Habits d'été.....	2
Habits d'hiver.....	2
Vestes d'été.....	2
Vestes d'hiver.....	2
Chapeau d'été.....	1
Casque d'hiver.....	1
Mouchoirs de poche.....	3

POUR LES FEMMES.

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flannelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Chaussons de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 "
Jarrettières.....	1 paire
Souliers.....	3 "
Jupons d'été.....	2
Jupons d'hiver.....	2
Robes de coton pour été	2
Robes de laine pour hiver	2
Châles d'été	2
Châles d'hiver	2
Tabliers.....	4
Bonnets de jour.....	3
Bonnets de nuit.....	3
Mouchoirs.....	3
Chapeau d'été.....	1
Chapeau d'hiver	1
Caleçons d'été.....	2 paires
Caleçons d'hiver... ..	2 "

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligeants et épileptiques.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant le Code civil ".

Et bill intitulé : " Loi amendant les Statuts refondus ".

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre alors se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'en vertu des lois 58 Victoria, chapitre 45, et 59 Victoria, chapitre 38, les occupants de terres aux Iles de la Madeleine ont été autorisés à racheter leurs immeubles, et qu'il est à propos de les aider à faire ce rachat,—Qu'il soit en conséquence,

1. *Résolu*, Que chaque fois qu'un occupant de terres aux Iles de la Madeleine se prévendra des dispositions de la loi 58 Victoria, chapitre 45, et de ses amendements, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine, le trésorier de la Province devra payer, à même le fonds consolidé du revenu, un tiers de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par la dite loi.

2. *Résolu*, Qu'il sera loisible au trésorier de la Province de rembourser, à tout occupant de terres aux dites Iles, qui s'est déjà prévalu des dispositions de la dite loi, un tiers du capital de la rente constituée qu'il a payé en affectant le rachat de cette rente.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray rapporte, en conséquence, les deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'en vertu des lois 58 Victoria, chapitre 45, et 59 Victoria, chapitre 38, les occupants des terres aux Iles de la Madeleine ont été autorisés à racheter leurs immeubles, et qu'il est à propos de les aider à faire ce rachat,—Qu'il soit en conséquence

1. *Résolu*, Que chaque fois qu'un occupant de terres aux Iles de la Madeleine se prévendra des dispositions de la loi 58 Victoria, chapitre 45, et de ses amendements, concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine, le trésorier de la Province devra payer, à même le fonds consolidé du revenu, un tiers de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par la dite loi.

2. *Résolu*, Qu'il sera loisible au trésorier de la Province de rembourser, à tout occupant de terre aux dites Iles, qui s'est déjà prévalu des dispositions de la dite loi, un tiers du capital de la rente constituée qu'il a payé en affectant le rachat de cette rente.

Et la question étant proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Dechène propose, comme amendement, secondé par M. Turgeon, Que tous les mots suivants soient ajoutés à la question—" tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir demander d'être autorisé à payer la moitié de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par les lois 58 Vict., chap 45 et 59 Vict, chap. 38."

M. Tellier propose, comme sous-amendement, secondé par M. Allard, Que les mots : " tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir demander d'être autorisé à payer la moitié de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par les lois 58 Vict, chap. 45, et 59 Vict., chapitre 38, " soit retranchés, et remplacés par les suivants : " en votant pour la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre est heureuse de constater que le gouvernement vient au secours de la population des Iles de la Madeleine en proposant une mesure qui sera de nature à contribuer au rachat de leurs rentes et à les rendre propriétaires, sans redevances ou rentes."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Atwater,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Carbray,
Cartier,
Châteauvert,

Cholette,
Doyon,
Flynn,
Girard (Lac St Jean),
Greig,
Grenier,
Hackett,
McClary,

McDonald,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Normand,
Panneton,
Parizeau,
Pelletier,

Petit,
Poirier,
Rioux,
Simpson,
Spencer,
Tellier,
Tétreau.—31.

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon,—14.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Marchand,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix :—il est résolu affirmativement.

Et la question originale, ainsi amendée, étant proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Turgeon propose, comme amendement, secondé par M. Dechène,—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la question : " tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir introduire une résolution autorisant les occupants des terres aux Iles de la Madeleine de payer, par versements d'un vingtième de la somme totale, le montant payable pour le rachat de la rente constituée, créée par les lois 53 Vict., chap. 45, et 59 Vict., chap. 38."

Mr. Châteauvert propose, comme sous-amendement, secondé par M. Doyon,—Que les mots : " tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir introduire une résolution autorisant les occupants des terres aux Iles de la Madeleine de payer par versements d'un vingtième de la somme totale, le montant payable pour le rachat de la rente constituée, créée par les lois 58 Vict., chap. 45, et 59 Vict., chap. 38," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " en votant pour la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre déclare qu'elle sera heureuse de modifier les conditions du rachat des rentes, à annuités ou autrement, lorsque les intéressés en feront la demande régulièrement par pétition à cette Chambre, ou par l'entremise de leur député."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Awater,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ricour,</i>
<i>Bedard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Curbray,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Cholette,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>	

Aussi il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors, la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Hackett propose, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose, comme amendement, secondé par M. Bernatchez,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre constate, par le tableau C, contenu dans le discours budgétaire prononcé le 9 décembre dernier par l'honorable trésorier :

1. Que les recettes annuelles ordinaires de cette Province, pour les différentes années écoulées depuis 1890-91, se comparent comme suit :

Recettes ordinaires de 1892-93.....	\$4,384,654
" " 1890-91.....	3,457,144

Augmentation de 1892-93 sur 1890-91.....	927,510
--	---------

Recettes ordinaires de 1893-94.....	4,258,728
" " 1890-91..	3,457,144 .
Augmentation de 1893-94 sur 1890-91.....	801,584
Recettes ordinaires de 1894-95.....	4,221,687
" " 1890-91.....	3,457,144
Augmentation de 1894-95 sur 1890-91.....	764,543
Recettes ordinaires de 1895-96.....	4,327,910
" " 1890-91.....	3,457,144
Augmentation de 1895-96 sur 1890-91.....	870,766

RÉCAPITULATION

Excédant de la recette de 1892-93 sur celle de 1890-91.. \$	927,510
" " 1893-94 " " ..	801,584
" " 1894-95 " " ..	764,543
" " 1895-96 " " ..	870,766
Total de l'augmentation des recettes pour les 4 ans... \$	3,364,403
Moyenne de cette augmentation par année..... \$	841,100

2. Que, depuis le 17 décembre 1891, la dette consolidée de cette province s'est accrue dans les proportions suivantes :

17 déc. 1891 (Discours budgétaire du 20 mai 1892, tableau 8)...	\$25,209,873
30 juin 1892 (Discours budgétaire du 31 janv. 1893, page 18)...	25,175,320
30 juin 1893 (Discours budgétaire du 5 déc. 1893, page 16).....	25,104,266
30 juin 1894 (Discours budgétaire du 21 déc. 1894, page 16)...	28,196,574
30 juin 1895 (Discours budgétaire du 26 nov. 1895, page 18)...	29,345,402
30 juin 1896 (Discours budgétaire du 9 déc. 1896, page 24).....	31,211,282

Ce qui indique une augmentation de la dette consolidée, depuis le 17 décembre 1891 au 30 juin 1896, de.....\$ 6,001,409

A laquelle il faut ajouter le montant des obligations émises, depuis le 30 juin dernier, sur l'emprunt de mai 1896, non compris dans l'état ci-dessus 1,070,667

Portant le total actuel de l'augmentation de la dette consolidée à.....\$ 7,072,076
depuis le 17 décembre 1891.

Que l'excédant du passif sur l'actif au 30 juin, 1896 se compare comme suit avec celui du 30 juin 1891 :

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1896, déduction faite des subsides des chemins de fer déclarés périmés par l'acte 57 Vict. chap. 5 \$22,156,346

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1891 d'après l'état No 7 du discours budgétaire du 20 mai 1892..... \$22,442,324

Dont il faut déduire les subsides déclarés périmés par la 57 Vic., ch. 5 \$2,018,769

Les subsides qui auraient été périmés en vertu de l'acte 54 Vic., chap. 88, ss. 6 et 8, sans la législation subséquente de la 56 Vic., chap. 3 et de la 58 Vic., ch. 2 dont les ministres actuels sont responsables..... 517,142

Et les dépenses spéciales impliquées au passif de 1890-91 pour travaux non exécutés d'après le tableau 4 du discours budgétaire du 20 mai 1892..... 523,971 3,059,882 19,382,442

Augmentation réelle de 1896 sur 1891..... \$2,773,904

Que, dans son discours budgétaire prononcé le 28 mai 1892, page 39, l'honorable trésorier de la Province, parlant au nom et sous la responsabilité du gouvernement dont il était membre, fit la déclaration suivante :

" Il n'y a qu'une seule voie à suivre, c'est d'équilibrer réellement nos recettes et nos dépenses, et d'éviter de nouvelles obligations..... Cela signifie augmenter les taxes. Mon prédécesseur surmontait toutes ces difficultés en faisant des emprunts ET EN SE servant de fonds en fidéjussur ; mais il faut s'arrêter pour la seule raison que la Province ne peut plus recourir à d'autres emprunts."

Que, par cette déclaration, le gouvernement s'engageait solennellement envers la Législature à rétablir l'équilibre financier au moyen du surcroît de revenu annuel créé par les nouveaux impôts et sans augmenter le passif de la Province ni de la dette consolidée ;

Qu'ainsi il appert, par les chiffres officiels produits ci-dessus, que l'augmentation des recettes annuelles provenant de ces nouveaux impôts et des diverses autres sources du revenu depuis que les gouvernements de Boucherville, Taillon, Flynn administrent les affaires de cette Province, a été en moyenne de \$341,100 par année, et que cette augmentation représente pour les quatre dernières années, une somme totale de \$3,464,403.

Que ce surcroît du revenu était plus que suffisant, avec une administration économique et prudente, pour rétablir notre équilibre financier sans qu'il fût nécessaire de recourir aux emprunts.

Que, loin de limiter ses dépenses annuelles, ordinaires et extraordinaires au niveau de la recette annuelle, ainsi augmentée, comme il s'y était engagé envers cette Législature, par la voix de son trésorier, le gouvernement a maintenu sa dépense à un chiffre qui s'est soldé par des déficits annuels s'élevant, pour les quatre dernières années, à la somme totale de \$473,364 tel qu'établi par l'état B du discours budgétaire du 9 décembre 1896.

Qu'ainsi notre cabinet provincial a entièrement failli à la mission qu'il s'était imposée; qu'il a trompé cette Législature en l'induisant à voter les nouveaux impôts avec l'entente qu'ils suffiraient au rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses, sans avoir recours aux emprunts, et qu'il a gravement compromis la situation financière de cette Province au lieu de l'améliorer."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—14.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent, en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Stat. Ref. P. Q., Titre 7, chap. 3, sec. 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent, en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil d'hygiène, Stat. Ref. P. Q., Titre 7, chap. 3, sec. 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 5 janvier 1897.

M. Stephens propose, secondé par M. Bisson, — Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu qu'il appert, par une réponse de l'honorable M. Flynn, faite le 9 décembre dernier à la question : " Quel montant l'honorable J.-S. Hall a-t-il reçu du gouvernement, ou du trésor public, depuis qu'il a cessé de faire partie du gouvernement, à tous autres titres que celui de " membre de l'Assemblée législative ; "

A laquelle question, l'honorable M. Flynn a répondu : "\$12,796.28 " pour services et frais se rapportant à l'arbitrage entre la Puissance et les " provinces d'Ontario et de Québec, ainsi qu'entre les deux provinces " ; et attendu que, d'après la loi relative à l'indépendance de la Législature, nulle personne tenant une fonction, une commission ou un emploi permanent ou temporaire relevant de la Couronne en cette Province et à laquelle est attaché un traitement annuel, une allocation ou comportant émoluments ou profits d'un montant quelconque, accordés par la couronne ne sera membre du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative ;

Que l'honorable J.-S. Hall a reçu du trésorier de la province \$12,796.-28 ; que de tels paiements pour services professionnels sont contraires aux meilleurs intérêts du gouvernement parlementaire, sont faits en violation de toutes les règles gouvernant la conduite des membres de la Chambre, et sont contraires à l'esprit ainsi qu'à l'intention de notre loi ; et que cette Chambre voit avec alarme et regret cet écart des vrais principes du gouvernement parlementaire.

Qu'il est vrai qu'une loi d'indemnité a été promulguée, concernant le cas de l'honorable J.-S. Hall, le 12 janvier 1895 ;

Mais que la continuation de cette exception faite à la loi concernant l'indépendance de la Législature, est de nature à établir un précédent dangereux.

Et que cette Chambre voit avec regret la continuation d'une pratique si subversive des meilleurs intérêts du gouvernement parlementaire."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bisson,
Bourbonnais,
Cartier,
Dechêne,
Girard (Rouville),*

*Gladu,
Gosselin,
Laliberté,
Lemieux,*

*McDonald,
Marchand,
Morin,
Parent,*

*Pinault,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Atwater,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Châteauvert,
Cholette,
Chicoyne,*

*Doyon,
England,
Flynn,
Girard (Lac St Jean),
Greig,
Grenier,
Hackett,*

*Lacouture,
McClary,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Normand,
Panneton,*

*Pelletier,
Petit,
Poirier,
Simpson,
Spencer,
Tellier,
Tétreau.—29.*

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, y compris \$500 pour inspection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, aussi, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte alors, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit:

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, y compris \$500 pour inspection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions rapportées du comité général, jeudi le 31 décembre dernier, concernant le palais de justice de Hull, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill concernant le palais de justice de Hull.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi concernant le palais de justice de Hull "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la juridiction de la cour du banc de la reine, en appel et de la cour supérieure, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la cour de circuit à Québec ; et après

avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Stephens,—Le gouvernement a-t-il institué une ou des actions pour recouvrer une partie de la subvention de \$112,000 payée au chemin de fer de Montréal et Sorel, et où en est l'action actuellement ?

Quel est le montant réclamé par le gouvernement ?

Quels sont les défendeurs dans l'action ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Les instructions ont été envoyées à ce sujet à Messieurs Beaudin, Cardinal et Loranger, mais vu certaines difficultés quant au mode de procédure—difficultés qui sont encore à l'étude—il n'a rien été fait depuis.

Le gouvernement s'occupera de nouveau de cette question après la session.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il nommé un médecin expert et spécial, pour le district d'Arthabaska, pour suivre les enquêtes du coroner ? Dans l'affirmative, quel est ce médecin ? Quelle est sa résidence ? Combien a-t-il reçu, depuis sa nomination, du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Non. Les coroners du district d'Arthabaska ont reçu des instructions générales que le gouvernement est prêt à mettre devant cette Chambre si la demande en est faite.

Par M. Dechène,—1. Une enquête a-t-elle été tenue sur le corps de Louis Samson, de Thetford-Mines, le 22 décembre courant ? 2. Dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il payé ou se propose-t-il de payer au coroner et au médecin expert employés à la dite enquête ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—1. Oui. 2. Le compte est arrivé aujourd'hui, et n'a pas encore été examiné.

Par M. Déchène,—1. M. Honoré Dorion, tailleur de pierre, de Québec, a-t-il fourni une certaine quantité de voyages de terre au gouvernement, depuis le 1er janvier 1894 ? 2. Dans l'affirmative, quelle quantité de terre devait contenir chaque voyage ? 3. Combien de voyages a-t-il fournis, à quel prix et quelle quantité de terre a-t-il fournie ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. Oui, en 1896. 2. 18 minots par voyage. 3. 1614 voyages à 20 centins par voyage, chaque voyage contenant 18 minots.

Par M. Dechène,—1. M. Louis Robitaille, charretier, de Québec, a-t-il fourni une certaine quantité de voyages de terre au gouvernement, depuis le 1er janvier 1894? 2. Dans l'affirmative, combien de voyages, à quel prix? 3. Qui l'a recommandé? 4. Quelle quantité de terre devait contenir chaque voyage? 5. Quelle quantité de terre a-t-il fournie?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—1. Oui, en 1895 et en 1896. 2. 1505 voyages, dont 499 à 25 cts, fournis en 1895, et 1006 voyages à 20 cts fournis en 1896. 3. Personne, en particulier. 4. 18 minots par voyage. 5. 1505 voyages, contenant 18 minots chacun.

Par M. Cooke,—Quel est le montant total payé à M. Philippe Vallière, de Québec, en vertu du contrat du 6 juin 1894, pour la fourniture des meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, à venir au 31 décembre dernier?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—\$37,038.76.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il reçu un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable M. Louis Beaubien, prononcé à Nicolet, le 4 octobre 1896, à part les 2,000 copies reçues de M. Ayotte & Cie? Dans l'affirmative, combien et quand?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Jusqu'à présent la Compagnie d'imprimerie de la *Montreal Gazette* a dû transmettre au département 10,000 exemplaires de ce discours en anglais; la quantité n'a pas encore été vérifiée.

Jusqu'à présent la maison E. Senécal & Fils a dû transmettre 25,000 exemplaires en français du même discours. La quantité n'est pas encore vérifiée.

Par l'honorable M. Marchand,—1. Quel est le montant total de la dépense occasionnée, jusqu'à ce jour, par la refonte du Code de procédure civile? 2. Quelles sont les sommes payées jusqu'à cette date, sur ce montant, aux différentes personnes employées à ce travail, respectivement? 3. Comment sont réparties les autres dépenses encourues pour le même objet?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—Les comptes publics soumis à la Chambre contiennent une grande partie des renseignements demandés dans cette question.

Pour compléter les renseignements demandés, il faudrait un état long et détaillé que le gouvernement est disposé à mettre devant la Chambre sur demande à cette fin.

M. Normand propose, secondé par M. Spencer,—Que l'honoraire additionnel de \$300.00, payé pour le Bill constituant en corporation la *North Shore Power Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que suivant le paragraphe 3 de la 58e règle de cette Chambre, le dit bill a été déposé entre les mains du greffier, le 6 novembre, plus de huit jours avant l'ouverture de la session, et que le retard dans la présentation de la pétition, déposée à la séance du 30 novembre dernier, a été causé par le délai de la transmission de la pétition expédiée de Sherbrooke le 17 novembre et reçue par le moteur, à Trois-Rivières, seulement le 28 novembre ; et la question étant mise aux voix : la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Panneton propose, secondé par M. Bédard,—Que l'honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le Bill concernant la Compagnie dite : *The Stadacona Water, Light and Power Company*, en outre de l'honoraire régulier de \$200.00 soit remis à la dite compagnie, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le dit bill a été envoyé, avec la pétition, dans les délais voulus, au greffier de l'Assemblée législative, mais n'a pas été reçu dans les dits délais ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. England propose, secondé par M. Spencer,—Que la somme additionnelle exigée lors de la production du Bill constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre d'acres de terre accordés comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnés dans la réponse déjà produite comme représentant les subsides en terres actuellement dus, (Document No 40 de cette session) ; lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Stephens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. le montant total de la dépense occasionnée, jusqu'à ce jour, par la refonte du Code de procédure civile ;

2. Les sommes payées jusqu'à cette date, sur ce montant aux différentes personnes employées à ce travail, respectivement ;

3. Comment sont réparties les autres dépenses encourues pour le même objet.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 5 janvier 1897.

Première séance : Onze heures A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1896, de l'hôpital St-Jérôme, et de l'institution *Montreal Ladies Benevolent Society*. (*Documents de la session No 12.*)

M. Chicoyne, du comité spécial nommé pour étudier le Bill concernant les biens de famille, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a fait un sérieux examen du Bill, et il en reconnaît toute l'importance au point de vue des intérêts sociaux et économiques de nos populations.

Votre comité constate, néanmoins, que cette Chambre se trouve en présence d'une réforme assez grave dans les rapports entre créanciers et débiteurs et, à la suggestion de l'auteur du bill, il conclut à ce que sa considération ultérieure soit laissée au prochain Parlement, tout en espérant que, dans l'intervalle, cette mesure sera discutée dans la presse et ailleurs de manière à ce que l'opinion publique soit mieux renseignée sur ses avantages et ses inconvénients.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill pour encourager l'éducation technique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Flynn présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes, aux personnes ci-après mentionnées. (Voir page 183, comptes publics de 1896) :

A.-R. Pruneau & Cie, pour charbon de chauffage.....	\$ 696 57
Côté & Faguy, marchandises sèches.....	121 40
Châteauvert & Cantin, entretien des horloges et cloches électriques, du premier avril 1895 au trente juin 1896.....	1,500 00
B. Leonard, rideaux de châssis (<i>blinds</i>), peinture de couvertures, etc.....	1,135 17

(*Document de la session, No 82.*)

Aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes, page 185, comptes publics de 1896 :

Hector Grenier, ferronneries, etc.....	\$906 23
P. Pageau & Cie., meubles et réparation de meubles.....	409 05
P. Pageau & Cie., un garde-robe pour l'Assemblée législative.....	120 00

(*Document de la session No 83.*)

Aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre du 23 décembre 1896, pour un état détaillé des comptes, sur production desquels ont été payées les sommes suivantes, page 184 des comptes publics de 1896 :

A Madden & Ellis, charbon	\$1,378 68
A R. Borland & Co., do	741 03
A J.-M. Webster & Co., do	686 83
A Eugène Trudel, bois de chauffage.....	314 30

(Document de la session No 84).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour une copie des listes de paye des artisans, journaliers, etc., au 30 juin 1896, sur lesquels a été payée la somme de \$16,130 58.

2. Un état détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1,550.21. (*Document de la session No. 85.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est, rapportées du comité général de la Chambre, lundi, le 4 janvier courant, étant lu ;

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable Flynn, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien, ait la permission de présenter un Bill concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant la Compagnie d'exposition de Montréal ;

L'honorable M. Beaubien informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre alors se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le contrat contenu dans l'appendice de la présente résolution, passé entre le gouvernement et la Compagnie d'exposition de Montréal, le 10 juillet 1896, soit approuvé et ratifié.

2. *Résolu*, Que, néanmoins, si la compagnie y consent, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de résilier le contrat fait entre les

mêmes parties le 6 mai 1895, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 5, et de mettre fin à toutes les conventions intervenues depuis, aux conditions suivantes :

(a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir \$34,000, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie pendant l'été de 1896 ;

(b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments, conformément au dit contrat du 6 mai 1895, mais le gouvernement ne sera, en aucun cas, tenu de payer pour ces bâtiments, à la suite du dit arbitrage, une somme excédant \$60,000 ;

(c) Le gouvernement sera, pour l'avenir, déchargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie pour la tenue d'une exposition ;

(d) Le gouvernement pourra payer, jusqu'à concurrence de \$60,000, le montant fixé par l'arbitrage, le ou avant le 1er août 1897, mais le paiement n'aura lieu qu'après déduction des \$25,600 lui revenant, pour la valeur des bâtiments qui existaient lorsque la compagnie est entrée en possession des terrains ;

(e) Le montant qui est ainsi payable à la compagnie, après la dite déduction, sera pris à même le produit de la vente des terrains de l'exposition ; mais si cette vente n'a pas eu lieu au dit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré sur le produit de la dite vente le montant nécessaire pour payer la somme revenant à la compagnie, le gouvernement paiera l'intérêt à 4 o/o pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1897 et le 1er janvier 1898, et ultérieurement à 6 o/o jusqu'à paiement ;

(f) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement pour quelque cause que ce soit, sauf pour le montant lui revenant à raison du dit arbitrage, et pour la somme de \$13,000 mentionnées dans le contrat ratifié par la première de ces résolutions, à raison de la tenue de l'exposition de 1896.

APPENDICE

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le dixième jour de juillet ;

Devant Mtre Léonard-Ovide Héту, soussigné, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, province de Québec ;

ONT COMPARU :

La Compagnie d'exposition de Montréal, corps politique incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 53 Victoria, chapitre 96, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal et représentée par M. Samuel-Cottingham Stevenson, de la dite cité de Montréal, le gérant de la dite Compagnie d'exposition, dûment autorisé à l'effet des présentes par une résolution adoptée par le bureau de direction de la dite compagnie à sa séance du 3 juillet courant, tel qu'il appert par une copie dûment certifiée de la dite résolution demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée par les parties et le notaire soussigné *ne varietur*,

De première part.

Et l'honorable Louis Beaubien, résidant à Outrement, dans le comté d'Hochelaga, Commissaire de l'agriculture et de la colonisation pour la province de Québec, agissant pour et au nom du gouvernement de cette province en vertu d'un arrêté ou ordre en conseil en date du treize de juin dernier, approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de cette Province, le vingtde juin dernier, et S. Sylvestre, secrétaire du département de l'agriculture et de la colonisation, résidant à Québec, duquel arrêté ou ordre en conseil une copie dûment certifiée est demeurée annexée aux présentes pour en former partie et y référer au besoin,

De deuxième part.

Lesquels ont exposé que, dans le but de prévoir tous malentendus possibles entre la dite Compagnie d'exposition de Montréal et le gouvernement, et définir exactement les obligations de ce dernier à l'avenir à l'égard de la dite compagnie, il est opportun de modifier, suivant les termes de l'ordre en conseil, numéro 207, du 13 juin 1896, dont copie est ci-annexée, le contrat intervenu entre les dites parties comparantes, le 6 mai 1895, devant M^{re} L.-O. Héту, notaire, à Montréal, comme suit, savoir :

1. Le gouvernement remettra à la dite compagnie quinze mille piastres en paiement de toutes pertes subies par la compagnie, par suite de la tenue d'une exposition en 1895 ;

2. Moyennant cette somme de quinze mille piastres, la compagnie s'oblige de passer sous dix-huit mois, avec le gouvernement de la Province de Québec, si ce dernier l'exige, un contrat contenant les conventions suivantes, savoir :

(a) Le gouvernement s'oblige, chaque année qu'une exposition sera tenue pendant les années qui restent à courir sur les dix-huit années mentionnées dans le contrat précité, du six mai 1895, reçu devant L.-O. Héту, N. P., de payer à la dite compagnie, à titre d'allocation, une somme de treize mille piastres pour chaque telle année de la tenue d'une telle exposition, et telle somme sera payable après la tenue de chaque exposition ; mais le gouvernement ne paiera à la dite compagnie aucune indemnité ou allocation pour l'année pendant laquelle sera tenue, à Montréal, l'exposition internationale projetée.

(b) Le gouvernement renonce, à l'avenir, au privilège qu'avait le Commissaire de l'agriculture d'indiquer la manière dont deux mille piastres, sur les douze mille piastres données en prix seraient employées.

(c) La compagnie sera obligée, chaque année, de faire rapport de ses opérations.

(d) En considération des prémisses, la compagnie renonce aux bénéfices à elle accordés par la section 2, paragraphe 5 de la loi 58 Victoria, chapitre 5, intitulée : "Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal", mais telle loi restera en force sauf les modifications suscitées.

(e) Le présent arrangement, pour avoir force et effet, devra être ratifié par la Législature.

Toutes les clauses du contrat suscité, du 6 mai 1895, non spécialement amendées ou révoquées par les présentes, continueront d'avoir force

et effet, et aussi avec la convention expresse que le gouvernement ne sera tenu de payer que la somme de treize mille piastres (\$13,000) pour chaque exposition qui pourrait être tenue pendant les dix-huit mois stipulés pour la mise à exécution des présentes conventions.

DONT ACTE

Fait et passé à Montréal, à la date en premier lieu mentionnée, sous le numéro treize mille six cent vingt-quatre des minutes du notaire sousigné.

Et après lecture faite, les dits S.-C. Stevenson, l'honorable L. Beaubien et S. Sylvestre, ès qualités, ont signé avec le notaire.

(Signé)

LOUIS BEAUBIEN,

Commissaire de l'agriculture et de la colonisation ;

"

S. SYLVESTRE,

Secrétaire du département de l'agriculture et de la colonisation ;

(Signé)

S.-C. STEVENSON,

"

L.-O. HÉTU, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en l'étude du notaire soussigné.

L.-O. HÉTU, N. P.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le contrat contenu dans l'appendice de la présente résolution, passé entre le gouvernement et la Compagnie d'exposition de Montréal, le 10 juillet 1896, soit approuvé et ratifié.

2. *Résolu*, Que, néanmoins, si la compagnie y consent, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de résilier le contrat fait entre les mêmes parties le 6 mai 1895 en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 5, et de mettre fin à toutes les conventions intervenues depuis, aux conditions suivantes :

(a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir \$34,000, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie pendant l'été de 1896 ;

(b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments, conformément au dit contrat du 6 mai 1895, mais le gouvernement ne sera,

en aucun cas, tenu de payer pour ces bâtiments, à la suite du dit arbitrage, une somme excédant \$60,000 ;

(c) Le gouvernement, sera, pour l'avenir, déchargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie pour la tenue d'une exposition ;

(d) Le gouvernement pourra payer, jusqu'à concurrence de \$60,000 le montant fixé par l'arbitrage, le ou avant le 1er août 1897, mais le paiement n'aura lieu qu'après déduction des \$25,600 lui revenant, pour la valeur des bâtiments qui existaient lorsque la compagnie est entrée en possession des terrains ;

(e) Le montant qui est ainsi payable à la compagnie, après la dite déduction, sera pris à même le produit de la vente des terrains de l'exposition ; mais si cette vente n'a pas eu lieu au dit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré sur le produit de la dite vente le montant nécessaire pour payer la somme revenant à la compagnie, le gouvernement paiera l'intérêt à 4 o/o pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1897 et le 1er janvier 1898, et ultérieurement à 6 o/o jusqu'à paiement ;

(f) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement pour quelque cause que ce soit, sauf pour le montant lui revenant à raison du dit arbitrage, et pour la somme de \$13,000 mentionnée dans le contrat ratifié pour la première de ces résolutions, à raison de la tenue de l'exposition de 1896.

APPENDICE

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le dixième jour de juillet ;

Devant Mire Léonard-Ovide Hétu, soussigné, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, province de Québec ;

ONT COMPARU :

La Compagnie d'exposition de Montréal, corps politique incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 58 Victoria, chapitre 96, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal et représentée par M. Samuel-Cottingham Stevenson, de la dite cité de Montréal, le gérant de la dite compagnie d'exposition, dûment autorisé à l'effet des présentes par un résolution adoptée par le bureau de direction de la dite compagnie, à sa séance du 3 juillet courant, tel qu'il appert par une copie dûment certifiée de la dite résolution demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée par les parties et les notaire soussigné *ne varietur*,

De première part ;

Et l'honorable Louis Beaubien, résidant à Outremont, dans le comté d'Hochelaga, Commissaire de l'agriculture et de la colonisation pour la province de Québec, agissant pour et au nom du gouvernement de cette province en vertu d'un arrêté ou ordre en conseil en date du treize de juin dernier, approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de

cette Province, le vingt de juin dernier, et S. Sylvestre, secrétaire du département de l'agriculture et de la colonisation, résidant à Québec, duquel arrêté ou ordre en conseil une copie dûment certifiée est demeurée annexée aux présentes pour en former partie et y référer au besoin,

De deuxième part.

Lesquels ont exposé que, dans le but de prévoir tous malentendus possibles entre la dite Compagnie d'exposition de Montréal et le gouvernement, et définir exactement les obligations de ce dernier à l'avenir à l'égard de la dite compagnie, il est opportun de modifier, suivant les termes de l'ordre en conseil numéro 207, du 13 juin 1896, dont copie est ci-annexée, le contrat intervenu entre les dites parties comparantes, le 6 mai 1895, devant M^{re} L.-O. Hétu, notaire, à Montréal, comme suit, savoir :

1. Le gouvernement remettra à la dite compagnie quinze mille piastres en paiement de toutes pertes subies par la compagnie, par suite de la tenue d'une exposition en 1895 ;

2. Moyennant cette somme de quinze mille piastres, la compagnie s'oblige de passer sous dix-huit mois, avec le gouvernement de la Province de Québec, si ce dernier l'exige, un contrat contenant les conventions suivantes, savoir :

(a) Le gouvernement s'oblige, chaque année qu'une exposition sera tenue pendant les années qui restent à courir sur les dix-huit années mentionnées dans le contrat précité, du six mai 1895, reçu devant L.-O. Hétu, N. P., de payer à la dite compagnie, à titre d'allocation, une somme de treize mille piastres pour chaque telle année de la tenue d'une telle exposition, et telle somme sera payable après la tenue de chaque exposition ; mais le gouvernement ne paiera à la dite compagnie aucune indemnité ou allocation pour l'année pendant laquelle sera tenue, à Montréal, l'exposition internationale projetée.

(b) Le gouvernement renonce, à l'avenir, au privilège qu'avait le Commissaire de l'agriculture d'indiquer la manière dont deux mille piastres, sur les douze mille piastres données en prix seraient employées.

(c) La compagnie sera obligée, chaque année, de faire rapport de ses opérations.

(d) En considération des prémisses, la compagnie renonce aux bénéfices à elle accordés par la section 2, paragraphe 5 de la loi 58 Victoria, chapitre 5, intitulée : " Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal," mais telle loi restera en force sauf les modifications suscitées.

(e) Le présent arrangement, pour avoir force et effet, devra être ratifié par le législatrice.

Toutes les clauses du contrat suscité, du 6 mai 1895, non spécialement amendées ou révoquées par les présentes, continueront d'avoir force et effet, et aussi avec la convention expresse que le gouvernement ne sera tenu de payer que la somme de treize mille piastres (\$13,000) pour chaque exposition qui pourrait être tenue pendant les dix-huit mois stipulés pour la mise à exécution des présentes conventions.

DONT ACTE

Fait et passé à Montréal, à la date en premier lieu mentionnée, sous le numéro treize mille six cent vingt-quatre des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite, les dits S.-C. Stevenson, l'honorable L. Beaubien et S. Sylvestre, ès qualités, ont signé avec le notaire.

(Signé)

LOUIS BEAUBIEN,

Commissaire de l'agriculture et de la colonisation ;

“

S. SYLVESTRE,

Secrétaire du département de l'agriculture et de la colonisation ;

(Signé)

S.-C. STEVENSON,

“

L.-O. HÉTU, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en l'étude du notaire soussigné.

L.-O. HÉTU, N. P.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions rapportées, lundi le 4 janvier courant, du comité général de la Chambre, concernant l'Asile de la Longue-Pointe, étant lu ;

L'honorable M. Hackett propose, secondé par l'honorable M. Atwater, —Que les dites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois ;

M. Tessier (Portneuf), propose comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après “Que”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“cette Chambre, tout en étant satisfaite de confier aux sœurs de la Providence le soin et l'entretien des aliénés de la partie ouest de la Province, constate que le contrat pour la garde et l'entretien des aliénés à l'Asile de la Longue-Pointe est expiré au mois de juin 1895, et qu'elle

regrette que le gouvernement, au lieu de soumettre ses projets de renouvellement de contrat à la session qui a commencé en novembre 1895, et même au commencement de la présente session, vienne si tard dans les derniers jours de la dernière session d'un Parlement qui va bientôt expirer, proposer de conclure à la hâte de nouveaux arrangements qui vont mettre à la charge de la Province de nouvelles obligations au montant d'au delà de quatre cent mille dollars."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnun,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Guérin, secondé par M. Gladu,

Ordonné, que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 22 novembre 1895, pour un état détaillé de toutes les sommes payées à M. Pierre Bacon et aux avocats dans la cause de Bacon *vs* le gouvernement, et de tous frais relatifs à la susdite cause. (*Document de la session No 86.*)

L'honorable M. Flynn présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 4 janvier 1897, pour la production d'un état indiquant le nombre d'acres de terre comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnés dans la réponse déjà produite, comme représentant les subsides en terres actuellement dus (*Document No 40 de cette session*) ; lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées. (*Document de la session No 87.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, aujourd'hui, que les résolutions, concernant l'Asile de la Longue-Pointe, rapportées du comité général le 4 janvier courant, soient maintenant lues la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill concernant l'Asile de la Longue-Pointe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la cour de circuit à Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochain séance de cette Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog."

Bill intitulé : " Loi amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri."

Et bill intitulé ; " Loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la cour de circuit à Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Lemieux propose comme amendement, secondé par M. Gosselin — Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender en ajoutant les mots suivants à la clause 6 :—" et après ratification par la majorité d'une assemblée du " Barreau de Québec."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Dechène,*

*Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Gosselin,*

*Lemieux,
Marchand,
Morin,
Shehyn,*

*Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—15.*

CONTRE ;

Messieurs

Atwater,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Bouffard,
Carbray,
Cartier,

Châteauvert,
Cholette,
Doyon,
Duplessis,
Flynn,
Girard (Lac St Jean),
Greig,

Grenier,
Hackett,
Lacouture,
McClary,
Magnan,
Marion,
Martineau,

Normand,
Pelletier,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Tétreau.—29.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi électorale de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Marchand propose comme amendement à la motion, secondé par M. Turgeon,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, attendu qu'en plaçant la revision des listes électorales entre les mains des employés du gouvernement (clauses 8 et 9) et en restreignant indûment le cens électoral (clauses 24 et 25) il porte une grave atteinte à l'exercice équitable du suffrage populaire, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Cooke,
Dechêne,

Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Gosselin,
Lemieux,

Lussier,
Marchand,
Morin,
Pinault,

Shehyn,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.—35.</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, renversée.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Flynn, Que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives au dit bill.

L'honorable M. Pelletier informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu,* Que les reviseurs à être nommés en vertu du bill (No 28) soumis à cette Chambre et intitulé "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895," soient payés comme suit, pour chaque année pour laquelle il y aura une revision :

Pour Montréal, \$200.00, chacun ; pour Québec, \$150.00, chacun ; pour Trois-Rivières, \$100.00, chacun.

Une moitié de cette somme sera payée par la Province à même le fonds consolidé du revenu, et l'autre moitié par les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, respectivement ;

2. *Résolu,* Que les frais d'annonces dans les journaux seront payés de la même manière et dans les mêmes proportions ;

3. *Résolu,* Que le d.t bill (No 28), pourra être amendé en comité général conformément aux présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé trois résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que les reviseurs à être nommés en vertu du bill (No. 28) soumis à cette Chambre et intitulé : "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895," soient payés comme suit, pour chaque année pour laquelle il y aura une revision :

Pour Montréal, \$200.00, chacun ; pour Québec, \$150.00, chacun ; pour Trois-Rivières, \$100 00, chacun.

Une moitié de cette somme sera payée par la Province à même le fonds consolidé du revenu, et l'autre moitié par les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, respectivement ;

2. *Résolu*, Que les frais d'annonces dans les journaux seront payés de la même manière et dans les mêmes proportions ;

3. *Résolu*, Que le dit bill (No 28), pourra être amendé en comité général conformément aux présentes résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité sur le Bill amendant la loi électorale de Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 novembre 1895, demandant copie de la correspondance, rapports ou ordres en conseil se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues, et indiquant :

1. Les sommes réclamées ; 2. Le résultat final de ces procédures ; 3. Le nom du procureur du gouvernement dans ces causes et les honoraires payés pour ses services ; 4. La somme qui lui est encore due. (*Document de la session No. 18*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant ;

Le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements ;" et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Flynn secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit jusqu'à jeudi, le 7 janvier courant, à onze heures de l'avant-midi.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi prochain.

Jeudi, 7 janvier 1897.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les écoles élémentaires, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil :

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant le Code de procédure civile de la Province de Québec."

Bill intitulé : " Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost."

Bill intitulé : " Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte Saint-Paul."

Bill intitulé : " Loi amendant le Code municipal."

Et bill intitulé : " Loi concernant le palais de justice de Hull."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant le palais de justice de Hull ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant le Code municipal," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant le Code de procédure civile de la Province de Québec ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul "; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier rapporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les écoles élémentaires.)

Et la question étant mise aux voix, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire mettre à part et d'approprier, pour les fins des écoles élémentaires, un million cinq cent mille acres des terres publiques, dont il sera disposé en la manière, à tel prix et aux conditions qui pourront être fixées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. *Résolu*, Que les deniers provenant de la vente ou de l'aliénation d'une partie quelconque des dites terres seront placés et appliqués aux fins de créer un capital qui soit suffisant, à quatre pour cent d'intérêt, pour produire, chaque année, une somme nette de soixante mille piastres ; que ce capital et le revenu en provenant constitueront le fonds des écoles élémentaires, et que le capital du dit fonds sera placé en obligations ou rentes inscrites de la Puissance ou de la Province.

3. *Résolu*, Que le revenu du dit fonds sera employé, sous la direction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, par le Surintendant de l'Instruction publique, à développer l'instruction élémentaire, dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et les villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe, et, généralement, à répandre d'une manière plus efficace l'instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'ordonner, et conformément aux règlements qu'il pourra juger à propos de faire.

4. *Résolu*, Que, pour les fins mentionnées dans la résolution précédente, jusqu'à ce que le dit fonds des écoles élémentaires produise un revenu annuel net de soixante mille piastres, il sera accordé chaque année à Sa Majesté, une somme de cinquante mille piastres, à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province.

5. *Résolu*, Qu'aussitôt qu'un revenu annuel net de soixante mille piastres sera produit par le fonds permanent, la dite allocation faite à même le fonds consolidé du revenu cessera ; mais si, dans une année ultérieure quelconque, le revenu provenant du dit fonds permanent, pour une raison quelconque, n'atteint pas la somme annuelle de soixante mille piastres, le trésorier de la Province devra payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises, de temps à autre, pour couvrir le déficit ; mais ces sommes devront être remboursées à même le surplus du revenu du dit fonds, chaque année que ce revenu excédera la dite somme de soixante mille piastres.

6. *Résolu*, Que tous les frais d'administration et de vente des terres mises à part, ainsi qu'il est mentionné dans la première de ces résolutions, seront payés à même les deniers en provenant, avant d'employer les sommes ainsi obtenues pour les écoles élémentaires.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire mettre à part et d'approprier pour les fins des écoles élémentaires, un million cinq cent mille acres des terres publiques, dont il sera disposé en la manière, à tel prix et aux conditions qui pourront être fixées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. *Résolu*, Que les deniers provenant de la vente ou de l'aliénation d'une partie quelconque des dites terres seront placés et appliqués aux fins de créer un capital qui soit suffisant, à quatre pour cent d'intérêt, pour produire, chaque année, une somme nette de soixante mille piastres ; que ce capital et le revenu en provenant constitueront le fonds des écoles élémentaires, et que le capital du dit fonds sera placé en obligations ou rentes inscrites de la Puissance ou de la Province.

3. *Résolu*, Que le revenu du dit fonds sera employé, sous la direction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, par le Surintendant de l'Instruction publique, à développer l'instruction élémentaire, dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et les villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe, et, généralement, à répandre d'une manière plus efficace l'instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'ordonner, et conformément aux règlements qu'il pourra juger à propos de faire.

4. *Résolu*, Que pour les fins mentionnées dans la résolution précédente jusqu'à ce que le dit fonds des écoles élémentaires produise un revenu annuel net de soixante mille piastres, il sera accordé chaque année à Sa Majesté, une somme de cinquante mille piastres, à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province.

5. *Résolu*, Qu'aussitôt qu'un revenu annuel net de soixante mille piastres sera produit par le fonds permanent, la dite allocation fait à même le fonds consolidé du revenu cessera ; mais si, dans une année ultérieure quelconque, le revenu provenant du dit fonds permanent, pour une raison quelconque, n'atteint pas la somme annuelle de soixante mille piastres, le trésorier de la Province devra payer, à même le fonds consolidé du

revenu, les sommes requises, de temps à autre, pour couvrir le déficit ; mais ces sommes devront être remboursées à même le surplus du revenu du dit fonds, chaque année que ce revenu excédera la dite somme de soixante mille piastres.

6. *Résolu*, Que tous les frais d'administration et de vente des terres mise à part, ainsi qu'il est mentionné dans la première de ces résolutions, seront payés à même les deniers en provenant, avant d'employer les sommes ainsi obtenues pour les écoles élémentaires.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi concernant la nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 36, relativement aux chemins de fer sous séquestre ".

Bill intitulé : " Loi concernant les sténographes de la cour supérieure ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative à la tenure des terres aux Iles de la Madeleine. "

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads*. "

Bill intitulé : " Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements. "

Bill intitulé : " Loi amendant la Compagnie d'exposition de Montréal. "

Bill intitulé : " Loi concernant les subsides aux chemins de fer. "

Bill intitulé : " Loi concernant l'Asile de la Longue-Pointe. "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau. "

Et Bill intitulé : " Loi concernant la juridiction de la cour du banc de la reine, en appel, et de la cour supérieure. "

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées, aujourd'hui, du comité de toute la Chambre, concernant les écoles élémentaires, étant lu ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant les écoles élémentaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Guerin propose, comme amendement, secondé par M. Caron, —Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est d'opinion qu'il n'est pas de l'intérêt de la Province, que les employés publics nommés par ordre en conseil et à titre permanent, soient révoqués sans plaintes ou preuve écrite."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ricoux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—37.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le Département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le Département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Carbray informe, aussi, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors les deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le Département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides);

M. Dechène propose, comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides mais elle regrette de constater:

Que, le 4 octobre dernier (1896), l'honorable L. Beaubien, commissaire de l'agriculture, a prononcé à Nicolet, dans une réunion politique, devant

ses électeurs auxquels il rendait compte de son mandat, un discours destiné à promouvoir les intérêts de sa candidature aux élections générales prochaines ;

Que, sans l'autorisation de la Chambre, le gouvernement a fait imprimer 2,000 exemplaires de ce discours aux frais de la Province ;

Que, de plus, il appert par les Procès-Verbaux de la Chambre, (page 198), que le gouvernement a répondu à une question posée par un député, comme suit : "*Interpellation* :

" Le gouvernement a-t-il acheté ou se propose-t-il d'acheter, pour distribution ou autres fins de publicité, un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable L. Beaubien, prononcé à Nicolet, le 4 octobre dernier ?

" Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et quel prix les a-t-il payés ou se propose-t-il de les payer ?

" Réponse par l'honorable L. Beaubien.—Le gouvernement se propose d'en acheter un certain nombre pour distribution en sus de la quantité reçue de M. Ayotte, le nombre et le coût ne sont pas encore établis."

Qu'il appert, de plus, par les Procès-Verbaux de la Chambre (page 356), ce qui suit : "*Interpellation* :

" Le gouvernement a-t-il reçu un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable M. Louis Beaubien, prononcé à Nicolet, le 4 octobre 1896, à part les 2,000 copies reçues de M. Ayotte & Cie ?

" Dans l'affirmative, combien et quand ?

" Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Jusqu'à présent la Compagnie d'imprimerie de la *Montreal Gazette* a dû transmettre au département 10,000 exemplaires de ce discours en anglais ; la quantité n'a pas encore été vérifiée.

" Jusqu'à présent la maison E. Senécal & Fils a dû transmettre 25,000 exemplaires en français du même discours. La quantité n'est pas encore vérifiée."

Qu'ainsi il appert que le gouvernement fait imprimer et distribuer sa littérature électorale aux frais de la Province ;

Que cette conduite est contraire aux intérêts de la Province et constitue un scandale que la Chambre réproouve et condamne."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Cooke,
Dechène,

Desjardins,
Gillies,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,

Gosselin,
Laliberté,
Lemieux,
Lussier,
Marchand,

Morin,
Parent,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—21.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—34.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour dépenses générales devant être divisées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil entre deux nouveaux départements devant être créés dans le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand rapporte alors, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour dépenses générales devant être divisées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil entre deux nouveaux départements devant être créés dans le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Lussier propose, comme amendement, secondé par M. Gosselin, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté ; mais elle regrette de constater (par le document No 47 de la présente session : " Etat détaillé du paiement de la somme de \$10,198.02 à M.M. MacMaster et MacLennan, avocats (page III des comptes publics de 1895-96) qu'une somme de plus de dix mille piastres a été payée pour une seule cause, savoir : le procès de Valentine Shortis ; que cette somme de dix mille piastres a été payée comme suit :

Pour honoraires, pour tous services autres que ceux en rapport avec la commission en Irlande.....	\$	7,500 00
Déboursés autres que ceux en rapport avec la commission en Irlande.....		802 93
Honoraires et retenue en rapport avec la commission en Irlande.....		2,550 00
Déboursés en rapport avec la commission en Irlande.....		845 09
Total.....	\$	11,698 02
Retrancher.....		1,500 00
Approuvé pour le montant de.....	\$	10,198 02

Que cette somme est exorbitante et que le paiement, qui en a été fait, constitue un gaspillage et un favoritisme que la Chambre ne peut approuver."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 8 janvier 1897.

Et l'amendement étant mis aux voix,—La Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernutchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Cooke,

Dechène,
Gillies,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,

Gosselin,
Laliberté,
Lemieux,
Lussier,
Marchand,

Morin,
Parent,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—20.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Doyon,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes, brochures et du guide du colon, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres et licences, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour la publication de cartes, brochures et du guide du colon, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres et licences, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Turgeon propose comme amendement, secondé par M. Dechène,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"la loi autorisant l'emprunt des dix millions (54 Vict., ch. 2), énumérait les obligations pour lesquelles il était effectué ;

Que, parmi ces obligations, se trouvaient comprises les sommes suivantes :

(J) Dépenses spéciales prévues pour 1891-92 \$838,555.00.

(K) Subventions en argent et en terres \$4400.320.00.

Que, sur les dépenses spéciales, le gouvernement n'a payé que \$314,583.35, soit une différence de \$523,971.65 sur la somme prévue ;

Que sur les subventions en argent et en terres la somme de \$2,008,-769.22 est devenue périmée, tel qu'il appert par les Procès-Verbaux de cette session, page 146 ;

Que les obligations de la Province se trouvaient ainsi réduites de \$2,542,740.87 ; et que le gouvernement pouvait diminuer, pour autant, le montant de l'emprunt ;

Que, nonobstant cette diminution, le gouvernement a emprunté la balance entière des dix millions ; sous ces circonstances, cette Chambre croit de son devoir de reprocher sévèrement au gouvernement la violation de ses promesses."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—31.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte, alors la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Gladu propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Port-neuf),—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: " cette Chambre constate :

Que le gouvernement a, par la perception des taxes directes et d'autres revenus additionnels, encaissé depuis 4 ans, en sus des revenus ordinaires de la Province, une somme de..... \$ 3,364,403 00

Que, nonobstant ces revenus additionnels considérables ajoutés aux revenus ordinaires, le gouvernement s'est trouvé en déficit pour ces quatre années, d'une somme de..... \$ 473,364 00

Que, par les documents publics déjà cités devant cette Chambre, il appert, comme résultat de l'administration du gouvernement, durant ces quatre années, que les revenus additionnels, ci-dessus mentionnés, provenant des taxes et autres sources, ont été dépensés, et que de plus, l'excédant du passif sur l'actif de la Province, de 1891 à 1896, a été augmenté de..... \$ 2,773,904 00

Que le gouvernement n'a pris aucune mesure pour diminuer les dépenses de l'administration qui, au contraire, ont été augmentées, annuellement, durant les quatre dernières années, de..... \$ 256,963 00

Qu'il y a un déficit, pour l'année courante, entre les recettes et la dépense totale, à l'exclusion des subsides de chemins de fer, au montant de \$592,622.42, lequel s'établit comme suit :

DÉPENSES.

Dépenses au budget de 1896-97, moins le paiement des subsides de chemin de fer	\$ 4,235,159 20
Dépenses votées au budget supplémentaire de 1897 et mandats spéciaux	225,162 64
Total des dépenses	\$ 4,460,321 84

RECETTES.

Recettes prévues pour 1896-97, voir discours budgétaire du 5 décembre 1895, page 14.....	\$ 4,107,699.42
A déduire sur \$954,000, revenu prévu des terres de la Couronne, pour ramener ce revenu à son chiffre normal.....	100,000.00
A déduire, aussi, sur le revenu prévu de \$200,000 pour taxes sur transport d'immeuble, l'honorable trésorier actuel ayant déclaré qu'à cause de l'abolition de ces taxes, le revenu ne sera cette année que de \$60,000.....	
	\$ 140,000.00 \$ 240,000.00 \$ 3,867,699.42
Déficit	\$ 592,622.42

Que le gouvernement a fait voter, durant la présente session, diverses mesures entraînant la dépense de sommes considérables, entre autres :

1. L'autorisation de payer aux compagnies de chemins de fer en règlement de leur réclamation pour 35 cts de l'acre sur leurs subsides en terres \$1,600,000.00.

2. Subsides nouveaux ravivés et transférés à diverses compagnies de chemin de fer, \$300,000 00.

3. L'autorisation de payer pour aider la reconstruction de l'Asile de la Longue-Pointe, sous forme d'augmentation du coût d'entretien des aliénés à cet asile, \$400,000.00.

4. L'autorisation de payer pour l'éducation, une somme additionnelle annuelle de \$50,000.00.

Que le gouvernement a mis à la charge de la Province ces divers montants, qui vont augmenter les charges annuelles de l'administration d'au delà de cent mille dollars, et la dette publique de plus de deux millions de dollars, sans adopter en même temps les mesures d'économie, de retranchement et de prévoyance nécessaires pour faire face à ce surcroît de dépenses et d'augmentation de la dette.

Que, par là, le gouvernement fait preuve d'une insouciance pour les droits et les intérêts du peuple et d'une maladministration qui compromettent gravement le bon gouvernement de cette Province."

Et l'amendement étant mis au voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—34.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Normand, du comité des subsides, rapporte, alors, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Tessier (Portneuf), propose comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle constate, avec surprise que, par les comptes publics de 1896, page 183, il appert que la somme de \$1,500.00 a été dépensée depuis le 1er avril 1895 au 30 juin 1896 pour l'entretien des pendules et pour les sonneries électriques, et que, de plus, il apparaît à la page 185 des dits comptes publics qu'une autre somme de \$66.00 a été dépensée pour pendules, thermomètres, réparations d'indicateurs, nouvelle sonnerie électrique, etc ;

Que ces dépenses sont exagérées et extravagantes ;

Que cette Chambre exprime l'espoir qu'une telle dépense ne se renouvellera plus à l'avenir."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernalchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Cooke,

Dechène,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Gosselin,

Laliberté,
Lemieux,
Lussier,
Marchand,

Morin,
Parent,
Tessier (Portneuf),
Turgeon.—18,

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—34.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Qu'aujourd'hui, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires ; pour l'année finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Lemieux propose, comme amendement, secondé par M. Lussier, — Que tous les mots après “ Que, ” jusqu’à la fin de la motion, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre regrette l’ingérence et l’immixtion du gouvernement dans les affaires judiciaires dans un but de favoritisme et de partissannerie politique, qui est toujours préjudiciable à la bonne administration de la justice, et de nature à amoindrir le respect dû aux tribunaux et à ses officiers ;

Que, par l’article 650b du Code de procédure civile, le législateur a sagement et clairement édicté que le shérif doit faire publier dans, au moins un numéro d’un journal, le plus rapproché de la localité où est situé l’immeuble sous saisie, un avis énumérant brièvement les détails de la vente ;

Que, jusqu’à la date ci-après mentionnée, tous les juges et les shérifs de cette Province se sont conformés aux dispositions de cette loi, et l’ont toujours interprétée comme ne donnant le droit et pouvoir à ces derniers de faire publier cet avis de vente que dans un journal français et un journal anglais de la localité la plus rapprochée, où se trouvait l’immeuble saisi, indiquée par la partie saisissante ;

Qu’aucune contestation ne s’est jamais élevée à ce sujet ;

Que, contrairement à cette loi et usage et aussi aux déclarations et représentations formelles des shérifs, le Procureur général et les officiers de son département ont, sans raison ni aucune justification, donné ordre et enjoint particulièrement aux shérifs d’Arthabaska, de Saint-Jean, Montréal et Québec, de publier cet avis dans d’autres journaux que ceux indiqués et choisis par les parties, et aussi dans un plus grand nombre de journaux que celui indiqué et pourvu par l’article 650b ;

Que tels ordres ont été donnés au shérif de Montréal de publier ces avis dans pas moins de sept journaux différents, savoir : *La Minerve*, *The Gazette* et aux dates suivantes ci-après indiquées, pour les journaux ci-après mentionnés : le 16 octobre 1895, dans le *Trader Review* ; le 13 janvier 1896, dans le *Journal of Commerce* ; le 16 avril 1896 dans le *Prix Courant* ; le 7 août 1896 dans le *Shareholder* ;

Que ces publications extravagantes d’avis de vente d’immeubles dans au moins sept journaux différents, constituent une infraction flagrante et injustifiable à la loi, et n’ont été faites que dans le but apparent de donner un patronage indu à une certaine presse, et ce, au détriment des créanciers et du malheureux débiteur saisi ;

Que, dans certains cas, les frais d’annonces d’un petit lopin de terre vendu \$150.00 se sont élevés à \$41.00.

Que, depuis le 16 octobre 1895 jusqu’au 24 novembre 1896, dans le district de Montréal seulement, un montant considérable, savoir : une somme d’au delà de \$3,500 de plus que celle qui aurait été payable si l’on s’était conformé à l’article 650b, a été payée pour frais d’annonces judiciaires, au grand préjudice du public, et qu’aucun procédé n’a été adopté par le gouvernement pour restituer à qui de droit ce qui serait considéré dans le cours ordinaires des affaires, entre bons citoyens, comme une spoliation du bien d’autrui.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Sivaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la loi des établissements industriels de Québec (57 Vic., ch. 30), autrefois "Loi des manufactures de Québec," pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registraires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte, alors, les dites deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la loi des établissements industriels de Québec (57 Vic., ch. 30), autrefois "Loi des manufactures de Québec," pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registraires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant la cour de circuit à Québec," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation *The Municipal Association of Montreal*."

Et bill intitulé : "Loi amendant la loi des licences de Québec."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi concernant le libelle par les journaux," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant la loi des licences de Québec," lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi constituant en corporation *The Municipal Association of Montreal*" lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lors de la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Gladu, *Ordonné*, Que le bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi concernant le libelle par les journaux," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour une copie de toutes lettres et instructions, par et de la part du Procureur-général au shérif de Montréal, le requérant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux. (*Document de la session No 88*).

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 8 janvier 1897.

Onze heures A. M.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi constituant en corporation l'Association municipale de Montréal," et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2024 des Statuts révisés de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportés du comité de toute la Chambre, jeudi le 31 décembre courant, concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins municipales, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite, par l'honorable M. Marchand,—Que ce bill n'est pas dans l'ordre, étant de sa nature un bill privé, suivant la 51e règle de cette Chambre ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel.

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 2 décembre 1896, pour un état détaillé expliquant l'item suivant, page 243. comptes publics, en 1896 : " L.-O. Beaubien, services professionnels, re perception d'arrérages de loyer \$648 00. " (*Document de la session No 89.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant l'emploi, par les écoles d'agriculture d'Oka, l'Assomption, Sainte-Anne-Lapocatière, de Compton, et par l'école ménagère de la Ferme des Ursulines de Roberval, de la subvention annuelle qui leur a été payée pour l'année 1895-96 ;

2. Les noms et qualités des personnes qui ont touché une part de ces subventions ;

3. Les noms des professeurs ;

4. Leur salaire. (*Document de la session No 90.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 28 décembre 1896, pour copie d'une lettre du comptable du département de l'Agriculture adressée à l'honorable M. Louis Beaubien, en date du 23 décembre 1896, se rapportant aux frais de voyages faits à la ferme de Compton, par M. G.-A. Gigault. (*Document de la session No 91.*)

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1896, des institutions suivantes, savoir :

L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec, et *The Church of England Female Orphan Asylum*. (*Documents de la session No 12.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui,—Que le Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement soit maintenant lu la seconde fois, et sur l'objection faite par l'honorable M. Marchand,—que ce bill n'est pas dans l'ordre, étant de sa nature un bill privé, suivant la 51e règle de cette Chambre.

M. l'Orateur décide que le bill est dans l'ordre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétrequ.—35.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon.—18.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lussier,</i>		

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, —Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : "cette Chambre constate par des états officiels émanés du bureau du Trésor, que Messieurs J.-J. Foster et L. Beaudin, avocats, de Montréal, chargés des poursuites dans ce district pour recouvrement des taxes directes sur certaines personnes et pour les licences des commerçants et manufacturiers, ont écrit, pour cet objet, aux contribuables retardataires 5155 lettres d'avocat pour lesquelles ils ont été payés, non par les débiteurs, mais par le gouvernement, d'une somme de \$8,375.20 ;

Que, malgré que ces lettres aient été envoyées et cette dépense encourue antérieurement au mois de février 1894, le gouvernement n'en a jamais reçu ni réclamé le remboursement des débiteurs qui n'ont eu à payer que les frais ordinaires dans chaque poursuite, déduction faite du prix des dites lettres ;

Qu'en conséquence, le gouvernement est coupable d'avoir laissé perdre par la Province cette somme de \$8,375.20 pour satisfaire l'exorbitante réclamation des susdits avocats, ses partisans politiques, aux dépens du trésor public ;

Que les dits Messieurs Foster et Beaudin ont, en outre, reçu du gouvernement pour frais encourus dans les dites poursuites, une somme de \$4,588.20, formant un total de \$12,913.40, et qu'ils ont en outre produit contre le gouvernement des comptes au montant de \$4,697.30 encore pendants ;

Que cette énorme et inutile dépense est un abus scandaleux que cette Chambre condamne."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Cooke,*

*Dechène,
Gosselin,
Lemieux,
Lussier,*

*Marchand,
Morin,
Parent,
Shehyn,*

*Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Atwater,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Carbray,
Châteauvert,
Cholette,
Chicoyne,*

*Desjardins,
Doyon,
Duplessis,
England,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Grenier,
Hackett,*

*King,
McClary,
McDonald,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Nantel,
Normand,*

*Panneton,
Parizeau,
Pelletier,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer.—33.*

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de voyage d'un employé spécial, Côte Nord du Saint-Laurent, (O. O., No 51, du 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Association provinciale de Tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors les deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de voyage d'un employé spécial, Côte Nord du Saint-Laurent, (O. J., No 51, du 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Association provinciale de Tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Cooke propose comme amendement, secondé par M. Bourbonnais, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que, le 4 janvier courant, M. Cooke fit l'interpellation suivante : " Quel est le montant total payé à M. Philippe Vallière, de " Québec, en vertu du contrat du 6 juin 1894, pour la fourniture des meubles aux Palais de Justice de Montréal Hull et Pontiac, à venir au 31 " décembre dernier ? "

Qu'à cette interpellation le gouvernement, par l'honorable M. Flynn, a répondu ce qui suit : " \$37,038.75, (page 356 des Procès-Verbaux) " ;

Qu'il appert par le document No 67 de la dernière session, en réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 6 novembre 1895, pour un état des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894,—depuis la dite date —pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac ;

Aussi, quant au paiement des pupitres des juges et autres meubles, dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées au dit contrat, ce qui suit :

Réponse à un ordre de la Chambre du 6 novembre 1895 :
Règlement au 7 octobre 1895.

Sentence arbitrale du 9 mars 1895 :

	Montant réclamé.	Montant accordé.
Montreal, L. R...1689/94—	\$39,408 54...L. R., 5907/95—	\$36,058 54
Hull, " ...1643/94—	16,487 95... " " "	16,115 95
Bryson, " ...1647/94—	3,849 40... " " "	3,506 40
		<hr/> \$ 55,680 89

Sentence arbitrale du 6 juin 1895 :

	Montant réclamé.	Montant accordé.
Montréal, L. R... 584/95—	\$26,928 55...L. R. 871/95—	\$15,414 75
Hull, " ... 585/95—	2,506 00... " " "	2,314 00
Bryson, " ... 586/95—	870 70.. " " "	676 70
		<hr/> 18,405 45
	Montant total accordé.....	\$ 74,086 34

Qu'il appert, de plus, par le document No 55, de la présente session, en réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1896, pour une copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894,—ce qui suit :

RÈGLEMENT.—Sentence arbitrale No 3 du 19 mars 1896

Montréal : montant accordé—Sentence du 19 mars 1896.....	\$ 19,752 42
Proportion d'assurances, etc.....	2,225 80
	<hr/> \$ 21,978 22
Hull do do	794 50
Bryson do do	179 70
	<hr/> \$ 22,952 42

Québec, 22 juillet 1896.

(Signé),

W.-G. PETRY,
Comptable.

Que le montant total ainsi payé en vertu du contrat du 6 juin 1894, à M. Philippe Vallière est de \$97,038 76 ;

Qu'ainsi la réponse donnée par le gouvernement paraît n'être pas conforme aux faits ni aux documents produits devant cette Chambre.

Que cette Chambre ne peut s'empêcher de regretter que le gouvernement n'ait pas cru devoir donner une réponse satisfaisante et correcte à

la question qui lui était posée, et que la réponse donnée soit de nature à induire la Chambre et le pays en erreur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>	—16.
<i>Dechène,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer.</i> —32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
 La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la part de la province de Québec à l'entretien de l'Institut Impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.
Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Résolu, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte, alors, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la part de la province de Québec à l'entretien de l'Institut Impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Gosselin, —Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides, mais attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood, depuis 1867, se sont élevés aux montants suivants :

1867-68.....	\$ 0,000 00
1868-69.....	0,000 00
1869-70.....	0,672 88
1870-71.....	3,184 30
1871-72.....	2,428 88
1872-73.....	6,492 30
1873-74.....	28,894 50
1874-75.....	8,476 75
1875-76.....	7,853 00
1876-77.....	7,753 11
1877-78.....	8,721 74
1878-79.....	7,349 74
1879-80.....	12,311 89
1880-81.....	13,245 87
1881-82.....	23,824 74
1882-83.....	23,780 24
1883-84.....	15,950 00
1884-85.....	10,129 07
1885-86.....	8,109 96
1886-87.....	6,737 32
1887-88.....	7,758 67
1888-89.....	6,114 22
1889-90.....	9,010 92
1890-91.....	8,204 35
1891-92.....	8,208 37
1892-93.....	8,851 31
1893-94.....	13,919 66
1894-95.....	9,416 00
1895-96.....	7,919 16

\$275,318 96

Cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette Province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien

et d'améliorations à Spencér Wood, et d'en remettre la possession au propriétaire à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant.

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de Lieutenant-Gouverneur, pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Caron,
Cooke,

Dechène,
Gosselin,
Lemieux,
Lussier,

Marchand,
Morin,
Parent,
Pinault,

Shehyn,
Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski).

—16.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Atwater,
Baker,
—Beaubien,
Beauchamp,
Carbray,
Châteauevert,
Cholelle,

Chicoyne,
Desjardins,
Doyon,
Duplessis,
England,
—Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Grenier,

Hackett,
King,
McClary,
McDonald,
Magnan,
Marion,
Martineau,
—Nantel,

Normand,
Panneton,
Parizeau,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer.—32.

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à l'Institut McKay, Retraite Belmont, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument national, Montréal, aide à cette entreprise dirigée par " l'Association Saint-Jean-Baptiste " de cette cité (constituée en corporation par la loi 51-52 Vict., chap. 65, telle qu'amendée par la loi 55-56 Vict., chap. 35). 1er paiement sur 5 paiements

égaux, sujets aux conditions de l'O. C. No 187 du 29 mai 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le chemin maritime de la rive sud, Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé trois résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, rapporte alors les trois résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à l'Institut McKay, Retraite Belmont, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument national, Montréal, aide à cette entreprise dirigée par "l'Association Saint-Jean-Baptiste" de cette cité (constituée en corporation par la loi 51-52 Vict., chap. 65, telle qu'amendée par la loi 55-56 Vict., chap. 35). 1er paiement sur 5 paiements égaux, sujets aux conditions de l'O. C. No 187 du 29 mai 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le chemin maritime de la rive sud, Gaspé ; pour l'année financière finissant le juin 1898.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'honorable M. Nantel, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Nantel, son président, et recommande que le quorum en soit réduit à cinq membres.

Votre comité a aussi examiné, avec soin, tous les documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir :

No 9—Réponse à une adresse,—Copie de tous ordres en conseil et de la correspondance concernant les frontières Nord et Nord-Est de la province de Québec.

No 20.—Réponse à un ordre de la Chambre,—pour une copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, écr, en cour de police, à Mont-

real, en octobre 1896, à l'enquête préliminaire tenue dans la cause de *Tarte vs. Grenier*.

No 21.—Réponse à une adresse,—Copie de tous documents se rapportant à l'établissement de—et aux subventions accordées à la Ferme modèle de l'école d'agriculture de Compton.

No 25.—Réponse à une adresse,—Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 centins à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent.

Nos 29 et 32.—Réponses à une adresse,—Copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies, etc., etc.

No 33.—Réponse à un ordre,—Etat indiquant : La date d'émission ; la date de maturité ; le taux d'intérêt ; le prix de vente ; les frais de chaque emprunt ; la somme nette réalisée de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874.

No 34.—Réponse à un ordre,—Etat des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement, sur la dette consolidée ; sur les emprunts temporaires et dépôts ; sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer, etc., etc.

No 40.—Réponse à un ordre,—Etat de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1898 ;—Aussi, un état du nombre d'acres actuellement dus au chemins de fer, en vertu de la subvention de 35 centins par acre.

No 47.—Réponse à un ordre,—Etat détaillé du compte de MM. Mac-Master et MacLennan au sujet du montant de \$10,198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics.

No 55.—Réponse à un ordre,—Copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895.

No 56.—Réponse à un ordre,—Etat détaillé des payments faits à M. P. Vallière, meublier, de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

No 57.—Réponse à une adresse,—Copie de toutes correspondance et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-Gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent.

No 72.—Réponse à un ordre,—Copie de toute correspondance, dans les années 1892, 1893 et depuis, entre le Commissaire des Travaux publics

et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses.

No 87.—Réponse à un ordre,—Etat indiquant le nombre d'acres de terre comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnés dans la réponse déjà produite, comme représentant les subsides en terres actuellement dus (Document No 40 de cette session); lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. Châteauvert, du comité spécial permanent des comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, pendant ses séances, a fait comparaître devant lui le contrôleur du revenu provincial et l'a interrogé au sujet des dépenses relatives à son département. Son témoignage a été sténographié et les notes, ainsi recueillies, ainsi que copies des comptes produits, ont été aussi remises aux archives du comité.

L'assistant-commissaire des Travaux publics et l'auditeur de la Province ont également produits des documents relatifs à leurs départements. Ces pièces, ainsi que les détails des dépenses sessionnelles de 1887 à 1896, ont été remises aux archives.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi concernant les écoles élémentaires ", sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Cooke propose comme amendement, secondé par M. Lemieux,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides, mais elle regrette de constater :

Que, le 22 avril 1891, à Québec, L.-J. Riopel, directeur-gérant de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, et L.-A. Robitaille, secrétaire-trésorier de la dite compagnie firent et signèrent le document suivant : " Nous certifions que ce montant de \$298,943.62 est dû à C.-N. " Armstrong, conformément au terme de son contrat avec la compagnie."

Que, le 28 avril, 1891, C.-N. Armstrong fit et signa à Québec le document suivant : " Reçu de J.-C. Langelier, sous-régistrare, province de " Québec, la somme de \$175,000.00 en entier règlement du présent compte " (savoir le compte ci-haut)."

Que, sur et à même la dite somme, Ernest Pacaud, de Québec, a reçu un montant de \$100,000.00, et C.-N. Armstrong, L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille la balance de \$75,000.00 ;

Que le gouvernement a poursuivi Ernest Pacaud, et a persisté à prendre jugement contre lui pour le forcer à rembourser la dite somme de \$100,000.00 ;

Que, le 21 mai 1892, les interpellations suivantes ont été faites :

" Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de poursuivre " C.-N. Armstrong en recouvrement de la somme à lui payée *in re* chemin " de fer de la Baie-des-Chaleurs ?

" Réponse par l'honorable M. Casgrain,—Cette question est sous " considération.

" Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de poursuivre " L.-A. Robitaille et C.-J. Riopel, en recouvrement des sommes à " eux payées, par M. Armstrong, à même les deniers, provenant des subsi- " des accordés à la compagnie de la Baie-des-Chaleurs.

" Réponse par l'honorable M. Casgrain,—Cette question est sous consi- " dération "

Que bien que l'attention du gouvernement ait été attiré sur le fait, il a refusé et négligé de poursuivre les dits L.-J. Riopel, L.-A. Robitaille et C.-N. Armstrong, et de procéder à prendre jugement contre eux en remboursement de la somme de \$75,000.00 qu'ils ont ainsi touchée.

Que, sans le certificat susmentionné, en date du 21 avril 1891, signé par les dits L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille, la dite somme de \$175,000.00 ne serait pas sortie du trésor public.

Que, si le dit certificat est faux, les dits C.-N. Armstrong, L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille en sont entièrement les seuls responsables, et qu'ils auraient dû être appelés à rembourser la dite somme de \$75,000.00.

Qu'en négligeant de procéder contre eux, le gouvernement a manqué à son devoir pour protéger ses amis politiques ;

Que cette Chambre condamne ce retard, et espère que le gouverne- ment agira sans délai."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bissin,
Bourbonnais,
Caron,

Cooke,
Dechène,
Gosselin,
Lemieux,

Marchand,
Morin,
Pinault,
Shehyn,

Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—16.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier.</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—31</i>
<i>Cholette,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée,
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la réclamation de Brunelle & Frère et Legg, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Carbray informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte alors, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à la réclamation de Brunelle & Frère et Legg, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mercredi, le 23 décembre

dernier (1896), du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction de certains ponts détruits par les inondations du printemps de 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la Grande-Rivière, Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux à certains ponts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille six cent vingt piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, en général, y compris \$7,594 00 pour taxes d'eau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ;—la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$187,318.42—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,199,088.68—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$187,318 42—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de 2,199,088.68—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonnée, Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que cette Chambre se forme maintenant en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant un octroi aux révérendes Dames Ursulines de Roberval.

L'honorable M. Atwater informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité. La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que les révérendes dames Ursulines de Roberval ont établi, à Roberval, une école ménagère qui peut être considérée comme la maison-mère des établissements où l'économie domestique est enseignée à la population des campagnes ;

Attendu que, par leur pratique agricole intelligente, les dites dames ont remporté la médaille d'or lors du concours du mérite agricole dans la région ;

Attendu qu'un incendie désastreux, dans lequel sept membres de la communauté ont péri, a consumé leur dit établissement, y compris l'édifice consacré à cette école ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que l'édifice destiné à cette école soit reconstruit sans délai.—

Qu'il soit, en conséquence :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, à même le fonds consolidé du revenu de la Province, aux ursulines de Roberval, une somme de cinq mille piastres pour leur aider à construire un ou des édifices destinés à servir d'école ménagère, à la place de l'édifice détruit.

2. *Résolu*, Qu'en faisant cet octroi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra prescrire les conditions jugées nécessaires pour assurer la reconstruction de l'édifice consacré à l'école ménagère, ainsi que le maintien de cette école.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que les révérendes dames Ursulines de Roberval ont établi, à Roberval, une école ménagère qui peut être considérée comme la maison-mère des établissements où l'économie domestique est enseignée à la population des campagnes ;

Attendu que, par leur pratique agricole intelligente, les dites dames ont remporté la médaille d'or, lors du concours du mérite agricole dans la région ;

Attendu qu'un incendie désastreux, dans lequel sept membres de la communauté ont péri, a consumé leur dit établissement, y compris l'édifice consacré à cette école ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que l'édifice destiné à cette école soit reconstruit sans délai,—

Qu'il soit, en conséquence :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, à même le fonds consolidé du revenu de la Province, aux Ursulines de Roberval, une somme de cinq mille piastres pour leur aider à construire un ou des édifices destinés à servir d'école ménagère, à la place de l'édifice détruit.

2. *Résolu*, Qu'en faisant cet octroi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra prescrire les conditions jugées nécessaires pour assurer la reconstruction de l'édifice consacré à l'école ménagère, ainsi que le maintien de cette école.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill concernant un octroi aux Révérendes Dames Ursulines de Roberval.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et donne son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel, Que, vu l'urgence, la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill et qu'il soit maintenant lu une deuxième fois.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Marchand, que l'urgence ne peut être invoquée dans le présent cas.

M. l'Orateur décide qu'en vertu de la 69e règle de la Chambre, la question d'urgence peut être proposée.

Et la question d'urgence étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau.—28.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Kimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Turgeon.—13.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill, amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est, étant lu ;

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'hon. M. Nantel,—Que l'ordre de ce jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement soit rescindé et que le bill soit retiré,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en tel comité.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en tel comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il nomme des registrateurs conjoints, dans une des divisions visées par la loi 57 Victoria, chapitre 41, accorder à chacun des conjoints un traitement n'excédant pas le montant fixé par la Cédule " D " de la dite loi, pour la classe qui lui est assignée.

2. *Réso u.* Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder au registrateur de Québec, la somme de trois mille piastres, et au registrateur d'Hochelaga et Jacques-Cartier, cinq mille piastres pour être affectées aux traitements des députés-registrateurs et autres employés nécessaires.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray rapporte, du comité, les dites résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il nomme des registrateurs conjoints, dans une des divisions visées par la loi 57 Victoria, chapitre 41, accorder à chacun des conjoints un traitement n'excédant pas le montant fixé par la cédule " D " de la dite loi, pour la classe qui lui est assignée.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder au registrateur de Québec, la somme de trois mille piastres, et au registrateur d'Hochelaga et Jacques-Cartier, cinq mille piastres pour être affectées aux traitements des députés-registrateurs et autres employés nécessaires.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rivoux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—28.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon —12.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi amendant la loi concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cartier,—Est-ce l'intention du gouvernement de reprendre les travaux de creusage de la savane St-Dominique, dans le comté de St-Hyacinthe ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,— Le gouvernement ayant appris que le chemin de fer St-Laurent et Lac-Champlain vendu au South-Eastern et exploité par le Pacifique, est un obstacle à l'écoulement des eaux qui inondent une grande partie du terrain, se propose d'envoyer son ingénieur pour faire un examen des lieux afin de voir s'il y aurait un moyen moins dispendieux et plus effectif d'égoutter ce terrain que celui suivi par l'administration, en 1891.

Par M. Cartier,—Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre les travaux d'assèchement de la rivière des Hurons, tels que continués au mois d'août 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Le gouvernement est disposé à continuer les travaux d'assèchement de la rivière des Hurons aussitôt que le procès-verbal concernant cette rivière sera promulgué.

Par M. Dechène,—Est-il à la connaissance du gouvernement que Elie Chouinard, garde-forestier, de l'agence Granville, dans le district de Montmagny, est mort dans le cours de décembre dernier ? 2. Dans l'affirmative, son remplaçant a-t-il été nommé, et s'il ne l'a pas été, quand le gouvernement se propose-t-il de le nommer ?

Réponse par l'honorable M. Nantel,—1. Oui. 2. Aussitôt que possible.

Par M. Gosselin,—Le gouvernement a-t-il payé, pour quelque fin que ce soit, une somme quelconque à J.-B. Lambkin, de Québec, depuis le 1er janvier 1895 ? Dans l'affirmative, quelle somme, quand et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—\$200 00 le 23 novembre 1896, pour services rendus en rapport avec l'immigration.

Par M. Girard (Lac-St-Jean),—1. Le gouvernement a-t-il été informé qu'un nommé Gauthier, de St-Jérôme, a été arrêté, le 29 de septembre dernier, pour vente illégale de boissons enivrantes sans licence ? 2. Dans l'affirmative, des instructions spéciales ont-elles été données par le gouvernement pour son arrestation ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Oui. 2. Non.

Par M. Dechène,—1. Le gouvernement a-t-il fait imprimer, publier ou a-t-il acheté, ou fait acheter, au compte de la province, un certain nombre d'exemplaires d'un discours de l'honorable M. Beaubien, prononcé à l'inauguration de l'école d'Industrie laitière de Saint-Hyacinthe, le 11 mars 1893 ? 2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires ? 3. Quel montant a été payé pour ces fins ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui.—2. 3,000 exemplaires.—3. \$60.00.

Par M. Châteauvert,—Combien le gouvernement de la province d'Ontario a-t-il payé en honoraires d'avocats et frais jusqu'au 1er décembre dernier, à propos de l'arbitrage entre cette Province et le gouvernement du Canada et la Province de Québec.

Et objection est faite par M. Dechène, que cette interpellation ne peut être faite parce qu'elle n'a pas rapport aux affaires de la Province.

M. l'Orateur décide qu'en vertu de la 29^e règle de cette Chambre, l'interpellation peut être faite.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McLary,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Curtier,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer.—29.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Turgeon.—12.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

En conséquence, la réponse à l'interpellation ci-dessus de M. Châteaufort est donnée par l'honorable M. Atwater, comme suit :

Le montant payé par le gouvernement de la Province d'Ontario pour dépenses relatives à l'arbitrage entre cette Province, le gouvernement du Canada et la Province de Québec, jusqu'au 31 décembre 1895, d'après les comptes publics de cette Province, était de \$41,345.79.

Par M. Morin.—Les députés ont-ils, depuis 1892, reçu une valise ou *satchel* contenant une certaine quantité de papeterie, à l'ouverture de chaque session ? Dans l'affirmative, quelle en est la valeur ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—Non.

Par M. Dechène.—Quelles sont les personnes employées par le Dr J.-A. Bigonnesse, dans les travaux surveillés par lui, au pont sur la rivière Macaza, dans le canton Labelle, durant l'année 1895 ?

Combien de jours ont-elles été employées ?

Quel était leur salaire par jour ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :

Wilfrid Paquet.....	6	jours avec cheval à \$	1 50
Joseph Paquet.....	6	" " " à	1 50
Wilfrid Paquet, fils.....	6	" " " à	1 50
Jules Lacasse.....	3	" " " à	1 50
Sinaï Paquet.....	2	" " " à	1 50
S. Millejours.....	1½	jour seul à	1 00

Par M. Cooke,—Le gouvernement a-t-il pris quelque mesure au sujet de l'établissement d'un service sur la ligne de la Compagnie du chemin de fer Richelieu, Drummond et Arthabaska, actuellement contrôlée par la Compagnie du chemin de fer Montréal et Atlantique, tel que requis par les pétitions présentées par les habitants de Saint-Germain, de Grantham et de West-Wickham ? Dans l'affirmative, quelle mesure a-t-il prise ? Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre une mesure quelconque et quand ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—Avant de prendre aucune initiative dans cette affaire, le gouvernement attend des informations additionnelles qu'il a demandées et qu'il compte recevoir sous peu.

Par M. Girard (Rouville),—1. Le docteur Dumont, de Gentilly, a-t-il été poursuivi pour amende, à Trois-Rivières ? 2. Dans l'affirmative, a-t-il été condamné ? 3. Dans la négative, qui a payé les frais de cette poursuite ? 4. Quel est le montant des frais payés ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Un M. A.-E. Dumont, de Gentilly, a été poursuivi. 2. L'action a été déboutée. 3. Les frais ont été payés par la Couronne. 4. \$55.56.

Par M. Déchène,—1. M. Napoléon Latraverse, de Sorel, hôtelier, est-il à l'emploi du gouvernement ? 2. Dans l'affirmative, depuis quand ? 3. Quel est son emploi ? 4. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Atwater,—1. Oui. 2. Depuis le 28 octobre 1896. 3. Nommé officier du revenu pour le district de Richelieu. 4. Son traitement est de \$200.00 par an, payé par le percepteur du revenu de ce district.

Par M. Déchène,—1. M. E.-A. Barnard, de l'Ange-Gardien, est-il à l'emploi du gouvernement ? 2. Dans l'affirmative, quel est son emploi ? 3. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—1. Oui. 2. Secrétaire du conseil d'agriculture et rédacteur du Journal d'agriculture. 3. \$2,000.00 par année.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Lemieux,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des lettres envoyées, instructions données, etc., par le gouvernement à des commissaires pour tenir enquête et faire rapport sur l'administration ou toute autre matière de la prison et du palais de justice, à Montréal.

Sur motion de M. Spencer, secondé par M. Desjardins,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents qui peuvent être soumis maintenant, sans nuire à l'action de la justice, en rapport avec l'affaire Edy, de Clarenceville.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état démontrant :

1. Toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891 ;
2. Toutes celles des dites dettes qui ont été payées depuis la dite date ;
3. Toutes celles dont le paiement a été refusé depuis.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Carbray,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état démontrant :

1. Quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887 au 16 décembre 1891.
2. Quelles sont les remises du même genre qui ont été faites, depuis le 16 décembre 1891.

M. Parent propose, secondé par M. Pinault,—Qu'il soit résolu : que la construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent, à Québec, est d'une importance vitale pour les intérêts de la Province, et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer, dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 9 janvier 1897.

M. Châteauvert propose, comme amendement, secondé par M. Carbray, —Que tous les mots après " Que, " dans la motion principale soient rayés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" cette Chambre désire la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, devant Québec, et elle espère que le gouvernement aidera à cette entreprise d'une manière efficace lorsque les compagnies de chemins de fer intéressées, la cité de Québec et le gouvernement du Canada auront décidé de contribuer à cette grande œuvre autant qu'ils devraient le faire, et que cette Chambre est heureuse de constater que l'honorable Premier ministre vient de faire des déclarations très satisfaisantes à ce sujet, dans le sens de la présente motion."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria.</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier.—29.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Turgeon.—12.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Résolu. Que cette Chambre désire la construction d'un pont sur le St-Laurent, devant Québec, et elle espère que le gouvernement aidera à cette entreprise d'une manière efficace lorsque les compagnies de chemin de fer intéressées, la cité de Québec et le gouvernement du Canada auront décidé de contribuer à cette grande œuvre autant qu'ils devraient le faire, et que cette Chambre est heureuse de constater que l'honorable Premier ministre vient de faire des déclarations très satisfaisantes, à ce sujet, dans le sens de la présente motion.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports, documents, etc, se rapportant au lot No 21 B, canton Métalick, comté de Matane.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Allard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant la nature et la durée des services pour lesquels la Province a payé des dépenses et frais judiciaires à propos de l'arbitrage entre cette Province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, ainsi que le nombre des séances des commissaires de la commission d'arbitrage et le nombre des appels interjetés.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rôle de paie, etc., pour les travaux faits au pont de la rivière Macaza, dans le comté de Terrebonne, durant l'année 1895.

Aussi, copie de tout rapport, rôle de paie de J.-A. Bigonnesse, écr, se rapportant à tels travaux.

M. Allard propose, secondé par M. Tellier,—Que l'honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic, soit remis,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. Cartier propose, secondé par M. Panneton,—Que l'honoraire déposé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Joseph-Ena Girouard, au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi électorale ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Marion propose, secondé par M. Dechène,—Que la réduction de cinq piastres par jour, mentionnée à l'article 149 des S. R. P. Q., ne sera pas faite pour huit jours dans le cas de députés de l'Assemblée législative, qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours ; et cet ordre ne vaudra que pour la présente session,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, cette nuit, elle le soit jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 9 janvier 1897.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898, et pour d'autres fins du service public, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile," et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 39 Victoria, chapitre 41 ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité,

La Chambre se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour encourager l'éducation technique ;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les dentistes".

Une motion faite (par M. Turgeon) à l'effet d'amender le dit bill, ayant été déclarée adoptée par le Président du comité et appel étant fait à M. l'Orateur de la décision du Président du dit comité: "que le vote en comité sur l'amendement proposé au dit bill soit renouvelé, vu l'erreur constatée en comptant les votes en premier lieu."

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et maintient la décision du Président.

La Chambre se reforme en comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'honorable M. Nantel, du comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné, avec soin, tous les documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir:

No 46 — Réponse à un ordre,—Etat des sommes payées aux syndics ou au gérant de la Ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre 1896, comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles, etc., etc.

No 52.—Réponse à une adresse,—Copie de tous arrêtés en conseil, dépêches et correspondance touchant toute proposition par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada d'acquérir le chemin de

fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction du dit chemin de fer jusqu'au Bassin de Gaspé.

No 61.—Réponse à une adresse,—Copie de toutes correspondances et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-Gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent.

No 65.—Réponse à une adresse,—Copie de tous documents, correspondances, ordre en conseil et contrats se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'Asile de Saint-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895.

No 75.—Réponse à un ordre,—Copie de toutes pétitions, résolutions et lettres adressées de la Gaspésie au gouvernement de Québec, ou à aucun de ses membres, demandant que le gouvernement donne suite et effet, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Vict., ch. 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération, etc., etc.

No 81.—Réponse à un ordre,—Etat détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la Province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la Province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : “ Loi concernant le libelle par les journaux ”, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances, en paroisse, soit remis—vu qu'il s'agit d'une communauté qui accomplit une œuvre de charité.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque la Chambre s'ajournera, elle le soit jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 novembre 1896, demandant la production de tous les arrêtés en conseil et toute la correspondance échangée entre le gouvernement de la Province de Québec et celui du Canada, relativement à la frontière Nord et Nord-Est de la province de Québec. (*Document de la session No 95*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi concernant le libelle par les journaux," étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Les amendements étant lus la première fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa ".

Bill intitulé : " Loi concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi électorale de Québec 1895 ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 41 ".

Bill intitulé : " Loi pour encourager l'instruction technique ".

Bill intitulé : " Loi concernant un octroi aux Ursulines de Roberval ".

Bill intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile ".

Et bill intitulé : " Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898, et pour d'autres fins du service public.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Desjardins,—1. Le gouvernement a-t-il été informé de la mort de M. Adélarde Boucher, registrateur du comté de Kamouraska ?

2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de lui nommer un remplaçant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier,—1. Oui. 2. Bientôt.

M. Baker propose, secondé par M. Simpson,—Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; —Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Bourbonnais,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Carbray,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	—11.

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>England,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Spencer.</i> —8.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Spencer, secondé par M. England.

Ordonné. Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Follin-H. Pickle à l'étude du droit, sans examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Carbray,

Ordonné. Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant la Chambre des notaires de la Province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Lemieux,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du plaidoyer produit par W.-G. Grenier, dans une cause de Tarte *vs* Grenier, devant la cour du banc de la reine, à Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. Spencer,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre William-James Wright au nombre de ses membres après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill amendant l'acte 57 Vict., chap. 57, concernant la charte de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la province, présente, — la réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour copie de tous documents qui peuvent être soumis, maintenant, sans nuire à l'action de la justice, en rapport avec l'affaire Edy, de Clarenceville. (*Document de la session No 92*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état démontrant :

1. Quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887, au 10 décembre 1891. 2. Quelles sont les remises du même genre qui ont été faites depuis le 16 décembre 1891. (*Document de la session No 93*.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 janvier 1897, pour un état démontrant :

1. Toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891. 2. Toutes celles des dites dettes qui ont été payées depuis la dite date. 3. Toutes celles dont le paiement a été refusé depuis. (*Document de la session No. 94*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état donnant la nature et la durée des services pour lesquels la Province a payé des dépenses et des frais judiciaires, à propos de l'arbitrage entre cette Province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, ainsi que le nombre des séances des commissaires de la commission d'arbitrage et le nombre des appels interjetés. (*Document de la session No 96*.)

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que les documents suivants soient imprimés comme documents de la session :

No 93.—Réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état démontrant :

1. Quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887 au 10 décembre 1891.

2. Quelles sont les remises du même genre qui ont été faites depuis le 16 décembre 1891.

No 94 —Réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état démontrant :

1. Toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891.

2. Toutes celles des dites dettes qui ont été payées depuis la dite date.

3. Toutes celles dont le paiement a été refusé depuis.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle le soit jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Huit heures P. M.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel-Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme, huissier de la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Asbestos et de Danville.

Loi amendant le Code de procédure civile.

Loi modifiant la loi concernant les dentistes.

Loi annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime, maintenant dans le comté de Beauce.

Loi concernant la nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs.

Loi accordant une indemnité à Dame Georges-Etienne Rioux.

Loi concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

-
- Loi abrogeant la loi imposant les droits sur les transports d'immeubles.
Loi réorganisant les départements.
Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 36, relativement aux chemins de fer sous séquestre.
Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.
Loi concernant les écoles élémentaires.
Loi amendant la loi concernant la cour des commissaires.
Loi amendant la loi concernant la vérification des testaments.
Loi amendant le Code civil.
Loi amendant les Statuts refondus.
Loi concernant les sténographes de la cour supérieure.
Loi amendant la loi relative à la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.
Loi protégeant les juges de paix et autres contre les actions vexatoires.
Loi relative à la dette publique et à sa conversion.
Loi concernant les subsides aux chemins de fer.
Loi concernant le Code de procédure civile de la province de Québec.
Loi modifiant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal.
Loi amendant la loi concernant la cour de circuit à Québec.
Loi modifiant la loi relative aux séances de la cour supérieure.
Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895.
Loi amendant la loi relative aux honoraires des constables.
Loi constituant en corporation le village de Petit-Métis.
Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Ena Girouard au nombre de ses membres.
Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen.
Loi confirmant la vente d'un certain immeuble à Antoine Robert.
Loi autorisant Jean Lukin-Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée.
Loi constituant en corporation la Compagnie de forces motrices de la rive nord.
Loi constituant en corporation la ville de Montréal-ouest.
Loi constituant en corporation l'Association municipale de Montréal.
Loi concernant la succession de feu William-Fr. derick Kay.
Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.
Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.
Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun, et pour étendre ses pouvoirs.
Loi amendant et refondant la loi organique de la société " Union Saint-Joseph des Artisans de Sherbrooke."
Loi amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.
Loi constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby."
Loi constituant en corporation *The Canada Switch and Spring Company, Limited.*

-
- Loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson.
Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve.
Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.
Loi constituant en corporation *Thomas Robertson & Compagnie*, à responsabilité limitée.
Loi concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute*.
Loi érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte.
Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres, après examen.
Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prevost.
Loi pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et des pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément, et à emprunter, jusqu'à concurrence de dix mille dollars, pour administrer la dite succession.
Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul.
Loi modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal.
Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres, après examen.
Loi constituant en corporation la Compagnie dite : *The Montreal Cold Storage and Freezing Company*.
Loi modifiant la loi 53 Victoria, chapitre, 79, constituant en corporation la ville de Magog.
Loi constituant en corporation le collège de Valleyfield.
Loi concernant la *Equitable Savings, Loan and Building Association*.
Loi amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri.
Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
Loi constituant en corporation " La Compagnie des Faïenceries du Canada ".
Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.
Loi autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec.
Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin-H. Pickle à l'étude du droit, sans examen.
Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettse, après examen, P.-Arthur Côté au nombre de ses membres.
Loi constituant en corporation *The Coaticook Electric Light and Power Company*.
Loi concernant la Compagnie dite *The Stadacona Water, Light and Power Company*.

-
- Loi pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, madame Elizabeth Olivier.
- Loi amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements.
- Loi pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal, en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code civil, inclusivement.
- Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques.
- Loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa.
- Loi amendant la loi de la chasse de Québec.
- Loi amendant la loi de la pêche.
- Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 34, concernant les Associations de bienfaisance et de secours mutuels et les Compagnies d'assurance mutuelle.
- Loi autorisant l'Association dite *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited*, à faire affaires dans la province de Québec.
- Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.
- Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin du fer de Lotbinière et Mégantic.
- Loi concernant les Sociétés nationales de bienfaisance.
- Loi modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads*.
- Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.
- Loi amendant le Code du notariat.
- Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.
- Loi amendant la loi concernant la cour de magistrat de district.
- Loi concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.
- Loi relative aux recorders.
- Loi amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau.
- Loi concernant la corruption municipale et civique.
- Loi annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester.
- Loi concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol.
- Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe.
- Loi concernant le parc de la Montagne Tremblante.
- Loi concernant les sociétés dites *Safe Deposits Companies*.
- Loi amendant le Code municipal.
- Loi concernant la juridiction de la cour du banc de la reine, en appel, et de la cour supérieure.
- Loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.
- Loi amendant le Code de procédure civile.
- Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 41.
- Loi concernant le palais de justice de Hull.

Loi amendant la loi des licences de Québec.

Loi pour encourager l'instruction technique.

Loi concernant un octroi aux Ursulines de Roberval.

Loi amendant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

“ Qu'il plaise à Votre Honneur,

“ Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé : “ Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public ”, lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.”

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous félicite sur la manière dont vous avez rempli vos devoirs de législateurs pendant toute cette laborieuse session.

Parmi les lois que vous avez discutées et auxquelles je viens de donner ma sanction, au nom de Sa Majesté la Reine, il en est dont l'importance mérite d'être particulièrement signalée, telles que la loi pour abolir les taxes sur les transferts d'immeubles et les lois concernant la conversion de la dette de la Province, la réorganisation des départements publics, les *homesteads*, les subventions aux compagnies de chemins de fer, le Code de procédure civile, et l'éducation.

J'ai suivi vos délibérations avec intérêt, par les Procès-Verbaux des Chambres et les rapports de mes aviseurs. J'y ai vu une preuve nouvelle de ce fait important : que les hommes publics, de notre Province possèdent l'habileté et la science constitutionnelle nécessaires pour tirer profit des ressources précieuses qu'offre au bien et à la paix de l'Etat, le fonctionnement de nos institutions représentatives.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie, au nom de Sa Gracieuse Majesté, des sommes que vous avez votées pour le service public. Je verrai à ce qu'elles soient dépensées avec discernement, pour le plus grand bien de la Province, et selon la loi.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En venant clore cette dernière session du huitième Parlement de la Législature de Québec, je prie Dieu qu'Il daigne éclairer le peuple de cette Province dans l'exercice de ses prérogatives constitutionnelles et dans tous les actes d'où dépendent le bonheur et l'avenir de nos familles et de la patrie. Je vous remercie du zèle et de l'assiduité dont vous avez fait preuve pendant cette session, et je fais des vœux pour la paix, la prospérité et le bien-être de toutes vos familles.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime ainsi :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à mercredi, le dix-septième jour de février prochain, pour être, ici, tenue ; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à mercredi, le dix-septième jour de février prochain.

APPENDICE (No 1.)

Rapport final du Comité conjoint des deux Chambres sur le Code de procédure civile

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a terminé ses travaux, et qu'il recommande aux deux Chambres que le Code de procédure, contenu dans le projet déposé devant la Chambre, avec les amendements apportés par ce comité, et reproduits dans la cédule qui fait partie du présent rapport, soit adopté pendant la présente session de la Législature.

CÉDULE

CONTENANT LES AMENDEMENTS AU PROJET DE CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Résolu, 1. Que l'article 1 soit amendé :

(a) En retranchant les mots : "sauf celles relatives à la preuve," dans les troisième et quatrième lignes du dernier alinéa ;

(b) En y ajoutant l'alinéa suivant :

"Les règles concernant la preuve contenues dans ce Code s'appliqueront aux causes pendantes lors de son entrée en vigueur."

Résolu, 2. Que l'article 15 soit amendé en y ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe 3 :

"3a. Des jugements à être rendus sur confession de jugement."

Résolu, 3. Que l'article 89 soit amendé en retranchant le paragraphe 4.

Résolu, 4. Que l'article 91 soit amendé en remplaçant les mots : "devant le tribunal de la dernière résidence commune des époux," dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots : "devant le tribunal du dernier domicile commun des époux."

Résolu, 5. Que l'article 100 soit amendé en retranchant les mots : "dans les détails de la preuve ni", dans la quatrième ligne.

Résolu, 6. Que, dans la version française, l'article 104 soit amendé en remplaçant le mot : "négations", dans la première ligne, par le mot : "dénégations".

Résolu, 7. Que l'article 109 soit amendé en remplaçant les mots : "Une question sur la constitutionnalité d'une loi de la Province ou du Canada ne peut être soulevée devant les tribunaux civils de première instance ou d'appel à moins que la partie qui la soulève", dans les première, deuxième et troisième lignes, par les mots : "L'inconstitutionnalité d'une loi de la Province ou du Canada, ne peut être plaidée devant les tribunaux civils de première instance ou d'appel, à moins que la partie qui la plaide".

Résolu, 8. Que l'article 141 soit remplacé par le suivant :

" 141. Un huissier ne peut exploiter dans les affaires où il a intérêt ; ni dans celles qui concernent ses parents et alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ".

Résolu, 9. Que l'article 142 soit amendé en remplaçant les mots : " cent milles ", partout où ils se trouvent dans cet article, par les mots " cinquante milles."

Résolu, 10. Que l'article 147 soit amendé en y ajoutant le paragraphe suivant :

" Le demandeur ne peut se pourvoir de nouveau pour la même cause d'action avant d'avoir payé les frais adjugés contre lui sur le congé-défaut."

Résolu, 11. Que l'article 163 soit amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Mais, si en produisant son exception déclinatoire, le défendeur dépose le montant réclamé, le juge, au lieu de renvoyer le dossier devant le tribunal compétent, débouterà le demandeur de son action."

Résolu, 12. Que l'article 173 soit amendé en en retranchant tous les mots après le mot : " pénalité," dans la quatrième ligne.

Résolu, 13. Que l'article 284 soit amendé :

(a) En en retranchant tous les mots après le mot : " procès," dans la quatrième ligne ;

(b) En y ajoutant l'alinéa suivant :

" Le juge ou le protonotaire a le droit, avant l'audition des témoins, d'exiger de chaque partie un dépôt suffisant pour rencontrer le paiement des honoraires du sténographe, et d'exiger, de plus, un dépôt additionnel, s'il y a lieu."

Résolu, 14. Que l'article 294 soit amendé en insérant après le mot : " partie," dans la troisième ligne, les mots : " justifie de sa diligence et."

Résolu, 15. Que l'article 304 soit amendé en en remplaçant le second alinéa par le suivant :

" La parenté l'alliance et l'intérêt ne sont cause de reproche contre un témoin que relativement au degré de créance qu'on doit accorder à son témoignage "

Résolu, 16. Que l'article 305 soit amendé :

(a) En retranchant, dans le deuxième alinéa, tous les mots après le mot : " l'aveur."

(b) En en retranchant le troisième paragraphe.

Résolu, 17. Que l'article 306 soit amendé en en retranchant le premier alinéa.

Résolu, 18. Que l'article 313 soit amendé en en retranchant tous les mots après le mot : " Dieu," dans la quatrième ligne. Voir,—*Note*, plus bas.

Résolu, 19. Que l'article 326 soit amendé en remplaçant le mot : " trois," dans la première ligne, par le mot : " cinq."

NOTE. —Cet amendement (*Résolu*, 18), n'a pas été adopté lorsque le bill pour la mise en vigueur du Code a été passé.

Résolu, 20. Que l'article 329 soit remplacé par le suivant :

" 329. Lorsque la partie a fini d'interroger le témoin qu'elle a produit, il est loisible à la partie adverse de le transquestionner de toutes manières sur les faits dont il a été question dans l'examen en chef, ou bien de faire constater son refus de transquestionner."

Résolu, 21. Que l'article 337 soit amendé :

(a) En insérant au commencement les mots : " A moins que le juge n'en ordonne autrement."

(b) En ajoutant à la fin du second alinéa les mots : " lesquelles font alors partie du dossier."

Résolu, 22. Que l'article 345 soit amendé en remplaçant le mot : " et," dans la deuxième ligne, par le mot : " ou."

Résolu, 23. Que l'article 346 soit amendé en remplaçant les mots : " tribunal ou le protonotaire," par les mots : " tribunal, le protonotaire ou un commissaire de la cour supérieure."

Résolu, 24. Que l'article 534 soit amendé en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 2, les mots : " lors même qu'elle ne pourrait être témoin compétent sur contestation."

Résolu, 25. Que l'article suivant soit inséré comme article 556 :

" 556. La partie dont le procureur a un jugement de distraction pour ses frais pourra exécuter ce jugement en son propre nom, du consentement de son procureur, pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice aux droits que le débiteur peut faire valoir à l'encontre du procureur.

Ce consentement du procureur doit apparaître sur le fiat demandant l'émission du bref d'exécution."

Résolu, 26. Que l'article 595 soit amendé :

(a) En ajoutant à la fin du paragraphe 5 les mots : " résilié ou annulé."

(b) En ajoutant après le paragraphe 7 le suivant :

" 8. Des sentences de séquestre."

Résolu, 27. Que l'article 664 soit amendé en y insérant au commencement les mots : " A moins que le saisi n'y consente."

Résolu, 28. Que l'article 689 soit amendé en remplaçant le mot "juge," dans la deuxième ligne, par les mots " le juge ou le protonotaire ".

Résolu, 29. Que l'article 697 soit amendé :

(a) En ajoutant à la fin du premier alinéa, les mots : " ou aussi longtemps que le débiteur est à l'emploi du tiers-saisi."

(b) En remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

" 3. Le protonotaire, après avoir colloqué le premier saisissant pour ses frais, distribue au marc la livre, entre le premier saisissant et les créanciers qui se sont conformés au paragraphe précédent, la somme à diviser et fixe d'une manière sommaire sur le bref de saisie-arrêt ou sur une feuille y annexée le montant revenant à chacun des créanciers

La même règle s'applique aux créances à terme ou conditionnelles, pour lesquelles la saisie a été déclarée tenante, pourvu que ces créances soient antérieures à la première saisie "

Résolu, 30. Que l'article suivant soit inséré après l'article 697a :

“ 697a. Lorsque, en exécution d'un jugement rendu contre un associé, une saisie-arrêt est signifiée à une société commerciale dont cet associé forme partie, la société tiers-saisie, si elle ne doit pas au débiteur une somme suffisante pour couvrir le montant de la saisie-arrêt, devra en outre de ce que requis d'elle par l'article 685, déclarer quelle est la part du débiteur tant dans le capital que dans les profits de la société.

Cette saisie demeurera tenante tant pour les profits non encore faits que pour ceux en voie d'être faits lors de la signification.

Si, postérieurement à la déclaration, la société devient débitrice du saisi, ou si la société est dissoute, les tiers-saisis devront de suite déclarer de nouveau.

Dans le but de rendre cette saisie efficace, le juge pourra ordonner la production de tout livre, document, état, et permettre l'examen de témoins et donner tout ordre qu'il estimera nécessaire.

Si la société est en défaut d'observer les règles ci-dessus, elle devient passible des mêmes conséquences que si elle avait fait défaut de déclarer originairement.

Cette règle ne s'applique pas aux sociétés par actions, formées sous l'autorité d'une charte royale ou en vertu d'un acte de la Législature ”.

Résolu, 31. Que l'article 703 soit amendé en remplaçant les mots : “ frais de la saisie et des annonces ”, par les mots : “ déboursés nécessités par la saisie et les annonces.”

Résolu, 32. Que la cédule “ F ”, se rapportant à l'article 715, soit amendée en retranchant tous les mots entre les mots : “ plus bas ”, dans la troisième ligne, et les mots : “ No .. Fieri facias ”, dans la quatrième ligne.

Résolu, 33. Que l'article 727 soit amendé en insérant après le mot : “ vente ”, dans la cinquième ligne, les mots : “ excepté sur un ordre du juge accordé pour causes estimées suffisantes.”

Résolu, 34. Que l'article 741 soit amendé en remplaçant les mots “ honoraires et les frais de vente,” dans les troisième et quatrième lignes, par le mot “ déboursés.”

Résolu, 35. Que l'article suivant soit inséré après l'article 742 :

“ 742a. A moins que le saisi n'y consente, il n'est procédé à la vente que jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour le paiement de la créance en capital, intérêts et frais. ”

Résolu, 36. Que l'article 867a soit amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

“ Le curateur doit aussi dans le même délai, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le tribunal ou le juge, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, préparer un certificat de toutes ses procédures, et le déposer au greffe de la cour supérieure avec tous les papiers et documents relatifs à sa gestion ; et le dossier complet ainsi rapporté fait partie des archives de la cour.”

Résolu, 37. Que l'article 883 soit amendé en insérant après le mot : “ signification,” dans la deuxième ligne, les mots : “ notification ou connaissance acquise.”

Résolu, 38. Que l'article 899 soit amendé :

(a) En remplaçant le mot : "vingt", dans la cinquième ligne, par le mot : "cinquante".

(b) En remplaçant le mot : "quarante", dans la septième ligne, par les mots : "soixante-quinze".

Résolu, 39. Que l'article 1050 soit retranché.

Résolu, 40. Que le chapitre et les articles suivants soient insérés après l'article 1051 :

" CHAPITRE XLIIa

" *Saisie-conservatoire*

" 1051a. Lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace, le demandeur peut obtenir une saisie-conservatoire sur production d'un affidavit exposant :

1. Qu'il est fondé à recouvrer la possession d'un bien meuble qu'il a vendu à terme.

2. Qu'il est fondé à être colloqué par préférence sur le prix d'un bien meuble et qu'on en use de manière à lui faire perdre son recours.

3. Qu'il est fondé par suite de quelque disposition légale à faire mettre sous la garde de la justice un bien meuble pour assurer l'exercice de ses droits sur icelui.

" 1051b Les règles qui régissent la saisie arrêt avant jugement sont observées dans la saisie-conservatoire, en autant qu'elles peuvent s'y appliquer."

Résolu, 41. Que la cédule Z, se rapportant à l'article 1121, soit amendée en en retranchant tous les mots après "cour," dans la treizième ligne.

Résolu, 42. Que l'article 1223 soit amendé en y ajoutant après le paragraphe 13, le suivant :

" 14. Les actions contestant le siège ou demandant la *déqualification* des maires, des échevins, des conseillers municipaux et des commissaires d'écoles."

Résolu, 43. Que l'article 1271c soit amendé en en retranchant le numéro "57," dans la première ligne.

Résolu, 44. Que l'article 1321 soit amendé en y insérant, après le mot : "interdit," dans la quatrième ligne, les mots : "ou à une substitution."

Résolu, 45. Que l'article 1324 soit amendé en y insérant, dans la troisième ligne de la version française, après les mots : "l'état," les mots : "et la valeur."

Résolu, 46. Que l'article 1337 soit amendé en y insérant, après le mot : "incapable," dans la quatrième ligne, les mots : "ou à une substitution."

Résolu, 47. Que la section et l'article suivants soient ajoutés après l'article 1340 :

" SECTION III*" Disposition générale*

" 1340a. La personne chargée de la vente des biens d'un mineur ou d'un autre incapable, devra dresser procès-verbal de ses procédures et le rapporter, ainsi que ses procédures, à la cour pour que le tout soit homologué.

" Ce procès-verbal et les procédures rapportées resteront déposés au greffe de la cour supérieure. "

Résolu, 48. Que l'article 1360 soit amendé en y insérant, après le mot : " et " dans la cinquième ligne, le mot : " tous. "

Résolu, 49. Que l'article 1371 soit amendé :

(a) En remplaçant les mots : " d'un des notaires ", dans la deuxième ligne du paragraphe 4, par les mots : " du notaire instrumentant " ;

(b) En y ajoutant, après le paragraphe 7, le suivant :

" 8. La désignation des immeubles. "

Résolu, 50. Que l'article 1387 soit amendé en remplaçant les mots : " formalités requises pour la vente des meubles sur exécution ", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots : " mêmes formalités que dans les successions où il y a des mineurs. "

INDEX

DU

TRENTE-UNIÈME VOLUME

60 VICTORIA, 1896-97

ACTE ELECTORAL :—Bill de M. Pelletier amendant la loi électorale, 228. Voir *Bill No 28* ; *Loi électorale* ; *Votes pris en Chambre*, 1.

ACTES DE TRANSPORT D'IMMEUBLES :—Bill de M. Atwater validant certains actes de transports d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements, 246. Voir *Bill No 111*.

ACTIONS VEXATOIRES :—Bill de M. Pelletier protégeant les juges de paix et autres contre les—, 59. Voir *Bill No 21*.

Adresses :

1. Motion de M. Bouffard proposant de présenter une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse au discours du Trône, 12 ; débat, ajourné, 12 ; débat repris et ajourné de nouveau, 20 ; débat repris, 29 ; amendement de M. Tessier (Portneuf) proposé et négativé, 30 ; motion pour adresse, son adoption et sa présentation, 31. Voir *Votes pris en Chambre*, 23.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur concernant l'adresse en réponse au discours du Trône,—Voir après l'index, *Errata*.

AFFAIRES JUDICIAIRES :—Voir *Votes pris en Chambre*, 2.

AFFICHES :—Bill de M. Stephens prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques. 41. Voir *Bill No 85*.

AGRICULTURE, ouvrages sur l'—Interpellations, 219.

AGRICULTURE ET COLONISATION :—M. Baubien met devant la Chambre le rapport du Commissaire de l'—de la province de Québec pour 1896, 10. (*Imprimé*). (*Document No 3*). Voir *Documents*, item 1.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 10, 31, 33 ; Premier rapport—nommant M. Beauchamp, président et demandant que le quorum soit réduit à sept membres,—adopté, 40

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée législative*, 5 ; aussi *Votes pris en Chambre*, 3.

ALIÉNÉS :—

1. Motion de M. Tessier (Rimouski) pour un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896, 70 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 264 (*Impression ordonnée*, 379.) (*Document No 81*). Voir *Documents*, item 2.
2. Motion de M. Tessier (Rimouski) pour copie des comptes adressés par le gouvernement aux diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés, et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892, 190.
3. Motion de M. Tessier (Rimouski) pour un état détaillé indiquant la date et le montant de chaque paiement fait par les diverses municipalités situées dans les comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892 au 15 décembre 1896, 190.

AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD :—Bill tombant sous l'opération de la section 80 de l'Acte de l'—250. Voir *Bill No 127*.

ANGERS, L'HON. A.-R. :—Interpellations, 67, 274.

ANGERS, PANET :—Interpellation, 66.

ANNONCES DU SHÉRIF DE MONTRÉAL :—

1. Motion de M. Gladu pour copie de toutes lettres et instructions, par et de la part du Procureur-général, au shérif de Montréal, le requérant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux, 93. Réponse à l'ordre de la Chambre, 350. (*Document No 88*) Voir *Documents*, item 3.

ANNONCES DU SHÉRIF DE MONTRÉAL :—*Suite.*

2. Motion de M. Marchand pour correspondance entre le gouvernement et le Shérif de Montréal, relativement à la publication des annonces de ventes judiciaires d'immeubles dans le district de Montréal, 118.

ARBITRAGE :—

1. Motion de M. Tellier pour un état donnant la nature et la durée des services pour lesquels la province a payé des dépenses et frais judiciaires à propos de l'arbitrage entre cette province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario ; réponse à l'ordre de la Chambre, 382. (*Document No 96*). Voir *Documents, item*,
2. Dépenses du gouvernement d'Ontario pour arbitrage :—Interpellation, 371.

ARBITRAGE FÉDÉRAL :—Motion de M. Stephens pour un état détaillé des sommes payées pour couvrir les frais de l'arbitrage fédéral, année par année, depuis qu'il est commencé jusqu'à ce jour, etc., 146.

ARBITRAGE INTERPROVINCIAL :—Interpellation, 209.

ARBITRAGE, ONTARIO :—Voir *Votes pris en Chambre*, 4 ; aussi *Arbitrage*, 2.

ARCHAMBAULT, M. ALEX. :—Interpellation, 244.

ARRENTAGES DEPUIS JUILLET 1896 :—Interpellation, 220.

ARTHABASKA, CORONERS A — :—Interpellation, 275, 312.

ARTHABASKAVILLE :—*Hôtel-Dieu, St-Joseph* :—Etat d'affaires, 169. Voir *Document, item 82*.

ASBESTOS ET DANVILLE :—Petition de Feodor Boas et autres, demandant à être incorporés sous le nom de *The Asbestos & Danville Railway Company*, 21, 39 ; rapport du comité des ordres permanents recommandant la suspension de la 51^e règle, au sujet des avis, 163. Voir *Bill B*.

ASILES D'ALIÉNÉS :—Bill de M. Hackett amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, 106 Voir *Bill No 97* ; aussi *Aliénés*.

ASILE DES ALIÉNÉS DE QUÉBEC :—Pétition demandant un bill érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte, 12, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 54*

ASILE DE LA LONGUE-POINTE:—

1. Résolutions de M. Hackett concernant l'Asile de la Longue-Pointe, 251, 285 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, rapporté progrès, 285 ; considéré de nouveau, 286 ; résolutions rapportées, 293 ; motion pour 2^e lecture ; amendement de M. Tessier (Portneuf), négativé, 322 ; résolutions lues la seconde fois et adoptées, 324 ; bill basé sur ces résolutions, 324. Voir *Bill No 129*.
2. Bill de M. Hackett concernant l'Asile de la Longue-Pointe, 324. Voir *Bill No 129*.
3. Interpellation au sujet de l'Asile de la Longue-Pointe, 244.
4. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 5.

ASILE SAINT-JEAN DE DIEU :—

1. Motion de M. Dechène pour tous documents se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'Asile Saint-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895, 69 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 230. (*Document No 65.*) Voir *Documents*, item 7.
2. Interpellation au sujet des arrangements pour entretien des aliénés à l'Asile Saint-Jean de Dieu, 26

ASSELIN, M. L.-H. :—Interpellation, 115.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 383.

Réunions et ajournements de la Chambre :

2. Continue à siéger après minuit, 12, 20, 32, 130, 187, 216, 259, 270, 309. En comité, 251.
3. Devant avoir deux séances le même jour, 251. Trois séances, 270.
4. Devant siéger le samedi, 106, 136 ; siège le samedi, 113, 141.
5. Motion d'ajournement, négativée, 174. Voir *Votes pris en Chambre*, 3.
6. Ajourne à 10 hrs A. M., au lieu de 3 hrs P. M., 270.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*

7. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 256, 263, 285, 323, 324, 326, 329, 351, etc.
8. Ajourne du 19 au 23 novembre, 21.
9. Ajourne du 5 au 9 décembre, 106.
10. Ajourne du 31 décembre 1896, au 4 janvier 1897, 283.
11. Ajourne du 5 au 7 janvier, 329.

ASSOCIATION AGRICOLE DES CANTONS DE L'EST :—

1. Résolutions de M. Beaubien concernant l'—; 233, 245 signification de la recommandation du Lieutenant - Gouverneur, la Chambre en comité; rapport de progrès est fait, 245; considéré de nouveau, 284; résolutions rapportées, 285; lues la 2e fois sur division et adoptées; bill basé sur ces résolutions, 316. Voir *Bill No 114*.
2. Bill de M. Beaubien concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est, 316. Voir *Bill No 114*.

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE :—Bill de M. Hackett amendant la loi 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle, 105. Voir *Bill No 94*.

ASSOCIATION DES COMPTABLES DE MONTRÉAL :—Voir *Comptables*.

ASSOCIATION MUNICIPALE DE MONTRÉAL :—Voir *Good Government Association*; aussi *Bill No 38*.

ASSURANCES :—Motion de M. Stephens pour un état de toutes les primes d'assurances payées sur les propriétés de la province durant les dix années expirées le 30 juin 1896, 27; réponse à l'ordre de la Chambre, 162. (*Documents No 38*) Voir *Document, item 8*.

ASSURANCES MUTUELLES :—M. Atwater met devant la Chambre le treizième rapport de l'inspecteur des Cies d'—pour 1895, 98. (*Document No 28*) Voir *Documents, item 9*.

ASSURANCE SUR LA VIE :—Bill de M. Cooke amendant la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents, 142. Voir *Bill No 123*.

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR :

1. Motion de M. Lemieux pour documents se rapportant aux arrérages de gages dus aux ouvriers de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur, payés par le gouvernement, etc., 62;

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR :—*Suite.*

réponse à l'ordre de la Chambre, 162. (*Document No 39.*) Voir *Documents, item 10.*

2. Sommes payées au séquestre *re* chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, 240.

ATWATER, L'HON. ALBERT-WILLIAM :—Elu pour la division électorale de Montréal, division No 4 ; certificat de son élection ; prête serment et prend son siège, 7.

AVOCATS :—

1. Motion de M. Stephens qu'un projet de loi portant que le tarif des honoraires des avocats sera préparé par les juges de la cour supérieure, et soumis au Lieutenant-Gouverneur en conseil ; motion retirée, 129.
2. Motion de M. Gosselin pour production d'une liste contenant les noms des avocats pratiquant à Montréal, qui ont payé la taxe sur certaines personnes, depuis le 30 juin 1894, 210 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 261. (*Document No 74.*) Voir *Documents, item 11.*

AYLMER :—Société Saint-Jean-Baptiste d' :—Etat d'affaires 205. Voir *Documents, item 82.*

BACON, PIERRE :—Réponse à un ordre de la Chambre de M. Bernatchez, du 22 novembre 1895, demandant un état détaillé de toutes les sommes payées à M.—et aux avocats dans la cause *Bacon vs le gouvernement*, 324. (*Document No 86.*) Voir *Documents, item 12.*

BAIE-DES-CHALEURS :—

1. Résolutions de M. Flynn concernant les subsides à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, 106, 120 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolution rapportée ; adoptée et bill basé sur cette résolution, 121. Voir *Bill No 9.*
2. Bill de M. Flynn concernant les subventions à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, 121. Voir *Bill No 9.*
3. Motion de M. Bouffard pour documents touchant toute proposition par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada, d'acquérir le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction du dit chemin de fer jusqu'au Bassin de Gaspé, 117 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 194 ; (*Impression ordonnée*, 378). (*Document No 52.*) Voir *Documents, item 13.*

BAIE DES CHALEURS :—*Suite.*

4. Motion de M. Marion pour tous documents demandant que le gouvernement donne suite et effet, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Vict., ch. 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération ; aussi de toutes pétitions, etc., adressées au gouvernement le priant d'exploiter ou faire exploiter le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ou de prendre les mesures nécessaires à cette fin, 249 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 261. (*Document No. 75*) (*Impression ordonnée*, 379.) Voir *Documents*, item 14.
5. Amendement de M. Cooke relatif au chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, 361. Voir *Votes pris en Chambre*, 6.

BAIE-ST-PAUL :—*Hospice Sainte-Anne* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

BARNARD, E.-A., de l'Ange-Gardien :—Interpellation, 373.

BARNARD, A.-E. :—Au sujet de son " Manuel d'agriculture ", 25.

BARRIÈRES :—Voir *Chemins à barrières*.

BEAUBIEN, L'HON. LOUIS :—

1. Au sujet de l'impression d'un discours prononcé à Nicolet, 149, 150, 151, 240, 275, 313.
2. Au sujet de son discours à l'école d'industrie laitière à Saint-Hyacinthe, 371.
3. Au sujet d'une lettre de M. Gigault. Voir *Gigault, G.-A.*
4. Amendement de M. Dechène (à la motion pour comité des subsides) relatif à l'impression du discours de M. Beaubien, 336. Voir *Vote pris en Chambre*, 7.

BEAUBIEN, L.-O. :—Motion de M. Gladu, pour un état détaillé expliquant l'item suivant, page 243 comptes publics en 1896 : L.-O. Beaubien, services professionnels *re* perception d'arrérages de loyer, \$648.00, 190 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 351. (*Document No 89*). Voir *Documents*, item 15.

BEAUDIN CARDINAL & LORANGER :—Interpellation, 312.

BEAHARNOIS, COMTÉ DE :—

1. Hospice Saint-Joseph—Interpellation, 42.
2. Juges de paix dans—, 41.
3. Orphelinat de :—Interpellation, 41.

BEAUPORT :— *Union St-Joseph* de—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

BELLEAU & BRASSARD :—Interpellation, 275.

BELLECHASSE, COMTÉ DE :—1. Entretien des aliénés du :—Interpellation, 89.

2. Montant octroyé au,—pour fins de colonisation : — Interpellation, 95.

BENOIT, M. ZÉNOPHILE :—Interpellation, 116.

BEURRE :—

1. Motion de M. Gosselin, pour un état détaillé indiquant : le montant payé par le gouvernement aux exportateurs de beurre, depuis le 30 juin 1895, à venir au 1er décembre 1896 ; le nom de ces exportateurs et le montant payé à chacun d'eux pendant la dite période, 112 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 188. (*Document No 49*.) Voir *Documents*, item 16.

2. Motion de M. Bernatchez, pour un état détaillé indiquant la quantité de livres de beurre exportées et primées par le gouvernement, depuis le 30 juin 1895 au 21 décembre 1896, par MM. Croil et McCullough, A.-A. Ayer & Cie, Préfontaine & Frères, Côté, Boivin & Cie, et A.-A. Fraser ; ainsi que les prix obtenus par ces messieurs pour chaque livre exportée et primée par le gouvernement, 210 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 264 (*Document No 78*). Voir *Documents*, item 17.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—

1. Comité conjoint de la—, membres nommés par le Conseil, 98 ; membres nommés par l'Assemblée, 51.

2. Rapport du conservateur de la—, 20. (*Imprimé*, 28). Voir *Documents*, item, 18.

BIENS DE FAMILLE :—

Bill de M. Chicoyne concernant les biens de famille, en cette province, 199. Voir Bill No. 134.

BIGONNESSE, J.-A. :—

1. Motion de M. Dechène pour une copie du rôle de paie, etc, pour les travaux faits au pont de la rivière Macaza, dans le comté de Terrebonne, durant l'année 1895 ; aussi copie de tout rapport, rôle de paie de J.-A. Bigonnesse, écr, se rapportant à tels travaux.

2. Interpellation au sujet du Dr J.-A. Bigonnesse, 372.

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Asbestos et de Danville, 242 ; sur motion de M. Simpson lu la 1ère fois, 242 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 248 ; rapporté, 262 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 263 ; sanctionné, 383. (60 Vict., ch. 74).

C. Bill (du Conseil législatif) amendant le Code de procédure civile, 242 ; sur motion de M. Chicoyne lu la 1ère fois, 242 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté progrès, 251 ; considéré de nouveau, rapporté, passé, 377 ; sanctionné, 383. (60 Vict., ch. 55).

E. Bill (du Conseil législatif) modifiant la loi concernant les dentistes, 204 ; sur motion de M. Bouffard, lu la 1ère fois, 204 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 211 ; considéré en comité général, amendé, 230 ; ordre pour réception du rapport rescindé, bill renvoyé à un comité spécial, 237 ; rapporté amendé, 252 ; considéré en comité général ; motion Turgeon, pour amender le bill, mise aux voix et adoptée, 378 ; appel à M. l'Orateur de la décision du Président du Comité qui dit que vote doit être renouvelé vu erreur ; décision du président du comité maintenue, 378 ; bill considéré de nouveau, rapporté, lu la 3ème fois sur division et passé avec un amendement, 378.

G. Bill (du Conseil législatif) concernant le libelle par les journaux, 349 ; sur motion de M. Tessier (Portneuf) lu la 1ère fois, 350 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 379 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère fois, 380.

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office (l'hon. M. Flynn) —1ère lecture, 8.

2. Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 105 ; motion pour 2e lecture, question d'ordre soulevée par l'hon. M. Marchand, débat ajourné, 350 ; débat repris, 351 ; M. l'Orateur décide que ce bill est dans l'ordre : appel est fait de sa décision qui est confirmée par la Chambre, 352 ; ordre pour 2ème lecture rescindé ; bill retiré, 368.

3. Bill annexant au comté de Dorchester pour toutes les fins cette partie de la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott, maintenant dans le comté de Beauce (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 14 ; 2ème lecture, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 32 ; passé par le Conseil législatif, 97 ; sanctionné, 383 ; (60 Vict., ch. 16).

BILLS :—*Suite.*

5. Bill amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 105 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général. considéré, rapporté progrès, 368 ; bill retiré, 368.

7. Bill concernant la nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-registrateurs (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 170 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 269 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; bill sanctionné, 383 ; (60 Vict. ch. 37).

8. Bill accordant une indemnité à Dame G.-E. Rioux, (l'hon. M. Pelletier)—présenté, lu les 1ère, 2ème et 3ème fois et passé, 120 ; passé par le Conseil législatif, 168 ; sanctionné, 383 ; (60 Vict., ch. 11).

9. Bill concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, (l'hon. M. Flynn)—présenté, lu les 1ère, 2ème et 3ème fois et passé, 121 ; passé par le Conseil législatif, 187 ; sanctionné, 383. (60 Vict., ch. 5).

10. Bill abrogeant la loi imposant des droits sur les transports d'immeubles (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 13 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 32 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 48 ; passé par le Conseil législatif, 98 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 12).

11. Bill concernant la réorganisation des départements (l'hon. M. Flynn)—présenté, 123 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, 197 ; considéré en comité général, rapporté, 199. Motion pour 3ème lecture ; amendement de M. Marchand, négativé, 215 ; autre amendement de M. Dechêne, objecté par M. Flynn, 216 ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; appel étant fait de sa décision elle est confirmée par la Chambre ; bill lu la 3ème fois et passé, 217 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 22).

12. Bill concernant les chemins de fer sous séquestre (l'hon. M. Flynn)—lu la 1ère, la 2ème et la 3ème fois et passé, 273 ; Passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 44).

13. Bill concernant la Compagnie d'exposition de Montréal (l'hon. M. Beaubien)—lu la 1ère fois, la 2ème fois sur division, la 3ème fois et passé, 322 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 8).

14. Bill concernant les écoles élémentaires (l'hon. M. Flynn)—lu la 1ère, la 2ème et la 3ème fois et passé, 334 ; passé par le Conseil législatif, 361 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 3).

BILLS :—*Suite.*

15. Bill amendant la loi concernant la Cour des commissaires (l'hon. M. Hackett)—1ère lecture, 93 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général ; considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la troisième fois et passé, 125 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 187 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 35).

16. Bill amendant la loi concernant la vérification des testaments (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 14 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 75 ; rapporté, 218 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 245 ; passé par le Conseil législatif, 268 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 56).

17. Bill amendant le Code civil (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 14 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 260 ; pas é par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 50).

18. Bill amendant les Statuts refondus (l'hon. M. Pelletier) —1ère lecture, 14 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 260 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; Sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 49).

19. Bill concernant les Sténographes de la cour supérieure (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 254 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 269 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 51).

20. Bill concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine (l'honorable M. Flynn)—1ère, 2ème et 3ème lecture et passé, 304 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 14.)

21. Bill protégeant les juges de paix et d'autres contre les actions vexatoires (l'honorable M. Pelletier)—1ère lecture, 59 ; 2ème lecture et renvoyé a un comité général, considéré, rapporté ; bill lu la 3ème fois et passé, 109 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 168 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 53.)

22. Bill concernant la dette publique et sa conversion (l'hon. M. Atwater)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division ; 3ème lecture et passé, 125 ; passé par le Conseil législatif, 205 ; sanctionné 384. (60 Vict., ch. 2.)

23. Bill concernant les subsides aux chemins de fer (l'hon M. Flynn) 1ère lecture, 268 ; 2ème lecture, motion pour 3e lecture ; amendement de M. Morin pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; M. l'Orateur déclare cette motion hors d'ordre ; bill lu la 3ème fois et passé, 270 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 4)

BILLS :—*Suite.*

24. Bill concernant le Code civil de la province de Québec (l'hon. M. Pelletier) 1ère lecture, 14 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 255 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 329 ; amendements lus la 1ère fois et la 2ème fois et adoptés, 330 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 48).

25. Bill amendant la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal, (l'hon. M. Pelletier). 1ère lecture, 40 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 61 ; considéré, rapporté, passé, 75 ; passé par le Conseil législatif, 226 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 31).

26. Bill amendant la loi concernant la Cour de circuit à Québec. (l'hon. M. Pelletier), 1ère lecture, 41 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 270 ; rapporté progrès, 311 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général négativée, 325 ; bill lu la 3ème fois et passé, 326 ; passé par le Conseil législatif, 349 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 32).

27. Bill amendant la loi concernant les séances de la cour supérieure (l'honorable M. Pelletier)—1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général,—considé, rapporté, passé, 75 ; passé par le Conseil législatif, 113 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 30).

28. Bill amendant la loi électorale (l'honorable M. Pelletier)—1ère lecture, 228 ; motion pour 2ème lecture ; amendement de M. Marchand pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois, négativé, 326 ; motion principale adoptée ; bill lu la seconde fois ; résolutions relatives à ce bill considérées, rapportées, lues la 2ème fois sur division et adoptées ; la Chambre se forme en comité général sur ce bill, rapporté progrès, 327 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 376 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 21).

30. Bill amendant la loi relative aux honoraires des constables (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 109 ; passé par le Conseil législatif, 137 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 36).

31. Bill constituant en corporation le village du Petit Métis (M. Rioux) —1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 88 ; rapporté amendé, 131 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 138 ; pas-sé par le Conseil législatif avec amendements, 205 ; amendements lus la 1ère fois et la 2ème fois et adoptés, 206 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 70).

32. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres (M. Cartier)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 76 ;

BILLS:—*Suite.*

considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 140 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; honoraires remis sur division, 376 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 99).

33. Bill autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen (M. Marion)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 76 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 87 ; passé par le Conseil législatif, 187 ; honoraire remis, 381 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 103.)

34. Bill confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe *alias* Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité à Antoine Robert (M. Tellier)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 104 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 195 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 91.)

35. Bill autorisant Jean Lukin-Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée (M. Tellier)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 104 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 195 ; sanctionné 384. (60 Vict., ch. 92.)

36. Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The North Shore Power Company* (M. Normand)—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapport que ce bill devrait être renvoyé au comité des chemins de fer, 170 ; rapporté, 189 ; considéré en comité général, rapporté ; bill lu la 3ème fois et passé, 204 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 257 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 257 ; honoraire additionnel remis, 314 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 77.)

37. Bill constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest (M. Simpson)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté amendé, 76 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus la 1ère fois, 87 ; amendements lus la 2ème fois et adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 99 ; passé par le Conseil législatif, 195 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 67.)

38. Bill constituant en corporation *The Good Government Association* (M. Simpson)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté amendé, 169 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 206 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 349 ; amendements lus la 1ère fois, 349 ; la 2ème fois et adoptés, 350 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 86).

39. Bill concernant la succession de feu Wm-Frederick Kay (M. Simpson)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills

BILLS:—*Suite.*

privés, 63 ; rapporté, 76 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 87 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 137 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 93).

40. Bill amendant la charte de la cité de Montréal (M. Parizeau)—1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 88 ; rapport que le promoteur désire retirer le bill, 163 ; honoraire remis, 209.

41. Bill amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec (M. Tessier Portneuf)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté amendé 93 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 166 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 172 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 238 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 238 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 59).

42. Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à faire un emprunt (M. Beauchamp)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté amendé, 80 ; considéré en comité général, rapporté et passé, 99 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 187 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 187 ; honoraire remis, 249 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 71).

43. Bill amendant la loi 40 Vict., ch. 41, relative au village de Verdun et pour étendre ses pouvoirs (M. Stephens)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté amendé, 80 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 99 ; passé par le Conseil législatif, 195 ; bill sanctionné, 384 ; (60 Vict., ch. 69.)

44. Bill concernant la substitution créée par le testament de Dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves, (M. Tellier)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapport que le préambule n'est pas prouvé, 137 ; honoraire remis, 171.

45. Bill amendant et refondant la loi organique de la Société " Union Saint-Joseph des Artisans de Sherbrooke," (M. Panneton)—1ère lecture, 80 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 100 ; rapporté amendé, 198 ; considéré en comité général, rapporté, bill lu la 3ème fois et passé, 207 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; honoraire remis, 277 ; bill sanctionné, 384 ; (60 Vict., ch. 88.)

46. Bill amendant la charte de la Ville de Westmount et les lois qui l'amendent. (M. King)—1ère lecture, 58 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté amendé, 104 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 123 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 195 ; amendements lus la 1ère fois, 195 ; lus la 2ème fois et premier

BILLS :—*Suite.*

amendement adopté, second amendement modifié et renvoyé au Conseil, 203 ; amendements adoptés par le Conseil, 226 ; bill sanctionné, 384 ; (60 Vict., ch. 63.)

47. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et Granby (M. Cartier) —1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 64 ; rapporté amendé, 104 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 136 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 206 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 206 ; bill sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 73.)

48. Bill constituant en corporation *The Canada Switch and Spring Company* (M. King)—1ère lecture, 80 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 100 ; rapporté amendé, 130 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 146 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; sanctionné, 384. (60 Vict., ch. 84.)

49. Bill concernant la succession de feu l'honorable John Molson (M. Simpson)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté amendé, 93 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 113 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 94.)

50. Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve (M. Parizeau) —1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté amendé, 131 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 138 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 236 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 236 ; bill sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 65.)

51. Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal (M. Marion)—1ère lecture, 105 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté amendé, 137 ; considéré en comité général, rapporté passé, 146 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; honoraires remis, 276 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 61.)

52. Bill constituant en corporation Thomas Robertson & Compagnie à responsabilité limitée (M. Stephens)—1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 88 ; rapporté amendé, 131 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 138 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 85.)

53. Bill concernant la propriété immobilière du *Trafalgar Institute*. (M. Stephens). 1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 88 ; rapporté amendé, 131 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 138 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 90.)

BILLS :—*Suite.*

54. Bill érigeant l'Asile des aliénés de Québec et ses dépendances, en paroisse distincte (L'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 76 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 54 ; passé par le Conseil législatif, 187 ; honoraires remis, 379 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 72).

55. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir T.-A. Lemieux comme l'un de ses membres après examen. (M. Baker)—1ère lecture, 113 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 136 ; rapporté, 170 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 193 ; passé par le Conseil législatif, 238 ; honoraire remis après vote, 381 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 104).

56. Bill déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost (M. Tellier)—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté, 189 ; motion pour comité général ; amendement de M. Lemieux, débat, heure pour bill privé expirée, débat remis, 226 ; débat repris, amendement rejeté, 231 ; pétition contre ce bill, reçue et lue, 169 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois sur division et passé, 232 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 330 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 330 ; bill sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 95).

57. Bill pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires (M. Tétreau)—1ère lecture, 80 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 100 ; rapporté amendé, 131 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 138 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 96).

58. Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul (M. Beauchamp)—1ère lecture, 105 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté amendé, 198 ; considéré en comité général, amendé, rapporté et passé, 207. Passé par le Conseil législatif avec amendements, 330 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 330 ; bill sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 66).

59. Bill modifiant la loi 43-44 Vict., ch. 88, constituant en corporation l'Association des Comptables de Montréal (M. Panneton)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté amendé, 189 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; bill sanctionné, 385. (60 Vict. ch. 87.)

60. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouv. pour les années fiscales finissant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public (l'hon. M. Atwater) — 1ère lecture, 365 ; 2ème et 3ème lectures et passés, 377 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionné, 387. (60 Vict., ch. 1)

BILLS :—*Suite.*

61. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Wm-James Wright au nombre de ses membres, après examen (M. Panneton)—1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté amendé, 169 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 192 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; honoraire remis, 382 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 101.)

62. Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The Montreal Cold Storage and Freezing Co* (M. Spencer)—1ère lecture, 76 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 88 ; rapporté amendé, et 49^e règle suspendue, 163 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 173 ; passé par le Conseil législatif, 238 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 83).

63. Bill modifiant la loi 53 Vict., ch. 79, constituant en corporation la ville de Magog (M. Panneton)—1ère lecture, 80 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 100 ; rapporté amendé, 218 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 233 ; passé par le Conseil législatif, 325 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 68).

64. Bill constituant en corporation le Collège de Valleyfield (M. Bisson)—1ère lecture, 63 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; Rapporté, 104 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 187 ; honoraire remis, 209 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 89).

65. Bill concernant *The Equitable Savings, Loan and Building Association* (M. Carbray)—1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 104 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 124 ; passé par le Conseil législatif, 226 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 81).

66. Bill amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri (M. Martineau)—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté amendé, 198 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et pas-sé, 207 ; passé par le Conseil législatif, 325 ; bill sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 62).

67. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-H. Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie après examen (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés ; rapporté, 170 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 193 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; honoraire remis, 382 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 105).

68. Bill pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont de Saint-François (M. Bédard)—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 124 ; rapport que le préambule n'est pas prouvé 137 ; honoraire remis, 210.

BILLS :— *Suite.*

69. Bill constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada (l'hon. M. Marchand)—1ère et 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 80 ; rapporté amendé, 163 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 173 ; passé par le Conseil législatif, 236 ; bill sanctionné, 385. (50 Vict., ch. 80.)

70. Bill amendant la charte de la Compagnie d'Union des Abattoirs de Montréal (M. Parizeau)—1ère lecture, 93 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 136 ; rapport amendé, 228 ; réimpression ordonnée, 228 ; considéré en comité général, rapporté, progrès, 247 ; considéré de nouveau, bill retiré, 261 ; honoraire remis, 276.

71. Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis (M. Tellier)—1ère lecture, 104 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté amendé, 189 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 206 ; passé par le Conseil législatif, 268 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 64)

72. Bill autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à passer un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec (M. Carbray)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 140 ; rapporté, 169 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 192 ; passé par le Conseil législatif, 238 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 98).

73. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre F.-H. Pickles à l'étude du droit, sans examen (M. Spencer)—1ère lecture, 80 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté, 170 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 204 ; passé par le Conseil législatif, 238 ; honoraires remis, 381 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 102).

74. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Paul-Arthur Côté, au nombre de ses membres (M. Tellier)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté, 170 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 193 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 100).

75. Bill constituant en corporation la *Coaticook Electric Light and Power Company* (M. England)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapport recommandant que ce bill soit renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 170 ; rapporté amendé, 189 ; considéré en comité général, rapporté et passé, 204 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 268 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 268 ; Honoraire additionnel remis, 314 ; bill sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 79).

76. Bill concernant la Compagnie dite *The Stadacona Water, Light and Power Company* (M. Panneton)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et

BILLS :—*Suite.*

renvoyé au comité des chemins de fer, 140 ; rapporté, amendé, 169 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 206 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 225 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 238 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 268 ; honoraire remis, 314 ; Bill sanctionné, 385. (60 Vict., ch. 78.)

77. Bill modifiant la loi 57 Vict., chap. 57, concernant la charte de la cité de Montréal (M. Cartier)—1^{ère} lecture, 132 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté, 218 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 233 ; considéré de nouveau, rapporté, lu la 3^e fois sur division et passé, 246 ; honoraire remis vu que ce bill a été rejeté.

78. Bill pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, Elizabeth Olivier (M. Cartier)—1^{ère} lecture, 131 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés ; rapporté amendé, 189 ; considéré en comité général, rapporté, pas é, 204 ; passé par le Conseil législatif, 238 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 97)

79. Bill pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions de Mari-Cécile Roy et Abraham Hamel (M. Bouffard)—1^{ère} lecture, 131 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté demandant de nouvelles instructions à la Chambre, 198 ; renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 210 ; rapport que le préambule n'est pas prouvé, 237 ; honoraire remis, 276.

80. Bill amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements (M. Augé)—1^{ère} lecture, 77 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 88 ; rapporté amendé, 169 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus la 1^{ère} et la seconde fois, 208 ; amendements adoptés ; bill lu la 3^e ne fois et passé, 231 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 329 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 329 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 60).

81. Bill amendant le Code Civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurances mutuelles contre le feu (M. Bourbonnais)—1^{ère} lecture, 23 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, rapporté amendé, 213 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 231 ; considéré de nouveau, rapporté progrès, 241.

82. Bill amendant de nouveau le Code municipal. (M. Bourbonnais).—1^{ère} lecture, 24 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 71.

83. Bill modifiant l'article 148 des Statuts de la province de Québec, concernant l'indemnité législative, (M. Desjardins)—1^{ère} lecture, 34 ; motion pour 2^{ème} lecture, amendement de M. Carbray pour renvoyer la seconde lecture à six mois adoptée après vote, 90.

BILLS :—*Suite.*

84. Bill pour abolir la continuation de communauté créant l'usufruit légal, en certains cas et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code de procédure civile inclusivement, (l'hon. M. Marchand)—1ère lecture, 41 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 91 ; considéré, rapporté, lu la troisième fois et passé, 98 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 249 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 259 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 52).

85. Bill pourvoyant à la prohibition des placards indécents dans les rues et places publiques des cités et des villes (M. Stephens)—1ère lecture, 41 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 154 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 236 ; Amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 236 ; Bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 58).

86. Bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile, relativement à la cession des biens (M. Tellier)—1ère lecture, 54 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité du Code de procédure civile, 71.

87. Bill amendant la loi des compagnies pour le gaz combustible (M. Normand)—1ère lecture, 58.

88. Bill amendant de nouveau le Code municipal (M. Gladu)—1ère lecture, 59 ; 2ème lecture et renvoyé au comité spécial permanent de législation, 71.

89. Bill amendant l'article 221 du Code de procédure civile (M. Duplessis)—1ère lecture, 59 ; 2ème lecture, sur division et renvoyé au comité spéciale du Code de procédure civile, 72

90. Bill amendant l'article 592 du Code de procédure civile (M. Lemieux)—1ère lecture et référé au comité du Code de procédure, 59.

91. Bill concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 105 ; motion de M. Pelletier pour suspendre la 51ème règle, vu l'urgence pour la 2ème lecture, 367 ; objection de M. Marchand ; M. l'Orateur renvoi l'objection ; bill lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 367 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 15).

92. Bill amendant la loi de la chasse de Québec (l'hon. M. Nantel)—1ère lecture ; 2ème lecture, sur division, lu la 3ème fois et passé, 161 ; passé par le Conseil législatif, 205 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 25).

93. Bill amendant la loi relative aux pêcheries (l'hon. M. Nantel)—1ère lecture, 93 ; 2ème lecture sur division renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois

BILLS :—*Suite.*

et passé, 161 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 24.)

94. Bill amendant l'acte 59 Vict., chap. 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle (l'hon. M. Hackett)—1ère lecture, 105 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, rapporté, passé, 135 ; passé par le Conseil législatif, 249 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 45.)

95. Bill autorisant l'Association dite *The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, limited*, à faire affaires dans la province de Québec, (M. Allard)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté amendé, 189 ; considéré en comité général, rapporté passé, 208 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; sanctionné, 386 ; (60 Vict., ch. 82.)

96. Bill amendant le Code municipal, (M. Parizeau)—1ère lecture, 2ème lecture, sur division et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 133 ; rapporté refondu avec bill No 136, 199.

97. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, (l'honorable M. Hackett)—1ère lecture, 106 ; 2ème lecture, renvoyé à un comité général ; considéré, lu la 3ème fois et passé, 135 ; passé par le Conseil législatif, 208 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 38.)

98. Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic (M. Allard)—1ère lecture, 164 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 173 ; rapporté, 219 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 233 ; passé par le Conseil législatif, 273 ; honoraire additionnel remis, sur division, 376 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 75).

99. Bill amendant de nouveau le Code municipal (M. Bourbonais)—1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 113 ; rapporté, refondu avec le bill No 136, 199.

100. Bill concernant les maisons d'accouchements et les hospices (M. Augé)—1ère lecture, 81 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé à un comité spécial, 211 ; premier rapport, 228 ; membres ajoutés au comité, 231 ; second rapport, 237

101. Bill amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50, (M. Augé)—1ère lecture, 81 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, rapporté progrès, 129 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 171.

102. Bill concernant les Sociétés nationales de bienfaisance, (M. Augé)—1ère lecture, 81 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté progrès, 171 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amende-

BILLS :—*Suite*

ments adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 211 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 257 ; amendements lus la 1ère fois, 257 ; lus la 2ème fois et adoptés, 277 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 46).

103. Bill amendant le Code municipal (M. Caron)—1ère lecture et renvoyé au comité de législation, 81 ; rapporté refondu avec Bill No 136, 199.

104. Bill amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads*, (l'hon. M. Nantel)—1ère lecture, 164 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 227 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 269 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 27).

105. Bill amendant le Code municipal (M. Bisson)—1ère lecture, 93 ; et renvoyé au comité spécial du Code municipal ; rapporté refondu avec le bill No 136, 199.

106. Bill amendant le Code municipal (M. Marion)—1ère lecture, et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 105.

107. Bill amendant la loi concernant la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières (M. Tétreau)—1ère lecture, 114 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 154 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 226 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 226 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 39.)

108. Bill amendant le Code municipal (M. Bourbonnais)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 114 ; rapporté refondu avec bill No 136, 199.

109. Bill amendant l'article 887 du Code municipal (M. Gosselin)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 125

110. Bill amendant le Code du notariat (l'honorable M. Pelletier)—1ère lecture, 170 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 245 ; passé par le Conseil législatif, 268 ; sanctionné, 386 ; (60 Vict., ch. 40.)

111. Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements (l'honorable M. Atwater)—1ère lecture, 246 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 278 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 13.)

112. Bill amendant la loi concernant la Cour de magistrat de district, (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 170 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 254 ; passé par le Conseil législatif, 273 ; Sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 34.)

BILLS :—*Suite.*

114. Bill concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est, (l'hon. M. Beaubien)—1ère lecture, 316 ; 2ème lecture sur division, 3ème lecture et passé, 368 ; Passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 9.)

115. Bill relatif aux Recorders, (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 228 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 255 ; passé par le Conseil législatif, 273 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 23.)

116. Bill amendant le Code municipal (M. Tessier, Portneuf)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 125.

117. Bill pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive nord d'émettre de nouvelles débentures en renouvellement de leurs débentures ou obligations actuelles et pour certaines autres fins (l'hon. M. Hackett)—1ère lecture, 125.

118. Bill amendant l'article 716 du Code municipal (M. Lemieux)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 137 ; rapporté refondu avec bill No 136, 199.

119. Bill amendant le Code municipal (M. Desjardins)—1ère lecture, et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 141

120. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Augé)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code de procédure, 164.

122. Bill amendant l'article 582 du Code municipal, (M. Chateauvert)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 149 ; ordre que ce bill soit inscrit sur l'ordre du jour pour 2ème lecture, 241 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 251 ; considéré, rapporté et passé, 279.

123. Bill amendant la loi concernant l'Assurance sur la vie par les maris et parents (M. Cooke)—1ère lecture, 142 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 172 ; rapporté amendé, 218 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 241.

124. Bill amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau (l'honorable M. Pelletier)—1ère lecture, 238 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 252 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 43.)

125. Bill concernant la corruption municipale et civique (M. Allard)—1ère lecture, 170 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, 230 ; considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 241 ; passé par le Conseil législatif, 273 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 42.)

BILLS :—*Suite.*

126. Bill annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 206; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 245; passé par le Conseil législatif, 268; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 17).

127. Bill annexant la partie du canton de Granby à la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes fins (M. Girard (Rouville))—1ère lecture, 164; ordre 2ème lecture rescindé et bill renvoyé à un comité composé des députés des douze comtés, 250; rapport que le préambule n'est pas prouvé, 262.

128. Bill concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, (M. Bouffard)—1ère lecture, 171; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, 211; considéré, rapporté, passé, 219; passé par le Conseil législatif, 256; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 18.)

129. Bill concernant l'Asile de la Longue Pointe (l'hon. M. Hackett)—1ère, 2ème et 3ème lecture et passé, 324; passé par le Conseil législatif, 333; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 6.)

130. Bill amendant l'article 514 du Code municipal (M. Tellier)—1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 171.

131. Bill concernant le Parc de la Montagne Tremblante, (l'hon. M. Nantel)—1ère lecture, 2ème lecture sur division, 3ème lecture et passé, 260; passé par le Conseil législatif, 273; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 26.)

132. Bill concernant les *Safe Deposit Companies*, (M. Simpson)—1ère lecture, 189; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, rapporté, passé, 219; passé par le Conseil législatif, 256; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 76.)

133. Bill étendant la juridiction de la Cour supérieure de Joliette, (M. Allard)—1ère lecture, 262.

134. Bill concernant les biens de famille en cette province, (M. Chicoyne)—1ère lecture, 199; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité spécial, 251; premier rapport, 262; second rapport, 315.

135. Bill concernant les ingénieurs civils, (M. Spencer)—1ère lecture, 199.

136. Bill amendant le Code municipal, (M. Marion)—1ère lecture, 199; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, 231; considéré, amendé, rapporté; amendements lus la 1ère fois, 241; lus la 2ème fois et adoptés; motion pour 3ème lecture, amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé; bill lu la 3ème fois et passé, 250; passé par le Conseil législatif avec amendements, 330; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 330; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 57).

BILLS:—*Suite.*

137. Bill concernant la juridiction de la Cour du Banc de la Reine, en appel et de la Cour supérieure (l'honorable M. Pelletier)—1ère lecture, 238 ; 2ème lecture sur division et renvoyé à un comité général, 255 ; considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 311 ; passé par le Conseil législatif, 333 ; bill sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 29.)

138. Bill concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga pour les fins scolaires à la cité de Montréal (M. Augé)—1ère lecture et 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 211 ; rapporté, 228 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 249 ; passé par le Conseil législatif, 325 ; honoraire remis, 249 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 19.)

139. Bill amendant le Code municipal, (M. Bourbonnais)—1ère lecture, 238.

140. Bill permettant aux parties d'être témoins dans leur propre cause ou Loi amendant le Code de procédure civile, (M. Allard)—1ère lecture, 246 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 277 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 54.)

141. Bill amendant la loi 39 Vic., ch 41, (M. Duplessis)—1ère lecture, 246 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, passé, 377 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 20.)

142. Bill concernant la nomination des Conseils de la Reine, (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 246.

144. Bill concernant le palais de justice de Hull (l'hon. M. Atwater)—1ère lecture ; 2ème lecture sur division ; 3ème lecture et passé, 311 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 330 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 330 ; sanctionné, 386. (60 Vict., ch. 7.)

145. Bill amendant la loi concernant le pourcentage sur les honoraires de certains officiers publics, (M. Panneton)—1ère lecture, 270.

146. Bill amendant la loi des licences de Québec, (M. Allard)—1ère lecture, 257 ; le nom de M. Atwater substitué à celui de M. Allard comme promoteur de ce bill ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 277 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 349 ; amendements lus la 1ère fois et la 2ème fois et adoptés, 349 ; bill sanctionné, 387. (60 Vict., ch. 23.)

BILLS :—*Suite.*

147. Bill pour encourager l'éducation technique, (M. Marion)—1ère lecture, 315 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité général ; considéré, rapporté, passé, 377 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionné, 387. (60 Vict., ch. 28).

148. Bill amendant l'article 2024 des Statuts révisés de la province de Québec, (M. Simpson)—1ère lecture, 350.

149. Bill concernant un octroi aux Révérendes Dames Ursulines de Roberval, (l'hon. M. Atwater) — 1ère, 2ème et 3ème lectures et passé, 366 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionne, 387. (60 Vict., ch. 10.)

150. Bill amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, (l'hon. M. Pelletier) 1ère lecture, 369 ; 2ème lecture, sur division, 3ème lecture et passé, 370 ; passé par le Conseil législatif, 380 ; sanctionné, 387. (60 Vict., ch. 47.)

Bills (Diverses Procédures sur—) :—

1. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 237.
2. Nom substitué à un autre comme promoteur d'un bill, 277.
3. Présentés, lus la 1ère fois et renvoyés au comité du Code municipal, 113, 114.
4. Présentés, lus la 1ère et la 2ème fois et renvoyés à un comité, 80, 211.
5. Bills présentés, lus les 3 fois et passés, 120, 131, 161, 260, 273, 304, 311, 366.
6. Motion pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, adoptée, 90.
7. Bill remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture, 242.
8. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité des bills privés, 99.
9. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité de législation 71, 172
10. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité du code de procédure, 71, 172.
11. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité du code municipal, 71.

BILLS (Diverses procédures sur—):—*Suite.*

12. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité général de la Chambre, 230, 231, 251, 255.

13. Lu la 2ème fois sur division, lu la 3ème fois et passé, 125.

14. Lus la 2ème fois, renvoyés à un comité général, considérés, rapportés, passés, 75, 109, 135, 245, 246, 252, 255, 260, 269, 277, 377.

15. Lus la 2ème fois, renvoyés à un comité général, considérés, amendés, amendements adoptés, lus la 3ème fois et passés, 125, 154, 219, 277, 311.

16. Lus la 2ème fois sur division, renvoyés à un comité général, considérés, rapportés, passés, 254.

17. Lus la 2ème fois sur division, renvoyés à un comité général, considérés, amendés; amendements adoptés, lus la 3ème fois et passés, 154, 161, 269.

18. Considérés en comité général, rapporté progrès, 129, 171, 206, 231, 233, 241, 247, 311.

19. Motions pour renvoyer de nouveau un bill à un comité général, négativées, 226, 231, 250, 269.

20. Considérés en comité, amendés, rapportés, amendements, lus la 1ère fois, 88, 380; lus la 2ème fois et adoptés, 99.

21. Considéré en comité, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère et la 2ème fois, concours dans les amendements remis à plus tard, 208; considérés et adoptés; bill lu la 3ème fois et passé, 231.

22. Motions à la 3ème lecture d'un bill, négativées, 216, 217.

23. Motion pour renvoyer à 6 mois la 3ème lecture d'un bill, négativée, 247.

24. Bills renvoyés à un comité spécial, 211, 237, 251.

25. Bill renvoyé à un comité spécial composé des membres des 12 comtés, 250.

26. Bills retirés, 163, 261, 368.

27. Bill ré-imprimé, 228.

28. Bills soumis au comité du Code municipal refondus en un seul bill, 199.

Bills privés :

1. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 226.

2. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 10, 31, 33. Premier rapport, nommant M. Duplessis, président, et recommandant une réduction du quorum, quorum devant être de sept, 70.

3. Rapports de ce comité sur divers bills, 76, 79, 93, 103, 131, 137.

4. Bills renvoyés à ce comité, 63, 64, 88, 90, 89, 124, 136, 139.

5. Bills rapportés du comité des bills privés renvoyés au comité des chemins de fer, 170.

6. Honoraires sur bills remboursés, 171, 208, 209, 249, 277, 278, 376, 381, 382.

7. Honoraire additionnel remis, 314.

8. Délai prolongé pour la présentation des bills privés, 103, 104.

9. Délai prolongé pour la présentation des rapports sur bills privés, 169, 198.

BOIS DE CHAUFFAGE :—Voir *Charbon et bois de chauffage*.

BOISSONS :—Motion de M. Stephens pour copie des actions intentées par le percepteur du revenu de la province, à Montréal, pour violation de la loi des licences, sur certaines personnes du district de Montréal, 129 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 263. (*Document No 77*). Voir *Documents, item 19*.

BONAVENTURE :—

1. Motion de M. Lemieux pour un état donnant l'emploi des \$6,000.00 dépensées pour chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure, mentionnées à la page 180 des comptes publics pour 1896 ; où et par qui ces travaux ont-ils été faits, 152 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 194. (*Document No. 53*). Voir *Documents, item 20*.

2. Cadastre du comté de Bonaventure, interpellation, 142.

3. Entretien des aliénés, interpellation, 115.

BOUFFARD, EDOUARD :—Elu pour la division électorale de Montmorency ; certificat de son élection ; prête serment et prend son siège, 7.

BOUFFARD, FRANÇOIS :—

1. Motion de M. Pinault pour copie de la correspondance se rapportant à l'exécution de la condamnation prononcée contre François Bouffard, fils, de Saint-Jérôme-de-Matane, le 12 juin dernier, pour vente de boissons sans licence, 229.
2. Interpellation au sujet de Bouffard, François, fils, 68.

BORLAND & Co. :—Voir *Charbon*.

BOSWELL, VESEY :—Pétition de —de Québec, demandant un acte l'autorisant à poser un aqueduc dans certaines rues de Québec, 13, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 141. Voir *Bill No 72*.

BOUCHER, ADÉLARD, de Kamouraska :—Interpellation, 381.

BOURINOT, J.-G. :—Interpellation, 26.

BRASSARD & BELLEAU :—Interpellation, 275.

BRÉSIL :—Motion de M. Lussier, pour tous documents relativement aux Canadiens émigrés récemment au Brésil, 171 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 212 (*Document No 63*). Voir *Documents, item 22*.

2. Interpellation au sujet des Canadiens émigrés au Brésil, 115.

BRIEN, M. OVIDE, de l'Assomption :—Interpellation, 239.

BROUSSEAU, LÉGER :—Voir *Impressions*, aussi *Documents, item, 36*.

BRYSON, JOHN :—Pétition demandant une loi ratifiant le dernier testament de feu John Bryson, et pour d'autres fins, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 79. Voir *Bill No 57*.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE :—Interpellation au sujet de l'item 21, 62.

BUREAU, CHEMIN DE — :—Voir *Chemin de Bureau*.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :

1. Résolutions de M. Pelletier concernant l'organisation des bureaux d'enregistrement ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; rapporté progrès, 136 ; la Chambre de nouveau en comité, 278 ; résolutions rapportées, 279 ; lues la 2ème fois sur division et adoptées, 350 ; bill basé sur ces résolutions, 350. Voir *Bill No 2*.
2. Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 105. Voir *Bill No 5*.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—*Suite.*

3. Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 369. Voir *Bill No. 150* ; aussi *Réregistrateurs*.

BUREAU DE POSTE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Nombre d'employés, 117.

CANADA SWITCH & SPRING CO. :—Pétition de Kenneth Blackwell et autres, demandant à être incorporés sous le nom de *The Canada Switch & Spring Company, (Limited)*, 22, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 79. Voir *Bill No 48*.

CANADIENS ÉMIGRÉS AU BRÉSIL :—Voir *Brésil*.

CARROLL, H.-G. :—Motion de M. Turgeon, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et H.-G. Carroll, écuyer, M. P., au sujet de P.-E. Côté, conducteur de travaux de colonisation de la paroisse de Saint-Paschal, 12 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 133. (*Document No 31*). Voir *Documents, item 48*.

CASGRAIN, TH.-CHASE :—

1. Résigne son siège pour la division électorale de Montmorency, 5.
2. Interpellation relative à l'honorable T.-C. Casgrain, 67.

CAUCHON, M. :—du Château-Richer :—Interpellation, 115.

CAUTIONNEMENTS :—M. Atwater met devant la Chambre un état des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1895 jusqu'au 17 novembre 1896, 20. (*Document No. 11*). Voir *Documents, item 23*.

CAUTIONNEMENTS FORAITS (MONTREAL) :—Motion de M. Lussier, pour un état indiquant qui a été chargé, par le gouvernement de Québec, de collecter les cautionnements foraits, dans le district de Montréal, depuis le 16 décembre 1891, 89.

CERCLES AGRICOLES :—Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant quelles sommes sont actuellement dues et qui doivent être payées, à même l'item 5 du budget supplémentaire de 1896-97 ; les personnes auxquelles ces sommes doivent être payées, 63.

CESSION DES BIENS :—Bill de M. Tellier amendant certaines dispositions du Code de procédure civile relatives à la cession des biens, 54. Voir *Bill No 86*.

CHAMBLY :—1. M. l'Orateur est informé que le siège pour—est devenu vacant, 2, 4, 5; émet son mandat pour élection, 2; M. Taillon résigne son siège, 4.

2. Au sujet de l'élection du comté de— :—Interpellation, 24.

CHAPAIS, L'HON. TH. :—Interpellation au sujet de son salaire comme président du Conseil exécutif, 54.

CHARBON ET BOIS DE CHAUFFAGE :—Motion de M. Laliberté, pour un état détaillé des comptes sur production desquels ont été payées certaines sommes, à Madden & Ellis, charbon, à R. Borland & Co., à J.-M. Webster & Co, et à Eng. Trudel, pour bois de chauffage, 230; réponse à l'ordre de la Chambre, 316. (*Document No 84*). Voir *Documents, item 25*.

CHARBON, SOUMISSIONS POUR— :—Interpellation, 89.

CHASSÉ, HONORÉ :—Interpellation, 110.

CHASSE :—

1. Résolution de M. Nantel concernant les lois de la chasse, 106, 148, signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 148; la Chambre en comité; résolution rapportée, 149; lue la 2ème fois sur division et adoptée, 160; bill basé sur cette résolution, 161. Voir *Bill No 92*. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 8.

2. Bill de M. Nantel amendant la loi de la chasse de Québec, 161. Voir *Bill No 92*.

CHATEAUVERT & CANTIN :—Motion de M. Gladu pour un état du compte détaillé sur lequel a été payée à—la somme de \$1500 pour entretien des horloges et cloches électriques du 1er avril au 30 juin 1896, 229; réponse à l'ordre de la Chambre, 315. (*Document No 83*). Voir *Documents, item 110*).

CHAUVEAU, L'HON. JUGE :—Interpellation au sujet de son salaire, 61.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Résolution de M. Marion, que cette Chambre est d'opinion que le taux de péage des diverses barrières de la Commission (de Montréal) devrait être diminué; motion adoptée, 276.

CHEMINS A BARRIÈRES, MONTRÉAL :—

1. Motion de M. Beauchamp, pour production du rapport annuel de la Commission des chemins à barrières de Montréal, avec un état des recettes et des dépenses de l'année, 55.

CHEMINS A BARRIÈRES, MONTRÉAL :—*Suite.*

2. M. Hackett met devant la Chambre le rapport de la Commission des,—Situation des comptes au 31 décembre 1895, 130. (*Document No 13*). Voir *Documents, item 27*.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE-NORD :—Bill de Hackett pour permettre aux syndics des—, d'émettre de nouvelles débetures en renouvellement de leurs débetures, ou obligations actuelles, et pour certaines autres fins. 125. Voir *Bill No 117*.

CHEMINS A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des—, pour l'année 1896, 92 (*Document No 13*) Voir *Documents, item 133*.

CHEMIN DE BUREAU :—Motion de M. Dechène pour documents, se rapportant au paiement d'une somme de \$2,024.00, fait à la paroisse de Ste-Marie-Magdeleine, du Cap-de-la-Magdeleine, pour l'entretien du chemin dit : chemin de Bureau, tel que mentionné à la page 210 des comptes publics, 1895-96, 27 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 67*.) Voir *Documents, item, 28*.

CHEMINS DE COLONISATION :—

1. Motion de M. Girard (Rouville) pour copie de tous documents relativement aux chemins de colonisation, depuis le chemin de fer jusqu'à la chute du lac Tremblant, 220 ;
2. Amendement de M. Tessier (Rimouski) relatif aux chemins de colonisation, 224. Voir *Votes pris en Chambre, 9*.

CHEMINS DE FER :—

1. Motion de M. Marchand pour documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 cents à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent, 42 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 106. (*Document No 25*.) (*Impression ordonnée, 360*.) Voir *Documents, item 31*.
2. Motion de M. Marchand pour documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies, 42 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 106, 133, 162. (*Documents Nos 29, 32 et 41*). (*Impression ordonnée, 360*). Voir *Documents, items 32, 33 et 34*.

CHEMINS DE FER : —*Suite.*

3. Motion de M. Stephens pour un état de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1896 ; aussi un état du nombre d'acres actuellement dus aux chemins de fer, en vertu de la subvention de 25 cts par acres, payables à l'endroit où la terre est vendue, ainsi que du nom de chaque chemin de fer et du nombre d'acres dû à chacun d'eux sur les seconds 35 cents par acre, 118 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 162. (*Document No. 40*). Voir *Documents, item 35*.
4. Motion de M. Marchand pour la production de toutes correspondances et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-Gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent, 153 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 194 ; (*Document No. 57*). *Impression ordonnée*, 360. Voir *Documents, items 36 et 37*.
5. Réponse supplémentaire, 205. (*Document No. 61*). (*Impression ordonnée*, 379). Voir *Documents, item 37*.
6. Motion de M. Bouffard pour la production d'un état indiquant le nombre d'acres de terres comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnés dans la réponse déjà produite, comme représentant les subsides en terres actuellement dues, (*Document No 40* de cette session) ; lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées, 314 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 324. (*Document No 87*) *Impression ordonnée*, 361. Voir *Documents, item 38*.
7. Motion de M. Normand pour documents démontrant si, en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, il a été accordé un subside de 8000 milles acres de terre par mille pour aider à la construction d'un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles, allant vers le nord jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du Lac-Saint-Jean, vers l'extrémité sud du Lac-Edouard, 128.
8. Résolution de M. Flynn, concernant les chemins de fer sous séquestre, 233, 244 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 244, résolution rapportée et

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

lue la 1ère fois, 244, lue la 2e fois sur division et adoptée et bill basé sur cette résolution, 271 à 273. Voir *Bill No 12*, aussi *Votes pris en Chambres*, 10.

9. Bill de M. Flynn, concernant les chemins de fer sous séquestre, 273. Voir *Bill No 12*.
10. Bill de M. Flynn, concernant les subsides aux chemins de fer, 268. Voir *Bill No 23*.
11. Comité permanent des—nommé, 10, 31, 33. Premier rapport annonçant la nomination M. Carbray comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 39. Autres rapports, 104, 130, 137, 163, 169, 189, 262. Bills renvoyés à ce comité, 64, 124, 139, 173, 248.

CHICOUTIMI :—*Hôtel-Dieu Saint-Valier* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

CHOUNARD, ELIE :—Interpellation, 371.

CIMETIÈRES :—Bill de M. Tétreau amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, 114. Voir *Bill No 107*.

CIMON, M. ANDRÉ :—Interpellation, 143.

COATICOOK ELECTRIC LIGHT AND POWER Co :—Petition de Henry Lovell et autres, demandant un acte les incorporant sous le nom de—33, 49 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 75*.

CODE CIVIL :

1. Bill de M. Pelletier amendant le Code civil, 14. Voir *Bill No 17*.
2. Bill de M. Bourbonnais amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu, 23. Voir *Bill No 81*.
3. Bill de Marchand pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code civil, 41. Voir *Bill No 84*.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. M. Pelletier présente le quatrième rapport de la Commission chargée de reviser et de modifier le—10. (*Document No 8*). Voir *Documents*, item 40.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

2. Motion de M. Lemieux pour production de la correspondance entre le Conseil général du Barreau pour la province de Québec et le gouvernement, au sujet de la codification du Code de procédure, 55 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 90. (*Document No 27*). Voir *Documents*, item 41.
3. Motion de M. Marchand pour un état indiquant quel est le montant total de la dépense occasionnée jusqu'à ce jour par la refonte du Code de procédure civile ; quelles sont les sommes payées jusqu'à cette date, sur ce montant, aux différentes personnes employées à ce travail respectivement ; et comment sont réparties les autres dépenses encourues pour le même objet, 314.
4. Bill de M. Pelletier, concernant le Code de procédure civile de la province de Québec, 14. Voir *Bill No 24*.
5. Bill de M. Tellier amendant certaines dispositions du Code de procédure civile relativement à la cession des biens, 54. Voir *Bill No 86*.
6. Bill de M. Duplessis amendant l'article 221 du Code de procédure civile, 59. Voir *Bill No 89*.
7. Bill de M. Lemieux amendant l'article 502 du Code de procédure civile, 59. Voir *Bill No 90*.
8. Bill de M. Augé amendant le Code de procédure civile, 164. Voir *Bill No 120*.
9. Bill du Conseil législatif, présenté par M. Chicoyne, amendant le Code de procédure civile, 242. Voir *Bill C*.
10. Bill de M. Allard, permettant aux parties d'être témoin dans leur propre cause ou Loi amendant le Code de procédure civile, 246. Voir *Bill No 140*.
11. Coût de la refonte du Code de procédure civile :—Interpellation, 313.
12. Comité—Motion de M. Pelletier pour la formation d'un comité conjoint des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du Code de procédure civile, adopté ; membres nommés ; message envoyé au Conseil législatif, 15 ; membres nommés par le Conseil, 23 ; premier rapport nommant M. Pelletier président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 39 ; second rapport, 51 ; rapport final, 218. (*Appendice No 1*). Bills renvoyés à ce comité, 59, 71, 72, 164 ; membres ajoutés à ce comité, 105.

CODE DU NOTARIAT :—Bill de M. Pelletier amendant le—, 170. Voir *Bill No 110*.

CODE MUNICIPAL :—

1. Bill de M. Bourbonnais amendant de nouveau le Code municipal, 24. Voir *Bill No 82*.
2. Bill de M. Gladu amendant de nouveau le Code municipal, 59. Voir *Bill No 88*.
3. Bill de M. Parizeau amendant le Code municipal, 133. Voir *Bill No 96*.
4. Bill de M. Bourbonnais amendant de nouveau le Code municipal, 113. Voir *Bill No 99*.
5. Bill de M. Caron amendant le Code municipal, 199. Voir *Bill No 103*.
6. Bill de M. Bisson amendant le Code municipal, 93. Voir *Bill No 105*.
7. Bill de M. Marion amendant le Code municipal, 105. Voir *Bill No 106*.
8. Bill de M. Bourbonnais amendant le Code municipal, 114. Voir *Bill No 108*.
9. Bill de M. Gosselin amendant l'article 887 du Code municipal, 125. Voir *Bill No 109*.
10. Bill de M. Tessier (Portneuf) amendant le Code municipal, 125. Voir *Bill No 116*.
11. Bill de M. Lemieux amendant l'article 716 du Code municipal, 137. Voir *Bill No 118*.
12. Bill de M. Desjardins amendant le Code municipal, 141. Voir *Bill No 119*.
13. Bill de M. Châteauvert amendant l'article 582 du Code municipal, 149. Voir *Bill No 122*.
14. Bill de M. Tellier, amendant l'article 514 du Code municipal, 171. Voir *Bill No 130*.
15. Bill de M. Marion, amendant le Code municipal, 199. Voir *Bill No 136*.

CODE MUNICIPAL :— *Suite*.

16. Bill de M. Bourbonnais amendant le Code municipal, 238. Voir *Bill No 139*.
17. Comité spécial pour examiner les amendements proposés au Code municipal, 97 ; premier rapport, nommant M. Marion président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 141 ; second rapport, bills renvoyés au comité, refondus en un seul bill, 199. Voir *Bill No 136*. Bills renvoyés à ce comité, 71, 113, 114, 125, 141, 149, 171.

COLONS :—Bill de M. Nantel, amendant la loi concernant la protection des colons et les *Homesteads*, 164. Voir *Bill No 104*.

COLPORTEURS, requêtes relativement aux—, 274.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 10. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 31. Rapport, 33. Voir *Agriculture, Bill privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents ; Privilèges et Elections*, pour comités, etc., se rapportant à ces matières.

2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 51, 98 ; *Code de procédure civile*, 15, 23 ; *Impressions*, 51, 98.

3. Comités spéciaux :—Voir *Code municipal*, 97 ; *Dentistes*, 237 ; *Homesteads*, 251 ; *Maisons d'accouchement et hospices*, 311.

4. Membres ajoutés à des comités, 105, 231.

5. Motions pour comités généraux, 20, 106, 136, 211, 233, 251, 252, 262.

6. Comités généraux, 43, 143, 155, 227, 244, 252, 273, 279, 284, 283, 286, 301, 316, 327, 329, 365, 368.

7. Un comité rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 136, 166, 285.

8. Comité général sur résolutions rapporte progrès, 136, 245.

9. Motion de M. Parizeau pour la formation d'un comité pour étudier les causes des inondations périodiques du Saint-Laurent ; débat ; motion retirée, 112.

COMITÉS : — *Suite.*

COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, RAPPORTS DES DIVERS—SAVOIR :

10. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 39.
11. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—: Membres nommés par le Conseil législatif, 98. Membres nommés par l'Assemblée législative, 51.
12. *Bills privés* :—Premier rapport, 39. Adopté, 39. Second. 73. Troisième, 79. Quatrième, 93. Cinquième, 103. Sixième, 131. Septième, 137. Huitième, 163. Neuvième, 169. Dixième, 189. Onzième, 198. Douzième, 218. Treizième, 228. Quatorzième, 237.
13. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 39. Second. 104. Troisième, 130. Quatrième, 137. Cinquième, 163. Sixième, 169. Septième, 189. Huitième, 218. Neuvième, 262.
14. *Code de procédure civile* :—Comité conjoint nommé, 15, 23. Premier rapport, 39 ; second rapport, 51 ; troisième, 218.
15. *Code municipal* :—Comité spécial nommé, 97. Premier rapport, 141 ; second, 199.
16. *Comptes publics* :—Premier rapport, 40 ; second, 361.
17. *Dentistes* :—Comité spécial nommé, 237 ; premier rapport, 252.
18. *Homesteads* :—Comité spécial nommé, 251 ; premier rapport, 262 ; second, 315.
19. *Impressions* :—Comité conjoint des—membres nommés par l'Assemblée, 51 ; membres nommés par le Conseil législatif, 98 ; premier rapport, 359 ; second, 378.
20. *Industries* :—Premier rapport, 39.
21. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 39 ; second, 218.
22. *Listes des députés devant faire partie des comités permanents* :—Rapport, 33, 34.
23. *Maisons d'accouchement et hospices* :—Comité permanent nommé, 211 ; premier rapport, 228 ; second, 237.
24. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 39 ; second, 50 ; troisième, 76 ; quatrième, 79 ; cinquième, 93 ; sixième, 103 ; septième, 130 ; huitième, 163 ; neuvième, 198.
25. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 39.

COMITÉS :—*Suite.*

26. COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉSOLUTIONS RELATIVES A—

(Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index :)

1. Asile de la Longue-Pointe 251.
2. Association agricole des Cantons de l'Est, 233, 316.
3. Baie-des-Chaleurs, chemin de fer de la—, 106.
4. Bureaux d'enregistrement, organisation des—, 136.
5. Chasse, 106, 148.
6. Chemins de fer sous séquestre, 233, 244.
7. Compagnie d'exposition de Montréal, 262, 316.
8. Départements, réorganisation des—, 106.
9. Dette publique et sa conversion, 43.
10. Ecoles élémentaires, 233.
11. Hochelaga et Jacques Cartier, fins d'enregistrement. 20.
12. Isles de la Madeleine, 252.
13. Parc de la Montagne Tremblante, 211, 227.
14. Régistrateurs et bureaux d'enregistrement, 268.
15. Rioux, Dame George-Etienne, 106.
16. Sténographes de la cour supérieure, 252, 253.
17. Subsidés aux chemins de fer, 106, 155.
18. Ursulines de Roberval, 365.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINES, MONTRÉAL :—Pétition demandant une loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires à la cité de Montréal ; reçue et lue, 210, Rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 218 Voir *Bill No 138*.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE INTERNE :—Voir *Economie interne*.

COMMUNAUTÉ :—Bill de M. Marchand pour abolir la continuation de—, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du Code civil, 41. Voir *Bill No 84*.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE :—Bill de M. Hackett amendant la loi 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle, 105. Voir *Bill No 94*.

COMPAGNIE D'EXPOSITION DE MONTRÉAL :—

1. Résolutions de M. Beaubien concernant la—, 262, 316 ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 316 ; résolutions rapportées, 319 ; lues la 2ème fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 322. Voir *Bill No 13*.
2. Bill de M. Beaubien, concernant la Compagnie d'exposition de Montreal, 322. Voir *Bill No 13*, aussi *Montréal*.

COMPAGNIE DES FAÏENCERIES DU CANADA :—Voir *Faïenceries*.

COMPAGNIES DE GAZ :—Bill de M. Normand amendant la loi des Compagnies pour le gaz combustible, 58. Voir *Bill No 81*.

COMPAGNIES POUR LE GAZ ET L'EAU :—Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux—, 238. Voir *Bill No 124*.

COMPAGNIE DU PONT SAINT-FRANÇOIS :—Pétition demandant un acte étendant ses privilèges, 22, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 103. Voir *Bill No 68*.

COMPTABLES DE MONTRÉAL :—Pétition demandant des amendements à la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, 33, 49 ; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 131. Voir *Bill No 59*.

COMPTES PUBLICS :—

1. M. Atwater met devant la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1896, 11. (*Imprimé*). (*Document No 2*). Voir *Documents, item 43*
2. Comité permanent nommé, 10, 31, 33. Premier rapport, nommant M. Châteauvert président, et demandant que le *quorum* soit réduit à sept ; adopté, 39. Second rapport, 361.

COMPTON, FERME MODÈLE DE — :—

1. Arrangements au sujet des élèves, 151.
2. Interpellation au sujet de la Ferme modèle de Compton, 110.
3. Au sujet des voyages de M. Gigault à la ferme de Compton. Voir *Gigault, G.-A.*

COMPTON, FERME MODÈLE DE— :— *Suite.*

4. Motion de M. Dechène pour un état des sommes payées aux syndics ou au gérant de la Ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre courant (1896), comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles, etc., 71, réponse à l'ordre de la Chambre, 188. (*Impression ordonnée*, 378) (*Document No 46*). Voir *Documents*, item 45.
5. Réponse à une adresse de M. Dechène du 11, novembre 1895, pour documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et école d'agriculture de Compton, 55. (*Impression ordonnée*, 360). (*Document No 21*). Voir *Documents*, item 44.
6. Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant la date des divers paiements faits à la Ferme modèle de Compton, dont la somme totale de \$5,300.00 est portée à la page 168 des comptes publics 1895-96, 96; réponse à l'ordre de la Chambre, 188. (*Document No 48*). Voir *Documents*, item 46.

COMPTON, Ecole d'agriculture de—: Voir *Compton, Ferme modèle*, aussi *Ecoles d'agriculture* et aussi *Documents*, item, 58, 59 et 60.

CONFÉRENCES AGRICOLES :—Motion de M. Gladu pour un état détaillé des sommes payées à certaines personnes, pour dépenses de voyage et services en rapport avec les conférences par eux données en différents endroits, tel que porté aux pages 176 et 177 des comptes publics de 1896, 229.

CONFÉRENCIERS AGRICOLES :—Montant payé aux—, 62.

CONSEILS DE LA REINE :—Bill de M. Pelletier concernant la nomination des—, 246. Voir *Bill No 142*.

Conseil législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 51; au sujet de la Bibliothèque, 52; au sujet du Code de procédure civile, 15.

Messages du Conseil :

2. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 98.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 98.

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint du Code de procédure civile, 23.

5. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 205, 241, 349.

6. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 97, 113, 137, 168, 187, 195, 205, 208, 226, 236, 238, 249, 256, 268.

7. Avec amendements, 137, 168, 187, 195, 205, 226, 236, 249, 257, 268.

8. Amendements du Conseil considérés de suite, 137, 168, 187, 206, 226, 236, 238, 249, 257, 268.

9. Seconde lecture remise à plus tard, 195, 257, 349.

10. Amendements lus la seconde fois et adoptés, 205, 277, 350.

11. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 203. Amendements adoptés par le Conseil, 226.

12. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 378, 380.

13. Motion de M. Cooke,—que cette Chambre est d'opinion que l'utilité d'une Chambre haute ou Conseil législatif a cessé d'exister ; motion rejetée par 41 voix contre 21, 174. Voir *Votes pris en Chambre*, 11.

CONSEILLERS LÉGISLATIFS :—Au sujet du mode de nomination des—, 115.

CONSTABLES :—Bill de M. Pelletier, amendant la loi relative aux honoraires des—, 64. Voir *Bill No 30*.

CONVERSION DE LA DETTE PUBLIQUE :—Voir *Dettes publiques*.

CORMIER, N.-E. :—Interpellation, 116.

CORRUPTION MUNICIPALE :—Bill de M. Allard, concernant la corruption municipale et civile, 170. Voir *Bill No 125*.

COULOMBE, DR J.-C. :—Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant combien a été payé au Dr J.-C. Coulombe, pour conférences sur l'agriculture, à même l'item \$3,000.00, page 274, comptes public 1895-96 ; quel montant a été payé aux victimes de plusieurs paroisses de Témiscouata, sur le même item, et quelles personnes ont reçu ces montants et combien ont-elles reçu chacune, 170.

COULOMBE, DR C.-J. :—Voir *Conférences agricoles*.

COTÉ, PAUL-ARTHUR :—Pétition demandant un acte pour autoriser le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, 12, 23 ; rapport du comité des ordres permanents, sur l'avis, 131. Voir *Bill No 74*.

COTÉ, P.-E. :—Motion de M. Turgeon pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et H.-G. Carroll, écr, M. P., au sujet de P.-E. Côté, conducteur de travaux de colonisation de la paroisse de Saint-Pascal, 62 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 133. (*Document No 31*). Voir *Documents, item 48*.

COTÉ & FAGUY :—Motion de M. Gladu pour un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées certaines sommes à Côté & Faguy pour marchandises sèches. (Voir page 183, comptes publics de 1896), 229 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 315. (*Document No 82*). Voir *Documents, item 110*.

CÔTE-ST-PAUL :—Pétition de la corporation de la ville de la—, demandant des amendements à sa charte, 22, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 103. Voir *Bill No 58*.

COUR DE CIRCUIT, MONTRÉAL :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant la—, du district de Montréal, 40. Voir *Bill No 25*.

COUR DE CIRCUIT, QUÉBEC :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant la Cour de Circuit à Québec. Voir *Bill No 26* ; aussi *Votes pris en Chambre, 12*.

COURS DES COMMISSAIRES :—Bill de M. Hackett amendant la loi concernant les—, 93. Voir *Bill No 15*.

COUR DE MAGISTRAT :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant la—de district, 170. Voir *Bill No 112*.

COUR DES MAGISTRATS :—Pétition demandant que la—, à Montréal, ne soit pas abolie, 76, 92.

COUR DU BANC DE LA REINE :—Bill de M. Pelletier concernant la juridiction de la cour du banc de la reine, en appel, et de la cour supérieure, 238. Voir *Bill No 137*.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant les séances de la—, 48. Voir *Bill No 27*.

CRÉPEAU, DR, DE NEW-RICHMOND :—Interpellation, 142.

CRESSÉ, L.-G.-A. :—Pétition de—et autres, de Montréal, 189.

CULTURE LÉGUMIÈRE :—Interpellation, 95.

CULTURE, FOURRAGE ET PATURAGE :—Motion de M. Dechène, pour une copie de toute correspondance se rapportant à l'achat, à l'impression et à la distribution du livre intitulé : " Culture, fourrage et pâturage," 210; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 71.*) Voir *Documents, item 50*

CUNNINGHAM, C.-R. :—Pétition de,—et autres, de Kirk's Ferry, 12.

DALLAIRE & GRIGNON :—Interpellation au sujet des conférenciers agricoles, 62.

DALLAIRE, O.-E. :—Interpellation, 145; voir aussi *Conférences agricoles*.

DE LA BRUÈRE, L.-B. :—Interpellation, 67.

DELISLE, S., DU CAP-SANTÉ :—Interpellation, 116.

DELVECCHIO, P.-T. :—Pétition demandant un acte confirmant le partage des revenus de la succession de P.-T. Delvecchio et celui des propriétés léguées par son épouse, 21, 39; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 78*.

DENAULT, M. :—Interpellation, 127.

DENAULT, J.-M.-A. :—Interpellation, 24.

DENTISTES :—

1. Pétition de B. McGowan et autres, dentistes, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la loi 55-56 Victoria, chapitre 32, 21, 39.
2. Bill du Conseil législatif, présenté par M. Bouffard, modifiant la loi concernant les dentistes, 204. Voir *Bill E*.

DÉPARTEMENTS :—

1. Résolutions de M. Flynn, concernant la réorganisation des départements, 106, 122; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; la Chambre en comité; résolutions rapportées, 122; adoptées sur division et bill basé sur ces résolutions, 123. Voir *Bill No 11*.
2. Bill de M. Flynn, concernant la réorganisation des départements, 123. Voir *Bill No 11*. Aussi *Votes pris en Chambre*, 13 et 14.

DÉPARTEMENTS PUBLICS :—Résolutions de M. Atwater concernent certains sous-chefs de certains—, 285.

Députés :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 7.
2. Certificats d'élection des députés pour Montréal, division No 4, 7 ; Montmorency, 7.
3. Aucune déduction ne sera faite pour moins de huit jours d'absence pour cette session, 376.
4. Bill de M. Desjardins modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité législative, 34. Voir *Bill No 83*.
5. Députés, ont-ils reçu, depuis 1892, une valise ou satchel, 372.

DÉPUTÉS-PROTONOTAIRES :—Bill de M. Pelletier concernant la nomination des—, députés-shérifs et députés-régistrateurs, 170. Voir *Bill No 7*.

DÉPUTÉS-RÉGISTRATEURS :—Bill de M. Pelletier concernant les—, 170. Voir *Bill No 7*.

DÉPUTÉS-SHÉRIFS :—Bill de M. Pelletier concernant les—, 170. Voir *Bill No 7*.

DE PUYJALON, HENRI :—Interpellation, 25.

DEQUOY, F.-X.-U. :—Motion de M. Laliberté pour un état détaillé des comptes de MM. F.-X.-U. Dequoy, Sifroid Gilbert et J.-P. Déry, mentionnés aux pages 82 et 83 des comptes publics, 1896, version anglaise, 118.

DÉRY, J.-P. :—Motion de M. Laliberté pour un état détaillé des comptes de MM. F.-X.-U. Dequoy, Sifroid Gilbert et J.-P. Déry, mentionnés aux pages 82 et 83 des comptes publics, 1896, version anglaise, 118.

DESCARRIES, JOS.-A. :—Résigne son siège pour la division électorale de Jacques-Cartier, 2.

DESCHAMPS, M. C.-E. :—Interpellation, 94.

DETTE CONSOLIDÉE :—Motion de M. Stephens, pour un état des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1887 à 1896 inclusivement sur la dette consolidée ; sur les emprunts temporaires et dépôts sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer ; 35 cts par acre sur la balance des subventions en terres converties ; 35 cts par acre sur subventions en terres non converties ; mandats impayés ; balance en caisse, 43 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 134. (*Document No 34*). (*Impression ordonnée, 360*).

DETTE PUBLIQUE :—

1. Résolutions de M. Atwater concernant la dette publique et sa conversion ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 43 ; résolutions rapportées, 48 ; motion pour 2^{ème} lecture, 77, 78 ; amendement de M. Parent, négativé, 78 ; débat sur motion pour 2^{ème} lecture ajourné et devant être le 1^{er} item sur l'ordre du jour du lendemain, 78 ; débat repris, 81 ; amendements de M. Stephens et de M. Dechène, négativés, 81, 82 ; autres amendements de MM. Turgeon, Girard (Rouville) et Bernatchez, négativés, 83 à 85 ; résolutions lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 86. Voir *Bill No 22* ; aussi *Votes pris en Chambre*, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22.
2. Bill de M. Atwater concernant la dette publique et sa conversion, 86. Voir *Bill No 22*.
3. Motion de M. Marion,—pour un état démontrant toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891 ; toutes celles des dites dettes qui ont été payées depuis la dite date et toutes celles dont le paiement a été refusé depuis. 274 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 382. (*Document No 94*). (*Impression ordonnée*, 383). Voir *Documents*, item 53.

DEVLIN, F.-E. :—Motion de M. Guerin, pour documents en général se rapportant à la destitution du docteur F.-E. Devlin, de la fonction de médecin de l'Asile de la Longue-Pointe, 136 ; réponse à l'ordre de la Chambre. (*Document No 66*). Voir *Documents*, item 54.

DEVLIN, RÉVOCATION DU DR :—Interpellation, 273.

DIONNE, DR N.-E. :—Interpellation, 66.

DIONNE, M. ARTHUR :—Interpellation, 115.

DISCOURS DU TRÔNE :—

1. A l'ouverture de la session, prononcé par le Lieutenant-Gouverneur, au Conseil législatif et lu en Chambre par M. l'Orateur, 8 ; à prendre en considération, 10 ; adresse en réponse, 12, 20, 29.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant ses remerciements pour l'adresse adoptée en réponse au discours du Trône. Voir *Errata*.
3. Discours de prorogation par le Lieutenant-Gouverneur, 387.

DIVERS EN GÉNÉRAL :—Motion de M. Dechène, pour un état détaillé indiquant les sommes payées à compte de l'item du budget " Divers en général " depuis le 30 juin 1896, à venir au 17 novembre 1896 ; les noms des personnes auxquelles ces sommes ont été payées et pour quelles fins elles l'ont été, 43 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 134. (*Document No 35*). Voir *Documents*, item, 55.

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

(REMARQUE.—Le chiffre à gauche du document n'est pas le Numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence).

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
1. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Rapport du Commissaire de l'—de la province de Québec pour 1896....(<i>Document No 3.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	10
2. <i>Aliénés</i> :—Etat détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896. <i>Impression ordonnée, 379. (Document No 81.)</i>	Par ordre 70.	264
3. <i>Annonces du Shérif</i> :—Copie de toutes lettres et instruction, par et de la part du Procureur-général, au shérif de Montréal, le requérant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux. (<i>Document No 88.</i>)	Par ordre 96.	350
4. <i>Annonces du Shérif</i> :—Correspondance entre le Procureur-général, ou toute autre personne au nom du gouvernement, et le Shérif de Montréal, et toute autre personne relativement à la publication des annonces de ventes judiciaires d'immeubles dans le district de Montréal, conformément à l'article 650 du Code de procédure civile.	Adresse 118.	
5. <i>Arbitrage</i> :—Etat donnant la nature et la durée des services pour lesquels la province a payé des dépenses et des frais judiciaires, à propos de l'arbitrage entre cette province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, etc.....(<i>Document No 96.</i>)	Par ordre 375.	382

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
6. <i>Arbitrage fédéral</i> :—Etat détaillé des sommes payées pour couvrir les frais de l'arbitrage fédéral, année par année.	Par ordre 146.	
7. <i>Asile de la Longue-Pointe</i> :—Documents se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'Asile de Saint-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895. <i>Impression ordonnée, 379..(Document No 65)</i>	Adresse 69.	230
8. <i>Assurances</i> :—Etat de toutes les primes d'—payées sur les propriétés de la province durant les 10 années expirées le 30 juin 1896.. <i>(Document No 38)</i>	Par ordre 27.	162
9. <i>Assurances mutuelles</i> :—Treizième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurance mutuelles de la province de Québec, pour l'année 1895. <i>(Document No 28).</i>	98
10. <i>Atlantique & Lac Supérieur</i> :—Documents se rapportant aux arrérages de gages dus aux ouvriers de la Cie du chemin de fer—..... <i>(Document No 39).</i>	Adresse 62.	162
11. <i>Avocats, Montréal</i> :—Liste contenant les noms des avocats pratiquant à Montréal, qui ont payé la taxe sur certaines personnes, depuis le 30 juin 1894. <i>(Document No 74).</i>	Par ordre 210.	261
12. <i>Bacon, M. Pierre</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M Pierre Bacon et aux avocats dans la cause de Bacon vs le gouvernement, et de tous frais relatifs à la susdite cause. <i>(Document No 86).</i>	Ordre du 22 nov. 1895. Vol. 30, page 106.	324

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS
<p>13. <i>Baie des Chaleurs</i>:—Document touchant toute proposition par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada, d'acquérir le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction du dit chemin de fer, jusqu'au Bassin de Gaspé. <i>Impression ordonnée, 378..(Document No 52.)</i></p>	Adresse 117.	194
<p>14. <i>Baie des Chaleurs</i>:—Documents demandant que le gouvernement donne suite et effet, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Vict, ch. 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération; aussi, document priant le gouvernement d'exploiter ou faire exploiter le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ou de prendre les mesures nécessaires à cette fin. <i>Impression ordonnée, 379..(Document No 75)</i></p>	Par ordre 249.	261
<p>15. <i>Beaubien, L. - O.</i>:—Etat détaillé expliquant l'item suivant, page 243 comptes publics, en 1896: L.O. Beaubien, services professionnels, <i>re</i> perception d'arrérages de loyer \$648.00. <i>(Document No 89.)</i></p>	Par ordre 90.	351
<p>16. <i>Beurre</i>:—Etat détaillé indiquant le montant payé par le gouvernement aux exportateurs de beurre, depuis le 30 juin 1895, à venir au 1er décembre 1896; le nom de ces exportateurs et le montant payé à chacun d'eux pendant la dite période.....<i>(Document No 49.)</i></p>	Par ordre 112.	188
<p>17. <i>Beurre</i>: — Etat détaillé indiquant la quantité de livres de beurre exportées et primées par le gouvernement de-</p>		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Beurre :—Suite.</i>		
puis le 30 juin 1895 au 21 décembre 1896, ainsi que les prix obtenus par certaines personnes pour chaque livre exportée et primée par le gouvernement.....(<i>Document No 78.</i>)	Par ordre 210.	264
18. <i>Bibliothèque de la Législature :—Rapport du bibliothécaire pour 1895-96.</i> (<i>Imprimé, 21.</i>)	111e règle.	20
19. <i>Boissons :—Copie des actions intentées par le percepteur du revenu de la province, à Montréal, pour violation de la loi des licences, contre certaines personnes du district de Montréal; aussi un état indiquant si les condamnations ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui, etc.....(Document No 77.)</i>	Par ordre 129.	263
20. <i>Bonaventure, chemins de colonisation :—Etat donnant l'emploi des \$6,000.00 dépensées pour chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure, mentionnées à la page 180 des comptes publics pour 1896; où et par qui ces travaux ont été faits.</i> (<i>Document No 53.</i>)	Par ordre 152.	194
21. <i>Bouffard, François :—Correspondance se rapportant à l'exécution de la condamnation prononcée contre François Bouffard, fils, de Saint-Jérôme-de-Matane, le 12 juin dernier, pour vente de boissons sans licence.</i>	Par ordre 229.	
22. <i>Brésil :—Documents relativement aux Canadiens émigrés au Brésil.</i> (<i>Document No 63.</i>)	Adresse 171.	212

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS
23. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1895 jusqu'au 17 novembre 1896 inclusivement. (<i>Document No 11.</i>)	Par acte	20
24. <i>Cautionnements forfaits</i> (Montréal) : — Etat indiquant : qui a été chargé, par le gouvernement de Québec, de collecter les cautionnements forfaits, dans le district de Montréal, depuis le 16 décembre 1891.	Par ordre 89.	
25. <i>Charbon et bois de chauffage</i> : — Etat détaillé des comptes, sur production desquels ont été payées certaines sommes pour — (page 184 des comptes publics de 1896), à Madden & Ellis, R. Borland & Co., J.-M. Webster & Co., Eugène Trudel. (<i>Document No 84.</i>)	Par ordre 230.	316
26. <i>Cercles agricoles</i> :—Etat des sommes payées ou dues en vertu de l'item 5 du budget supplémentaire pour—et encouragement à l'agriculture.	Par ordre 63.	
27. <i>Chemins à barrières de Montréal</i> :—Rapport de la commission des chemins à barrières de Montréal, et l'état des comptes au 31 décembre 1895. (<i>Document No 13</i>)	Par acte	130
28. <i>Chemins à barrières de Montréal</i> :—Pour production du rapport annuel de la commission des chemins à barrière de Montréal, avec un état des recettes et des dépenses de l'année.	Par ordre 55.	
29. <i>Chemin de Bureau</i> :—Documents se rapportant à l'entretien du chemin du gouvernement, dit—(<i>Document No 67.</i>)	Par ordre 27.	243

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉ- SENTÉS.
30. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Documents relativement aux chemins de colonisation, depuis le chemin de fer jusqu'à la chute du lac Tremblant.	Par ordre 220.	
31. <i>Chemins de fer</i> :—Documents relatifs aux derniers 35 cents payables aux compagnies de—subventionnées à échoir sur leurs subventions en terre converties en argent	Adresse 42.	106
<i>Impression ordonnée, 360...(Document No 25).</i>		
32. <i>Chemins de fer</i> :—Documents relatifs à l'octroi de nouveaux subsides aux compagnies de—subventionnées.	Adresse 42.	106
<i>Impression ordonnée, 360...(Document No 29)</i>		
33. Réponse supplémentaire.	Adresse 42.	133
<i>Impression ordonnée, 360...(Document No 32).</i>		
34 Autre réponse supplémentaire.	Adresse 42.	162
<i>(Document No 41).</i>		
35. <i>Chemins de fer</i> :—Etat de toutes les subventions périmées en terre et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1896, etc.	Par ordre 118.	162
<i>Impression ordonnée, 360...(Document No 40)</i>		
36. <i>Chemins de fer</i> :—Documents quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au Lieutenant-Gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 cents sur leurs octrois en terre converties en argent.	Adresse 153.	194
<i>Impression ordonnée, 360...(Document No 57).</i>		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
37. Réponse Supplémentaire. <i>Impression ordonnée</i> , 379. .(<i>Document No 61</i>).	Adresse 153.	205
38. <i>Chemins de fer</i> :—Etat indiquant le nombre d'acres de terres comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnés dans la réponse déjà produite, comme représentant les subsides en terre actuellement dues (<i>Document No 40</i> de cette session) ; lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subdivisions en terres non dues ont été votées. <i>Impression ordonnée</i> , 361. (<i>Document No 87</i>)	Par ordre 314.	324
39. <i>Chemins de fer</i> :—Documents démontrant si en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, il a été accordé un subside de 8,000 acres de terre par mille pour aider à la construction d'un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles allant vers le nord jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du Lac-Saint-Jean, vers l'extrémité sud du Lac-Edouard.	Adresse 128	
40. <i>Code de procédure Civile</i> :—Quatrième rapport de la commission chargée de reviser et de modifier le—du Bas-Canada.....(<i>Document No 8</i>).	10
41. <i>Code de procédure civile</i> :—Correspondance entre le conseil général du barreau pour la province de Québec et le gouvernement, au sujet de la codification du Code de procédure. (<i>Document No 27</i>).	Par ordre 55.	90

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
42. <i>Code de procédure civile</i> :—Etat indiquant le montant total de la dépense occasionnée, jusqu'à ce jour, par la refonte du Code de procédure civile ; les sommes payées jusqu'à cette date, sur ce montant aux différentes personnes employées à ce travail, respectivement ; comment sont réparties les autres dépenses encourues pour le même objet.	Par ordre 314.	
43. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1896 ..(<i>Document No 2</i>).	Par ordre du Lt-Gouv.	11
44. <i>Compton, Ferme modèle de</i> :—Documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et école d'agriculture de Compton <i>Impression ordonnée, 360...</i> (<i>Document No 21</i>)	Adresse du 11 Nov. 1895 Page 48.	55
45. <i>Compton, Ferme modèle de</i> :—Etat des sommes payées aux syndics ou au gérant de la ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre courant (1896) ; état des sommes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, etc. ; état des sommes promises à la dite ferme, etc. <i>Impression ordonnée, 378.</i> (<i>Document No 46</i>).	Par ordre 71.	188
46. <i>Compton, Ferme modèle de</i> — : — Etat détaillé indiquant la date des divers paiements faits à la Ferme modèle de Compton, dont la somme totale de \$6,300.00 est portée à la page 168 des comptes publics 1895-96. (<i>Document No 48</i>).	Par ordre 96.	188
47. <i>Conférences agricoles</i> :—Etat détaillé des sommes payées pour dépenses de voyage et services en rapport avec		

DOCUMENTS :—*Suite.**Conférences agricoles:—Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
les conférences données en différents endroits, tel que porté aux comptes publics de 1896, pages 176 et 177.	Par ordre 229.	
48. <i>Côté, P.-E.</i> :—Correspondance entre le gouvernement et H.-G. Carroll, écr. au sujet de—conducteur de travaux de colonisation de Saint-Paschal. (<i>Document No 31</i>).	Par ordre 62.	133
49. <i>Coulombe Dr J.-C.</i> :—Etat détaillé indiquant combien a été payé au Dr J.-C. Coulombe, pour conférences sur l'agriculture, à même l'item \$3,000 00, page 274, comptes publics pour 1895-96.	Par ordre 70.	
50. <i>Culture, etc.</i> :—Correspondance se rapportant à l'achat, à l'impression et à la distribution du livre intitulé : "Culture, fourrage et pâturage." (<i>Document No 71</i>).	Par ordre 210.	243
51. <i>Dequoy, Gilbert et Déry</i> :—Etat détaillé des comptes de MM. F.-X.-U. Dequoy, Sifroid Gilbert et J.-P. Déry mentionnés aux pages 82 et 83 des comptes publics, 1896, version anglaise.	Par ordre 118.	
52. <i>Dette Consolidée</i> :—Etat des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement, sur la dette consolidée ; Sur les emprunts temporaires et dépôts sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer ; 35 cts par acre sur la balance des subventions en terre converties ; 35 cts par acre sur subventions en terres non converties ; Mandats impayés ; Balance en caisse. <i>Impression ordonnée, 360. (Document No 34.)</i>	Par ordre 43.	134

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
53. <i>Dettes de la Province</i> :—Etat démontrant les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891 ; celles des dites dettes qui ont été payées depuis la dite date ; celles dont le paiement a été refusé depuis. <i>Impression ordonnée, 383. (Document No 94.)</i>	Par ordre 374.	382
54. <i>Devlin, F.-E.</i> :—Documents se rapportant à la destitution du docteur F.-E. Devlin de la fonction de médecin de l'Asile de la Longue-Pointe. <i>Document No 66)</i>	Adresse 136.	237
55. <i>Divers en général</i> :—Etat détaillé indiquant les sommes payées à compte de l'item du budget " Divers en général " depuis le 30 juin 1896, à venir au 17 novembre 1896 ; les noms des personnes auxquelles ces sommes ont été payées et pour quelles fins elles l'ont été. <i>(Document No 35.)</i>	Par ordre 43.	134
56. <i>Douglastown</i> :—Correspondance échangée avec le gouvernement Mercier et les gouvernements subséquents, relativement à un subside ou octroi pour la construction d'un pont sur la rivière St-Jean, à Douglastown, Gaspé.	Par ordre 242.	
57. <i>Ecoles d'agriculture</i> :— Liste des élèves fréquentant régulièrement chacune des écoles d'agriculture subventionnées par la province. <i>(Document No 43.)</i>	Par ordre 55.	164
58. <i>Ecoles d'agriculture</i> :—Etat détaillé indiquant l'emploi, pour les écoles d'agriculture d'Oka, l'Assomption, Sainte-Anne-Lapocatière, de Compton, et pour l'école ménagère de la Ferme		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Ecoles d'agriculture :—Suite.</i>		
des Ursulines de Roberval, de la subvention annuelle qui leur a été payée pour l'année 1895-96. (<i>Document No 90.</i>)	Par ordre 96.	351
59. <i>Ecoles d'agriculture :—</i> Etat détaillé indiquant : combien a été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896 :—Combien a été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 1er décembre courant...(<i>Document No 73.</i>)	Par ordre 152.	261
60. <i>Ecoles de réforme et d'industrie :—</i> Etat détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés, depuis le 1er mai 1892, jusqu'au 1er décembre 1896, et les montants dus pour les dites écoles. (<i>Document No 44.</i>)	Par ordre 153.	164
61. <i>Economie Interne :—</i> Rapport du comité de l'honorable Conseil Exécutif, du 5 juin 1896 et approuvé par lui le 10 juin 1896, concernant la Commission de l'—de l'Assemblée législative.	Par message	29
62. <i>Edy, Affaire :—</i> Documents qui peuvent être soumis, maintenant, sans nuire à l'action de la justice, en rapport avec l'affaire Edy, de Clarenceville. (<i>Document No 92.</i>)	Par ordre 374	382
63. <i>Emprunt :—</i> Documents relatifs à chaque —effectué depuis le 1er mai 1874. <i>Impression ordonnée, 330. (Document No 33.)</i>	Par ordre 27.	134
64. <i>Emprunt de 1896 :—</i> Correspondance concernant l'emprunt de mai 1896, des soumissions ou offres de cet emprunt, et pour copie de toutes acceptations et contrats faits à ce sujet.	Par ordre 210.	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
65. <i>Estimés</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, et Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, transmis à la Chambre et renvoyé au comité des subsides. (<i>Imprimé</i>).....(<i>Document No 1.</i>)	Par message.	32
66. <i>Expositions agricoles des Cantons de l'Est</i> :—Documents relatifs à la Compagnie d'—depuis 1892.	Adresse 203.	
67. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887, au 10 décembre 1891 ;—remises du même genre qui ont été faites depuis le 16 décembre 1891. (<i>Impression ordonnée</i>) 383. (<i>Document No 93</i>)	Par ordre 374	382
68. <i>Frais judiciaires</i> :—Etat relatif à item 21 du budget supplémentaire pour payer des—et autres dépenses au montant de \$6,031.05.....(<i>Document No 59.</i>)	Par ordre 63.	194
69. <i>Frontière Nord et Nord-Est</i> :—Documents relatifs à la — de la province de Québec. <i>Impression ordonnée</i> , 359. (<i>Document No 9.</i>)	Adresse 27.	380
70. <i>Gariépy, Joseph</i> :—Correspondance se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, registra- teur de la seconde division d'enregist- rement du comté de Charlevoix. (<i>Document No 76.</i>)	Ordre du 5 déc 1895, vol. 30, page 164.	263
71. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du comité du Conseil Exécutif concernant la distribution de la—. (<i>Document No 17.</i>)	Par message	28

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
72. <i>Geoffroi, Benjamin</i> :—Copie des requêtes, plaintes, correspondances, au sujet de l'administration de Benjamin Geoffroi, de la paroisse du Bienheureux Alphonse-de-Rodriguez, comme secrétaire du Cercle agricole de la dite paroisse (<i>Document No 60</i> .)	Ordre du 4 nov. 1895, vol. 30, page 16.	205
73. <i>Goupil & Talbot</i> :—Copie des instructions données au substitut du Procureur-général, dans la cause Goupil et Talbot.	Par ordre 89.	
74. <i>Grand-Nord</i> :—Rapport de l'ingénieur mentionné dans l'arrêté en conseil du 10 juin 1896, No 203, recommandant le paiement à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord du subside en argent à elle transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides (<i>Document No 58</i>).	Adresse 153.	194
75. <i>Gravier, F.</i> :—Etat détaillé indiquant : les services rendus par F. Gravier, fabricant de fromage de gruyère, et pour lesquels il paraît avoir reçu la somme de \$40.00, page 131 des comptes publics 1895-96, et quand ces services ont été rendus. (<i>Document No 69</i>).	Par ordre 118.	243
76. <i>Gravier, Ferdinand</i> :—Etat détaillé indiquant : le salaire par mois de Ferdinand Gravier et en paiement duquel il a reçu \$40.00, page 172 des comptes publics 1895-96. etc. (<i>Document No 70</i>).	Par ordre 118.	243
77. <i>Gigault, G.-A.</i> :—Copie d'une lettre du comptable du département de l'Agriculture adressée à l'honorable M. Louis Beaubien, en date du 23 décembre 1896, se rapportant aux frais		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Gigault, G.-A. :—Suite.</i>		
des voyages faits à la ferme de Compton, par M. G.-A. Gigault. (<i>Document No 91.</i>)	Par ordre 248.	351
78. <i>Grenier et Pageau :—</i> Etat détaillé des comptes sur lesquels ont été payées certaines sommes (page 185, comptes publics de 1896), à Hector Grenier, ferronneries, etc.; P. Pageau & Cie, meubles et réparation de meubles. (<i>Document No 83.</i>)	Par ordre 229.	315
79. <i>Grenier, W.-G. :—</i> Copie du plaidoyer produit par W.-G. Grenier, dans une cause de Tarte <i>vs</i> Grenier, devant la Cour du Banc de la Reine, à Montréal.	Par ordre 381	
80. <i>Impressions :—</i> Etat détaillé des montants payés à diverses personnes ou à divers journaux pour, etc. (<i>Document No 36.</i>)	Par ordre 70.	148
81. <i>Imprimeur de la Reine :—</i> Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts (<i>Document No 15</i>)	Par message	28
82. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :—</i> Rapports annuels, etc., des— ci-dessous mentionnés :		
Hôtel-Dieu St-Joseph, Arthabaskaville		169
Société St-Jean-Baptiste d' Aylmer.		205
Hospice Ste-Anne, Baie St-Paul.		13
Union St-Joseph de Beauport.		13
Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi.		13
Hôpital de Fraserville.		13
Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis.		13

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :— Suite.</i>		
Asile Nazareth, Montréal.....		79
Asile des Dames Bienveillantes, do		
Asile St-Vincent de Paul, do		125
Hôpital Général (Sœurs Grises), do		130
Hôpital Général, do		13
Hôpital Notre-Dame, do		13
Hospice de la Maternité, do		13
Hôpital protestant pour les		
aliénés, do		13
Hôpital St-Patrice, do		13
Ladies Hebrew Benevolent So-		
ciety, do		13
Monastère de N.-D. de Charité		
du Bon Pasteur, do		13
Orphelinat Catholique Romain, do		13
Sœurs de la Providence, do		58
Salle d'Asile St-Joseph, do		13
The Church Home, do		13
The Sheltering Home, do		13
Young Men's Hebrew Benevolent		
Society, do		13
Hôtel-Dieu, Nicolet.....		13
Asile du Bon Pasteur, Québec.....		13
Asile des Orphelines de l'Eglise		
d'Angleterre, do		13, 351
Asile Ste-Brigitte, do		13
Association des Dames Chari-		
tables, do		13
Hospice de la Miséricorde, do		13
Hospice des Sœurs de la Charité do		13
Hospice des Sœurs de la Charité, do		13
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur		
de Jésus, do		13, 351
Ladies' Protestant Home, do		58
Œuvre du Patronage, do		13
Ouvroir des Sœurs de la Charité, do		13
Women's Christian Association, do		38
Hospice des Sœurs de la Charité,		
Rimouski.....		252
Asile de St-Ferdinand d'Halifax.....		13

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :— Suite.</i>		
Hôpital de St-Jérôme.....		13
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe.....		23
Orphelinat de do.....		23
Hospice du Sacré-Cœur, Sherbrooke.....		23
Hôpital Général, Sorel.....		13
Hôpital de Valleyfield.....		64
Société St-Jean-Baptiste, Waterloo.....		141
(Documents No 12.)		
83. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du surin- tendant de l'—pour l'année 1895-96. (Imprimé).....(Document No 5)	Par ordre du Lt-Gouv.	134
84. <i>Isle Jésus</i> :—Rapport de la Commission des chemins à barrières de l'—pour l'année finissant le 31 décembre 1895. (Document No 13.)	Par acte	13
85. <i>Journaliers et O. Gignac</i> :—Copie des listes de paye des artisans, journa- liers, etc., au 30 juin 1896, sur les- quels a été payée la somme de \$16,- 130.58 ;—Etat détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1,550.21.....(Document No 85.)	Par ordre 230.	316
86. <i>La Visitation-de-l'Ile-du-Pads</i> :—Docu- ments se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de—, dans le comté de Berthier. (Document No 45.)	Adresse 69.	164
87. <i>Lefebvre, Lindor et Ethier et J.-A. Villiard</i> : —Etat détaillé de tous comptes trans- mis au gouvernement, depuis le 17 décembre 1891, par MM. Frs Lefeb- vre, Lindor et Ethier et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement, pour frais, honoraires, etc.	Par ordre 117.	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
88. <i>Livres</i> :— Etat indiquant les titres des volumes achetés par le gouvernement depuis la dernière session, leur coût et le nom de leurs auteurs ; la date de tel achat et la date de la livraison. (<i>Document No 30.</i>)	Par ordre 43.	133
<i>Macaza</i> , voir 104,— <i>Pont Macaza</i> .		
89. <i>MacMaster & MacLennan</i> :—Etat détaillé du compte de MM. MacMaster et MacLennan au sujet du montant de \$10,198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics. <i>Impression ordonnée</i> , 360.(<i>Document No 47.</i>)	Par ordre 70.	188
90. <i>Marcoux, Charles</i> :— Documents concernant l'arrestation de Charles Marcoux, de Disraëli, en date du 5 février 1895, sur accusation de vol d'arbres sur le domaine de la Couronne.	Par ordre 70.	
91. <i>Marsan, L.-J.-A.</i> :— Etat détaillé indiquant pour quels services M. L.-J.-A. Marsan a reçu \$27.85, tel que mentionné à la page 132 des comptes publics de 1895-96 ; avec la date de chacun des paiements de la somme de \$1,121.99, pour services et frais de voyages.....(<i>Document No 50.</i>)	Par ordre 112.	188
92. <i>Marsan, L.-J.-A.</i> :—Etat indiquant le nombre de jours durant lesquels M. L.-J.-A. Marsan a été présent à l'école d'agriculture de l'Assomption ; le nombre total de jours, avec la date qu'il a employés à l'enseignement agricole dans la dite école. (<i>Document No. 62.</i>)	Par ordre 113.	212
93. <i>Marsan, L.-J.-A.</i> :— Documents concernant les conférences données par M. L.-J.-A. Marsan, de juillet 1895 au 30 juin 1896.	Par ordre 113.	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
94. <i>Martineau, J.-O.</i> :—Compte en détail expliquant certains items des comptes publics de 1896, page 231, payés à J.-O. Martineau....(<i>Document No. 79.</i>)	Par ordre 96.	264
95. <i>Maskinongé</i> :—Etat détaillé indiquant, année par année, les sommes perçues pour le comté de Maskinongé, par le percepteur du revenu, en vertu des actes concernant les licences des manufactures et de commerce ; les taxes sur certaines personnes ; les taxes sur les successions ; depuis la date de la mise en force des dits actes au 30 juin 1896.	Par ordre 153.	
96. <i>McKenzie, E.-M.</i> :—Etat détaillé des montants perçus par Edmond-Murdock McKenzie, percepteur du revenu provincial, pour le district de Montmagny, pour licences pour vente de liqueurs enivrantes depuis le 1er janvier 1892 ; montants perçus, depuis la même date, pour amendes et pénalités pour contravention à la loi des licences de Québec, etc. (<i>Document No 24.</i>)	Ordre du 26 nov. 1895, vol. 30, page 189.	55
97. <i>Mercier & Cie</i> :—Etat détaillé du compte de \$1,322.29 payé à Mercier & Cie, page 84 des comptes publics de 1896. (<i>Document No 42.</i>)	Par ordre 146.	164
98. <i>Métalick</i> :—Documents, etc., se rapportant au lot No 21 B, canton Métalick, comté de Matane.	Par ordre 375	
99. <i>Montmagny, Percepteur du Revenu</i> :—Etat indiquant les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le percepteur du reve-		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Montmagny, Percepteur du Revenu :—Suite.</i>		
au du district de Montmagny, pour violation de la loi des licences ; noms des personnes poursuivies, etc., etc., depuis 1892.....(<i>Document No 23.</i>)	Ordre du 20 nov. 1895. Vol. 30, page 115.	55
100. <i>Newton, Gore de :—</i> Copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au Gore de Newton, comté de Vaudreuil.....(<i>Document No 64.</i>)	Ordre du 27 déc. 1895. Vol. 30, page 91.	212
101. <i>Normandeau, Bédard :—</i> Etat détaillé des montants payés par le gouvernement à Bédard Normandeau, depuis 1892, pour toutes causes que ce soit, avec la nature et la date de tels paiements. (<i>Document No 54.</i>)	Par ordre 97	194
102. <i>Palais de Justice, Montréal :—</i> Etat des paiements de toutes sortes faits depuis le 17 décembre 1891 en rapport avec les réparations, etc., du—.	Par ordre 55.	
103. <i>Palais de Justice, Montréal :—</i> Instructions données, etc., par le gouvernement à des commissaires pour tenir enquête et faire rapport sur l'administration ou toute autre matière de la prison et au palais de justice à Montréal.	Par ordre 374.	
104. <i>Paquet, Janson et Normandeau :—</i> Copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Téléphore Janson, juges de paix, et Bédard Normandeau, constable de l'Assomption ; copie de toute enquête faite sur les dites plaintes ; et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête.....(<i>Document No 68.</i>)	Adresse 97.	243

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
105. <i>Percé, Palais de Justice de</i> :—Etat détaillé du coût des réparations faites au palais de justice de Percé depuis le 30 juin 1895, indiquant le nombre des ouvriers employés, etc.	Par ordre 97.	
106. <i>Percepteurs du revenu</i> :—Documents se rapportant à la commission et à la rémunération des percepteurs du revenu et autres officiers chargés de la perception des taxes directes imposées en 1892.	Adresse 69.	
107. <i>Pont Macaza</i> :—Copie du rôle de paie, etc., pour les travaux faits au pont de la rivière Macaza, dans le comté de Terrebonne, durant l'année 1895 ; aussi, copie de tout rapport, rôle de paie de J.-A. Bigonnesse, écr, se rapportant à tels travaux.	Par ordre 376.	
108. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> , : — Vingt-sixième rapport des inspecteurs des—et bureaux publics de la province de Québec pour 1895. ...(<i>Document No 79.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	29
109. <i>Protonotaires</i> : — Documents quelconques relatifs à la nomination des protonotaires du district d'Ottawa.	Adresse 220.	
110. <i>Pruneau & Cie et autres</i> :—Etat détaillé des comptes sur lesquels ont été payées certaines sommes aux personnes ci-après mentionnées. (Voir page 183 comptes publics de 1896). A. R. Pruneau & Cie, pour charbon de chauffage ; Côté & Faguy, marchandises sèches ; Châteauvert & Cantin, entretien des horloges et cloches électriques, du premier avril 1895 au trente juin 1896 ; B. Leonard, rideaux de châssis (blinds) peinture de couvertures, etc.....(<i>Document No 82.</i>)	Par ordre 229.	315

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
111. <i>Québec, cité de</i> :—Documents se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues ; sommes réclamées ; résultat final de ces procédures ; nom du procureur du gouvernement dans ces causes et les honoraires payés pour ses services ; et somme qui lui est encore due. (<i>Document No 18</i>).	Adresse du 6 nov. 1895, vol. 30, page 22.	328
112. <i>Rapports du Conseil exécutif</i> :—Etat des — et mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des S. R. de Québec, préparé par l'auditeur de la province. (<i>Imprimé, 16</i>).	Par acte	15
113. <i>Recettes et dépenses</i> :—Recettes et dépenses, de toutes sortes, de la province, depuis le 30 juin jusqu'au 20 novembre 1896 (<i>Document No 14a</i>).	Par ordre 26.	90
114. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des — de toutes sources de la province de Québec, du 1er juillet au 20 novembre 1896. (<i>Imprimé</i> (<i>Document No 14b</i>).	Par acte	98
115. <i>Remises d'amen-les</i> :—Etat détaillé des droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 30 octobre 1895 au 17 novembre 1896. (<i>Document No 10</i>).	Par acte	20
116. <i>Richelieu, Drummond & Arthabaska</i> :—Documents se rapportant au chemin de fer de Richelieu, Drummond & Arthabaska, entre Acton et Sorel.	Par ordre 42.	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
117. <i>Rimouski</i> :—Etat détaillé indiquant le nombre de procès qui ont eu lieu devant les petits jurés, durant le terme de la cour criminelle, siégeant à Rimouski en octobre dernier; les verdicts rendus par les petits jurés; le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle, à Rimouski. (<i>Document No 37</i>).	Par ordre 69.	148
118. <i>Rimouski et Matane</i> :—Comptes adressés par le gouvernement aux diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés, et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892.	Par ordre 190.	
119. <i>Rimouski et Matane</i> :—Etat détaillé indiquant la date et le montant de chaque paiement fait par les diverses municipalités situées dans les comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892 au 15 décembre 1896.	Par ordre 190.	
120. <i>Robitaille, L.-P.</i> :—Copie des documents relatifs au congé accordé à M. L.-P. Robitaille, dans le cours du mois de juin dernier, pour cause de santé.	Par ordre 97.	
121. <i>Rouillard, M. Eugène</i> :—Eugène Rouillard, services spéciaux, de septembre 1893 à juillet 1894, Etat détaillé de la somme de \$400.00, qui se trouve à la page 230 des comptes publics de 1896, comme payée à —. (<i>Document No 51</i> .)	Par ordre 96.	193
122. <i>Saint-Hilarion</i> :—Correspondance concernant l'établissement d'une cour		

DOCUMENTS :—*Suite.*

ORDONNÉS.

PRÉ-
SENTÉS.*Saint-Hilarion :—Suite.*

des commissaires dans la paroisse de Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, depuis l'année 1892. (<i>Document No 80.</i>)	Par ordre 230.	264
123. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province :—</i> Rapport du—pour l'exercice du 1er juillet 1895 au 30 juin 1896. (<i>Document No 6.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	48
124. <i>Service civil :—</i> Copie d'un rapport du comité du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le— (<i>Document No 16.</i>)	Par message	28
125. <i>Service civil :—</i> Etat de toutes sommes payées à chacun des membres du service civil, en sus de son salaire régulier, depuis le 1er janvier au 30 novembre 1896, etc.	Par ordre 97.	
126. <i>Société d'industrie laitière :—</i> Quatorzième rapport de la—de la province de Québec, pour 1895..(<i>Document No 3b.</i>)	56
127. <i>Spencer Wood :—</i> Etat relatif à certaines sommes dépensées pour —.	Par ordre 27.	
128. <i>Subside fédéral :—</i> Correspondance entre le gouvernement et le Secrétaire d'Etat du Canada au sujet du—. (<i>Document No 95.</i>)	20
129. <i>Subsides de chemins de fer :—</i> Correspondance dans les années 1892, 1893 et depuis, entre le Commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subside, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses. <i>Impression ordonnée, 361 (Document No 72.)</i>	Par ordre 241.	243

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
130. <i>Sucre de betteraves</i> :—Etat de la somme totale payée, le 1er novembre 1896, pour aider et donner du développement à la fabrication du sucre de betterave..... (<i>Document No 26.</i>)	Par ordre 27.	90
131. <i>Tarte</i> :—Copie de la déposition donnée par Joseph-Israël—, Ecr, en Cour de police, à Montréal, en octobre 1896, à l'enquête préliminaire tenue dans la cause de <i>Tarte vs Grenier</i> . <i>Impression ordonnée, 359. (Document No 20.)</i> <i>Tarte vs Grenier, voir 79 Grenier.</i>	Par ordre 14.	48
132. <i>Taxes collectées</i> :— Etat indiquant, par comté, le montant collecté des sources suivantes, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'au 1er décembre 1896 : Licences de manufacture et de commerce ; Taxes directes sur certaines personnes ; Taxes sur les successions.	Par ordre 248.	
133. <i>Terrebonne</i> :—Etat des affaires de la Cie des chemins à barrières de Terrebonne, pour 1896. (<i>Document No 13.</i>)	Par acte.	92
134. <i>Terres de la Couronne</i> :— Rapport du Commissaire des — pour les douze mois expirés le 30 juin 1896. (<i>Document No 4.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	148
135. <i>Travaux de colonisation</i> :—Etat détaillé indiquant, par comté, les sommes dépensées depuis le 30 juin 1896, pour—. (<i>Document No 22.</i>)	Par ordre 27.	77
136. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des —de la province de Québec pour 1896...(<i>Document No 7.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	11
137. <i>Vallière, M. Philippe</i> :— Comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son con-		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Vallière, M. Philippe :—Suite.</i>		
trat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novem- bre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894.	Par ordre 153.	194
<i>Impression ordonnée, 360. (Document No 55).</i>		
138. <i>Vallière, M. Philippe :—</i> État détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meu- blier, de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.	Par ordre 153.	194
<i>Impression ordonnée, 360. (Document No 56.)</i>		
DORCHESTER, COMTÉ DE :—Combien a-t-il payé depuis 1892 pour alié- nés, 65.		
DORION, HONORÉ, de Québec :—Interpellation, 312.		
DOUGLASTOWN :—Motion de M. Lemieux pour copie de la correspon- dance échangée avec le gouvernement Mercier et les gouverne- ments subséquents, relative à un subside ou octroi pour la cons- truction d'un pont sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé ; quelles ont été les conditions de cet octroi, etc., 242.		
DOUZE COMTÉS :—Bill tombant sous l'opération de la cédule 2 de la section 80 de l'Acte A. B. du N., concernant les—, 250. Voir <i>Bill No 127.</i>		
DROLET, ELZÉAR :—Pétition demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre à subir l'exa- men à la pratique de la profession de notaire, 13, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir <i>Bill No 33.</i>		
DROITS SUR LES TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Bill de M. Flynn abrogeant la loi imposant des—, 13. Voir <i>Bill No 10.</i>		
DUBÉ, D., de Saint-Sylvestre :—Interpellation, 275.		

DUGAL, ALBERT :—Interpellation, 66.

DUGAS, ETIENNE. FILS :—Interpellation, 66.

DUMONT, DR, de Gentilly :—Interpellation, 373.

DUMOUCHEL, L.-N. :—Interpellation, 239.

ÉCOLES D'AGRICULTURE :—

1. Motion de M. Gladu pour une liste des élèves fréquentant régulièrement chacune des écoles d'agriculture subventionnées par la province, à la date du dernier rapport de chacune de ces écoles d'agriculture, 55 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 43*). Voir *Documents, item 57*.
2. Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant l'emploi, pour les écoles d'agriculture d'Oka, l'Assomption, Sainte-Anne-Lapocatière, de Compton, et pour l'Ecole ménagère et de la Ferme des Ursulines de Roberval, de la subvention annuelle qui leur a été payée pour l'année 1895-96, 96 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 351. (*Document No 90*). Voir *Documents, item 58*.
3. Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant combien a été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896 ; combien a été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 16 décembre courant, et à qui ces différentes sommes ont été payées ; combien d'élèves ont été recrutés ; combien ont été inscrits à chaque école ; combien de temps chacun de ces élèves sont-ils restés à ces écoles, 152 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 261. (*Document No 73*). Voir *Documents, item 59*.
4. Recrutements des élèves, 128.
5. Interpellation, au sujet des contrats avec ces écoles, 110.
6. Ecole d'agriculture de Ste-Anne, au sujet de la vente de l'—42.
7. Divers amendements ayant rapport aux écoles d'agriculture, 221, 223. Voir *Votes pris en Chambre*, 24 et 25.

ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE :—Motion de M. Tessier (Rimouski), pour un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés, depuis le 1er de mai 1892, jusqu'au 1er décembre 1896, et les montants dus pour les dites écoles, 153 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 44*.) Voir *Documents, item 60*.

ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES.—

1. Résolutions de M. Flynn concernant les écoles élémentaires, 233, 329 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 329 ; la Chambre en comité, 330 ; résolutions rapportées, 332 ; adoptées et bill basé sur ces résolutions, 334. Voir *Bill No 14*.
2. Bill de M. Flynn concernant les écoles élémentaires, 334. Voir *Bill No 14*.

ÉCONOMIE INTERNE :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de Phon. Conseil exécutif, en date du 5 juin 1896, concernant la Commission de l'—de l'Assemblée législative, 29. Voir *Documents, item 61*.

ÉDUCATION TECHNIQUE :—Bill de M. Marion pour encourager l'éducation technique, 315. Voir *Bill No 147*.

EDY, AFFAIRE :—Motion de M. Spencer pour copie de tous documents, qui peuvent être soumis maintenant, sans nuire à l'action de la justice, en rapport avec l'affaire Edy, de Clarenceville, 374 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 382. (*Document No 92*) Voir *Documents, item 62*.

EGLISES :—Bill de M. Tétreau amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, 114. Voir *Bill No 107*.

ELECTIONS :—

1. Mandats émis durant la vacance :

District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.
Chambly	L'hon. L.-O. Taillon..	Nommé Maître général des postes du Canada, 4.
Hochelaga	J.-O. Villeneuve, Ecr.	Nommé sénateur, 3.
Jacques-Cartier	J.-A. Descarries, Ecr.	Démissionnaire, 2.
Montmorency	L'hon. T.-C. Casgrain.	do 5.
Montréal (Dist. No 4).	A.-W. Morris, Ecr...	do 4.
Québec (comté).....	Chs Fitzpatrick, Ecr..	Nommé solliciteur général du Canada, 6.

2. Certificats d'élection de *Montréal*, No 4,—l'hon. Albert-William Atwater, 7 ; *Montmorency*, Edouard Bouffard, Ecr, 7.

3. Amendement de M. Tessier (Portneuf).—à la motion de M. Bouffard pour une adresse en réponse au discours du Trône—censurant le gouvernement de ne pas avoir rempli certaines vacances dans certains districts électoraux,—rejeté par 38 voix contre 21, 30.

ELECTIONS :—*Suite.*

4. Amendement de M. Dechène (à la motion pour subsides) relatif aux élections générales dernières, 212. Voir *Votes pris en Chambre*, 27.
5. Pour loi électorale, voir *Loi électorale*.

EMPLOYÉS DU BUREAU DE POSTE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Nombre d'employés, etc., 117.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL :—Motion de M. Girard (Rouville), pour un état de toutes sommes payées à chacun des membres du service civil, en sus de son salaire régulier, depuis le 1er janvier au 30 novembre 1896, 97.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Amendement de M. Guérin relatif aux—, 334. Voir *Votes pris en Chambre*, 28.

EMPRUNT :

1. Motion de M. Stephens pour un état donnant les conditions de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874, 27; réponse à l'ordre de la Chambre, 134. (*Document No 33*). (*Impression ordonnée*, 360). Voir *Documents*, item 63.
2. Amendement de M. Dechène relatif à l'emprunt, 340. Voir *Votes pris en Chambre*, 29.

EMPRUNT DE 1896 :—

1. Motion de M. Hall pour copie de toutes correspondances concernant l'emprunt de mai 1896, des soumissions ou offres de cet emprunt, et pour copie de toutes acceptations et contrats faits à ce sujet, 210.
2. Interpellation au sujet de l'emprunt de 1896, 94.

EMPRUNTS DEPUIS 1896 :—Interpellation, 112.

EMPRUNTS TEMPORAIRES :—Interpellation, 95.

ENREGISTREMENT DES ACTES DE VENTE ET TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Interpellation, 145.

EQUITABLE SAVINGS, LOAN AND BUILDING ASSOCIATION :—Pétition de *The*—demandant un acte les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec, 11, 22; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 65*.

ESTIMÉS :—Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant le budget supplémentaire pour l'année expirée le 30 juin 1897, et le budget pour l'année expirant le 30 juin 1898 ; renvoyé au comité des subsides, 32. (*Imprimé.*) (*Document No 1*). Voir *Documents*, item 65 ; aussi *Subsides*.

EXPOSITION AGRICOLE DES CANTONS DE L'EST :—Motion de M. Panneton demandant la production de documents relatifs à la Compagnie d'exposition agricole des Cantons de l'Est, depuis 1892, 203.

F A I E N C E R I E S :—Pétition demandant un acte incorporant la " Compagnie des faïenceries du Canada ". 33, 49 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 79. Voir *Bill No 69*.

FERMETURE DES MAGASINS :—Bill de M. Augé amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 81. Voir *Bill No 101*.

FILION, N.-A. :—Interpellation, 145.

FITZPATRICK, CHS :—Résigne son siège pour la division électorale du comté de Québec, 6.

FLYNN, EDMUND, DE PERCÉ :—Interpellation, 96.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Motion de M. McDonald pour un état démontrant quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887 au 16 décembre 1891 ; et quelles sont les remises du même genre, qui ont été faites, depuis le 16 décembre 1891, 374 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 382. (*Document No 93*). (*Impression ordonnée*, 383). Voir *Documents*, item 67.

FOSTER ET BEAUDIN :—Voir *Votes pris en Chambre*, 30.

FRAIS JUDICIAIRES :—Motion de M. Dechêne.—adresse pour documents concernant l'item 21 du budget supplémentaire pour payer des frais judiciaires et autres dépenses se rapportant au département des travaux publics, etc., \$6,031.05, 63 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 194 ; (*Document No 59*). Voir *Documents*, item 68.

FRASERVILLE :—*Hôpital de* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

FRÉMONT, J.-T. :—Interpellation, 68.

FROMAGE DE GRUYÈRE D'OKA :—Interpellation, 126.

FRONTIÈRE NORD ET NORD-OUEST :—Motion de M. Duplessis pour documents relatifs à la—de la province de Québec, 27 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 380. (*Document No 99*). (*Impression ordonnée*, 359). Voir *Documents*, item, 69.

GARIÉPY, JOSEPH :—

1. Réponse à un ordre de la Chambre, de M. Morin, du 5 décembre 1895, pour documents se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, régistrateur de la seconde division d'enregistrement du comté de Charlevoix, 263. (*Document No 76*). Voir *Documents, item 70*.

2. Interpellation au sujet de M. Joseph Gariépy, de Charlevoix, 275.

GASPÉ, COMTÉ DE :—Interpellation au sujet de l'entretien des aliénés, 64.

GAUTHIER, de Saint-Jérôme :—Interpellation, 371.

GAUVREAU, FLAVIEN :—Interpellation, 69.

GAZ COMBUSTIBLE :—Bill de M. Normand amendant la loi des compagnies pour le—, 58. Voir *Bill No 87*.

GAZ ET EAU :—Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau, 238. Voir *Bill No 124*.

GAZETTE OFFICIELLE :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution de la—, 28. *Non imprimé. (Document No 17). Voir Documents, item 71.*

GAZETTE PRINTING Co. :—Interpellation, 275.

GEOFFROI, BENJAMIN :—Réponse à la motion de M. Tellier, du 4 novembre 1895, pour la production de documents au sujet de l'administration de—comme secrétaire du cercle agricole de la paroisse du Bienheureux-Alphonse-de-Rodriguez, 205. (*Document No 60*.) Voir *Documents, item 72*.

GIGAULT, G.-A. :—Motion de M. Cartier pour copie d'une lettre du comptable du Département de l'Agriculture adressée à l'honorable M. Louis Beaubien, en date du 2^e décembre 1896, se rapportant aux frais des voyages faits à la ferme de Compton par M. G.-A. Gigault, 248 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 351. (*Document No 91*.) Voir *Documents, item 77*.

GIGNAC, O ET FILS :—Motion de M. Laliberté pour copie des listes de paye des artisans, journaliers, etc., au 30 juin 1896, sur lesquels a été payée la somme de \$16,130.58 ; aussi état détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1,550 21, 230 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 316. (*Document No 85*). Voir *Document, item 85*.

GILBERT, M. SIFROID :—

1. Interpellation, 126.

2. Motion de M. Laliberté pour un état détaillé des comptes de MM. F-X-U. Dequoy, Sifroid Gilbert et J.-P. Déry, mentionnés aux pages 82 et 83 des comptes publics, 1896, version anglaise, 118.

GIROUARD, JOSEPH-ÉNA :—Petition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, 11, 22; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 32*.

GOOD GOVERNMENT ASSOCIATION :—Pétition de John-Wm Marling et autres, de la cité de Montréal; demandant à être incorporés sous le nom de *The—*, 11, 22; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 38*.

GORE DE NEWTON :—Voir *Newton*.

GOSSELIN, ABBÉ D. :—Interpellation, 143.

GOUPIL ET TALBOT :—Motion de M. Turgeon pour copie des instructions données au substitut du procureur-général, dans la cause Goupil et Talbot, 89.

GRAINS OU GRAINES DE SEMENCE :—Interpellation, 151.

GRANBY :—Bill de M. Girard (Rouville) annexant la partie du township de Granby à la paroisse de St-Paul-d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes fins, 164. Voir *Bill No 127*.

GRAND-NORD :—Motion de M. Marchand pour production du rapport de l'ingénieur mentionné dans l'arrêté en conseil du 10 juin 1896, No 203, recommandant le paiement à la Compagnie du chemin Grand-Nord, du subside en argent, à elle transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides, 153; réponse à l'ordre de la Chambre, 194. (*Document No 58*). Voir *Documents, item 74*.

GRANDE-RIVIÈRE, PONT A LA —:—Interpellation, 142.

GRAVIER, F. :—Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant les services rendus par F. Gravier, fabricant de fromage de gruyère, et pour lesquels il paraît avoir reçu la somme de \$40.00, page 131 des comptes publics, 1895-96, et quand ces services ont été rendus, 118. Réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 69*). Voir *Documents, item 75*.

GRAVIER FERDINAND :—Motion de M. Dechène, pour un état détaillé indiquant, quel est le salaire par mois de Ferdinand Gravier et en paiement duquel il a reçu \$40.00, page 172 des comptes publics 1895-96, etc., 118 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 70*). Voir *Documents*, item 76.

GREAT NORTH WESTERN TELEGRAPH CO.:—Interpellation au sujet des élections de 1896, 26.

GRFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Certificats d'élection de MM. Atwater et Bouffard, 7.

GRENIER, W.-G.:—Motion de M. Bourbonnais, pour copie du plaidoyer produit par W.-G. Grenier, dans une cause de Tarte *vs* Grenier, devant la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle, à Montréal, 381. Voir *Tarte vs Grenier*.

GRENIER ET PAGEAU :—Motion de M. Gladu, pour un état détaillé des comptes sur lesquels certaines sommes ont été payées à Hector Grenier, pour feronneries, etc., et à P. Pageau & Cie pour meubles et réparation de meubles et pour garde-robe pour l'Assemblée législative, comptes publics de 1896, page 185, 229 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 315. (*Document No 83*). Voir *Documents*, item 78.

GRENVILLE :—Agence, 371.

GRIGNON, DR :—Au sujet des conférences agricoles, 126, 114.

GRIGNON, DR W. :—Voir *Conférences agricoles*.

HACKETT, L'HON. M. :—Interpellation au sujet de son salaire comme Président du Conseil Exécutif, 54.

HALL, L'HON. J.-S. :—Interpellation, 127 ; aussi *Votes pris en Chambre*, 31.

HAMEL, ABRAHAM :—Pétition demandant à être autorisés à payer les dettes et à séparer les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel, 21, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 79*.

HENRY, GABRIEL :—Interpellation, 61.

HOCHELAGA :—1. Bill de M. Augé concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal, 211, Voir *Bill No 138*.

2. M. l'Orateur est informé que le siège pour Hochelaga est devenu vacant, 1, 2 et 3 ; émet son mandat pour élection, 2.

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER :—

1. Résolutions de M. Pelletier concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement, 20. Voir *Bureaux d'enregistrement*.
2. Bill de M. Pelletier séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement, 105. Voir *Bill No 2*, aussi *Votes pris en Chambre*, 32.

HOMESTEADS :—Bill de M. Nantel modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads* :—Voir *Bill No 104*.

HONORAIRES DES CONSTABLES :—Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux—, 64. Voir *Bill No 30*.

HOSPICES :—Bill de M. Augé concernant les maisons d'accouchement et les hospices, 81. Voir *Bill No 100*.

HULL, Palais de justice de—

1. Résolutions de M. Atwater concernant le—; règles suspendues ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 279 ; résolutions rapportées, 281 ; lues la seconde fois sur division et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 311. Voir *Bill No 144*.
2. Bill de M. Atwater concernant le Palais de justice de Hull, 311. Voir *Bill No 144*.

ILES DE LA MADELEINE :—

1. Résolutions de M. Flynn concernant la tenure des terres aux—, 252, 301 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées, 301 ; motion pour seconde lecture de ces résolutions ; amendement de M. Dechène et sous-amendement de M. Tellier, 302 ; sous-amendement adopté, 302 ; autre amendement de M. Turgeon et sous-amendement de M. Châteauvert, 303 ; sous-amendement adopté ; résolutions lues la seconde fois et adoptés ; bill basé sur ces résolutions, 304. Voir *Bill No 20*, aussi *Votes pris en Chambre*, 34 et 35.
2. Bill de M. Flynn concernant la tenure des terres aux —, 304. Voir *Bill No 20*.

ILE-JÉSUS :—Etat des affaires de la Commission des chemins à barrières de l'—pour l'année finissant le 31 décembre 1895, 13. (*Document No 13*) Voir *Documents*, item 84.

ILE-DU-PADS :—Motion de M. Dechène pour tous documents se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de la Visitation-de-l'Ile-du-Pads dans le comté de Berthier, 69; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 45.*) Voir *Documents*, *item 86.*

IMPRESSIONS :

1. Motion de M. Dechène pour un état détaillé, indiquant séparément quels documents ont été imprimés et payés à : *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, Léger Brousseau, *La Presse*, Mercier & Cie, E. Sénécal & Fils, Proulx & Proulx et *Le Trifluvien*, 70; réponse à l'ordre de la Chambre, 148. (*Document No 36.*) Voir *Documents*, *item 80.*
2. Comité conjoint des impressions; membres nommés par la Chambre, 51; membres nommés par le Conseil, 98; Premier rapport, 359; Second rapport, 378.
3. *Documents imprimés par ordre de la Chambre :—*
Bill No 70,—Compagnie "Union des Abattoirs de Montréal" 298.
Doc. No 93.—Remises sur fonds d'emprunt municipal, 383.
Doc. No 94 —Dettes dues par le gouvernement, 383.
4. *Documents dont l'impression est recommandée par le comité :*
No 9.—Frontières Nord et Nord-ouest de la Province, 359.
No 20.—Déposition de J.-I. Tarte vs Grenier, 359.
No 21.—Ferme Modèle de Compton, 360.
No 25.—Compagnies chemins de fer *re 35 cents*, 360.
No 29.—Subsides aux Compagnies de chemins de fer, 360.
No 31.—do do do 360.
No 33.—Emprunts depuis 1874, 360.
No 34.—Sommes dues depuis 1886, 360.
No 40.—Subventions périmées depuis 1893, 360.
No 46.—Sommes payés à la Ferme Modèle de Compton, 368.
No 47.—Compte détaillé de MM. MacMaster et McLennan, 360.
No 52.—Compagnie chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 378.
No 55.—Comptes produits par P. Vallière depuis 1895, 360.
No 56.—Payements faits à P. Vallière depuis 1895, 360.
No 57.—Compagnies chemins de fer *re 35 cents*, 360.
No 61.—Compagnies chemins de fer *re 35 cents*, 379.
No 65.—Contrat pour entretien des aliénés à l'Asile Saint-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, 379.
No 72.—Demandes de subsides pour chemins de fer à feu l'honorable M. Mercier, 360.
No 75.—Nomination d'un séquestre à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, 379.
No 81.—Montants payés ou dus par les comtés pour entretien des aliénés depuis 1892, 379.
No 87.—Nombre d'acres de terre dus à différents chemins de fer, 361.

-
- IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'—transmis à la Chambre au sujet de l'impression et de la distribution des Statuts de la dernière session, 28. (*Document No 15*) Voir *Documents*, item 81.
- INDEMNITÉ LÉGISLATIVE :—Bill de M. Desjardins modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la P. de Q., concernant l'—, 34. Voir *Bill No 83*, aussi *Votes pris en Chambre*, 33.
- INDEMNITÉ SESSIONNELLE :—Aucune réduction pour moins de 8 jours d'absence ne sera faite pour cette session, 376.
- INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 10, 31, 34. Premier rapport nommant M. Parizeau président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 40.
- INGÉNIEURS CIVILS :—Bill de M. Spencer concernant les—, 199. Voir *Bill No 135*.
- INONDATIONS DU SAINT-LAURENT :—Motion de M. Parizeau pour la formation d'un comité spécial, pour étudier les causes des inondations périodiques du Saint-Laurent et les mesures à prendre pour les prévenir ; débat, motion retirée, 112.
- INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES, ETC. :—M. Hackett dépose le 26e rapport des—et bureaux publics pour 1895, 29. (*Imprimé*). (*Document No 19*). Voir *Documents*, item 108.
- INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, HÔPITAUX :—Voir *Documents*, item 82.
- INSTITUT TRAFALGAR :—Pétition demandant un acte l'autorisant à vendre ou hypothéquer un immeuble, etc., 33, 50 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bill No 53*.
- INSTRUCTION PUBLIQUE :—M. Hackett dépose le rapport annuel du Surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1895-96, 134, (*Imprimé*). (*Document No 5*.) Voir *Documents*, item 83.
- INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM. :
- Bernatchez, 25, 67, 95.
 - Bisson, 41, 42.
 - Bourbonnais, 274.
 - Caron, 67, 88, 189, 228, 239.
 - Cartier, 370, 371.
 - Châteauvert, 371.
 - Cooke, 313, 373.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Déchène, 24, 25, 26, 42, 61, 62, 65, 66, 94, 110, 111, 115, 125, 127, 128, 142, 143, 149, 150, 209, 230, 240, 248, 275, 276, 312, 313, 371, 372, 373.

Desjardins, 381.

Girard (Lac-St-Jean), 371.

Girard (Rouville), 68, 94, 95, 127, 274, 373.

Gladu, 24, 89, 94, 114, 115, 126, 127, 144, 145, 239.

Gosselin, 25, 66, 68, 127, 143, 274, 371.

Guerin, 273.

Laliberté, 111, 114, 126, 144, 145, 152, 228, 274.

Lemieux, 62, 67, 88, 142, 146, 210.

Lussier, 24, 64, 115, 219, 248.

Magnan, 95, 240.

Marchand, 220, 313.

Morin, 110, 240, 275, 372.

Parent, 112, 128.

Pinault, 68, 69, 95, 96, 116, 220, 240, 276.

Rioux, 115.

Stephens, 116, 117, 209, 312.

Tessier (Portneuf), 88, 89, 116, 117.

Tessier (Rimouski), 65, 68, 110, 152.

Turgeon, 89, 95, 112, 239, 274.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—

Agriculture, ouvrages sur l'—, 209.

Angers, l'hon. A.-R.—a-t-il reçu quelque chose du gouvernement depuis juin 1893, 67.

Angers, A.-R., 274.

Angers, Panet,—est-il à l'emploi du gouvernement, 65.

Arbitrage :—Dépenses du gouvernement d'Ontario pour—, 371.

Arbitrage interprovincial, 209.

Archambault, Alex., de Montréal, 244.

Arpentages depuis juillet 1896, 220.

Arthabaska, coroners à—, 275 311.

Asile de la Longue-Pointe, 244.

Asile de Saint-Jean de Dieu, au sujet des arrangements pour garde des aliénés, 26.

Asselin, M. L.-H., 115.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Atlantique et Lac-Supérieure :—Somme payée au séquestre *re chemin de fer*—, 240.

Barnard, E.-A., de l'Ange-Gardien, 373.

Barnard, E.-A.,—Combien reçu pour " Manuel d'Agriculture ", 25.

Beaubien, l'hon. Louis :—Au sujet d'un discours prononcé à Nicolet, 149, 150, 151, 239, 275, 313.

Beaubien, L'hon. L. :—Discours à l'école d'industrie laitière de St-Hyacinthe, 371.

Beaudin, Cardinal & Loranger, 312.

Beauharnois, Hospice St-Joseph de—, 42.

Beauharnois, juges de paix dans—, 41.

Beauharnois, Orphelinat de—, 41.

Belleau & Brassard, 275.

Bellechasse, comté de—, entretien des aliénés de—, 89.

Bellechasse, montant octroyé pour fins de colonisation, 95.

Benoit, M. Zénophile, 116.

Bigonnesse, Dr J.-A., 372.

Bonaventure, cadastre du comté de—, 142.

Bonaventure—entretien des aliénés, 115.

Boucher, Adélard, de Kamouraska, 381.

Bouffard, François, fils, de Saint-Jérôme-de-Matane, 68.

Bourinot, J.-G., au sujet d'une somme à lui payée, 26.

Brassard et Belleau, 275.

Brésil, Canadiens émigrés au—115.

Brien, M.-Ovide, de L'Assomption, 239.

Budget supplémentaire, au sujet de l'item 21 du —, 62.

Bureau de poste de l'Assemblée législative, 117.

Casgrain, l'hon. T.-Chase, a-t-il reçu quelque chose du gouvernement depuis le 1er mai 1896, 67.

Cauchon, Ed., du Château-Richer, 115.

Chambly, élection du comté de—, 24.

Chapais, l'hon., au sujet de son salaire comme président du Conseil exécutif, 54.

Charbon, soumissions pour—, 89.

Chassé, Honoré, 110.

Chauveau, juge, au sujet de son salaire, 61.

Chouinard, Elie :—Interpellation, 371

Cimon, M. André, 143.

Code de procédure civile, coût de la refonte, 313.

Code municipal, au sujet de la revision du —, 41

Colporteurs, requêtes relativement aux—, 274.

Compton, Ferme modèle de— : —au sujet du contrat, 110.

Compton, Ferme modèle de— : —Arrangements au sujet des élèves, 151

Conférenciers agricoles, quel montant payé aux—, 62.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Conseillers législatifs, au sujet de leur nomination, 115.

Cormier, N.-E., 116.

Crepeau, Dr, de New-Richmond, 142.

Culture légumière, 95.

Dallaire et Grignon, conférenciers agricoles, 62.

Dallaire, M. O.-E., 145.

De LaBruère, L.-B.,—est-il à l'emploi du gouvernement, 68.

Delisle, S. du Cap Santé, 116.

Denault, M., 127.

Denault, J.-M.-A.,—Combien a-t-il reçu du gouvernement, 24, 150.

Députés, ont-ils reçu, depuis 1892, une valise ou satchel, 372.

De Puyjalon, Henri,—est-il à l'emploi du gouvernement, 25.

Deschamps, M. C.-E., 94.

Devlin, Dr, révocation du—, 273.

Dionne, M. Arthur, 115.

Dionne, Dr N.-E.,—combien a-t-il reçu du gouvernement depuis la dernière session, 66.

Dorchester, combien payé par—, depuis 1892, pour l'entretien des aliénés, 65.

Dorion, Honoré, de Québec, 312.

Dubé, Dr, de Saint-Sylvestre, 275.

Dugas, Albert, de Ste-Anne-des-Monts, 66.

Dugas, Etienne, fils, de Sainte-Anne-des-Monts, 66.

Dumont, Dr, de Gentilly, 373.

Dumouchel, M. L.-N., 239.

Ecole d'agriculture de Sainte-Anne, au sujet de l'achat de l'—, 42.

Ecoles d'agriculture, recrutement des élèves, 128, 150.

Ecoles d'agriculture subventionnées, 110.

Employés du bureau de poste de l'Assemblée législative, 117.

Emprunt de 1896,—combien touché sur—, 94.

Emprunts depuis juin 1896, 112.

Emprunts temporaires,—Combien depuis juin 1896, 94.

Enregistrement des actes de vente et transports d'immeubles, 145.

Filion, M. N.-A., 145.

Flynn, Edmund, de Percé, 96.

Frémont, J.-T., 68.

Fromage de gruyère d'Oka, 126, 150.

Gariépy, Jos., de Charlevoix, 275.

Gaspé, Comté de,—Montant dû pour entretien des aliénés, 64.

Gauthier, de Saint-Jérôme, 371.

Gauvreau, Flavien, de Saint-Octave-de-Métis, 69.

Gazette Printing Co., 275.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Gilbert, M. Sifroid, 126.
Gosselin, Abbé D., 143.
Grains ou Graines de semence, 151.
Grande-Rivière, pont à la—, 142.
Granville, Agence, 371.
Grignon, Dr, au sujet des conférences agricoles, 126, 144, 150, 151.
Great North Western Telegraph Co.,—au sujet des élections de 1896, 26.

Hackett, l'hon.—au sujet de son salaire, comme Président du Conseil Exécutif, 54.
Hall, l'hon. J.-S., 127.
Henry, Gabriel,—au sujet d'une somme payée à—, 61.

Janelle, Joseph-Lévy, 276.
Joncas, L.-Z.—Est-il à l'emploi du gouvernement, etc., 25.
Journal d'Agriculture, impression du —, 128.
Juges de paix, qualification des—41.

Kamouraska, registrateur du comté de—, 373.

Lacasse, Pierre, de Saint-Anselme, 112.
Lacasse, Revd Père, au sujet des conférences agricoles, 127, 150.
Lambkin, J.-B., de Québec, 371.
Lapointe, Ed,—au sujet de pierre fournie au gouvernement, 83.
Lapointe, Ed, de Québec,—au sujet des licences, 68, 69, 95.
L'Assomption, école d'agriculture : — Arrangements au sujet des élèves, 151.
Latraverse, M. Napoléon, de Sorel, 373.
Laurendeau, M. Romulus, 88, 294.
Lavoie, Louis, est-il à l'emploi du gouvernement, 68.
Leclerc, Moïse, de Bienville, 116.
Lefebvre, François, avocat, de Sorel, 111.
Lelièvre, Paul, de l'Anse-du-Cap, 239.
Lindor & Ethier, 111.
Licences, poursuites, à Montréal pour vente sans—, 110.
Licences, transports de—, Montréal, 83.
Limites à bois, combien vendues depuis le 30 juin 1895 ? 25.
Loranger, canton, lots dans le 4e rang du—, 23.
Lortie, M. Ed, 144.

Macaza, pont sur la rivière, 372.
Marsan, L.-J.-A.,—au sujet des écoles d'agriculture, 111.
Matane,—au sujet de l'entretien des aliénés, 65.
Matane, comté de,—montant payé depuis 1892, pour écoles de réformes et d'industrie, 152.
Matane, rivière, 220.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Maze, C.-H.-D., 274.

Montfort, chemin de fer, 117.

Montmagny,—au sujet des chemins de colonisation, 95.

Montreal Gazette, 313

Montréal et Atlantique, compagnie chemin de fer—, 373.

Montréal et Sorel, chemin de fer—, 312.

Montréal, poursuites par percepteur du revenu, 110.

Nagant, H., 150.

Neige et glace, enlèvement de la—, 89.

New-Carlisle, Palais de justice de—, 146.

Oka, Ecole d'agriculture d'—, 110.

Oka, Ecole d'agriculture d'— :—Arrangement au sujet des élèves, 151.

Oka, fabrication du fromage de gruyère, 126, 150.

Ontario, Dépenses pour arbitrage, 371.

O'Regan, R.-H.—Au sujet d'une somme payée à—, 54.

O'Sullivan, M. Henry, 239.

Ottawa, Protonotaire du district d'—, 111.

Ouellet, Louis, de St-Louis du Ha ! Ha !, 65.

Paie des journaliers, ouvriers, etc., 88.

Paré, Théodore, de Ste-Anne-de-Beaupré, 151.

Paré, Thomas, de Ste-Anne-de-Beaupré, 276.

Parc de la Montagne Tremblante ;—Arpentage du—, 220.

Parc National des Laurentides, 240.

Payeur, Edmond, 274.

Percé, palais de justice de—, 96.

Percepteurs du revenu, 24.

Pelletier, M. T.-Nap., 144.

Permis de chasse et de pêche, 240.

Poirier, Siméon, de Saint-Bonaventure, 142.

Pour la Patrie,—Combien d'exemplaires distribués, 94.

Pour la Patrie, de M. Tardivel, 143

Pont à la Grande-Rivière, 142.

Pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Québec, 123.

Pont sur la rivière Achigan, 239.

Pont sur la rivière des Prairies, 240.

Pont sur la rivière Macaza, 372.

Poursuites pour vente sans licence, 110.

Président du Conseil exécutif, au sujet du salaire du—, 54.

Protonotaires, Ottawa, 209.

Provost, H., médecin, de Sorel, 111.

Rail, M. Louis, de l'Anse-du-Cap, 240.

Rainboth, M.,—au sujet d'arpentages, 220.

INTERTELLATIONS AU MINISTÈRE :— — *Suite.*

- Raymond, M. H.-J., 126.
Raymond, Moïse,—est-il à l'emploi du gouvernement, 67.
Recorders de Québec et de Montréal, 143.
Rivière Achigan,—pont sur la—, 239.
Rivière des Hurons,—assèchement de la—, 371.
Rivière des Prairies,—pont sur la—, 240.
Rivière Macaza,—pont sur la—, 372.
Rivière Matane,—bail de la—, 220.
Richelieu, Drummond & Arthabaska, Cie ch. fer, 373.
Riou, M. S.-C., de Fraserville, 143.
Rimouski, au sujet de l'entretien des aliénés, 65.
Rimouski, comté de—: Montant payé depuis 1892 pour écoles de réforme et d'industrie, 152.
Rimouski, réparations au palais de justice de—65.
Robertval, école ménagère de—, 94, 110.
Robitaille, O. & A.:—Salaire de—, 228.
Robitaille, Louis, de Québec, 313.
Robitaille, L.-P., a-t-il eu un congé en juin 1896, 67.
Rochette, M. Geo., 145.
- Sainte-Anne:—Au sujet de l'achat de l'école d'agriculture de—, 42.
Sainte-Anne-de-Lapocatière:—École d'agriculture de—, 110, 127.
Sainte-Anne-Lapocatière, école d'agriculture:—Règlement au sujet des élèves, 151.
Saint-Clément-de-Beauharnois:—Au sujet des juges de paix, 41.
Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, 275.
Saint-Dominique, Savane, 370.
Saint-Germain-de-Grantham;—Interpellation, 373.
Saint-Hilarion, Cour des Commissaires à—, 275.
Salaberry-de-Valleyfield, au sujet du cadastre, 42.
Samson, Louis, de Thetford-Mines, 312.
Sansfaçon, M. Théophile, 144.
Savane Saint-Dominique, 370.
Senécal & Cie, 275.
Senécal & Fils, 313.
Spencer Wood, au sujet du transport au gouvernement de—, 54.
Stafford, Lawrence,—dans l'affaire *Pierre Bacon vs La Reine*, 67.
Stanstead-Plain, chemin de fer, 117.
Subsides des chemins de fer, 114.
Swift, M. A.-E., 144.
Syndicats des Cultivateurs, 151.
- Taillon, l'hon. L.-O.,—a-t-il reçu depuis le 1er mai 1896 quelque somme du gouvernement, 66.
Tardivel, M., 94, 147.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Taxes directes perçues depuis juin 1896, 144.

Taxe payée sur ventes et transports d'immeuble sera-t-elle remboursée, 25.

Taxe sur les successions, sera-t-elle abolie, 152.

Terres de la Couronne, montant perçu depuis 1876, sur la vente des —, 127.

Tessier, J.-Bte, coût du procès, 189, 229.

Trudel, M. Henri, avocat, de Montréal, 127.

Vallée, M. P.-V., 219.

Vanasse, J.-B., de Sorel, 114.

Ventes et transports d'immeubles, 25.

Villeneuve Dr :—Au sujet de l'affaire du Dr Devlin, 274.

Villard, J.-A. :—Interpellation, 111.

Von Koenig, Léonce, 274.

West-Wickham, 373.

JACQUES-CARTIER :

1. Avis à M. l'Orateur que le siège pour—est devenu vacant, 1, 2 et 3 ; émet son mandat pour un nouveau bref d'élection, 2. Résignation de M. Descarries, 2.

2. Bill de M. Pelletier séparant le comté de Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement, 105. Voir *Bill No 2*.

3. Résolutions de M. Pelletier concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, 20, 278. Voir *Bureaux d'enregistrement*.

JANSON, TÉLESPHORE :—Motion de M. Déchène pour copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet. Télésphore Janson, juges de paix, et Bédard Normandeau, constable, de l'Assomption ; aussi, copie de toute enquête faite sur les dites plaintes ; et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête, 97. Réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 68*). Voir *Documents, item 104*.

JANELLE, JOSEPH-LEVY :—Interpellation, 276.

JENKINS, DAME HARRIETT NEWELL :— Voir Kay, William-Frédéric, aussi *Bill No 39*.

JOLIETTE :—Bill de M. Allard étendant la juridiction de la Cour supérieure de Joliette, 262. Voir *Bill No 133*.

JONCAS, L.-Z. :—Interpellations, 25.

JOURNAL D'AGRICULTURE, impression du—, 128.

JOURNALIERS :—Motion de M. Laliberté pour copie des listes de paye des artisans, journaliers, etc., au 30 juin 1896, sur lesquelles a été payée la somme de \$16,130.58 ; aussi, état détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1,550.21, 230 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 316. (*Document No 85*). Voir *Documents, item 85*.

JUGES DE PAIX :—

1. Bill de M. Pelletier protégeant les—et d'autres personnes contre les actions vexatoires, 59. Voir *Bill No 21*.
2. Interpellation au sujet de qualification des Juges de Paix—, 41.

KAMOURASKA, RÉGISTRATEUR DU COMTÉ DE — :—Interpellation, 381.

KAY, WILLIAM-FREDERICK :—Pétition demandant une loi autorisant les exécuteurs testamentaires de feu W.-F. Kay, à hypothéquer ses biens, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 39*.

LLACASSE, PIERRE, DE SAINT-ANSELME :—Interpellation, 112.

LACASSE, RÉVD PÈRE :—

1. Au sujet des conférences agricoles :—Interpellation, 127.
2. Pétition du Révd Père Lacasse et autres, 169.

LAC TREMBLANT :—Voir *Chemins de colonisation*, aussi *Documents, item 30*.

LAMBKIN, J.-B., de Québec :—Interpellation, 371.

LAPOINTE, ED. :—Interpellations, 68, 69.

LAPOINTE, ED., hôtelier de Québec :—Interpellation, 95.

LAPOINTE, ED. :—Au sujet de pierre fournie au gouvernement : Interpellation, 88.

" LA PRESSE " :—Voir *Impressions*, aussi *Documents, item 80*.

LAURENDEAU, M. ROMULUS :—Interpellations, 88, 244.

L'ASSOMPTION, ÉCOLE D'AGRICULTURE DE :—Arrangements au sujet des élèves :—Interpellation, 151. Voir *Ecoles d'Agriculture*, aussi *Documents*, item 92.

LATRAVERSE, M. NAPOLEON, de Sorel :—Interpellation, 373.

LA VISITATION :—Motion de M. Dechène, pour tous documents, se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de la Visitation-de-l'Isle-du-Pads, dans le comté de Berthier, 69 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 45*). Voir (*Document*, item 86.)

LAVOIE, LOUIS :—Interpellation, 68.

LECLERC, MOISE, de Bienville :—Interpellation, 116.

“ LE COURRIER DE ST-HYACINTHE ” :—Voir *Impressions*, aussi *Documents*, item, 80.

LEFEBVRE, FRÈS : Motion de M. Laliberté pour un état détaillé de tous comptes transmis au gouvernement depuis le 17 décembre 1891, par MM. Frs Lefebvre, Lindor & Ethier et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement pour frais, honoraires, etc., 117.

LEFEBVRE, FRANÇOIS, avocat, de Sorel :—Interpellation, 111.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—

1. Comité permanent nommé, 10, 31, 34. Premier rapport nommant l'honorable M. Pelletier, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq ; adopté, 39 ; second rapport, 218.
2. Bills renvoyés à ce comité, 71, 75, 172.

LELIEVRE, M. PAUL, de l'Anse du Cap :—Interpellation, 239.

LEMIEUX, THÉODOULE-ALFRED :—Pétition demandant un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examen, 58, 64 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 103. Voir *Bill No 55* ; aussi *Votes pris en Chambre*, 36.

LEONARD, B. :—Motion de M. Gladu pour un état détaillé du compte de—pour rideaux de châssis (blinds). peinture de couverture, etc., 229 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 315. (*Document No 83*). Voir *Documents*, item 110.

LEPROHON, JEAN-LUKIN, ET AUTRES :—Pétition demandant un acte les autorisant à hypothéquer ou vendre une propriété substituée, 12, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 35*.

“ LE TRIFLUVIEN ” :—Voir *Impressions*, aussi *Documents*, *item* 80.

LÉVIS :—Hospice Saint-Joseph de la Délivrance :—Etat d'affaires, 13.
Voir *Documents*, *item* 82.

LIBELLE :—Bill du Conseil législatif présenté par M. Tessier (Portneuf),
concernant le libelle par les journaux, 349. Voir *Bill G*.

LICENCES :

1. Bill de M. Atwater (substitué à M. Allard) amendant la loi des licences, 257. Voir *Bill No* 146.
2. Actions intentées à Montréal pour infraction à la loi des licences, 129, 263. Voir *Boissons*, aussi *Documents*, *item* 19.
3. Poursuites à Montréal par percepteur du revenu, 110.
4. Transport de licences, Montréal :—Interpellation, 88.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la session, 8. Jour fixé pour la prise en considération, 10. Motion pour une adresse à Son Honneur, 12, 20, 29. Voir *Adresse*, 1

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 43, 119, 121, 122, 136, 148, 155, 227, 244, 245, 253, 270, 285, 301, 316, 327, 329, 350, 369.

3. Sanctionne les bills, 383.

4. Son discours, à la clôture de la session, 387.

Messages de Son Honneur :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la Session, 1; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 383.

6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône. Voir *Errata*.

7. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine 28 Voir *Documents*, *item* 81.

8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 23. Voir *Documents*, *item* 124.

9. Transmettant les estimés, 32, 35. Voir *Documents*, *item* 65.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

10. Transmettant un rapport concernant la *Gazette Officielle*, 28. Voir *Documents, item 71.*

11. Transmettant la nomination des membres de la commission de l'économie interne de la Chambre, 29. Voir *Documents, item 61.*

LIMITES A BOIS :—Combien vendues depuis juin 1895, 25.

LINDOR, ETHIER ET VILLIARD :—Motion de M. Laliberté, pour un état détaillé de tous comptes transmis au gouvernement depuis le 17 décembre 1891, par MM. Frs Lefebvre, Lindor & Ethier et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement, pour frais, honoraires, etc., 117.

LINDOR & ETHIER :—Interpellation, 111.

LIVRES :—Motion de M. Dechène pour un état indiquant les titres des 5 volumes achetés par le gouvernement depuis la dernière session, leur coût et le nom de leur auteur ; et la date de tel achat et la date de la livraison, 43 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 133. (*Document No 30.*) Voir *Documents, item 38.*

LOI ÉLECTORALE :—

1. Résolutions de M. Pelletier relative au Bill amendant la loi électorale de Québec ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 327 ; résolutions rapportées, lues la seconde fois sur division et adoptées, 328. Voir *Bill No 28.*

2. Bill de M. Pelletier amendant la loi électorale, 328. Voir *Bill No 28.*

LORANGER, CANTON :—Au sujet de certains lots dans le 4e rang, 24.

LORTIE, ED. :—Interpellation, 144.

LOTBINIÈRE & MÉGANTIC :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer Lotbinière & Mégantic demandant des amendements à sa chartre, 33, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 163. Bill présenté, 164. Voir *Bill No 98.*

MACAZA, Pont sur la rivière—, 372. Voir *Pont Macaza.*

MACLENNAN :—Voir *MacMaster*, aussi *Documents, item 89.*

MACMASTER & MACLENNAN :—Motion de M. Lussier pour un état détaillé du compte de MM. MacMaster et MacLennan, pour le montant de \$10,198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics, 70 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 188. (*Document No 47.*) Voir *Documents, item 89.*

MADDEN & ELLIS :—Voir *Charbon*.

MAGOG :—Pétition du conseil de ville de la ville de—; demandant un acte amendant la charte de la corporation de la dite ville, 13, 23; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 63*.

MAGASINS :—Bill de M. Augé amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 81. Voir *Bill No 101*.

MAISONS D'ACCOUCHEMENTS :—Bill de M. Augé concernant les—, et les hospices, 81. Voir *Bill No 100*.

MAISONNEUVE :—Pétition du conseil de ville de la ville de—, 11, demandant des amendements à sa charte, 13; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bill No 50*.

MANDATS SPÉCIAUX :—M. Atwater dépose l'état des rapports du Conseil et des—émis durant la vacance, 15. (*Imprimé*, 16). Voir *Documents, item 112*.

MARCOUX, CHARLES :—Motion de M. Chicoyne pour copie de toute correspondance concernant l'arrestation de Charles Marcoux, de Disraëli, en date du 5 février 1895, sur accusation de vol d'arbres sur le domaine de la Couronne, 70.

MARSAN, L.-J.-A. :—Motion de M. Déchène, pour un état détaillé indiquant pour quels services M. L.-J.-A. Marsan a reçu \$27.85, tel que mentionné à la page 132 des comptes publics de 1895-96, avec la date de tels paiements et de tels services; avec la date de chacun des paiements de la somme de \$1,121.99, pour services et frais de voyages, 112; réponse à l'ordre de la Chambre, 188. (*Document No 50*).

2. Motion de M. Dechène pour un état indiquant le nombre de jours durant lesquels M. L.-J.-A. Marsan a été présent à l'école d'agriculture de l'Assomption; le nombre total de jours, avec la date qu'il a employés à l'enseignement agricole dans la dite école, 113; réponse à l'ordre de la Chambre, 212 (*Document No 62*). Voir *Documents, item 92*.
3. Motion de M. Dechène pour copie de tous rapports et de toute correspondance, etc., concernant les conférences données par M. L.-J.-A. Marsan, de juillet 1895 au 30 juin 1896, 113.
4. Au sujet des écoles d'agriculture :—Interpellation, 111.
5. Au sujet des conférences agricoles. Voir *Conférences agricoles*.

MARTINEAU, J.-O. :—Motion de M. Lussier pour un état détaillé expliquant les items suivants, des comptes publics de 1896, page 231 : J.-O. Martineau : travail extra, vente de la branche est, \$117.60 ; frais de voyage, inspection des agences de Gaspé et Bonaventure, \$447.00, 95 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 264. (*Document No 79*). Voir *Documents*, item 94.

MASKINONGÉ :—Motion de M. Caron pour un état détaillé indiquant, année par année, les sommes perçues par le percepteur du revenu, en vertu des actes concernant les licences des manufactures et de commerce ; les taxes sur certaines personnes ; les taxes sur les successions ; depuis la date de la mise en force des dits actes au 30 juin 1896, et ce, pour le comté de Maskinongé, 153.

MATANE, COMTÉ DE :—

1. Au sujet de l'entretien des aliénés du comté de— : Interpellation, 65.
2. Montant payé, depuis 1892, pour écoles de réforme et d'industrie, 152.

MATANE ET RIMOUSKI :—

1. Motion de M. Tessier (Rimouski), pour copie des comptes adressés par le gouvernement aux diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892, 190.
2. Motion de M. Tessier (Rimouski), pour un état détaillé indiquant la date et le montant de chaque paiement fait par les diverses municipalités situées dans les comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892 au 15 décembre 1896, 190.

MATANE, RIVIÈRE :—Bail de la—, 220.

MAZE, C.-H.-D. :—Interpellation, 274.

McKENZIE, E.-M. :—Réponse à un ordre de la Chambre, de M. Dechène, du 26 novembre 1895, pour un état détaillé des montants perçus par—pour licences pour vente de liqueurs enivrantes dans le district de Montmagny, depuis le 1er janvier 1892, 55. (*Document No 24*). Voir *Documents*, item 96.

MERCIER & CIE :—Motion de M. Laliberté pour un état détaillé du compte de \$1,322.29 payé à Mercier & Cie, page 84 des comptes publics de 1896, 146 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 164. (*Document No 42*.) Voir *Documents*, item 97 ; aussi *Impressions*.

MERCIER, L'HON. M. :—Au sujet des subsides promis aux chemins de fer, 241. 243. Voir *Subsides de chemins de fer* : Aussi, *Documents, item*, 129.

MÉTALICK :—Motion de M. Pinault pour tous documents se rapportant au lot No 21 B, canton Métalick, comté de Matane, 375.

MOORE, GEORGE :—Voir *Conférences agricoles*.

MOLSON, JOHN :—Pétition demandant un acte concernant les biens de feu l'honorable John Molson, 21, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bill No 49*.

MONTFORT, CHEMIN DE FER DE— :—Interpellation, 117.

MONTMAGNY :—Au sujet des chemins de colonisation :—Interpellation, 95.

MONTMAGNY, PERCEPTEUR DU REVENU :—Réponse à un ordre de la Chambre, de M. Bernatchez, du 26 novembre 1895, demandant un état indiquant les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le—pour violation de la loi des licences ; noms des personnes poursuivies, etc., 55. (*Document No 23* Voir *Documents, item 99*).

MONTMORENCY :—M. l'Orateur est informé que le siège pour—est devenu vacant, 2, 5 ; émet son mandat pour élection, 2 ; M. Casgrain remet son mandat, 5 ; certificat d'élection de M. Bouffard, 7.

MONTREAL (cité de) — : —

1. Pétition des propriétaires riverains de la rue Notre-Dame-Est, Montréal, demandant des amendements à la section 2 de la loi 57 Victoria, chapitre 78, 21, 38 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 77* ; aussi *Votes pris en Chambre*, 38.

2. Pétition de la corporation de la cité de—demandant des amendements à sa charte, 38, 58 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bill No 80*.

3. Pétition de J.-O. Villeneuve et autres, de Montréal, 11 ; demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bill No 40*.

4. Commissaires d'écoles catholiques romaines :—Pétition demandant la passation d'une loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal ; reçu et lue, 210 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 218. Bill présenté, 211. Voir *Bill No 138*.

5. Asile des Dames Bienveillantes :—Etat d'affaires. Voir *Documents, item 82*.

MONTREAL (Cité de)—*Suite.*

6. *Asile de Saint-Vincent de Paul* :—Etat d'affaires, 125. Voir *Documents*, item 82.

7. *Asile Nazareth pour les aveugles* :—Etat d'affaires, 79. Voir *Documents*, item 82.

8. *Association Municipale de Montréal* :—Bill de M. Stephens constituant en corporation l'—, 52. Voir *Bill No 38*, aussi *Good Government Association*.

9. *Commissaires d'écoles catholiques romaines* :—Voir *Supra*, *Montréal*, 4

10. *Compagnie d'exposition de Montréal* :—Bill de M. Beaubien concernant la—, 322 Voir *Bill No 13*; aussi *Compagnie d'exposition*.

11. *Comptables, de Montréal* :—Voir *Bill No 59*, aussi *Comptables*.

12. *Cour de circuit* :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant la— du district de Montréal, 40. Voir *Bill No 25*.

13. *Cour des magistrats* :—Pétition demandant que la cour des magistrats à Montréal, ne soit pas abolie, etc., 76, 92.

14. *Hôpital-Général* :—Etat d'affaires, 13 Voir *Documents*, item 82.

15. *Hôpital-Général (Sœurs Grises)* :—Etat d'affaires, 130. Voir *Documents*, item 82.

16. *Hôpital Notre-Dame* :—Etat d'affaires, 13 Voir *Documents*, item 82.

17. *Hôpital protestant pour les aliénés* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

18. *Hôpital Saint-Patrice* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

19. *Hospice de la Maternité* ;—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

20. *Ladies' Hebrew Benevolent Society* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents* item 82.

21. *Monastère Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

22. *Orphelinat Catholique Romain* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

23. *Poursuites par percepteur du revenu* :—Interpellation, 110

MONTREAL (Cité de)—Suite.

24. *Rue Notre-Dame* :—Pétition des propriétaires riverains de la—, 21, 28. Voir *Supra*, *Montréal*, 1.
25. *Salle d'Asile St-Joseph* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.
26. *Shérif de Montréal* :—Voir *Annonces du Shérif*.
27. *Sœurs de la Providence* :—Etat d'affaires, 58. Voir *Documents*, item 82.
28. *Sœurs Grises de Montréal* :—Pétition des—, 79.
29. *The Church Home* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.
30. *The Sheltering Home* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.
31. *Union des Abattoirs* :—Voir *Bill No 70* ; aussi *Union des Abattoirs*.
32. *Young Men's Hebrew Benevolent Society* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, item 82.

MONTREAL COLD STORAGE AND FREEZING CO :—Pétition de James Edward Mullin et autres, demandant à être incorporés sous le nom de The—, 33, 49 ; rapport du comité des ordres permanents l'avis, 76. Voir *Bill No 62*.

MONTREAL, DIVISION No 4 :—M. l'Orateur est informé que le siège pour ce district électoral est devenu vacant, 1 et 4 ; émet son mandat pour une nouvelle élection, 2 ; M. Morris résigne son siège, 4 ; certificat d'élection de M. Atwater, 7.

MONTREAL ET ATLANTIQUE, CIE DE CHEMIN DE FER, 373.

MONTREAL GAZETTE :—Interpellation, 313.

MONTREAL ET SOREL, CHEMIN DE FER :—Interpellation, 312.

MONTREAL-WEST :—Pétition de Chs-J.-W. Davis et autres, du village de Notre-Dame-de-Grâce Ouest ; demandant à être incorporé sous le nom de " Montreal-West ", 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 37*.

MONTAGNE TREMBLANTE :—Voir *Parc de la*—etc.

MORRIS, A.-W. :—Résigne son siège pour la division électorale de Montréal, division No 4, 4

NAGANT, H. :—Au sujet d'un tableau des récoltes, 150.

NANTEL, J.-P. :—Voir *Conférences agricoles*.

NEIGE ET GLACE :—Enlèvement de la—: —Interpellation, 89.

NEW-CARLISLE, PALAIS DE JUSTICE DE :—Interpellation, 146.

NEWTON, GORE DE—: —Réponse à ordre de la Chambre, de M. Bourbonnais, du 20 décembre 1895, pour copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au *gore* de Newton, comté de Vaudreuil, 212. (*Document No 64*) Voir *Documents*, item 100.

NICOLET :—

1. Pétition des Sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de—, 262.
2. Etat d'affaires de l'Hôtel-Dieu, 13. Voir *Document*, item 82.

NORMANDEAU, BÉDARD :—

1. Motion de M. Dechêne, pour un état détaillé des montants payés par le gouvernement à Bédard-Normandeau, depuis 1892, pour toutes causes que ce soit, avec la nature et la date de tels paiements, 97; réponse à l'ordre de la Chambre, 194. (*Document No 54*. Voir *Documents*, item 101.
2. Motion de M. Dechêne, pour copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Téléphore Janson, juges de paix, et Bédard-Normandeau, constable, de l'Assomption; aussi, copie de toute enquête faite sur les dites plaintes; et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête, 97; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 64*). Voir *Documents*, item 104.

NORTH SHORE POWER COMPANY :—Pétition de l'honorable Charles Carroll Colby et autres, du Village de Stanstead-Plain, et autres lieux, demandant à être incorporés sous le nom de "The—", 64, 79; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 93. Voir *Bill No 36*.

NOTARIAT :—

1. Motion de M. Stephens qu'un projet de loi portant que le tarif des notaires sera dorénavant établi par le Lieutenant-Gouverneur en conseil; motion retirée, 129.
2. Bill de M. Pelletier amendant le Code de notariat, 170. Voir *Bill No 110*.

OFFICIERS PUBLICS :

1. Bill de M. Panneton amendant la loi concernant le pourcentage sur les honoraires de certains—, 270. Voir *Bill No 145*.
2. Cautionnement des— :—M. Atwater dépose un état des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1895, jusqu'au 17 novembre 1896, 20. (*Document No 11*). Voir *Documents, item 23*.

OKA, Ecole d'agriculture :—

1. Arrangements au sujet des élèves, 151.
2. Interpellation au sujet de l'Ecole d'agriculture d'Oka, 110.
- 3 Voir *Ecoles d'agriculture* ; aussi *Documents, item 57*.

OKA, fabrication du fromage de gruyère :—Interpellation, 126.

ONTARIO, GOUVERNEMENT D'—dépenses pour arbitrage, 371. Voir aussi *Arbitrage et Votes pris en Chambre, 4*.

Orateur :

1 Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 383.

2. Il fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la session, 8.

3. Communique à la Chambre divers rapports, 13, 23, 38, 58, 64, 79, 92, 125, 130, 141, 179, 215, 252, 284, 310, 351.

4. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 20.

5. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance pour les districts électoraux de Montréal, division No 4, Chambly, Hochelaga, Jacques-Cartier, et comté de Québec, 1.

6. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats des députés de Montmorency, 7 ; Montréal, division No 4, 7.

7. *Décide sur des questions de forme et d'ordre*, 216, 266, 271, 350, 372, 378 ; pour ces décisions, voir *Questions*.

8. Appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, sa décision est confirmée par la Chambre, 217, 267, 261, 352, 372.

ORATEUR :—*Suite.*

9. Maintient la décision du Président d'un comité, 378.

10. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 256, 263, 285, 323, 324, 326, 329, 351.

11. Quitte le fauteuil à 6 hrs ; débat sur subside, 137.

12. Présente le bill des subsides, 387.

O'REGAN, R.-H. :—Interpellation, 54.

O'SULLIVAN, M. HENRY :—Au sujet des arpentages, 239.

OTTAWA, COMTÉ D'—:—Bill de M. Pelletier, concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, 105. Voir *Bill No 91* ; aussi *Votes pris en Chambre*, 39.

OTTAWA, PROTONOTAINE DU DISTRICT D'—:—Interpellation, 111.

OUELLET, LOUIS :—Interpellation, 65.

Ordres du jour :

1. Ordre pour 2e lecture d'un bill rescindé, 211, 250.

2. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 237, 261.

3. Bill remis sur l'ordre du jour, 241.

4. Ordres concernant les bills privés appelés en vertu de la règle 19, 87, 98, 138, 166, 172, 192, 225, 231.

5. Reprise du débat sur conversion de la dette devant être le premier item sur l'ordre du jour, 78.

6. Ordres du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 106.

7. L'heure pour la considération des bills étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 226.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 10, 31, 33 ; premier rapport, nommant M. Marion président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 40 ; second rapport, 50 ; autres rapports sur différentes pétitions, 76, 79, 93, 103, 130, 163, 195, 218.

ORDRES PERMANENTS :—*Suite.*

2. Rapporte que les avis sont suffisants, 50, 79, 93, 103, 130.
3. Rapporte que les avis n'ont pas été donnés, 163, 218.
4. Rapporte que les promoteurs ne désirent pas présenter leur loi, 163.
5. Recommande la suspension de la 51^e règle, 163.

Ordres sessionnels :

1. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptés, 251 ; Trois séances, 270.
2. La Chambre devant siéger le samedi, 106, 136.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre : —Voir *Documents*.

PAIE DES OUVRIERS, journaliers, etc. :—Interpellation, 88.

PAGEAU, P. & CIE :—Voir *Grenier & Pageau*.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL :—

1. Motion de M. Gladu pour un état des paiements de toutes sortes faits depuis le 17 décembre 1891, jusqu'à aujourd'hui, en rapport avec les réparations du palais de Justice de Montréal, ameublement et autres objets s'y rapportant, 55.
2. Motion de M. Bourbonnais pour copie des instructions données, etc., par le gouvernement à des commissaires pour tenir enquête et faire rapport sur l'administration ou toute autre matière de la prison et du palais de justice, à Montréal, 374.

PAQUET, PAUL :—Motion de M. Dechène pour copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Téléphore Janson, juges de paix, et Bédard-Normandeau, constable, de l'Assomption ; aussi, copie de toute enquête faite sur les dites plaintes ; et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête, 97 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 68*). Voir *Documents, item 104*.

PARC DE LA MONTAGNE-TREMBLANTE :—

1. Résolution de M. Nantel concernant le Parc de la Montagne-Tremblante, 211, 227 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolution rapportée, 227 ; lue la seconde fois et adoptée ; bill basé sur cette résolution, 260. Voir *Bill No 131*.

PARC DE LA MONTAGNE-TREMBLANTE :—*Suite.*

2. Bill de M. Nantel concernant le Parc de la Montagne-Tremblante, 260. Voir *Bill No 131.*
3. Interpellation au sujet de l'arpentage du Parc de la Montagne-Tremblante, 220.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—Interpellation, 240.

PARÉ, THÉODORF, de Sainte-Anne-de-Beaupré :—Interpellation, 151.

PARÉ, THOMAS, de Sainte-Anne-de-Beaupré :—Interpellation, 276.

PAYEUR, EDMOND :—Interpellation, 274.

PÊCHERIES :—Bill de M. Nantel amendant la loi relative aux pêcheries, 93. Voir *Bill No 93.*

PELLETIER, T.-NAP. :—Interpellation, 144.

PENDULES ET SONNERIES ÉLECTRIQUES :—Voir *Votes pris en Chambre*, 40.

PENSIONS DE RETRAITE :—Voir *Votes pris en Chambre*, 44.

PERCÉ :—

1. Motion de M. Pinault, pour un état détaillé du coût des réparations faites au palais de justice de Percé, depuis le 30 juin 1895, indiquant le nombre des ouvriers employés, etc., 97.
2. Interpellation au sujet du palais de justice de Percé, 96.

PERCENTAGE SUR HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS PUBLICS :—Bill de M. Panneton amendant la loi concernant le—, 270. Voir *Bill No 145.*

PERCEPTEURS DU REVENU :—

1. Motion de M. Dechène pour documents se rapportant à la commission et à la rémunération des percepteurs du revenu et autres officiers chargés de la perception des taxes directes imposées en 1892, 69.
2. Interpellation au sujet de la commission des percepteurs du revenu, 24.

PERMIS DE CHASSE ET DE PÊCHE :—Interpellation, 240.

PÉTITIONS :—

1. Pétitions lues et reçues le même jour, 169, 210.
2. Motion d'urgence pour une pétition, 210.

PETIT-MÉTIS :—Pétition demandant un acte incorporant la municipalité du village du Petit-Métis, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bill No 31*.

PICKEL, F.-H. :—Pétition demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit sans examen, 21, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 79. Voir *Bill No 73*.

PILES CHEMIN DE FER DES :—Voir *Documents, item*.

PLACARDS INDÉCENTS :—Voir *Affiches*, aussi *Bill No 85*.

POIRIER, SIMÉON, de Saint-Bonaventure :—Interpellation, 142.

PONT A QUÉBEC :—Motion de M. Parent qu'il soit résolu que la construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent, à Québec, est d'une importance vitale pour les intérêts de la Province, etc., amendement de M. Châteauvert que le gouvernement aidera à cette œuvre lorsque les Compagnies de chemins de fer, etc., auront décidé de contribuer, etc., 374. Amendement adopté par 29 contre 12, 375. Voir *Votes pris en Chambre*, 41.

PONT SUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT, A QUÉBEC :—Interpellation, 128.

PONT DE LA GRANDE-RIVIÈRE :—Interpellation, 142.

PONT MACAZA :—Motion de M. Dechêne pour copie du rôle de paie, etc., pour les travaux faits au pont de la rivière Macaza, dans le comté de Terrebonne, durant l'année 1895 ; aussi, copie de tout rapport, rôle de paie de J.-A. Bigouresse, écr, se rapportant à tels travaux, 376.

PONT SUR LA RIVIÈRE MACAZA :—Interpellation, 372.

PONT SUR LA RIVIÈRE ACHIGAN, 240.

PONT SUR LA RIVIÈRE DES PRAIRIES, 140.

PONT SUR LA RIVIÈRE ST-JEAN :—Voir *Douglstown*.

PORTAGE DU FORT :—Pétition de la compagnie du chemin de fer de—, and Bristol Branch, 64.

“ POUR LA PATRIE ” :—Interpellations, 14, 143.

POURSUITES PAR PERCEPTEURS DU REVENU :—Pour vente sans licences, à Montréal, 110.

POURSUITES POUR VENTE DE BOISSON SANS LICENCE :—Voir *Boissons*.

PRESBYTÈRES :—Bill de M. Tétreau amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, 114. Voir *Bill No 107*.

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF :—Au sujet du salaire du—, 54.

PRÉVOST, AMABLE :—Pétition demandant un acte déclarant final et définitif, le partage des biens de feu Amable Prévost ; 64, 79 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 93. Voir *Bill No 56* ; aussi *Votes pris en Chambre 42*.

PRISONS, ASILES, ETC., INSPECTEURS DES—:—Voir *Inspecteurs des—, etc.* ; aussi *Documents, item 108*.

PRISON DE MONTRÉAL :—Voir *Palais de Justice de Montréal*, aussi *Documents, item 103*.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 10, 31, 33. Premier rapport nommant M. Hackett président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 40.

PROTONOTAIRES, OTTAWA :—

1. Motion de M. Stephens pour la production de tous documents relatifs à la nomination des protonotaires du district d'Ottawa, 220.
2. Interpellations au sujet des protonotaires, Ottawa, 111, 209.

PROULX & PROULX :—Voir *Impressions*, aussi *Documents, item* .

PROVOST, H., médecin de Sorel :—Interpellation, 111.

PRUNEAU, A.-R. ET CIE, ET AUTRES :—Motion de M. Gladu pour un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées certaines sommes aux personnes ci-après mentionnées. (Voir page 183 comptes publics de 1896) A.-R. Pruneau & Cie, pour charbon de chauffage ; Côté & Faguy, marchandises sèches ; Châteauvert & Cantin, entretien des horloges et cloches électriques, du premier avril 1895 au trente juin 1896 ; et B. Leonard, rideaux de châssis (blinds), peinture de couvertures, etc., 229 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 315. *Document No 82*. Voir *Documents, item 110*.

QUÉBEC, CITÉ DE :—

1. Pétition de la corporation de la—demandant un acte pour amender de nouveau les actes qui incorporent la dite cité, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 41*.

QUÉBEC, CITÉ DE— :—*Suite.*

2. Réponse à une adresse de M. Girard (Rouville), du 6 novembre 1895, pour la production de documents se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues, 328. (*Document No 18*). Voir *Documents*, *item 111*.
 3. *Asile du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 4. *Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires, 13, 351. Voir *Documents*, *item 82*.
 5. *Asile Ste-Brigitte* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 6. *Association des Dames charitables* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 7. *Cour de Circuit* :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant la Cour de Circuit à Québec, 41. Voir *Bill No 26*.
 8. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 9. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 10. *Hospice des Sœurs de la Charité pour les veuves et les orphelins* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 11. *Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus* :—Etat d'affaires, 13, 351. Voir *Documents*, *item 82*.
 12. *Ladies Protestant Home* :—Etat d'affaires, 58. Voir *Documents*, *item 82*.
 13. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 14. *Ouvroir des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents*, *item 82*.
 15. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 38. Voir *Documents*, *item 82*.
- QUÉBEC, COMITÉ DE— :—M. l'Orateur est informé que le siège pour le—est devenu vacant, 2 ; émet son mandat pour élection, 2 ; M. Fitzpatrick remet son mandat, 6.

QUEBEC PROVINCIAL WOMEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION :—Pétition de *The—*, 79 ; demandant un acte défendant la vente du tabac aux mineurs des deux sexes, 103.

Questions :

1. Débats sur une question ajournés, 12, 20, 78, 130, 256, 262, 323 ; parce que M. L'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 137, 166, 172, 256 ; débats repris, 20, 29, 81, 140, 173, 231, 257, 262, 264, 320.
2. Question d'urgence pour une pétition, 210.
3. Question d'urgence pour un bill, 211, 367.
4. Motion d'ajournement faite par M. Allard, négative, 174.
5. Motion remplacée par un amendement, 258, 272, 375.
6. Sous-amendements, 258, 272, 302, 303.
7. Motions retirées, 112, 129.
8. Motion pour ajourner débat, négative, 134.
9. A la motion de M. Flynn,—Que le Bill concernant la réorganisation des départements soit maintenant lu la 3e fois, M. Dechène propose en amendement que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général avec instruction de l'amender,—et objection étant faite par M. Flynn, que cet amendement ne peut être posé, M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il est contraire à la 86e règle de cette Chambre, basée sur le Statut impérial, 30 Victoria, ch. 3, Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, sections 54 et 90, qui décrète qu'il " ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter ou de passer un vote, une " résolution, une adresse ou un bill, comportant l'appropriation d'une " partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt à un " objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message du " Lieutenant-Gouverneur, pendant la session, où ce vote, cette résolution, " cette adresse ou ce bill est proposé (B 462 à 474, 488, 614—M. 650)," et appel de cette décision étant fait par M. Dechène,—la décision de M. l'Orateur est confirmée par 33 voix contre 15, 217.
10. Lors de la motion pour la seconde lecture des résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.—M. Morin propose que la seconde résolution soit renvoyée de nouveau à un comité général pour y être amendée,—M. Pelletier soulève la question, que tel amendement ne peut pas être posé ; M. l'Orateur décide que le dit amendement est contraire à la 86e règle de cette Chambre, basée sur le Statut impérial 30 Victoria, ch. 3, Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, section 54 et 90.
Si l'amendement était adopté, il changerait l'un des objets pour lesquels Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a recommandé ces résolutions à la considération de la Chambre ; conséquemment, cet amende-

QUESTIONS :—*Suite.*

ment n'est pas dans l'ordre ; et appel de cette décision est fait par M. Morin ; la décision de M. l'Orateur est maintenue par 31 voix contre 16, 266 à 267.

11. A la motion,—Que le Bill concernant les subsides aux chemins de fer, soit maintenant lu une troisième fois,—M. Morin propose, en amendement, que ce bill soit renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender,—et objection étant faite par M. Nantel que cet amendement ne peut être posé, M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre ; appel de cette décision est fait par M. Morin ; la décision de M. l'Orateur est maintenue par 23 voix contre 11, 271.

12. Lors de la motion de M. Pelletier,—Que le Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, soit maintenant lu une seconde fois ; M. Marchand soulève la question d'ordre, que ce bill est de sa nature un bill privé, suivant la 51^e règle de cette Chambre ; et un débat s'élevant, M. Pelletier en propose l'ajournement, 350 ; débat repris, 351 ; M. l'Orateur décide que le bill est dans l'ordre, et appel de cette décision étant fait, sa décision est maintenue par 35 voix contre 18, 352.

13. A la motion de M. Pelletier—Que, vu l'urgence, la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, et que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois,— objection est faite par l'honorable M. Marchand, que l'urgence ne peut être invoquée dans le présent cas. M. l'Orateur décide qu'en vertu de la 69^e règle de la Chambre, la question d'urgence peut être posée, et elle est adoptée par 28 voix contre 13, 367.

14. M. Châteauvert ayant fait l'interpellation suivante :—“ Combien “ le gouvernement de la province d'Ontario a-t-il payé en honoraires d'avocats et frais jusqu'au 1^{er} décembre dernier, à propos de l'arbitrage entre “ cette province et le gouvernement du Canada et la province de Québec ? ”

Objection est faite par M. Dechène, que cette interpellation ne peut être faite parce qu'elle n'a pas rapport aux affaires de la province.

M. l'Orateur décide qu'en vertu de la 29^e règle de cette Chambre, l'interpellation peut être faite ; et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, sa décision est maintenue par 29 voix contre 12, 371, 372.

15. Lors du Comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les dentistes, une motion faite par M. Turgeon à l'effet d'amender le dit bill, ayant été mise aux voix, et déclarée adoptée, il est fait appel à M. l'Orateur par M. Stephens de la décision de M. Carbray, le président du dit comité : “ que le vote en comité sur l'amendement proposé au dit bill soit renouvelé, vu l'erreur constatée en comptant les votes, en premier lieu.”

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et maintient la décision du Président, 378.

RAIL, M. LOUIS, de l'Anse-de-Cap :—Interpellation, 239.

RAINBOTH, M. :—Au sujet d'arpentages, 220.

RAPPORTS DU CONSEIL :—M. Atwater dépose l'état des rapports du Conseil et mandats émis durant la vacance, 15. (*Imprimé*, 16). Voir *Documents, item*, 112.

RAYMOND, M. H.-J. :—Interpellation. 126.

RAYMOND, MOÏSE :—Interpellation, 67.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—

1. Motion de M. Gladu pour un état des—de Québec, depuis le 30 juin jusqu'au 20 novembre 1896, inclusivement, 26 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 90. (*Document No 14a*). Voir *Documents, item* 113.

RECETTES ET PAIEMENTS :—M. Atwater dépose sur le bureau de la Chambre,—un état des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, du 1er juillet au 20 novembre 1896, 98 ; (*Imprimé*). (*Document No 14b*). Voir *Documents, item* 114.

RECORDERS :—Fill de M. Pelletier relatif aux recorders, 228. Voir *Bill No 115*.

RECORDERS DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL :—Interpellation, 143.

REEVES, ALEXANDRE-DAMIEN, ET AUTRES :—Pétition demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués, 12, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 44*.

RÉGISTRAIRE DE LA PROVINCE :—Voir *Secrétaire et Régistraire de la Province*.

RÉGISTRATEURS :—

1. Résolutions de M. Pelletier relatives aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 368 ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées ; lues la 2e fois sur division et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 369. Voir *Bill No 150*.
2. Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 105. Voir *Bill No 5*.
3. Bill de M. Pelletier concernant les députés-registrateurs, 170. Voir *Bill No 7*.

RÉGISTRATEURS :—*Suite.*

4. Bill de M. Pelletier amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 369. Voir *Bill No 150* ; aussi *Votes pris en Chambre*, 43.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. 51^e règle suspendue, 163, 367.
2. 49^e règle suspendue, 163.
3. Règles suspendues par rapport à une pétition, 210.

REMISES D'AMENDES :—M. Atwater dépose un état détaillé des droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 30 octobre 1895, au 17 novembre 1896, 20. (*Document No 10*). Voir *Documents*, item 115.

RÉORGANISATION DES DÉPARTEMENTS :—Bill de M. Flynn, concernant la —, 123. Voir *Bill No 11*, aussi *Votes pris en Chambre*, 13, 14.

RICHELIEU, DRUMMOND ET ARTHABASKA :—

1. Motion de M. Cooke pour production de tous les documents se rapportant au chemin de fer de Richelieu, Drummond & Arthabaska, entre Acton et Sorel, 42.
2. Interpellation au sujet du service par la Compagnie du chemin de fer Richelieu, Drummond et Arthabaska, 373.

RIMOUSKI :—

1. Motion de M. Tessier (Rimouski), pour un état détaillé indiquant le nombre de procès qui ont eu lieu devant les petits jurés, durant le terme de la cour criminelle, siégeant à Rimouski, en octobre dernier ; les verdicts rendus par les petits jurés ; le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle, à Rimouski 69 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 148. (*Document No 37*). Voir *Documents*, item 116.
2. Hospice des Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires, 252. Voir *Documents*, item 82.
3. Palais de justice, interpellation au sujet des réparations au—, 65.

RIMOUSKI, COMTÉ DE :—

1. Au sujet de l'entretien des aliénés,—Interpellation, 65.
2. Montant payé depuis 1892 pour écoles de réforme et d'industrie, 152.

RIMOUSKI ET MATANE :—

1. Motion de M. Tessier (Rimouski), pour copie des comptes adressés par le gouvernement aux municipalités des comtés de Rimouski et Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892, 190.
2. Motion de M. Tessier (Rimouski), pour un état détaillé indiquant la date et le montant de chaque paiement fait par les diverses municipalités situées dans les comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892 au 15 décembre 1896, 190.

RIOU, S.-C. :—Interpellation, 143.

RIOUX, DAME GEORGES-ETIENNE :—

1. Résolutions de M. Pelletier concernant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux, 106, 118 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 119 ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées, 119 ; adoptées et bill basé sur ces résolutions, 120. Voir *Bill No 8*.
2. Bill de M. Pelletier accordant une indemnité à Dame G.-E. Rioux, 120. Voir *Bill No 8*.

RIVIÈRE ACHIGAN :—Pont sur la—, 239.

RIVIÈRE DES HURONS :—Travaux d'assèchement, 371.

RIVIÈRE DES PRAIRIES :—Pont sur la—, 240.

RIVIÈRE MACAZA, pont sur la—, 372.

RIVIÈRE MATANE :—Bail de la—, 220.

ROBERT, ADOLPHE *alias* RODOLPHE et autres :—Pétition demandant un acte confirmant la vente d'un immeuble, 12, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 34*.

ROBERTSON & Co. :—Voir *Thomas Robertson & Co.*, aussi *Bill No 52*.

ROBERVAL, ÉCOLE MÉNAGÈRE DE— :—Interpellation, 94, 110 ; aussi *Ecoles d'agriculture et Documents, item 58*.

ROBERVAL, Ferme des Ursulines de — : Voir *Ecoles d'agriculture* aussi *Documents, item 58*

ROBERVAL, URSULINES DE :—

1. Résolutions de M. Atwater concernant un octroi aux révérendes Dames ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 365 ; résolutions rapportées et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 366. Voir *Bill No 149*.
2. Bill de M. Atwater concernant un octroi aux révérendes Dames Ursulines de Roberval, 366. Voir *Bill No 149*.

ROBITAILLE, L.-P. :—Motion de M. Bernatchez, pour une copie des documents relatifs au congé accordé à M. L.-P. Robitaille, dans le cours du mois de juin dernier, pour cause de santé, 97.

ROBITAILLE, LOUIS, DE QUÉBEC :—Interpellation, 67, 313.

ROBITAILLE, A. & O. :—Salaire de— :—Interpellation, 239.

ROCHETTE, GEO :—Interpellation, 145.

ROUILLARD, EUGÈNE :—Motion de M. Lussier pour un état détaillé expliquant l'item suivant : " Eugène Rouillard, services spéciaux, de septembre 1893 à juillet 1894, \$400.00, qui se trouve à la page 230 des comptes publics de 1894 ", 96 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 193. (*Document No 51*). Voir *Documents, item 121*.

SAFE DEPOSIT COMPANIES :—Bill de M. Simpson, concernant les—, 189. Voir *Bill No 132*.

SAINTE-ANNE DE LAPOCATIÈRE, ÉCOLE D'AGRICULTURE :—

1. Arrangements au sujet des élèves, 151.
2. Au sujet de l'achat par le gouvernement de l'école d'agriculture de Ste-Anne, 42.
3. Interpellations au sujet de l'école d'agriculture de Ste-Anne-de-Lapocatière, 110, 127.
4. Voir *Ecoles d'Agriculture*, aussi *Documents, item, 58*.

SAINT-BENJAMIN :—

Bill de M. Pelletier annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester, 206. Voir *Bill No 126*.

SAINT-CLÉMENT-DE-BEAUHARNOIS :—Interpellation au sujet des juges de paix, 41.

SAINT-COLOMBAN, comté des Deux-Montagnes :—Interpellations, 275, 276.

SAINTE-CUNÉGONDE, de Montréal :—Petition des commissaires d'écoles de la municipalité de— : demandant des amendements à la charte de la cité de Ste-Cunégonde, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 93. Voir *Bill No* 51.

SAINT-DOMINIQUE, SAVANE :—Interpellation, 370.

SAINT-FERDINAND-D'HALIFAX :—Asile de — :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents, item* 82.

SAINT-FÉRÉOL :—Bill de M. Bouffard concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, 171. Voir *Bill No* 128.

SAINT-FRANÇOIS :—Bill de M. Pelletier annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester, 206. Voir *Bill No* 126.

SAINT-GEORGES :—Bill de M. Pelletier annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester, 206. Voir *Bill No* 126.

SAINT-GERMAIN DE GRANTHAM :—Interpellation, 373.

SAINT-HENRI :—Pétition de la corporation de la cité de—demandant un acte pour amender et refondre les lois organiques de la dite corporation, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 103. Voir *Bill No* 66.

SAINT-HILARION :—Motion de M. Morin, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et différentes personnes concernant l'établissement d'une cour des commissaires dans la paroisse de Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, depuis l'année 1892, 230 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 264. (*Document No* 80). Voir *Documents, item* 122.

SAINT-HILARION, COUR DES COMMISSAIRES :—Interpellation, 275.

SAINT-HYACINTHE :—

1. *Hôtel-Dieu de—* :—Etat d'affaires, 23. Voir *Documents, item* 82.

2. *Orphelinat de—* :—Etat d'affaires, 23. Voir *Documents, item* 82.

SAINT-HYACINTHE ET GRANBY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie de chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby, 13, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No* 47.

SAINT-JÉRÔME :—

1. Pétition des syndics de la paroisse de—, demandant des amendements à leur charte, 11, 22; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 42*.
2. Hôpital de— :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents, item 82*.

SAINT-LOUIS :—Pétition du conseil de ville de la ville de—, demandant des amendements à sa charte, 38, 58; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 103. Voir *Bill No 71*.

SAINT-MAXIME-DE-SCOTT :—Bill de M. Pelletier, annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime, maintenant dans le comté de Beauce, 14. Voir *Bill No 3*.)

SAINT-PAUL - D'ABBOTSFORD :—Bill de M. Girard (Rouville), détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford, et l'annexant à la paroisse de St-Paul-d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes les fins, 164. Voir *Bill No 127*.)

SALAIRES ET PENSIONS DE RETRAITE :—Voir *Votes pris en Chambre*, 44.

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD :—Au sujet du cadastre, 42.

SAMSON, LOUIS, de Thetford-Mines :—Interpellation, 312.

SANSFAÇON, THÉOPHILE :—Interpellation, 144.

SAVANE SAINT-DOMINIQUE :—Interpellation, 370.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRAIRE DE LA PROVINCE :—M. Hackett dépose le rapport annuel du—pour l'année expirée le 30 juin 1896, 48. (*Imprimé*). (*Document No 6*). Voir *Documents, item 123*.

SENÉCAL & CIE :—Interpellation, 275.

SENÉCAL & FILS :—Interpellation, 312. Voir *Impressions*; aussi *Documents, item 80*.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill de M. Flynn relatif à la prestation des—, 8. Voir *Bill No 1*.

SERVICE CIVIL :—

1. Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil, 23. (*Non imprimé*). *Document No 16*). Voir *Documents, item 124*.

SERVICE CIVIL :—*Suite.*

2. Motion de M. Girard (Rouville), pour un état de toutes sommes payées à chacun des membres du service civil, en sus de son salaire régulier, depuis le 1er janvier au 30 novembre 1896, etc., 97.

SHERBROOKE :—

1. Pétition de l'Union St-Joseph des Artisans de Sherbrooke ; demandant un acte amendant et refondant leur acte d'incorporation, 12, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 45*.
2. Hospice du Sacré-Cœur :—Etat d'affaires, 23. Voir *Documents, item 82*.

SHÉRIF DE MONTRÉAL :—

1. Motion de M. Gladu pour copie de toutes lettres et instruction, par et de la part du Procureur-général au shérif de Montréal, le réquerant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux, 96 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 359. (*Document No 88*).
2. Motion de M. Marchand sur le sujet, 118.

SHORTIS, PROCÈS :—Voir *Votes pris en Chambre*, 45.**SOCIÉTÉS D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU :—Bill de M. Bourbonnais amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des—, 23. Voir *Bill No 81*.****SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—M. Beaubien met devant la Chambre le Quatorzième rapport de la—, 56. (*Document No 36*). Voir *Documents, item 126*.****SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE :—Bill de M. Augé concernant les—, 81. Voir *Bill No 102*.****SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE D'AYLMER :—Etat d'affaires, 205. Voir *Documents, item 82*.****SOREL, HÔPITAL-GÉNÉRAL :—Etat d'affaires, 13. Voir *Documents, item 82*.****SOUS-CHEFS DE CERTAINS DÉPARTEMENTS PUBLICS :—Voir *Départements*.****SPENCER WOOD :—**

1. Motion de M. Dechène pour un état détaillé pour quelles fins a été payée la somme de \$3,414.84, mentionnée à la page 186 des comptes publics, au titre "Spencer Wood" à quelles personnes ces sommes ont été payées et quand l'ont-elles été, 27.

SPENCER WOOD :—*Suite.*

2. Au sujet du transport de Spencer Wood au gouvernement. 54.
3. Voir *Votes pris en Chambre*, 46.

STAFFORD, LAWRENCE :—Interpellation, 67.

STANSTEAD-PLAIN :—Chemin de fer conduisant au village de—, 117.

STATUTS REFONDUS :—

1. Bill de M. Pelletier amendant les Statuts refondus, 14. Voir *Bill No 18*.
2. Bill de M. Desjardins modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité législative, 34. Voir *Bill No 83*.
3. Bill de M. Simpson amendant l'article 2024 des Statuts révisés de la province de Québec, 350. Voir *Bill No 148*.
4. Bill de M. Bourbonnais amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu, 23. Voir *Bill No 81*.

STÉNOGRAPHES DE LA COUR SUPÉRIEURE :—

1. Résolutions de M. Pelletier concernant les—252, 253; le Lieutenant-Gouverneur recommande ces résolutions; la Chambre en comité, 253; résolutions rapportées, adoptées et bill basé sur ces résolutions, 254. Voir *Bill No 19*.
2. Bill de M. Pelletier concernant les—de la Cour Supérieure, 254. Voir *Bill No 19*.

STADACONA WATER, LIGHT AND POWER COMPANY :—Pétition de *The*—demandant un acte confirmant ses lettres patentes et lui donnant des pouvoirs plus étendus, 33, 49; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 76*.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1897, 32; renvoyés au comité des subsides, 34. Voir *Documents, item 65*.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1898, 32; renvoyés au comité des subsides, 34. (*Document No 1*). Voir *Documents, item 65*.
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 31.

SUBSIDES :—*Suite.*

4. La Chambre se forme en comité des subsides, 34, 43, 56, 59, 72, 91, 100, 130, 134, 137, 140, 147, 166, 175, 191, 197, 201, 214, 235, 307, 310, 325, 327, 339, 341, 344, 346, 348, 353.

5. Résolutions rapportées et adoptées, 33, 48, 103, 135, 181 à 187, 203, 215, 307, 310, 325, 340, 343, 345, 347, 349, 354.

6. Considération ultérieure de certaines résolutions remise à plus tard, 58, 61, 75, 92, 102, 141, 147, 168, 192, 197, 255.

7. Considérées plus tard et adoptées, 72, 107, 108, 199, 200, 201, 220, 224, 311.

8. Bill de M. Atwater accordant des subsides pour le service public des années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898, 365. Voir *Bill No 60*.

9. Amendement de M. Caron—à la motion pour comité des subsides,—relatif à l'augmentation des salaires et des pensions de retraite—rejeté par 34 voix contre 14, 234. Voir *Votes pris en Chambre*, 44.

10. Amendement de M. Cooke, à la motion pour comité des subsides.—Violation du programme financier de 1892 et des promesses et engagements donnés en 1894—rejeté par 40 voix contre 21, 190. Voir *Votes pris en Chambre*, 51.

11. Amendement de M. Cooke—à la motion pour comité des subsides—relatif à l'abolition du Conseil législatif,—rejeté par 41 voix contre 21, 174. Voir *Votes pris en Chambre*, 11.

12. Amendement de M. Cooke—à la motion pour Comité des subsides—relatif au contrat Vallière—rejeté par 32 voix contre 16, 354. Voir *Votes pris en Chambre*, 50.

13. Amendement de M. Cooke—à la motion pour comité des subsides—négligence du gouvernement de poursuivre L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille—rejeté par 31 voix contre 16, 361. Voir *Votes pris en Chambre*, 6.

14. Amendement de M. Dechêne—à la motion pour comité des subsides—dépenses faites en violation des promesses ministérielles lors des élections générales dernières—rejeté par 31 voix contre 16, 212. Voir *Votes pris en Chambre*, 27.

15. Amendement de M. Dechêne,—à la motion pour comité des subsides,—blâmant le gouvernement pour l'impression du discours de l'honorable L. Beaubien,—rejeté par 34 voix contre 21, 336. Voir *Votes pris en Chambre*, 7.

SUBSIDES :—*Suite.*

16. Amendement de M. Dechène—à la motion pour comité des subsides—relatif aux dépenses pour Spencer-Wood—rejeté par 32 voix contre 16, 357. Voir *Votes pris en Chambre*, 46.

17. Amendement de M. Gladu—à la motion pour comité des subsides—augmentation de la dette publique—rejeté par 37 voix contre 19, 195. Voir *Votes pris en Chambre*, 22.

18. Amendement de M. Gladu—à la motion pour comité des subsides—que le gouvernement a fait preuve d'insouciance pour les droits et les intérêts du peuple—rejeté par 34 voix contre 19, 342. Voir *Votes pris en Chambre*, 37.

19. Amendement de M. Guerin—à la motion pour comité des subsides—au sujet de la révocation des employés publics—rejeté par 37 voix contre 16, 334. Voir *Votes pris en Chambre*, 28.

20. Amendement de M. Lemieux—à la motion pour comité des subsides—ingérence du gouvernement dans les affaires judiciaires—rejeté par 33 voix contre 19, 347. Voir *Votes pris en Chambre*, 2.

21. Amendement de M. Lussier—à la motion pour comité des subsides—somme payée pour le procès Shortis—rejeté par 33 voix contre 20, 338. Voir *Votes pris en Chambre*, 45.

22. Amendement de M. Marchand—à la motion pour comité des subsides—que le gouvernement a trompé cette Législature en l'induisant à voter les nouveaux impôts—rejeté par 33 voix contre 14, 304. Voir *Votes pris en Chambre*, 49.

23. Amendement de M. Marchand—à la motion pour comité des subsides—sommes payées à MM. Foster & Beaudin pour recouvrement des taxes directes—rejeté par 33 voix contre 17, 352. Voir *Votes pris en Chambre*, 39.

24. Amendement de M. Stephens—à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement actuel de n'avoir pas rempli ses promesses d'économie—rejeté par 39 voix contre 18, 165. Voir *Votes pris en Chambre*, 26.

25. Amendement de M. Stephens—à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir payé certaine somme à l'ex-trésorier J.-S. Hall—rejeté par 29 voix contre 17, 309. Voir *Votes pris en Chambre*, 31.

26. Amendement de M. Tessier (Portneuf)—à la motion pour comité des subsides—sommes dépensées pour pendules, sonneries électriques, thermomètres, etc.,—rejeté par 34 voix contre 18, 345. Voir *Votes pris en Chambre*, 40.

SUBSIDES :—*Suite.*

27. Amendement de M. Turgeon—à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir emprunté la balance de l'emprunt des dix millions—rejeté par 34 voix contre 19, 340 Voir *Votes pris en Chambre*, 29.

28. Amendement de M. Dechêne—à la motion pour concours dans l'item des estimés concernant les écoles d'agriculture—censurant le gouvernement au sujet de certaines dépenses—rejeté par 35 voix contre 20, 221. Voir *Votes pris en Chambre*, 24.

29. Amendement de M. Lussier—à la motion pour concours dans l'item des estimés concernant les écoles d'agriculture—exprimant le regret que ces écoles n'aient pas produit les résultats attendus et désirables,—rejeté par 36 voix contre 20, 223. Voir *Votes pris en Chambre*, 25.

30. Amendement de M. Parent—à la motion pour concours dans les résolutions des subsides ayant rapport à la conversion de la dette publique—rejeté par 37 voix contre 20, 78. Voir *Votes pris en Chambre*, 15.

31. Amendement de M. Tessier (Rimouski)—à la motion pour concours dans l'item des estimés relatif aux chemins de colonisation—censurant le gouvernement sur la distribution des argents votés pour la colonisation—rejeté par 34 voix contre 20, 224. Voir *Votes pris en Chambre*, 9.

32. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 32.

33. La Chambre en comité des voies et moyens, 364. Résolutions rapportées et adoptées, 365. Voir *Bill No 60*.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—

1. Résolutions de M. Flynn concernant les,—106, 155 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 155 ; résolutions rapportées, 157 ; Motion pour la 2e lecture, amendement de M. Gladu, 257, et sous-amendement de M. Cartier, 258 ; sous-amendement adopté, 259 ; débat ajourné sur motion principale, 260 ; débats repris et ajournés de nouveau, 262 ; débat repris, amendement de M. Dechêne, négativé, 264 à 266 ; autre amendement de M. Morin, déclaré hors d'ordre, 267 ; résolutions lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 268 Voir *Bill No 23*, aussi *Votes pris en Chambre*, 10, 47.

2. Bill de M. Flynn concernant les subsides aux chemins de fer, 268. Voir *Bill No 23* ; aussi *Votes pris en Chambre*, 49.

 SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—*Suite.*

3. Motion de M. McDonald, pour copie de toute correspondance en les années 1892, 1893 et depuis, entre le commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses, 241 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No 72*). Voir *Documents*, item 129.
4. Motion de M. Marchand, pour documents relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 cents à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent, 42 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 106. (*Document No 25*). (*Impression ordonnée*, 360). Voir *Documents*, item 31.
5. Motion de M. Marchand, pour documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies, 42 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 106 et 162. (*Documents Nos 29, 32 et 41*). (*Impression ordonnée*.) Voir *Documents*, item 31, 33, 34 35 et 36.
6. Interpellations relatives aux subsides des chemins de fer, 114.

SUBSIDE FÉDÉRAL :—M. Hackett met devant la Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le secrétaire d'Etat du Canada, au sujet du—, 20. (*Document No 95*).

SUCRE DE BETTERAVE :—Motion de M. Stephens pour un état de la somme totale payée, le 1er novembre 1896, pour aider au développement de la fabrication du sucre de betterave, 27 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 90. (*Document No 26*). Voir *Documents*, item 130.

SWIFT, A.-E. :—Interpellation, 144.

SYNDICATS DES CULTIVATEURS :—Interpellation au sujet des grains de semence, 151.

TABAC :—Petition demandant un acte défendant la vente du tabac aux mineurs des deux sexes, 103.

TAILLON, L.-O. :—

1. Résigne son siège pour la division électorale de Chambly, 4.
2. Interpellation relative à l'honorable M. Taillon, 66.

TALBOT ET GOUPIL :—Motion de M. Turgeon pour copie des instructions données au substitut du Procureur-général, dans la cause Goupil et Talbot, 89.

TARDIVEL, M. :—Interpellations, 94, 143.

TARIF DES AVOCATS :—Motion de M. Stephens, qu'un projet de loi portant que le tarif des honoraires des avocats sera préparé par les juges de la Cour supérieure, et soumis au Lieutenant-Gouverneur ; motion retirée, 129.

TARIF DES NOTAIRES :—Motion de M. Stephens, qu'un projet de loi portant que le tarif des notaires sera dorénavant établi par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, motion retirée, 129.

TARTE vs GRENIER :

1. Motion de M. Bourbonnais pour copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, en cour de police, à Montréal, en octobre 1896, à l'enquête préliminaire tenue dans la cause de Tarte vs. Grenier, 14 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 48. (*Document No* 20). Impression ordonné, 359. Voir *Documents, item* 131.
2. Motion de M. Bourbonnais pour copie du plaidoyer produit par W.-G. Grenier, dans une cause de Tarte vs Grenier, devant la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle, à Montréal, 381.

TAXES COLLECTÉES :—Motion de M. Turgeon pour un état indiquant, par comté, le montant collecté des sources suivantes, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'au 1er décembre 1896 : Licences de manufactures et de commerce ; Taxes directes sur certaines personnes ; Taxes sur les successions, 248.

TAXES DIRECTES DE 1895 :—Rémunération pour la perception des—, 69. Voir *Percepteurs du revenu*, aussi *Documents, item* 106.

TAXES DIRECTES PERÇUES DEPUIS JUIN 1896 :—Interpellation, 143.

TAXE PAYÉE SUR VENTES ET TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Sera-t-elle remboursée, 25.

TAXE SUR LES SUCCESSIONS :—Sera-t-elle abolie, 152.

TÉMOINS :—Bill de M. Allard permettant aux parties d'être témoins dans leur propre cause, 246. Voir *Bill No* 140.

TERREBONNE :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de—pour 1896, 92. (*Document No* 13.) Voir *Documents, item* 133.

TERRES DE LA COURONNE :—

1. M. Nantel met devant la Chambre,—le rapport annuel du Commissaire des—pour l'année expirée le 30 juin 1896, 148. (*Imprimé*). (*Document No 4*). Voir *Documents*, item 134.
2. Quel montant perçu, depuis 1876, sur la vente des terres de la Couronne, 127.

TESSIER, J.-B. :—Coût du procès *La Reine vs—*; Interpellations, 189, 229

TESTAMENTS :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant la vérification des—, 14. Voir *Bill No 16*.

THOMAS ROBERTSON & Co. :—Pétition de John Wilson et autres, de la cité de Glasgow et autres lieux, demandant à être incorporés sous le nom de *Thomas Robertson & Co., (Limited)*, 33, 49; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bill No 52*.

TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—

1. Bill de M. Flynn abrogeant la loi imposant des droits sur les—, 13. Voir *Bill No 10*.
2. Bill de M. Atwater validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191*a* des Statuts refondus et ses amendements, 246. Voir *Bill No 111*.

TRAVAUX DE COLONISATION :—Motion de M. Dechène pour un état détaillé indiquant, par comté, les sommes dépensées pour—depuis le 30 juin 1896, 27; réponse à l'ordre de la Chambre, 77. (*Document No 22*). Voir *Documents*, item 135.

TRAVAUX PUBLICS :—M. Flynn présente le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1896, 11. (*Imprimé*). (*Document No 7*). Voir *Documents*, item 136.

TREMBLAY, JOSEPH-HERMÉNÉGILDE :—Pétition demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres, 12, 22; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 130. Voir *Bill No 67*.

TRUDEL, M. HENRI, MONTRÉAL :—Interpellation, 127.

TRUDEL, EUGÈNE :—Voir *Charbon*.

TRUSTEES :—Pétition de *The Trustees Executors and Securities Insurance Corporation (Ltd)*, de Londres, Ang., 76, demandant un acte les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec, 92; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 95*.

UNION DES ABATTOIRS :—Pétition de l'—de Montréal, demandant des amendements à sa charte; 64, 79; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 93. Voir *Bill No 70*.

UNION SAINT-JOSEPH DE BEAUPORT :—Etat d'affaires. 13. Voir *Documents, item 82*.

UNION SAINT-JOSEPH DES ARTISANS DE SHERBROOKE :—Voir *Sherbrooke*; aussi *Bill No 45*.

URSULINES DE ROBERVAL :—Bill de M. Atwater concernant un octroi aux révérendes dames—, 366. Voir *Bill No 149*; Voir aussi *Roberval*.

VALLÉE, M. R. P. :—Interpellation, 219.

VALLEYFIELD :—

1. Pétition demandant l'incorporation du collège de Valleyfield, 11, 22; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 64*.
2. *Union Saint-Joseph de—* :—Etat d'affaires, 64. Voir *Documents, item 82*.

VALLIÈRE, M. PHILIPPE :—

1. Motion de M. Gladu, pour copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les Palais de Justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894, 153; réponse à l'ordre de la Chambre, 194. (*Document No 55*). (*Impression ordonnée*, 360). Voir *Documents, item 137*.
2. Motion de M. Gladu, pour un état détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meublier, de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, 153; réponse à l'ordre de la Chambre, 194. (*Document No 56*). (*Impressions ordonnée*, 360). Voir *Documents, item 138*.

VANASSE, J.-B., DE SOREL :—Interpellation, 114.

VENTE DE BOISSONS SANS LICENCE :—Voir *Boissons*.

VENTES ET TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Interpellation, 25.

VERDUN :—Pétition de la municipalité du village de—, demandant un acte amendant la charte et étendant les pouvoirs de la dite municipalité, 13, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 43*.

VICTORIA 39, CHAPITRE 41 :—Bill de M. Duplessis, amendant la loi 39 Victoria, chapitre 41, 246. Voir *Bill No 141*.

VICTORIA 59, CHAPITRE 34 :—Bill de M. Hackett, amendant l'acte 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle, 105. Voir *Bill No 94*.

VICTORIA 57, CHAPITRE 50 :—Bill de M. Augé, amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 81. Voir *Bill No 101*.

VILLENEUVE, DR :—Au sujet de l'affaire Devlin, 274.

VILLENEUVE, JOS.-OCTAVE :— Etant nommé sénateur, son siège pour Hochelaga devient vacant, 3.

VILLIARD, J.-A :—

1. Motion de M. Laliberté, pour un état détaillé de tous comptes transmis au gouvernement, depuis le 17 décembre 1891, par MM. Frs Lefebvre, Lindor et Ethier et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement, pour frais, honoraires, etc., 117.
2. Interpellation ayant rapport à J.-A. Villiard, 111.

VOIES ET MOYENS :—

1. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 32.
2. La Chambre en comité des voies et moyens, 364 ; résolutions rapportées et adoptées, 365.
3. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public (l'hon. M. Atwater), présenté, 365, lu les 2ème et 3ème fois et passé, 377 ; passé par le Conseil. 380 ; sanctionné, 387. (60 Vict., ch. 1).

VON KÖENING, LEONCE :—Interpellation, 274.

Votes pris en Chambre :

1. *Acte électoral* :—A la motion de M. Pelletier,—Que le Bill amendant la loi électorale, soit maintenant lu une deuxième fois, M. Marchand propose, comme amendement, que ce bill ne soit pas lu maintenant, une deuxième fois, mais dans six mois, et qu'il soit résolu : " qu'attendu qu'en plaçant la revision des listes électorales entre les mains des employés du gouvernement (clauses 8 et 9) et en restreignant indûment le cens électoral (clauses 24 et 25) une grave atteinte est portée à l'exercice équitable du suffrage populaire ; amendement rejeté par 35 voix contre 18, 326.

2. *Affaires judiciaires* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, M. Lemieux propose, comme amendement, que cette Chambre regrette l'ingérence et l'immixtion du gouvernement dans les affaires judiciaires dans un but de favoritisme et de partisannerie politique, qui est toujours préjudiciable à la bonne administration de la justice, et de nature à amoindrir le respect dû aux tribunaux et à ses officiers, etc. ; amendement rejeté par 33 voix contre 19, 347.

3. *Ajournement de la Chambre* :—Lors du débat sur l'amendement du M. Cooke, relatif à l'abolition du Conseil législatif, fait à la motion de l'honorable M. Flynn : " que cette Chambre se forme de nouveau en comité des subsides," un nouveau débat s'élevant, M. Aliard propose que cette Chambre s'ajourne maintenant. 174 ; motion d'ajournement rejetée par 37 voix contre 24, 174.

4. *Arbitrage d'Ontario* :—M. Châteauvert ayant fait l'interpellation suivante : " Combien le gouvernement de la province d'Ontario a-t-il payé " en honoraires d'avocats et frais jusqu'au 1er décembre dernier, à propos " de l'arbitrage entre cette province et le gouvernement du Canada et la " province de Québec ?"—Objection est faite par M. Dechêne, que cette interpellation ne peut être faite parce qu'elle n'a pas rapport aux affaires de la province ;—M. l'Orateur décide qu'en vertu de la 29e règle de cette Chambre, l'interpellation peut être faite ; et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur sa décision est maintenue par 29 voix contre 12, 371.

5. *Asile de la Longue-Pointe* :—A la motion de M. Hackett,—Que les résolutions, concernant l'Asile de la Longue-Pointe, soient maintenant lues une deuxième fois—M. Tessier (Portneuf), propose comme amendement, que cette Chambre regrette que le gouvernement vienne si tard dans les derniers jours de la session d'un Parlement qui va bientôt expirer, proposer de conclure à la hâte de nouveaux arrangements qui vont mettre à la charge de la province de nouvelles obligations au montant d'au delà de quatre cent mille dollars ; amendement rejeté par 36 voix contre 20, 322.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

6. *Baie-des-Chaleurs* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides.—M. Cooke propose, comme amendement, qu'en négligeant de procéder contre L.-J. Riopel, directeur gérant de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, et L.-A. Robitaille, secrétaire-trésorier de la dite compagnie, le gouvernement a manqué à son devoir pour protéger ses amis politiques ; que cette Chambre condamne ce retard, et espère que le gouvernement agira sans délai ; amendement rejeté par 31 voix contre 16, 351.

7. *Beaubien, L.* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides.—M. Dechêne propose, comme amendement, que le 4 octobre dernier (1896), l'honorable L. Beaubien, commissaire de l'agriculture, a prononcé à Nicolet, dans une réunion politique devant ses électeurs auxquels il rendait compte de son mandat, un discours destiné à promouvoir les intérêts de sa candidature aux élections générales prochaines ; que, sans l'autorisation de la Chambre, le gouvernement a fait imprimer 2,000 exemplaires de ce discours aux frais de la Province ; qu'ainsi il appert que le gouvernement fait imprimer et distribuer sa littérature électorale aux frais de la Province ; que cette conduite est contraire aux intérêts de la province et constitue un scandale que la Chambre réproouve et condamne ; amendement rejeté par 34 voix contre 21, 356.

8. *Chasse* :—Motion de M. Nantel, pour la seconde lecture des résolutions concernant les lois de la Chasse, adoptée par 33 voix contre 16, 160.

9. *Chemins de colonisation* :—A la motion pour concours dans la résolution des subsides relative aux—M. Tessier (Rimouski) propose comme amendement,—Que cette Chambre regrette de constater que les deniers votés pour la colonisation, sous l'administration actuelle, ont été distribués en différents endroits dans l'intérêt du parti au pouvoir, souvent durant des campagnes électorales, par l'entremise des candidats amis du parti au pouvoir et contrairement à l'intérêt des colons de cette Province ; Que cette Chambre croit devoir attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est urgent de pourvoir aux chemins et routes dits de colonisation, dans les comtés qui n'ont pas eu, depuis 1892, la part à laquelle ils avaient droit des montants votés pour les chemins de colonisation ; amendement rejeté par 34 voix contre 20, 224

10. *Chemins de fer sous séquestre* :—A la motion de M. Flynn, que les résolutions concernant les chemins de fer sous séquestre, soient maintenant lues une deuxième fois ; M. Turgeon propose, comme amendement, que les dites résolutions ne soient pas lues maintenant une seconde fois ; M. Allard propose, comme sous-amendement, que, en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre a confiance que cette

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

mesure aura l'effet de protéger tous les droits du public, ceux des créanciers intéressés et ceux des localités que les divers chemins de fer traversent ; sous-amendement adopté par 26 voix contre 14, 271.

11. *Conseil législatif* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Cooke propose en amendement que cette Chambre est d'opinion que l'utilité d'une Chambre Haute ou Conseil législatif a cessé d'exister ; débat ajourné parce que M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 172 ; débat repris, amendement rejeté par 41 voix contre 21, 174.

12. *Cour de Circuit* :—A la motion de M. Pelletier, que le Bill amendant la loi concernant la Cour de Circuit soit lu la 3e fois ; M. Lemieux propose comme amendement que ce bill soit renvoyé de nouveau à un comité général pour y être amendé ; amendement rejeté par 39 voix contre 15, 325.

13. *Départements, réorganisation des* :—A la motion de M. Flynn, pour la troisième lecture du Bill concernant la réorganisation des départements, M. Marchand propose en amendement—que cette Chambre refuse d'adopter la législation soumise, parce qu'elle occasionnerait un surcroît de dépenses considérables, sans produire d'autres résultats que celui de donner de l'occupation à des ministres qui, d'après les déclarations de l'honorable premier ministre devant cette Chambre, n'ont pas actuellement l'occasion d'utiliser leurs talents d'administration ; amendement rejeté par 31 voix contre 16, 215

14. *Départements, réorganisation des* :—A la motion de M. Flynn, pour la troisième lecture du Bill concernant la réorganisation des départements, M. Déchène propose que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général avec instruction de l'amender ; objection étant faite par M. Flynn que cet amendement ne peut être posé—M. l'Orateur décide que cet amendement n'est pas dans l'ordre, et appel étant fait, par M. Déchène, de la décision de M. l'Orateur, sa décision est confirmée par 33 voix contre 15, 216.

15. *Dettes publiques* :—A la motion pour que la Chambre concoure dans les résolutions des subsides, M. Parent propose en amendement, que, sans s'opposer à l'idée d'une conversion de la dette publique, cette Chambre, avant d'autoriser une transaction aussi importante, exige que le gouvernement lui fasse connaître d'une manière plus précise son mode d'opération et les bases sur lesquels il s'appuie pour arriver au résultat avantageux qu'il anticipe ; amendement négativé par 37 voix contre 20, 78

16. *Dettes publiques* :—Amendement de M. Stephens—à la motion pour deuxième lecture des résolutions concernant la conversion de la dette publique—qu'il soit mis de côté tous les ans, un montant suffisant pour éteindre la dette convertie à échéance ; négativé par 36 voix contre 19, 81.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

17. *Dette publique* :—Amendement de M. Dechène—à la motion pour 2ème lecture des résolutions concernant la dette publique—que cette Chambre est d'avis que les sommes de \$7,000,000 dues par le Pacifique Canadien, de \$600,000 pour intérêts et de \$2,394,000 du gouvernement fédéral doivent être employées au rachat des emprunts échéant en 1904, 1906 et 1908, au paiement desquels ils ont été effectués par la loi, et qu', par conséquent, il est inopportun de convertir ces trois emprunts ; amendement négativé par 37 voix contre 18, 82.

18. *Dette publique* :—Amendement de M. Turgeon—à la motion pour 2ème lecture des résolutions relatives à la conversion de la dette publique—que ces résolutions soient renvoyées au comité général avec instruction d'amender la première résolution de manière à pourvoir à ce que la dite conversion ne soit effectuée par le gouvernement qu'après l'avoir soumise à la compétition publique, en demandant des soumissions à cet effet, par avis public, 83 ; négativé par 37 voix contre 17, 84.

19. *Dette publique* :—Amendement de M. Girard (Rouville)—à la motion pour 2ème lecture des résolutions relatives à la conversion de la dette publique — que les dites résolutions soient renvoyées au comité général avec instruction de les amender en retranchant tous les mots après les mots “au delà” dans la septième ligne de la troisième résolution ; négativé par 37 voix contre 19, 84.

20. *Dette publique* :—Amendement de M. Bernatchez—à la motion pour 2ème lecture des résolutions relative à la conversion de la dette publique—que les résolutions soient renvoyées au comité général avec instruction de retrancher les résolutions 6 et 7, et que les mots suivants leurs soient substitués : “que toute somme reçue par suite de l'arbitrage “du Dominion devra être placée en obligations de la Province qui seront “annulées aussitôt que rachetées” ; amendement rejeté par 37 voix contre 19, 85.

21. *Dette publique* :—Motion pour la seconde lecture des résolutions concernant la conversion de la—, adopté par 37 voix contre 19, 86.

22. *Dette publique* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Gladu propose en amendement—que cette Chambre ne peut approuver cette nouvelle politique du gouvernement—et qu'elle refuse de prêter son concours à l'augmentation de la dette publique ; amendement rejeté par 37 voix contre 19, 195.

23. *Discours du Trône* :—A la motion de M. Bouffard pour une adresse en réponse au discours du Trône, M. Tessier (Portneuf), propose en amendement que cette Chambre blâme le gouvernement de ne pas avoir fait les élections pour les sièges vacants de Jacques-Cartier, Hochelaga, Chambly et Québec— ; amendement rejeté par 38 voix contre 21, 30.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

24. *Ecoles d'agriculture* :—A la motion pour que la Chambre concoure dans la résolution des subsides concernant les écoles d'agriculture. M. Dechène propose en amendement, que certaines sommes ont été dépensées contrairement aux engagements pris par le gouvernement, lors des élections générales dernières, aux contrats existants, et constituent un gaspillage contraire à l'intérêt bien entendu de l'agriculture dans la Province; amendement rejeté par 36 voix contre 20, 221.

25. *Ecoles d'agriculture* :—La motion étant posée de nouveau que cette Chambre concoure avec le comité dans la résolution concernant les — M. Lussier propose, comme amendement, que cette Chambre ne concoure pas dans cette résolution, mais qu'elle regrette que les sommes votées pour les écoles d'agriculture n'aient pas jusqu'ici produit les résultats attendus et désirables; amendement rejeté par 36 voix contre 20, 223.

26. *Economie* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Stephens propose, en amendement, que cette Chambre est d'opinion que le gouvernement actuel n'a pas rempli ses promesses d'économie; amendement rejeté par 39 voix contre 18, 165.

27. *Elections générales dernières* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Dechène propose, en amendement, que certaines dépenses ont été faites en violation formelle des promesses ministérielles lors des élections générales dernières; amendement rejeté par 31 voix contre 16, 212.

28. *Employés publics* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides; M. Guerin propose, comme amendement, que cette Chambre est d'opinion qu'il n'est pas de l'intérêt de la Province, que les employés publics, nommés par ordre en Conseil et à titre permanent, soient révoqués sans plainte ou preuve écrite; cet amendement est rejeté par 37 voix contre 16, 334.

29. *Emprunt* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides; M. Turgeon propose, comme amendement, que la loi autorisant l'emprunt des dix millions (54 Vict, ch. 2), énumérerait les obligations pour lesquelles il était effectué; que le gouvernement a emprunté la balance entière des dix millions; sous ces circonstances, cette Chambre croit de son devoir de reprocher sévèrement au gouvernement la violation de ses promesses; amendement rejeté par 34 voix contre 19, 340.

30. *Foster & Beaudin* :—A la motion pour que cette Chambre se forme maintenant en comité des subsides; M. Marchand propose, en amendement, que cette Chambre constate, que Messieurs J.-J. Foster et L. Beaudin, avocats, de Montréal, chargés des poursuites dans ce district pour recouvrement

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

des taxes directes sur certaines personnes, et pour licences des commerçants et manufacturiers, ont reçu du gouvernement pour frais encourus dans les dites poursuites, une somme de \$4,538.20, formant un total de \$12,913.40, et qu'ils ont en outre produit au gouvernement des comptes au montant de \$4,697.30 encore pendants ; que cette énorme et inutile dépense est un abus scandaleux que cette Chambre condamne,—amendement rejeté par 33 voix contre 17, 352.

31. *Hall, J.-S.* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Stephens propose, en amendement, que l'honorable J.-S. Hall a reçu du trésorier de la province \$12,796.28 ; que de tels paiements pour services professionnels sont contraires aux meilleurs intérêts du gouvernement parlementaire, sont faits en violation de toutes les règles gouvernant la conduite des membres de la Chambre, etc.—amendement rejeté par 29 voix contre 17, 309.

32. *Hochelaga et Jacques-Cartier* :—Lors de la motion de M. Pelletier, que le Bill séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, soit maintenant lu une seconde fois ; M. Marchand soulève la question d'ordre, que ce bill est, de sa nature, un bill privé, suivant la 51ème règle de cette Chambre, et un débat s'élevant, M. Pelletier en propose l'ajournement, 350 ; débat repris, 351 ; M. l'Orateur décide que le bill est dans l'ordre ; et appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par 35 voix contre 18, 352.

33. *Indemnité législative* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la P. de Q., concernant l'—, M. Carbray propose en amendement,—que la seconde lecture soit renvoyée à six mois ; amendement adopté par 33 voix contre 17, 90.

34. *Isles de la Madeleine* :—A la motion de M. Flynn que les résolutions concernant la tenure des terres aux—soient maintenant lues la seconde fois ; M. Déchêne propose, comme amendement, que cette Chambre, tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir demander d'être autorisée à payer la moitié de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par les lois 58 Vict., chap. 45, et 59 Vict., chap. 30 ; M. Tellier propose, comme sous-amendement, qu'en votant pour la seconde lecture de ces résolutions cette Chambre est heureuse de constater que le gouvernement vient au secours de la population des Isles de la Madeleine en proposant une mesure qui sera de nature à contribuer au rachat de leurs rentes et à les rendre propriétaires, sans redevances ou rentes ; ce sous-amendement étant mis aux voix, est adopté par 31 voix contre 14, 302.

35. *Isles de la Madeleine* :—La question étant de nouveau posée, que les résolutions concernant la tenure des terres aux—soient maintenant

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

lues la seconde fois, M. Turgeon propose en amendement que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir introduire une résolution autorisant les occupants des terres aux Iles de la Madeleine de payer par versements d'un vingtième de la somme totale, le montant payable pour le rachat de la rente constituée, créée par les lois 58 Vict., chap. 45, et 59 Vict., chap. 39; M. Châteauvert propose, comme sous-amendement, qu'en votant pour la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre déclare qu'elle sera heureuse de modifier les conditions du rachat des rentes, à annuités ou autrement, lorsque les intéressés en feront la demande régulièrement par pétition à cette Chambre, ou par l'entremise de leur député; ce sous-amendement est adopté par 33 voix contre 15, 303.

36. *Lemieux* :—M. Baker propose que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; motion adoptée par 11 voix contre 8, 381.

37. *Mauvaise administration* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides; M. Gladu propose, comme amendement, que cette Chambre constate, que le gouvernement a fait preuve d'une insouciance pour les droits et les intérêts du peuple et d'une maladministration qui compromettent gravement le bon gouvernement de cette province; amendement rejeté par 34 voix contre 19, 342 à 344.

38. *Montréal, cité de* :—A la motion pour la troisième lecture du Bill modifiant la 57 Vict., ch. 57, concernant la cité de Montréal—, M. Stephens propose en amendement que la troisième lecture de ce bill soit renvoyée à six mois; amendement rejeté par 33 voix contre 11, 246.

39. *Ottawa, comté d'* :—M. Pelletier propose que, vu l'urgence, la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, et que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois; objection étant faite, par l'honorable M. Marchand, que l'urgence ne peut être invoquée dans le présent cas, M. l'Orateur décide qu'en vertu de la 69e règle de la Chambre, la question d'urgence peut être posée; motion d'urgence adoptée par 28 voix contre 13, 367.

40. *Pendules et sonneries électriques* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides; M. Tessier (Portneuf) propose comme amendement, qu'il appert que la somme de \$1,500 00 a été dépensée depuis le 1er avril 1895 au 30 juin 1896, pour l'entretien des pendules et sonneries électriques, etc; que ces dépenses sont exagérées

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

et extravagantes ; que cette Chambre exprime l'espoir qu'une telle dépense ne se renouvellera plus à l'avenir ; cet amendement est rejeté par 34 voix contre 18, 345.

41. *Pont sur le Saint-Laurent* :—A la motion de M. Parent que la construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent, à Québec, est d'une importance vitale pour les intérêts de la province, et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette province contribuer, dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise ; M. Châteauvert propose, comme amendement, que cette Chambre désire la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, devant Québec, et elle espère que le gouvernement aidera à cette entreprise d'une manière efficace lorsque les compagnies de chemin de fer intéressées, la cité de Québec et le gouvernement du Canada auront décidé de contribuer à cette grande œuvre autant qu'ils devraient le faire, et que cette Chambre est heureuse de constater que l'honorable Premier ministre vient de faire des déclarations très satisfaisantes, à ce sujet, dans le sens de la présente motion ; amendement adopté par 29 voix contre 12, 374.

42. *Prévost Amable* :—A la motion de M. Tellier que la Chambre se forme en comité général sur le bill (No 56)—Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost ;—M. Lemieux propose comme amendement : que, vu qu'il appert, par le préambule du bill, qu'il s'agit d'une question de droit à décider avec les héritiers Prévost, et que cette question présente de sérieuses difficultés, etc., ce bill ne soit pas référé au comité général maintenant, mais dans six mois, débat ajourné, 226 ; débat repris, amendement rejeté par 29 voix contre 16 ; motion principale adoptée, 231.

43. *Régistrateurs* :—Motion de M. Pelletier que le bill amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, soit maintenant lu une deuxième fois, —motion adoptée par 28 voix contre 12, 370.

44. *Salaires et pensions de retraite* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Caron propose comme amendement—, que loin d'accomplir leur promesse d'économie les ministres actuels ont augmenté le montant des salaires et des pensions de retraite au lieu de les diminuer, pour un montant de \$14,764.00, à peine compensée par une faible diminution des dépenses casuelles de ce service ; et qu'ils ont en conséquence, violé à cet égard les engagements solennels qu'ils avaient pris envers l'électorat—, amendement rejeté par 34 voix contre 14, 234

45. *Shortis, procès* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Lussier propose, comme amende-

VOTES PRIS EN CHAMBRE :— *Suite.*

ment, que cette Chambre regrette de constater que la somme de \$10,198 02 a été payée à MM. MacMaster of MacLennan, avocats, pour une seule cause : le procès de Valentine Shortis, que cette somme est exorbitante et que le paiement qui en a été fait constitue un gaspillage et un favoritisme que la Chambre ne peut approuver ; amendement rejeté par 33 voix contre 20, 338.

46. *Spencer Wood* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Dechène propose un amendement censurant le gouvernement sur les dépenses de réparation et d'entretien de—, amendement rejeté par 32 voix contre 16, 357.

47. *Subsides aux chemins de fer* :—A la motion de M. Flynn que les résolutions concernant les—, soient lues la seconde fois ; M. Gladu propose en amendement que ces résolutions constituent une déviation de la politique énoncée par le gouvernement et entraînent l'augmentation de la dette publique, 251 ; sous-amendement de M. Cartier, adopté par 39 voix contre 20, 259 ; débat sur l'amendement ajourné, 269 ; débat repris, 264 ; amendement rejeté par 34 voix contre 17, 266 ; motion principale posée ; amendement de M. Morin pour amender la seconde résolution ; objection de la part de M. Pelletier que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur maintient l'objection, 266 ; appel est fait de sa décision ; sa décision est confirmée par la Chambre, par 31 voix contre 16 ; amendement rejeté par 31 voix contre 16, 267.

48. *Subsides aux chemins de fer* :—A la motion pour la 3ème lecture du Bill concernant les—M. Morin propose en amendement, que ce bill soit renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender, et objection étant faite, par M. Nantel, que cet amendement ne peut être posé, M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre ; et appel de cette décision est fait par M. Morin,—la décision de M. l'Orateur est confirmée par 23 voix contre 11, 270.

49. *Taxes nouvelles* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—M. Marchand propose en amendement,—que notre cabinet provincial a entièrement failli à la mission qu'il s'était imposée ; qu'il a trompé cette Législature en l'induisant à voter les nouveaux impôts avec l'entente qu'ils suffiraient au rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses, sans avoir recours aux emprunts, et qu'il a gravement compromis la situation financière de cette province au lieu de l'améliorer ; amendement rejeté par 33 voix contre 14, 304 à 307.

50. *Valtière, P.* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; M. Cooke propose en amendement,—que le

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

montant total payé en vertu du contrat du 6 juin 1894, à M. Philippe Vallière, est de \$97,038.76 ; et paraît n'être pas conforme aux faits ni aux documents produits devant cette Chambre ; amendement rejeté par 32 voix contre 16, 354.

51. *Violation des engagements* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Cooke propose comme amendement,—que cette Chambre regrette que le gouvernement ait non seulement violé l'engagement pris dans son programme financier énoncé par son trésorier, en mai 1892, mais encore ait violé ses promesses et engagements donnés en 1894 ; amendement rejeté par 40 voix contre 21, 190.

WATERLOO :—Société Saint-Jean-Baptiste de— :—Etat d'affaires, 141.
Voir *Documents*, item 82.

WEBSTER & Co. :—Voir *Charbon*.

WESTMOUNT :—Pétition du conseil municipal de la ville de—, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 11, 22 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bill No 46*.

WEST-WICKHAM :—Interpellation, 373.

WRIGHT, WILLIAM-JAMES :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen—; 33, 49 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 131. Voir *Bill No 61*.

Errata

Page 34, 1ère ligne, lire “ 24 novembre ” au lieu de “ 17 novembre ”.

Page 118, avant les trois dernières lignes, insérer les lignes suivantes :

L'honorable M. Hackett, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur,

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session, et je compte sur votre dévouement et votre sagesse pour promouvoir les intérêts de cette Province.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, le 4 décembre 1896.

Page iii de l'index, ligne 12, lire “ *item 5* ”.